PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.
SEP 1 1925

32e Année. N° 16 15 Août 1925.

LA REVUE DE PARIS

		Pages
hateaubriand . .	*Lettres à la comtesse de Castellane.* — II	721
adovic Naudeau.	*Réflexions et Enquête sur la Sécurité.*	750
ndré Savignon .	*Un petit Poème dans sa vie*	784
ir Sidney Lee . .	*Guillaume II et le Prince de Galles.*	815
vesnes	*Les Magnificences du comte de Raimondis* (fin). . .	850
aren Bramson .	*Parmi les Hommes.* — II.	875
ouis Laloy . . .	La Vie musicale : *Fin de Saison lyrique.*	906
lbert Flament. .	La Quinzaine : *Tableaux de Paris.*	917
lbert Dreyfus. .	La Vie financière : *L'Emprunt à change garanti.* . .	931
ndré Chaumeix.	La Politique : *Le Conseil de guerre des Socialistes.*	943

Chronique bibliographique : Marcel Thiébaut.

Copyright 1925 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 4 FR. 50

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

1925

La *Revue de Paris* publiera prochainement :

La Guerre et la Révolution

par MAXIME GORKI

Un Saint colonial

par PIERRE MILLE

Le Livre qui fait mourir

par NOËLLE ROGER

L'expédition française en Espagne en 1823

par G. DE GRANDMAISON

Les lettres inédites de Madame de Staël au comte O'Donnel

(Avec introduction et notes de M. Mistler d'Auriol)

La nouvelle Littérature russe

par J. KESSEL

L'Amérique et la Paix

par S. E. MARIANO CORNEJO, Ministre du Pérou

LETTRES DE CHATEAUBRIAND

A LA COMTESSE DE CASTELLANE[1]

XXI

Paris, 4 et 5 novembre.

Enfin, j'ai reçu hier votre première lettre de Genève. Je plains bien votre pauvre belle-mère; je vous plains plus encore, et je serai tourmenté jusqu'à ce que vous ayez passé ce Simplon. La saison est déjà avancée pour ce passage et les coups de vent sont affreux. Vous aurez trouvé trois lettres de moi à Milan, si toutefois elles y sont arrivées avant vous.

Je vous écris aujourd'hui, d'après vos ordres, à Florence : ainsi voilà notre correspondance organisée.

Je trouve comme vous que le plan de votre beau-père est très mauvais, mais, puisque vous reviendrez de Venise en France sans retourner à Florence, le reste importe peu.

Je comprends très bien votre orgueil : un beau grand fils qu'on trouve sur un grand chemin, il y a de quoi être fière. Henri sera charmant et vous verrez que votre gros Charles deviendra comme un géant quand il aura passé les Alpes. Parlez-moi de cette Italie où je voudrais être si je n'aspirais plus qu'au repos; il y a deux choses dont je voudrais n'entendre plus parler : de voyage et de politique, et c'est toujours ce qui me poursuit.

Je pars aujourd'hui pour la Normandie. Je ne serai absent

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er août.

que trois ou quatre jours. On me gardera vos lettres à Paris, s'il en arrive quelques-unes... Nous n'avons pas encore vu Poussino. Nous allons envoyer savoir de ses nouvelles aujourd'hui. Je calcule que vous avez passé le Simplon hier 4, jour de la fête du roi : c'est de bon augure. Le temps est beau, mais un peu froid. Vous voyez que je m'habitue aux longues lettres. Je ne vous dis pas grand'chose, mais j'écris longuement comme je cause de toutes bêtises au coin du feu, quand je suis bien las, bien ennuyeux et vous bien souffrante.

Mille hommages à toute votre famille. Madame de Chateaubriand vous remercie. Nous vous espérons tous au mois d'avril : c'est un terme. J'attends votre seconde et dernière lettre de Genève aujourd'hui ou demain.

XXII

Fervaques, 6, 7, 8 novembre.

Je vous ai écrit de Paris samedi 5, avant mon départ pour Fervaques. Je suis arrivé ici hier lundi 7, et j'en partirai samedi prochain 12. En venant, j'ai vu de loin votre pauvre solitaire Acosta; il faisait un temps affreux. Je l'apercevais à peine, au milieu de ses bois, à travers la pluie, les vents et les nuages. Je ne veux pas m'arrêter sur cette idée de peur de vous attrister. J'aime mieux vous voir revenir au printemps, au milieu de vos amis et de vos fleurs dans ce bon château.

J'ai revu Fervaques avec peine et plaisir; il y a si longtemps que je le connais; j'y suis venu dans tant de positions diverses! Ces regards sur la vie écoulée sont toujours pénibles et on aime pourtant à contempler le chemin parcouru. Je ne regrette rien, et j'accepte volontiers le court avenir qui me reste. Ma présence a fait plaisir ici. Peut-être verrez-vous Astolphe[1] à Rome, vers le mois de février; recevez-le bien, il est malheureux.

Je suis au fond de la Normandie, dans un vieux château, dans la chambre d'Henri IV; il fait froid, le vent arrache

1. Astolphe de Custine, fils de madame de Custine, né en janvier 1790, attaché à Talleyrand au Congrès de Vienne, marié le 12 mai 1821 à Léontine de Saint-Simon de Courtomer.

les dernières feuilles des arbres et vous recevrez cette lettre dans les beaux palais de Florence, sous un soleil brillant; nous autres Gaulois, nous paraissons bien barbares à votre civilisation italienne. Présentez bien mes nouveaux hommages à la Vénus de Médicis. Je suis réduit au roi Charlemagne qui reçoit à présent devant moi, dans une grande tapisserie verte, les présents que je ne sais qui vient lui offrir. Mais comment avez-vous passé le Simplon ? Voilà ce qui m'inquiète. J'aurai peut-être une lettre de vous ce soir — votre dernière lettre de Genève — et peut-être une du pied du Simplon. Je vous écrirai encore d'ici jeudi prochain 10. Je vous ai prévenu que le petit voyage mettra quelque retard dans mes lettres. J'ai reçu les vôtres non affranchies, j'ai affranchi les miennes, je ne sais si j'ai bien ou mal fait.

Je vous remercie de m'avoir donné des nouvelles de Fox; reste à savoir comment il se sera arrangé avec le grand... qui est aujourd'hui au sein de sa patrie. La fille de ma grand' mère chatte a mis au jour un chat affreux.

Voilà le courrier arrivé. Baptiste qui est resté à Paris ne m'a rien envoyé — il n'y a donc rien de vous? Allons! attendons jusqu'à demain. Mille hommages à vos parents.

XXIII

Fervaques, le 10 novambre 1825.

Voici ma seconde lettre de Fervaques adressée à Florence. J'attendais bien une lettre de vous, votre dernière lettre de Genève — Jugez de mon chagrin lorsque la poste ne m'a rien apporté à midi. Voilà les misères des voyages — à présent vos lettres et les miennes vont devenir irrégulières : les postes étrangères; les discordes de frontières et de bureaux; l'hiver, les rivières débordées, les montagnes, les mauvais chemins vont retarder les lettres et peut-être en perdre quelques-unes. Si je savais que vous avez bien passé le Simplon, je serais tranquille, mais votre mauvaise santé ainsi que celle de votre belle-mère, vos petits enfants, me font redouter le passage des montagnes; moi, qui ne suis pas d'un caractère inquiet, je m'inquiète malgré moi. Mais que sert

de vous dire tout cela? Quand vous recevrez cette lettre à Florence vous rirez de ma peur et de ces dangers, qui seront passés pour vous depuis deux mois. Je vous parle du Simplon et vous serez sur les rives de l'Arno, et peut-être même sur celles du Tibre. Mais que faire dans un vieux château où le vent souffle de toutes parts et où un ruisseau qu'on appelle une rivière est débordé et a noyé cette nuit même trois poulets. On rabâche nécessairement de ses amis, on voit des malheurs partout.

Je rentrerai après-demain dans ce triste Paris, où vous n'êtes plus et où je ne me plais guère. Ici, j'ai du moins oublié pendant quelques jours la politique, j'ai consolé des gens malheureux et j'ai travaillé un peu à mes manuscrits pour l'édition. Vous aurez autre chose à chanter, quand vous reviendrez, que « Jean, Jean, Jean » et j'ai pensé à ces veilleuses que vous aimez tant. Je ne fermerai cette lettre qu'après l'arrivée de la poste. J'espère qu'enfin le pigeon m'enverra quelque chose de vous.

P. S. — Enfin, voilà une lettre de vous : votre dernière de Genève, datée du 4, et vous partez le 5. Mais ma frayeur du Simplon redouble depuis que je vous sais si malade. Vous m'écrirez de la route. Je recevrai ces lettres à Paris. C'est madame de Chateaubriand qui m'envoie votre lettre; elle sera charmée de la robe, mais je crains comme vous la douane.

XXIV

Paris, 11, 12, 13, 14, 15 novembre 1825.

Ma dernière lettre est datée de Fervaques, jeudi 10. Je suis parti le samedi 12, et arrivé ici dimanche 13. Il a fallu attendre jusqu'à aujourd'hui 15, jour du départ du courrier d'Italie, pour vous écrire. J'ai trouvé en arrivant votre bonne lettre de Bex du 7 qui m'a un peu rassuré. Vous étiez plus contente et vous ne parliez pas de mauvais temps, de sorte que j'espère un beau passage du Simplon. Nous avons eu ici de la pluie et du vent, mais point de froid et de neige, et c'est là l'essentiel pour la montagne. Je connais beaucoup

le village de Bex, et vous l'avez très bien décrit — La petite robe est arrivée; elle est charmante. Madame de Chateaubriand veut elle-même vous en remercier. Les chats complètent ma collection. Me voilà bien fourré, gros et gras pour mon hiver. En revenant, j'ai revu Acosta à merveille — il faisait clair et le temps était doux. J'ai pensé que vous seriez bien mieux là qu'à courir les chemins, et que moi et madame de Chateaubriand irions vous y voir avec grand plaisir.

La grande nouvelle de la société est un duel pour madame de... et l'ouverture de la salle Favart : vous savez que ces bruits-là arrivent à peine dans la rue du Regard [1]. Lemoine [2] n'en sait rien et mon beau-frère [3] ne sait que les nouvelles de l'*Intrépide* que commandait le vice-amiral son grand-père. Mes nouvelles à moi, c'est mon travail qui s'avance, les jours qui s'écoulent et qui vous ramènent enfin le temps qui marche comme je vous l'avais dit et prédit. Encore quelques mois et je serai riche, vous serez tranquille; plus de voyage et une vie douce et longue avec quelques amis.

Mille hommages à vos parents. Mille tendresses à vos enfants. Ma chatte fait tous ses compliments à Fox. Dites-moi si Fox est descendu dans le tombeau de ses pères. Peut-être aurai-je ce matin une lettre de Brigue, au bas du Simplon.

Vous voyez que j'écris toujours à Florence en attendant d'autres ordres.

XXV

Paris, du 15 au 19 novembre 1825.

Enfin voilà un mot du Simplon même, en date du 9. Dieu soit loué! Voilà les dangers passés et vous êtes en Italie, peut-être aujourd'hui même à Florence — il faut

1. Chateaubriand habita rue du Regard jusqu'en avril 1826.

2. M. Lemoine, ancien secrétaire de M. de Montmorin. « Il m'avait été légué par madame de Beaumont, écrit Chateaubriand. Il m'apportait presque chaque jour, quand j'étais à Paris, la simple conversation qui me plaît tant. » (*Mémoires d'Outre-Tombe*, t. VI, p. 10).

3. Henri-Louis-Joseph-Marie comte du Plessis de Parseau (1762-1831) avait épousé Anne Buisson de la Vigne, sœur de madame de Chateaubriand. Il fut, sous la Restauration, commandant des élèves de la marine à Brest et contre-amiral.

dix jours pour vous porter cette lettre, et voilà le mal. Vous savez par mes lettres précédentes, tant de Paris que de Fervaques, que j'étais inquiet de ce Simplon. Je l'ai aussi passé, mais par le plus beau temps du monde, au mois d'octobre; je suis aussi arrivé de nuit; j'ai aussi couché dans cette petite auberge d'où vous m'avez écrit — enfin, vous retrouverez ma trace récente jusqu'à Milan[1]. Mais à Florence, Rome et Naples, c'est une autre époque de ma vie[2]. J'avais prévu que vous m'écririez de Brigue; vous avez brûlé votre lettre : vous voyez que je vous devine assez bien. Maintenant, il ne me reste plus qu'à savoir que vous n'avez pas souffert de votre nuit du Simplon, que tous vos enfants vont bien et que votre belle-mère n'a éprouvé aucune suite de son accident. Le reste ne sera plus qu'un voyage d'Italie sur de beaux chemins qui vous ramèneront bientôt, j'espère, parmi nous. J'attends aussi vos ordres pour changer l'adresse de mes lettres : vous en trouverez un paquet à Florence. Si j'avais prévu tous les retards que vous avez éprouvés, j'aurais écrit une ou deux fois de plus à Milan, mais je suppose que vous demeurerez peu de temps dans cette ville et que vous ne vous arrêterez guère à Parme et à Bologne. C'était quelque chose autrefois que d'être à Parme et à Bologne, mais qu'est-ce aujourd'hui qu'un voyage d'Italie? J'ai reçu ce matin une bien mauvaise lettre de Fervaques. Le pauvre enfant va très mal[3]. Quel chagrin pour sa pauvre grand'mère! Dans tous les cas, vous ne verrez pas Astolphe à Rome, car il n'y sera, s'il y va, qu'au printemps. En revanche, vous trouverez tout Paris au Capitole. Ce n'est pas ce qu'il y a de mieux.

Je suis un bien mauvais correspondant, je devrais vous dire ce qui se passe ici, mais, en vérité, je n'en sais rien : je ne vois personne; à dix heures, tous les soirs, je suis dans mon lit, après avoir vu, pour tout visage, le bonhomme Lemoine et le beau-frère Bas-breton.

1. Lorsque Chateaubriand se rendit, comme plénipotentiaire, au Congrès de Vérone.

2. En 1803, lorsque Chateaubriand était premier secrétaire d'ambassade à Rome.

3. Enguerrand de Custine, fils d'Astolphe de Custine et petit-fils de l'amie de Chateaubriand, né le 19 juin 1822, mort le 2 janvier 1826.

XXVI

Paris, du 19 au 22 novembre 1825.

J'ai reçu hier au soir, lundi 21, vos deux lettres; l'une d'Arona, du 11; l'autre, de Milan du 13; l'une, bien triste, et l'autre qui m'a un peu rassuré et consolé. J'avais toujours été saisi de cette idée du passage du Simplon dans cette saison, comme vous le verrez par toutes mes lettres à Florence. Mais, à propos de Florence, j'ai suivi vos instructions, et, d'après ces instructions, je n'ai dû vous écrire, par les dates, que trois fois à Milan, de sorte que vous aviez reçu toutes les lettres que vous aviez à attendre à Milan quand vous m'avez écrit; je suis fâché que vous ayez calculé sur une autre lettre et sur encore une après votre départ : vous aurez été trompée, et, par conséquent, inquiète ou impatientée. Le passage de l'Apennin n'est qu'ennuyeux et assez froid. Je suis fâché de ne pas vous avoir recommandé la belle avenue de tulipiers qui sert d'entrée à Milan par le chemin du Simplon, et au bout de laquelle devait se trouver l'élégant arc de triomphe à moitié fini : vous m'auriez donné des nouvelles de ces arbres qui étaient déjà très beaux il y a trois ans. Au reste, le Milanais n'est pas l'Italie. Ce n'est encore que la grande Cisalpine. Vous ne trouverez le ciel d'Italie qu'à Florence et de là, jusqu'à Naples le charme ira toujours croissant.

Nous ne pourrons pas prendre Royat; je le regrette beaucoup; il nous faut nous borner à un petit *gammini* qui coûte moins cher que François. Je recevrai votre horloge de bois avec une vraie reconnaissance; le pot-à-beurre n'excitera pas une moindre joie dans le cœur de madame de Chateaubriand. Imaginez-vous qu'elle a arrangé une chambre si bien dans la maison, rue d'Enfer, et qu'elle la trouve si belle, qu'elle ne veut plus qu'on l'habite, et que nous allons la mettre dans la grande armoire avec le bonnet de notre grand-père qui a fait le tour du monde.

Pour le terrain, même position; le Brun ne fait rien. Patience! tout l'avenir est là. Si je calcule bien, voilà déjà un mois que vous voyagez, c'est un mois d'avance sur votre retour. Vous verrez que cela va plus vite que vous ne le croyez.

Vous nous apporterez bientôt des oranges de Naples. Je vous demande surtout de ces gros cédrats qui sentent si bon. C'est pourtant une grande joie pour vous d'avoir des enfants qui supportent si bien le voyage. Laissez Firmé dans le tombeau de ses pères avec les Médicis et ramenez le vaillant Fox plein d'expérience et de jours.

Madame de Chateaubriand se joint à moi pour vous offrir mille tendres amitiés.

J'attends toujours l'ordre pour écrire ailleurs qu'à Florence. J'ai de bien mauvaises nouvelles de Fervaques; l'enfant va très mal.

XXVII

Paris, du 22 au 26 novembre 1825. Samedi.
Reçue à Florence.

Je ne vous ai point écrit jeudi 24 comme je le pensais. Votre lettre de Milan, du 16, m'avait désolé, et j'espérais que, dans l'intervalle du mardi au samedi, une autre lettre viendrait m'apprendre que vous n'aviez plus la fièvre et que vous étiez partie pour Florence; rien n'est arrivé; peut-être aurai-je quelque chose aujourd'hui, ce soir; mais, en attendant, je suis inquiet et voudrais bien vous savoir mieux. Je connais votre courage; je sais que vous ne vous plaignez que quand vous êtes réellement malade, et c'est là ce qui me rend les longueurs du chemin et les retards de la poste plus insoutenables.

Si vous êtes à Milan, j'espère que vous avez écrit à Florence pour qu'on vous renvoie vos lettres; vous en trouverez un paquet, gros comme le Simplon.

Je n'ai pas le courage de vous écrire plus longuement aujourd'hui. Je ne puis que rabâcher de votre fièvre. Je m'en veux de n'y pouvoir rien, et quand je songe que je vous écris là où vous n'êtes pas, où vous n'êtes plus, je maudis évidemment les voyages.

Madame de Chateaubriand, plus heureuse que moi, a vu Poupine. Elle était bien, fort rouge, parce qu'elle se brûlait le visage au feu. Votre mère a eu la bonté de venir nous voir. Votre Fox me divertit beaucoup. Ma chatte est devenue telle-

ment princesse qu'on ne peut plus même la regarder sans exciter son indignation.

Mille hommages à vos parents. Mille tendresses à vos enfants et, surtout, qu'il m'arrive une bonne lettre pour m'apprendre la fin de vos souffrances.

XXVIII

Paris, du 24 au 29 novembre 1825.
Reçue à Pise le 21 ou 11 décembre 1825.

Vous voyez, par les dates de cette lettre, que j'ai sauté un jour de poste (samedi 26). Je n'ai pas eu le courage d'écrire une seconde lettre de Milan. Je craignais que vous ne fussiez retenue plus longtemps à Milan, et j'ai presque été tenté de vous y écrire. Enfin, votre lettre du 19 est venue tout éclaircir : vous partiez. Vous ne me parlez pas de votre santé, ce qui n'est pas bien; mais, pourtant, il est à présumer que vous étiez moins souffrante.

Ce n'est que de ce moment que je vous regarde en Italie, et par conséquent, en plein retour pour la France. Pour la première fois aussi, je vous écris où vous êtes. Voici mes calculs : de Milan à Florence, vous avez mis trois ou quatre jours, si vous vous êtes arrêtée à Plaisance et à Bologne. Vous serez arrivée à Florence le 22 ou le 23; vous y passerez bien une quinzaine de jours, surtout si vous faites quelques courses à Pise et à Livourne; ainsi, calcul fait, vous pouvez être encore à Florence le 9 décembre, jour où cette lettre doit vous arriver. Voilà donc notre correspondance à jour. Vous allez me dire, à présent, où il faut que je vous écrive.

Je suis bien de votre avis sur la cathédrale de Milan, mais pourtant, je vous avouerai que j'aime moins le gothique sous la lumière de l'Italie que dans nos rudes climats : le Grec et le Moresque veulent un brillant soleil pour leur élégance; le gothique s'arrange mieux des ombres et des nuages. Les terribles palais de Florence et les ruines de Rome sont graves. Mais remarquez qu'ils représentent les guerres civiles du moyen âge et la grandeur du passé; leur caractère n'est pas religieux, il est politique. Pour cette raison, il est moins un

contraste avec cette espèce de religion naturelle qui naît d'une terre riante et d'un beau ciel. Prenez tout cela pour ce que cela vaut. Je vous ai mandé que madame de Chateaubriand avait vu Poupine. Donnez-nous des nouvelles de tout le monde, de vous d'abord, de vos trois enfants, de vos deux grands parents, de Fox et de Fiuné. Ma grande chatte est bien malade, on va lui faire prendre du sirop de chicorée, mais hélas! on espère peu. Nous attendons l'horloge et le vase de bois.

Mille et mille hommages.

XXIX

Paris, du 29 novembre au samedi 3 décembre.
Reçue à Pise, le 18.

Je suis un peu souffrant aujourd'hui de mes rhumatismes à la tête et à la main. Pour ces deux raisons, je ne pourrai vous écrire que quelques mots. J'ai reçu votre lettre de Plaisance et celle de Modène. Je vous remercie mille fois de tous les détails que vous me donnez, ils me font un plaisir extrême. Vous aurez trouvé un paquet de lettres comme à Florence, et je vois que j'ai bien calculé le jour dans ma dernière lettre de mardi dernier. Mardi prochain, je vous écrirai plus longuement, et j'aurai sans doute reçu votre lettre de Bologne.

Je suis charmé d'avoir daté cette lettre de décembre; il me semble que cela vous rapproche de nous d'un mois. Madame de Chateaubriand vous remercie et moi, mille fois.

Tendres hommages et à toute votre famille, grandes et petites. Je crains pour vous le passage de l'Apennin; il est très froid, mais sans danger.

XXX

Paris, du 3 au 6 décembre 1825.

Vous serez partie de Modène le 27. Si vous avez mis trois jours à traverser l'Apennin, vous serez arrivée à Florence le 30 novembre. Ainsi, il y a, au jour où je vous écris, déjà six jours que vous êtes dans cette belle et sérieuse ville, et vous aurez reçu toutes mes lettres. Dans quatre jours, j'ap-

prendrai tout cela, car il faut dix jours à une lettre pour venir de Florence ici. J'attends votre lettre de Bologne du 26 au 27 du mois dernier; elle m'arrivera ce soir ou demain. Toujours même vie ici; pourtant l'affaire de l'infirmerie est à peu près arrangée, quoique le terrain ne soit pas vendu et qu'il pèse terriblement sur moi, mais, enfin, nous pourrons nous retirer dans cet hôpital, et c'est un bien qui n'est pas à dédaigner. Être sûr d'avoir un lit pour mourir en paix, c'est quelque chose pour un bon serviteur du Roi, et je ne suis pas plus exigeant que cela. Vous, vous parcourez maintenant cette belle Italie; elle commence à Florence. Quand on peut voir des orangers, même en espaliers, on est sauvé de tous les soucis du monde. Enfin, l'année qui doit vous ramener parmi nous va bientôt commencer : quand nous daterons nos lettres de janvier 1826, Mars sera bientôt venu. Vous verrez que j'aurai encore eu raison et qu'une patience bien entendue amène tout à bien. Depuis votre départ, je n'ai vu absolument personne; je n'ai dîné qu'une fois hors de chez moi, chez madame de Duras où devait se trouver madame Pastoret[1] qui n'y est pas venue. A neuf heures, j'étais dans ma solitude, et à dix dans mon lit, comme de coutume. Je vais me promener seul sur mon boulevard désert quand j'ai bien travaillé. Je rentre à la nuit, et ma journée est finie. Voilà toutes mes joies et toute ma vie.

Je ne sais rien que par hasard de votre mère et de Poupine — elles vont bien toutes les deux. Votre mère doit vous donner des nouvelles exactement. Entre elle et moi, vous devez savoir tout ce qui se passe à Paris, elle, pour le monde, et moi pour la solitude. Bonjour encore pour aujourd'hui. Mille hommages.

Souvenirs de madame de Chateaubriand. Embrassez tous les enfants pour nous. Mes compliments à Fox. Je vous ai dit que ma mère chatte est tombée en enfance, mais elle a un peu repris son esprit avec une dose de sirop de chicorée.

1. Adélaïde-Anne-Louise Piscatory (1765-1843), avait épousé M. de Pastoret. Voir ce qu'en dit madame de Chateaubriand (*Cahiers*, p. 322).

XXXI

Paris, du 6 au 10 décembre 1825.

J'ai reçu votre bonne lettre de Bologne du 27 novembre. Vous aviez enfin trouvé l'Italie et vous paraissiez en meilleur esprit. Vous m'avez fait rire avec votre Italien qui pourrait se retourner pour chanter sa messe. Vous devez être arrivée à Florence le 2; vous faites les mêmes calculs que je vous ai faits de mon côté. Enfin, tout est bien. Reste à savoir le temps que vous passerez à Florence; dans tous les cas, vous aurez soin de dire à votre banquier de vous renvoyer vos lettres à Rome ou ailleurs. Je n'attends que demain dimanche ou après-demain lundi votre première lettre de Florence. J'ai un extrême désir d'apprendre que vous avez trouvé toutes mes lettres, parce qu'il m'est resté un chiffonnage dans la tête sur le nom de votre banquier, Vensi ou Venzy, que je ne crois pas avoir bien écrit. Nous voilà au 10 décembre : dans huit jours ou dix jours, le soleil va commencer à revenir, et vous aussi, car vous serez à Rome, et vous n'aurez plus que la course de Naples comme le point le plus éloigné. Tâchez, si vous le pouvez, quand vous serez à Naples, d'aller à Pastum; vous aurez une idée de la solitude et des monuments de la Grèce, mais voilà que je me repens du conseil, à cause de la fièvre et des voleurs; dans tous les cas, il vous faudrait une escorte. De ma solitude, rien de nouveau; j'ai été malade de mon rhumatisme ces jours derniers et je n'ai pu travailler. Voilà le seul événement de la rue du Regard. Même vie toujours : à cinq heures levés, couchés à dix, le bonhomme Lemoine, les deux chattes et mon beau-frère qui s'en va enfin comme il est venu sans qu'on lui ait donné un sou, voilà les mœurs et les habitants de mon couvent.

Sans le grand Hyacinthe qui sait quelquefois des nouvelles du gymnase et de mademoiselle Serpolette, nous nous croierions dans cette petite ville de Basse-Bretagne dont nous parle le beau-frère, où les plus beaux saumons coûtent douze sous.

Mon autre cousin Chaigniaux est arrivé de la Cochinchine, gueux comme un rat. L'Empereur voulait lui couper le cou. Quand il a vu cela, il a pris le parti de venir donner son

habit de mandarin à M. le baron de Damas. Convenez que la prospérité est dans ma famille!

Je vous remercie des nouvelles que vous me donnez du brave chien. J'espère qu'il vous restera seul bientôt, et que le maigre Fuine va faire une fin dans sa patrie.

Mille hommages et prompt retour.

Oui, c'est du quinquina, en poudre, dont il vous faut servir pour les dents. Il faut en user le soir en vous couchant et le matin surtout, en vous levant, et aussi en voyage; il faut le garder sur les gencives deux ou trois heures, et ne vous laver la bouche que quand il a fait tout son effet.

XXXII

Paris, du 10 au 13 décembre 1825.
Reçue à Pise.

Votre dernière lettre de Bologne, du 30 novembre m'est arrivée hier; elle est charmante. Vous ne serez arrivée que le 3 à Florence; vous n'aurez pu m'écrire, au plus tôt, que le 4, si le courrier encore est parti ce jour-là, et je n'aurai votre lettre que le 18 ou même le 20, c'est bien loin et bien long. Il m'est resté de la traversée de l'Apennin, de Bologne à Florence, une triste idée. Le paysage est froid, la lumière pâlie, et on semble avoir perdu l'Italie. Je crains que vous ne souffriiez dans le passage, mais je parle au futur, et vous êtes peut-être dans ce moment sur la route de Rome.

Je voudrais bien enfin que mes lettres pussent vous rejoindre quelque part.

Imaginez-vous qu'hier, en rentrant, nous avons trouvé une carte de votre mère sur laquelle était écrit : *Mademoiselle de Castellane.* La pauvre Poupine nous avait fait une visite. Madame de Chateaubriand lui avait porté, je ne sais quand, un joujou qui avait eu un tel succès qu'il avait réussi à lui faire prendre une petite drogue pour une petite toux, maintenant tout à fait passée. Si la potée de mes petites nièces arrivait cet hiver, nous y mêlerions Poupine dans une grande réunion. Vous êtes heureuse d'avoir tant de belles descriptions à me faire; je ne pourrais vous parler que des sales

rues de Paris et d'un grand trou où M. de Duras [1] vient de tomber au Gros-Caillou. Le pauvre cocher s'est tué raide. M. de Duras n'a pas même une contusion. Tout est heur et malheur dans le monde. Je vous félicite de ne lire aucun journal. J'espère un jour être à ce régime. Je m'en porterai mieux, certainement. Allons, patience, longue patience. Le printemps vient, l'année s'achève, et nous surmonterons le temps et les peines de cette vie. Mes chattes font leurs compliments à l'illustre Fox. Votre beau-père a dû bien s'ennuyer à Bologne. Mais à Florence, il trouvera une cour; il pourra mettre trois cordons et quatre ou cinq plaques et faire un ...[2] digne de sa grandeur, *Fiuné* courant devant sa voiture.

Mille hommages. Madame de Chateaubriand se joint à moi.

XXXIII

Paris, du 13 au 17 décembre 1825.
Reçue à Florence, le 28 décembre 1825.

Enfin, voilà deux lettres de Florence : l'une du cinq et l'autre du huit avec des violettes. Nous datons du même mois. Voilà donc tout très bien, sauf votre santé et celle de votre belle-mère, mais Pise, où vous allez, va vous engraisser et vous guérir toutes les deux. Je continuerai à écrire à l'adresse de M. Venzi à Florence, et j'aime ce Pise qui est, dites-vous, comme Acosta. Maintenant, il faut que je vous dise une grosse bêtise. Imaginez que je me suis cogné la tête contre le marbre de la cheminée comme un vieil enfant; que je suis resté tout étourdi depuis deux jours, et que je mets mes pieds dans l'eau. J'ai forcé mon pauvre cerveau dans cet état en travaillant une nouvelle édition de ma note sur la guerre [3], de manière que j'ai toutes les peines du monde à vous écrire ce matin. Il faut donc que je remette à mardi prochain 20, les quatre pages accoutumées.

Ne vous inquiétez pas, ce n'est que bête, il n'y a aucun mal

1. Amédée-Bretagne Malo de Durfort, duc de Duras (1771-1838), mari de l'amie de Chateaubriand.
2. Mot illisible.
3. Il s'agit de la note *De la guerre d'Espagne*, parue le 12 octobre 1823.

réel. Je vais remettre votre lettre à madame de Chateaubriand; elle sera charmée. Mais comment vos lettres sont-elles venues? Elles ne sont pas timbrées. C'est peut-être par votre nièce.

Étiez-vous logée chez ..... (j'oublie le nom) sur l'Arno. C'est là aussi que j'ai passé plusieurs jours. Vous allez voir maintenant ce que je ne connais pas, Pise. Il y a un brave homme de cette ville qui vient de m'écrire une grande lettre d'*admiration*. J'en suis bien peu digne.

Salut aux enfants et aux grands parents.

XXXIV

Paris, du 17 au 20 décembre 1825.
Reçue à Florence le 31 décembre 1825.

Je suis resté sur vos deux premières lettres de Florence venues ensemble. Vous étiez au moment de partir pour Pise, et peut-être êtes-vous maintenant sur la route de Rome. Allons! éloignez-vous vite pour revenir. Bientôt, nous entrerons dans l'année qui doit vous rendre à vos amis. Vous allez voir de grandes ruines. C'est une grande distraction. Ici, nous en voyons de bien petites, et cela n'occupe guère. Dites-moi bien comment vous avez trouvé cette Rome qui me plaisait tant. Me ferait-elle le même effet aujourd'hui ? Quand on devient vieux, on craint peut-être les vieilles choses; elles nous appellent où quelquefois on a la faiblesse de ne vouloir pas aller. Je ne crois pas l'avoir, mais qui sait ? Tâchez de vous procurer ma lettre sur Rome[1]. Vous me direz si le portrait est toujours ressemblant. Visitez enfin le tombeau de cette pauvre madame de Beaumont[2] que j'ai vu mourir si délaissée, n'ayant que moi pour recueillir son dernier soupir, ayant perdu tous ses parents massacrés, et pour laquelle j'ai été trois ans une garde-malade avec le pauvre Joubert[3],

1. Il s'agit de la *lettre à M. de Fontanes* du 10 janvier 1804.

2. Pauline de Montmorin Saint-Hérem, comtesse de Beaumont (15 août 1768-4 novembre 1803). Son père, le ministre de Louis XVI, périt dans les massacres de septembre; sa mère, mourut sur l'échafaud. Pauline de Beaumont mourut à Rome, où elle avait suivi Chateaubriand.

3. Joubert (Joseph) auteur de « Pensées », ami de Fontanes et de Chateaubriand, était mort le 4 mai 1824.

qui, lui-même, a disparu. Cela va bien vite. Je suis tenté maintenant de jeter au feu cette lettre. Je me suis laissé aller à des sentiments tristes qui vous affligeront. Vous avez bien assez de vos peines. Mais, imaginez que j'ai les pieds dépouillés par la moutarde et qu'on va me mettre des sangsues, et ce sont ces vilaines bêtes qui m'ont apparemment noirci l'imagination. Ce n'est que mon rhumatisme, fixé à la tête par ce coup que je me suis donné, qui me tourmente. Soyez sans aucune inquiétude. Vous avez appris la mort de l'empereur Alexandre[1]. Je le regrette sincèrement. Je lui étais extrêmement attaché. Il m'avait comblé de marques d'estime, et je conserve la correspondance aussi curieuse qu'honorable qu'il avait entretenue avec moi. C'est d'ailleurs une immense nouvelle que cette mort. Nous allons, dit-on, avoir le procès Ouvrard à juger à la Cour des Pairs[2]. Cela ramènera peut-être votre beau-père.

Avant de fermer cette lettre, je vous dirai si la poste, qui arrive à midi, m'a apporté quelque lettre de vous.

Voilà midi. Point de lettre; il faut fermer celle-ci, et ma pauvre tête est si souffrante que je pourrais écrire difficilement plus longtemps.

Mille choses aux chers enfants et aux grands parents et à Fox.

XXXV

Paris, du 20 au 24 décembre 1825.
Reçue à Florence, le 24 janvier 1826.

Pardonnez-moi d'être un peu inquiet ou impatient. Votre dernière lettre de Florence est du 8. Vous deviez bientôt partir pour Pise. Vous étiez souffrante et votre belle-mère aussi. Si vous m'avez écrit le 10 ou même le 11, votre lettre devrait m'être arrivée onze jours après, c'est-à-dire le 22, et nous sommes au 24. Il y a donc deux jours de retard; il est vrai que la saison est mauvaise, qu'il y a des rivières, peut-être débor-

1. Alexandre Ier, empereur de Russie, mort en Crimée, en décembre 1825.

2. Gabriel-Julien Ouvrard (1770-1846), munitionnaire de la Marine et banquier, fournit en 1823 des vivres aux troupes françaises en Espagne pour un prix très élevé. Ces marchés donnèrent lieu à un procès qui se termina par une condamnation à cinq ans de prison. Il a laissé de curieux *Mémoires* (3 vol. in-8°, 1826).

dées, et des montagnes entre vous et moi. Mais, vous savez qu'on n'entend pas raison sur tout cela, et la première chose qu'on fait est d'être inquiet, de grogner et d'avoir tort.

Je vous écris, comme je le fais presque toujours, à la lumière, avant le lever du jour, dans le petit cabinet qui donne sur des jardins et des couvents. Voilà la cloche qui éveille quelques religieuses, qui sonne, et un peu de blancheur dans le ciel qui paraît. C'est assez triste et ne ressemble guère à votre belle matinée de Bologne, mais pourtant, cela me plaît assez.

Je ne suis pas gai infiniment, et j'ai peu de raison de l'être. Vous voyagez, et, en finissant cette lettre, je vais me replonger dans le manuscrit de mes premiers voyages en Amérique. Ainsi, je n'ai plus de présent, et je suis tout dans le passé et dans l'avenir. C'est une chose assez intéressante pour moi, mais extrêmement pénible que de me retrouver dans ces manuscrits, tel que j'étais il y a trente ans. C'est un autre homme, mais, je n'ai pourtant pas trouvé un seul sentiment que je puisse désavouer ou dont j'eusse à rougir aujourd'hui. Vous êtes maintenant sur la scène de mes autres voyages, à une autre époque de ma vie. J'étais déjà changé : ainsi va de nous et du temps.

Nous avons grande envie de donner des étrennes à Poupine et nous tâcherons de la voir pour lui souhaiter la bonne année. Cela me fait penser que vous ne recevrez cette lettre que le 5 ou le 6 de janvier, et que je puis, en sûreté de conscience et dans les limites convenables, vous envoyer mille souhaits. C'est une belle année que celle qui vous ramènera; je la salue d'avance. Quoi que vous me disiez, vous reviendrez bien portante, l'air est doux à Pise, à Rome et à Naples et les voyages font toujours du bien. Je vous charge de tous mes vœux pour les grands parents, pour Henri et Arthur. N'oubliez pas Fox dans mes bénédictions et donnez-lui une aile de poulet, en cas qu'il n'ait encore mangé que la cuisse.

XXXVI

Paris, du 24 au 27 décembre 1825.
Reçue le 10 janvier 1826.

J'ai reçu votre lettre de Florence, du 8 au 9 (C'était celle qui me manquait et qui m'avait donné quelque inquiétude),

votre lettre de Pise, du 9 au 12, et celle de Pise, du 12 au 14, avec une lettre pour madame de Chateaubriand. J'ai donc tout, et je suis content et rassuré. Il faut vous dire, pour ne plus vous inquiéter inutilement, que j'ai réglé mes lettres à deux par semaine; l'une, partant le mardi comme aujourd'hui et l'autre, le samedi. Il y a poste le jeudi, mais j'ai remarqué que je n'ai pas le temps, du mardi au jeudi, de recevoir vos lettres; que ma lettre du jeudi ne répondrait donc à rien, et serait trop courte. J'ai donc pris le parti de sauter le jeudi pour mettre plus d'ordre et de rapport dans notre correspondance. Madame de Chateaubriand est très souffrante et presque toujours obligée d'être au lit. Je la garde moi-même. J'ai horriblement souffert de mon rhumatisme et ne suis pas encore bien, puis, des embarras et des tracas de toutes les espèces, ce qui m'ôte encore le peu d'instants de loisir que je voudrais vous donner. Le jour, je ne puis écrire, et c'est le matin, à la lampe, quand tout dort, que je cause avec vous. Si pourtant vous voulez que j'écrive le jeudi, j'écrirai. Vous me demandez ma vie. Je vous l'ai décrite plusieurs fois. Je vis seul, absolument seul; le boulevard est ma promenade — quelques visites à madame de Montboisier [1], madame d'Aguesseau [2], madame de Duras, madame de Montcalm [3] et madame Récamier interrompent, de loin en loin, la solitude de ma vie. Hier matin, madame Pasta a chanté à deux heures chez madame Duras, et j'ai été l'entendre dans un coin : elle a chanté d'une manière admirable. Voilà vraisemblablement toute la joie de mon carnaval pour cet hiver. Je suis très peu en train de joie. Ma position devient chaque jour plus cruelle et je m'épuise à songer quel parti je dois prendre pour y mettre un terme. Pourtant, il faut bien que j'en finisse. Cette agonie se prolonge trop. Mais, parlons de Florence. Je vous en ai déjà parlé. Je l'ai bien vue. J'ai logé chez Sheinder au bord de l'Arno. J'y ai vu mourir Alfieri. J'ai aussi admiré la salle de Niobé; les palais

1. Françoise-Pauline de Lamoignon de Malesherbes, fille du ministre de Louis XVI, née le 15 juillet 1758, mariée au baron de Montboisier le 22 janvier 1775.

2. Marie-Catherine de Lamoignon (1759-1849), épouse du marquis d'Aguesseau.

3. Madame de Montcalm était la sœur du duc de Richelieu.

sont beaux, mais tristes. En tout, je ne me plairais pas à Florence, mais je ne connais ni Pise, ni Livourne, ni Lucques, ni Pistoïe. J'ai passé à Arezzo; c'est le plus charmant vallon que j'aie vu. Votre Campo-Santo de Pise m'a ravi : je croyais y être. C'est à Pise que Lord Byron a eu l'aventure qui le fit partir pour Gênes, et de Gênes, pour la Grèce [1]. Vous allez me donner votre itinéraire jusqu'à votre retour à Florence. Vous y serez revenue vers le vingt; vous y passerez une quinzaine de jours. Vous y seriez donc encore dans les premiers jours de janvier pour y recevoir la lettre où je vous souhaite la bonne année. Ne soyez plus triste. Vivez. Souvenez-vous de ma maxime favorite : « Rien ne change dans la vie quand on est patient, le temps arrange tout, remet tout à sa place. » Vous reverrez Acosta embelli et nous irons vous y chercher. J'ai toujours cinq strophes ou cinq couplets de la romance. Tâchez d'apporter un air fait tout exprès pour elle. N'oubliez pas mes cédrats. Madame de Chateaubriand embrasse tous les beaux enfants, et moi aussi.

Je ne me reconnais plus en voyant ces longues lettres que je vous écris; moi, qui n'ai jamais écrit plus d'une douzaine de lignes dans ma vie à mes amis.

Le pauvre petit Enguerrand ne va pas bien à Fervaques, et sa vie est toujours en danger. Donatien a dû partir ou est parti ces jours-ci pour l'Italie. Son fils est attaché à l'ambassade de Rome.

XXXVII

Paris, du 27 au 31 décembre 1825.
Reçue le 14 janvier 1826.

C'est aujourd'hui le dernier jour de l'année. Je suis comme j'étais lorsque je passai le dernier jour sur un vaisseau battu par la tempête à la vue des côtes d'Afrique en revenant de Jérusalem. Encore une année sur ma tête et toujours le même sort! Il faut en prendre son parti. J'aurais pourtant bien aimé à finir cette année avec vous et à commencer la nouvelle avec vous. Mais du moins, celle-ci vous ramènera, et je la

1. La rencontre de Byron et de la comtesse Guiccioli contribua à la faire agir en faveur de l'indépendance grecque.

salue heureuse! J'ai votre bonne lettre de Pise, du 14 au 18. Vos chameaux, vos pins et votre mer m'ont charmé. J'aurais envie d'aller demeurer dans cette ferme. Ici, nous sommes au milieu de la glace et de la neige. Je gèle en vous écrivant. Comme on serait bien dans un bon château par ce temps, bien tranquille, bien chauffé et voyant les frimas par sa fenêtre! Je n'ai sous les yeux que des toits blancs et de pauvres merles bien noirs qui ne savent que manger ni où se reposer; ils n'ont plus cet air insolent qu'ils avaient dans votre jardin.

Voici comment va se passer mon premier jour de l'an. Comme je suis tout seul dans le monde, je fais venir ma famille, c'est-à-dire Musgan auquel madame de Chateaubriand a acheté un jocko. Le pauvre garçon qui n'a que moi ici-bas mangera beaucoup, dormira longtemps, presque toute la journée; il est tout nu ou à peu près, car je ne suis pas bien riche et ses habits ne lui durent pas quinze jours. On lui mettra une de mes vieilles redingotes, un pantalon trop grand pour lui, un bonnet de madame de Chateaubriand et des pantoufles à Joséphine, et il sera comme s'il était encore en Abyssinie chez le roi son père. Quelle destinée encore pour ce malheureux petit nègre : être jeté dans mes bras du bout du monde, moi qui ne peux rien pour lui. Il y a dans ce dessein de la Providence quelque chose qui me touche : le pauvre orphelin est mal tombé.

Ma main est un peu douloureuse aujourd'hui, et j'écris difficilement. Je suis obligé de finir ici. Mardi, j'espère bien remplir mes quatre pages. De nouveau, bonne année. Je vous la souhaite du fond du cœur, à vous, à tous les enfants.

XXXVIII

Paris, du 31 décembre au 3 janvier 1826.
Reçue à Rome, le 21 janvier.

Je date enfin de l'année qui va vous ramener parmi nous; il me semble que le plus fort est fait, et que déjà vous revenez avec le soleil. Vous êtes peut-être à Rome à présent, ou au moment d'y aller. Encore un peu, et vous serez à Naples!

Alors, il faudra que vous reveniez à nous quand la terre vous manquera. Votre lettre de Livourne, du 20 décembre, m'est parvenue. Vous me faites des questions sur l'Italie qui me font grand plaisir, parce qu'il est clair que vous n'avez pas lu ou que vous avez oublié mes barbouillages. Ma lettre à Fontanes, imprimée dans les notes du *Génie du Christianisme*, vous aurait appris que j'étais à Rome en 1803, et que je me suis embarqué pour la Grèce à Trieste, en 1806. Dans une de mes lettres, je ne sais laquelle, je vous ai parlé de Rome et de la pauvre madame de Beaumont. Parlons maintenant d'autre chose. Votre mère et Poupine sont venues hier nous faire une visite. Malheureusement, j'étais allé faire ma promenade du boulevard. Madame de Chateaubriand était chez elle; elle a trouvé Poupine à merveille, mais toujours douce et plaintive; elle a donné sa main à baiser à madame de Chateaubriand et a voulu un Capucin, monté sur un âne et qui nous sert de baromètre avec son froc. C'étaient les étrennes que nous avait données le moine. Poupine s'en est emparé. Heureusement qu'elle n'a pas vu un chat, autre baromètre donné par M. Henri, car nous n'eussions plus su dans la maison quel temps il faisait. Je suis allé aujourd'hui rendre la visite à votre mère et à la pauvre petite orpheline. Cette apparition de Poupine nous a fait grand plaisir. Les journaux ne sont remplis que de réceptions, de présentations, de récits de gens, de parents, d'amis qui se complimentent. Nous sommes environnés de joie et de bruit, et nous, personne ne vient rompre notre abandon et notre solitude. Je puis me dire un peu, en entendant parler de la foule : c'est moi qui l'ai menée là, et je trouve tout simple d'en être exclu.

Je ne vous parle jamais de politique; je ne veux point vous en parler, et je désire que vous ne m'en disiez pas un mot. Mais pourtant, je ne puis résister à l'envie de vous faire remarquer deux frères, deux princes : Nicolas et Constantin [1], qui refusent, l'un et l'autre, de monter sur le trône et qui se renvoient mutuellement une couronne. L'exemple est rare, et je ne veux pas manquer cette occasion d'admirer enfin quelque chose.

1. Le grand-duc Constantin, frère cadet de l'empereur de Russie Alexandre Ier, renonça au trône en faveur de leur troisième frère Nicolas.

J'attends que votre prochaine lettre me donnera enfin votre adresse à Rome. Maintenant, il faut calculer treize jours de chemin. Les lettres de Florence venaient dans onze jours. Irez-vous à Rome par Sienne ou par Pérouse ? Le dernier chemin est le plus pittoresque et le plus historique.

Mille hommages. Embrassez tous les enfants pour moi pour la bonne année.

Henri, Sophie, et Arthur.

XXXIX

Paris, du 3 au 7 janvier 1826.
Reçue à Rome, le 21 janvier.

Je vous écris donc à Rome où, selon vos plans détaillés, dans votre lettre de Pise, du 23, vous arriverez après-demain 9 janvier. Je suis bien aise que vous ayez pris la route de Pérouse. Je vous le conseillais dans ma lettre de mardi dernier. Vous aurez, je l'espère, remarqué la belle forêt d'oliviers, au bord du lac de Pérouse, qui parle mieux sous le nom de Trasimène. Vous me demandez encore quand j'étais à Rome. Je vous l'ai déjà dit. J'étais à Rome en 1803; j'y suis arrivé au mois de juin. J'y ai passé six mois; j'étais à Naples au mois de décembre de cette année 1803, et au commencement de l'année 1804. Tous ces détails se trouvent dans ma lettre sur Rome, adressée à M. de Fontanes. Cette lettre a été réimprimée et traduite à Rome même; elle est aussi dans les notes du *Génie du Christianisme*. Ensuite, j'ai traversé le nord de l'Italie, en 1806, en allant m'embarquer à Trieste pour la Grèce et la Terre Sainte. Vous ne lisez pas bien mes lettres, car je vous ai dit que dans mon voyage de Naples, je ne suis pas allé à Paestum. Je vous ai parlé de la mort de la pauvre madame de Beaumont à Rome. J'approuve fort votre voyage à Paestum et même à Palerme. Je suis toujours d'avis qu'on fasse tout ce qu'on peut faire quand une fois on s'est déterminé à un voyage; sans quoi, on revient en se faisant des reproches et avec des regrets. Au reste, vous prendrez, comme vous le dites, très bien conseil sur les lieux. Je me figure qu'arrivée à Rome, vous y resterez jusqu'à la première semaine de Carême, qu'alors, vous irez passer le Carême à

Naples, et que vous pourrez faire votre excursion de Sicile et revenir pour la semaine sainte à Rome.

Vous avez parfaitement le temps de faire tout cela, il n'y a presque rien à voir à Naples : Portici, le Vésuve, Pompéies, la Solfatare. Tout cela peut s'expédier dans une semaine. Reste Paestum, et ensuite Palerme, si toutefois cette dernière course est possible. Après Pâques, vous reprendrez le chemin du Nord de l'Italie. Vous reviendrez par Venise que j'ai vue et par Vérone où vous retrouverez mon troisième voyage d'Italie, et enfin, vous nous arriverez vers la fin d'avril.

J'aime ainsi à me promener en pensée avec vous; surtout, à vous retrouver à la fin de votre course. Je vous l'avais bien dit. Vous voyez que vous l'achèverez en paix, et qu'elle finira même par ne pas vous plaire. Quand vous recevrez cette lettre (il faut maintenant treize et même quinze jours) nous serons à la fin de janvier. Voyez comme cela va vite ! Il ne restera plus que trois mois pour retrouver Acosta; il ne faut donc se désespérer de rien.

Grand merci des nouvelles du petit Roger. Je vais les communiquer à madame de Châteaubriand et aussi l'histoire du vin de Chypre; elle prétendait bien que la manne qui tombait dans le désert était du café.

J'apprends à l'instant la mort du petit Custine.

XL

Paris, du 7 au 10 janvier 1826.
Reçue à Rome, le 23 janvier.

Je reçois à la fois vos trois lettres, la première de Pise, du 23 au 27; les deux autres de Florence, du 27 au 29 et du 29 au 31 décembre. Votre messe de minuit et votre beau jardin botanique m'auraient charmé si, en même temps, vous ne m'aviez parlé de vos souffrances. J'en suis d'autant plus inquiet qu'elles auraient dû céder à l'influence de ce doux climat. Voyager n'empêche donc pas de souffrir. Je suis fâché de vous avoir écrit des lettres qui vous ont attristée. Je me les reproche, et cela ne m'arrivera plus. Je me porte à présent à merveille, mais nous avons un froid horrible; tout est gelé et ma main est glacée en vous écrivant.

Je suis sûr que ma lettre sur Rome a été réimprimée à Rome où vous pourriez la trouver; elle n'est pas, en effet dans toutes les éditions du *Génie du Christianisme.* Ce fut dans le *Mercure* qu'elle fut publiée pour la première fois, et je vous l'envoie, tirée du *Génie du Christianisme* dans cette lettre même. Je voudrais y joindre mon petit voyage au Vésuve, imprimé aussi dans le *Mercure,* mais je ne l'ai pas. Quant aux descriptions de Naples, vous les trouverez dans le premier volume des *Martyrs*; à Pise, vous auriez pu trouver le *Génie du Christianisme*; il y a été traduit et réimprimé.

Je vous ai dit aussi un petit mot de la mort de l'empereur de Russie que je regrette pour ce qu'il valait et pour la confiance qu'il m'avait témoignée. Les deux grands-ducs viennent de se montrer très généreux et très grands dans leur refus mutuel du trône : c'est enfin, à ce qu'il paraît, Nicolas qui règne. Je le connais beaucoup pour l'avoir vu à Berlin[1]; mais qu'importe la politique, laissons-la pour ce qu'elle vaut.

Je ne suis point étonné de ce que vous me dites de Louise. J'écrirai à l'abbé pour lui dire de redoubler d'amitié et de soins. La vie est remplie de ces embarras qui la rendent quelquefois bien amère. Patience et résignation sont heureusement plus fortes que le temps.

Je vois qu'au lieu d'être à Rome, comme vous me l'aviez dit, vous n'y serez que le quinze. Voici la seconde lettre que je vous y adresse chez...

J'ai connu jadis le banquier; il est fort obligeant. N'a-t-il pas aujourd'hui le titre de duc? Pourquoi pas? Je n'ai pu vous dire qu'à la marge de ma dernière lettre la mort du petit Custine. Sa pauvre grand'mère est dans une douleur qu'on conçoit. Quelle destinée! Son grand-père, son mari, sa belle-fille, son fils, son petit-fils, comment nous plaignons-nous en face de pareils malheurs ? Que va-t-elle devenir ? Voyager avec Astolphe, c'est ce qu'elle pourrait faire de mieux; mais, à son âge, courir ainsi sur la terre sans avenir et sans espérance de repos! Elle sera ici dans quinze jours. Imaginez-vous que la pauvre madame Astolphe n'était pas encore descendue

1. Chateaubriand fut nommé ambassadeur à Berlin le 1er janvier 1821 et démissionna le 30 juillet de la même année, lorsque MM. de Villèle et de Corbière, qui étaient alors ses amis politiques, quittèrent le ministère Richelieu.

dans le tombeau qu'on lui préparait et qu'elle semble avoir attendu son enfant — ils y ont été mis ensemble. Voilà encore de tristes sujets de lettre. Bonjour pour aujourd'hui et à tous les parents et enfants. Ci-joint la lettre sur Rome; elle est datée du 10 janvier 1804, et je vous écris le 10 janvier 1826.

XLI

Paris, du 10 au 14 janvier 1825.
Reçue à Rome, le 26 janvier.

Votre lettre, du 31 décembre au 3 janvier, m'a souhaité une bien triste bonne année. Vous n'avez que votre pauvre chien avec vous, comme moi ma chatte, et le courrier n'avait point apporté de lettres de moi; mais je pense que vous aurez pensé aux neiges et aux torrents. Le temps affreux que nous avons se sera fait sentir dans les montagnes et les courriers auront été retardés. Peut-être aussi que, dans les circonstances où la mort d'Alexandre a placé l'Europe, quelques retards auront eu lieu dans l'expédition des courriers. Mais certainement, vous n'aurez pas été longtemps inquiète sur ma santé qui est très bonne, et il vous sera arrivé de moi deux ou trois lettres à la fois, car je n'ai pas cessé d'écrire régulièrement mes deux lettres par semaine, le mardi et le samedi. Toutes ces lettres ont été adressées à Florence, excepté les trois dernières, en comptant celle-ci, qui le sont à Rome.

Nous sommes toujours dans les mêmes embarras. Nous ne trouvons point à rétrocéder le malheureux terrain de l'infirmerie dont l'intérêt nous ôte jusqu'à la vie matérielle, quoique cette vie soit réduite au plus strict nécessaire. D'un autre côté, je n'ai point avancé mes travaux, parce que j'ai été souffrant et que les embarras du genre de celui que j'éprouve ne laissent guère de liberté d'esprit. Je suis devenu vieux et blanc comme le temps. J'ai pris ma parure d'hiver et je trouve qu'elle n'est pas bien chaude. Vous, vous êtes encore bien plus maltraitée que nous. Mais vous êtes jeune, et le soleil d'Italie vous rendra la santé. Vos beaux enfants font votre joie. Quand vous nous reviendrez, vous nous apporterez du courage et nous vous prendrons pour modèle de patience et de résignation. Vous allez trouver à Rome une partie de

vos amis. Donatien, je crois, n'est pas encore parti, mais il doit se mettre en route ces jours-ci; il fait bien de fuir la neige, la politique et les nouvelles.

Vous voyez, par mon écriture, qui n'a pas beaucoup augmenté de beauté, que ma main est toujours un peu engorgée par mon rhumatisme. J'ai tous les symptômes du radotage, et c'est pour cela que je voudrais avoir le temps d'achever mes mémoires avant d'être tombé en enfance. C'est là où je veux faire justice à tous. Tâchez d'apprendre des nouvelles de Christian[1], mon neveu, enfermé à Rome, dans la maison des Jésuites où, dit-on, il se tue par ses austérités.

N'allez pas me croire mort ou même triste par cette lettre. Soyez sûre que j'ai encore le temps d'enterrer bien des gens dans ce monde.

Mille hommages, parents, enfants.

XLII

Paris, du 14 au 17 janvier 1826.
Reçue de Rome, le 30 janvier.

J'ai reçu toutes vos bonnes lettres jusqu'au 7 de ce mois. Vous vous prépariez à aller à un bal. J'aime à savoir que vous vous amusez un peu, je ne suis pas de ces amis qui veulent que leurs amis crèvent d'ennui quand ils ne sont pas là. Je me réjouis de tout ce qui peut plaire aux personnes que j'aime; la vie est trop courte pour en disputer le peu de bien qui s'y trouve à ceux qui savent en profiter. Maintenant, vous êtes au milieu de scènes qui vous plairont mieux. Rome est une grande consolatrice : ses ruines et ses tombeaux calment beaucoup les peines qu'on a; il a tant passé de chagrins et de malheurs par là qu'on est tout honteux de se plaindre. Je suis ici dans une colère sans fin. Imaginez-vous que cet homme d'Allemagne, qui nous avait prédit les grandes chaleurs, nous avait prédit aussi les grands froids, et que nous avons l'hiver le plus triste que j'aie jamais vu. La neige et

1. Christian-Antoine de Chateaubriand (1791-1843), neveu de l'écrivain, fit la campagne d'Espagne, en 1823, comme capitaine, et entra dans l'ordre des Jésuites, le 30 avril 1824.

le brouillard ne nous quittent pas. Je suis enchanté que vous soyez en Italie; ce temps vous aurait fait grand mal comme à madame de Chateaubriand qui ne sort pas de son lit. La pauvre madame de Custine est arrivée. Je vais aller la voir ce matin. Quelle désolation! Je tremble d'arriver jusqu'à elle. Le bruit court d'un mariage d'Astolphe avec la fille de madame D... Si cela était, ce serait un salut inattendu dans un mal qui semblait sans remède. Ma vie va devenir plus triste que jamais. Les Chambres vont s'ouvrir et le temps que je serai obligé de donner à la session ne contribuera pas à améliorer ma fortune. Je n'ai presque rien fait, parce que la santé de madame de Chateaubriand et la mienne n'ont pas été bonnes et que les soins que je suis obligé de prendre pour avoir le pain quotidien m'empêchent de travailler à acquérir le pain du lendemain. Toutes ces misères passeront, mais il est bien temps qu'elles finissent. J'ai grande envie d'apprendre l'impression que vous a faite cette grande Rome. Vous me parlez d'Alfieri, et de Lord Byron. Je vous avais parlé de celui-ci dans une lettre à propos de Pise, et, en lisant ma lettre à Fontanes, vous verrez que j'ai assisté à l'enterrement d'Alfieri.

A bientôt, soignez votre santé. Madame de Chateaubriand me prie de vous dire mille choses, et à tous vos enfants. Je me joins à elle.

XLIII

Paris, du 17 au 21 janvier 1826.
Reçue à Naples.

Je n'ai pas reçu de lettre de vous par le dernier courrier; j'en accuse l'abominable temps que nous avons eu, car il passe à présent, et les neiges fondent. Je suis bien persécuté du ciel : madame de Chateaubriand est dans son lit, malade, et moi, je ne suis pas trop bien. Aujourd'hui, 21 janvier, je vais à Saint-Denis. Dieu sait comment j'en reviendrai avec mes rhumatismes! Ce qui me fâche encore plus, c'est que je puis à peine vous écrire ce matin, obligé de m'habiller et de partir. Vous, vous visitez d'autres tombeaux. Du moins, ceux-là ne vous rappelleront ni les malheurs de la France ni ceux mêmes de vos amis; ils vous attristeront sans vous affliger. Ce mot

que j'écris à la hâte est pour ne pas vous laisser sans lettre. J'aurais commencé à écrire hier si un mal de tête abominable, causé toujours par ce malheureux rhumatisme, ne m'avait absolument ôté la possibilité de tracer une ligne.

A bientôt une longue lettre, mardi prochain.

XLIV

Paris, du 21 au 24 janvier 1826.
Reçue à Naples.

J'ai reçu vos lettres de Florence jusqu'au 14. Je me réjouis de la guérison de votre doigt; je suis fâché de vous avoir attristé par le ton triste de ma lettre. Vous reviendrez au mois de mai. Tout ira donc bien. Ne croyez pas, au reste, que les misérables embarras de ma vie me causent une véritable tristesse. Depuis trente ans que je sers le roi, j'ai toujours été fort mal à l'aise; pourquoi serais-je mieux à la fin de mes jours qu'au commencement? Il ne m'irait pas bien d'être si douillet; je n'ai jamais de souci sur ce point que pour madame de Chateaubriand; moi, je n'ai besoin de rien. Nous avons calculé qu'en faisant une vente publique et générale de nos meubles, nous aurions de quoi nous tirer de la crise que nous voyons approcher, parce que, si nous ne trouvons pas à revendre ce malheureux terrain de l'infirmerie, les premiers termes de payement arrivent au mois de mars.

Votre dernière lettre est du 14; vous deviez partir le 16 pour Rome. J'ai une extrême envie de recevoir votre première lettre de Rome, et d'apprendre que vous y avez trouvé mes lettres, ou du moins, ma première lettre à Rome. Vous aurez soin de me mander toute la suite de votre voyage et de me dire où adresser mes lettres à Naples. Vous allez retrouver Paris à Rome, et ce n'est pas, peut-être, ce qui vous plaira le mieux. J'envie votre sort. J'aimerais mieux être au milieu des ruines sous le beau soleil d'Italie que d'être enfermé dans la Chambre des Pairs pour écouter la discussion du budget. Mes travaux sont interrompus depuis longtemps et vont l'être tout à fait pendant la session. Loin d'être prêt à conclure avec des libraires, pour le mois de mai, il m'est impossible de savoir quand j'aurai fini. Il faut pour travailler une liberté d'esprit

et une indépendance de fortune que je n'ai pas. Je tourne dans un cercle vicieux. Le défaut d'indépendance de fortune m'empêche d'en obtenir une, et le pain que je cherche pour le jour m'empêche de gagner celui du lendemain. Vos grands parents sont joyeux; vos chers enfants se portent bien. Voilà l'essentiel. Vous, qui avez tant souffert, qui avez eu des procédés si nobles, qui avez sacrifié si généreusement une immense fortune, vous avez besoin, au moins, des consolations que vous méritez; vous les aurez, et il ne sera pas dit que les sacrifices et les nobles procédés restent partout sans récompense.

Madame de Chateaubriand me charge de vous dire mille choses tendres, et moi, je vous offre mes dévoués hommages.

(*A suivre.*)

RÉFLEXIONS ET ENQUÊTE SUR LA SÉCURITÉ

De quelle manière nous avons, le 1er avril 1925, posé ici même le problème de la sécurité, c'est ce que savent fort bien les lecteurs de la *Revue de Paris* et nous ne pourrions, sans de fastidieuses redites, entreprendre de résumer ce que fut alors notre argumentation.

Nous avons publié déjà des lettres importantes de MM. Georges Goyau, Gustave Le Bon, A. Aulard, Louis de Launay, Maurice Bompard, Paul Painlevé et Jules Payot. Nous allons aujourd'hui donner la parole à M. Édouard Herriot, au général Debeney, chef d'état-major général de l'Armée, à M. A. Demangeon, professeur à la Sorbonne et auteur de cet important ouvrage qui s'appelle le *Déclin de l'Europe* (1920), à M. Jules Sageret, le profond auteur de *la Guerre et le progrès* (1917) et de *Philosophie de la guerre et de la paix* (1919), à M. Gabriel Hanotaux, ancien ministre des Affaires étrangères et à M. Jules Cambon, ambassadeur de France.

***

Déclaration de M. Édouard Herriot, Président de la Chambre des Députés.

« Du point de vue de l'absolu, il est évident que la sécurité n'existe pas; elle n'existe pas du tout pour les individus et

elle n'existe pas beaucoup pour les races, puisque l'histoire nous parle d'une infinité de civilisations disparues. Sur la relativité de l'idée de sécurité, tout ce qui était à dire a été dit et il ne nous reste, résignés à cette relativité, qu'à rechercher les moyens d'une action pratique.

» Nous ne pouvons pas deviner de quelle manière nous assurerions le plus efficacement la sécurité de la nation française jusqu'à la consommation des siècles, mais nous ne dépassons pas les limites du bon sens quand nous recherchons les meilleurs moyens de nous comporter, intelligemment, durant les vingt-cinq années qui vont suivre.

» Qu'adviendra-t-il pendant ce laps si bref? Nous n'en savons rien. Que devrait-il advenir si le monde n'est pas atteint de folie ? Incontestablement le renforcement du grand tribunal de la Société des Nations. Celui-ci, en portant devant l'opinion mondiale, à la grande lumière de la publicité, les différentes controverses internationales, a seul des chances de les réduire à leur juste proportion et peut seul empêcher ces complots sinistres de la diplomatie secrète qui, par exemple, dans le passé, ont abouti au coup de la dépêche d'Ems.

« Convenons-en impartialement, en bons Européens, si la Société des Nations était en plein fonctionnement, il serait très difficile à un Bismarck ou à quelque autre esprit machiavélique de courtiser la gloire en préparant la tombe des jeunes générations de son temps.

« Il se forme, de plus en plus, une opinion publique, non seulement européenne, mais mondiale, et il deviendra de plus en plus dangereux pour un état ambitieux de risquer le désaveu de la civilisation entière, représentée par son organe central.

« C'est donc sur ce terrain que j'entends me tenir pour répondre à votre question. Je dis que pour travailler à sa propre sécurité un état n'aurait rien de mieux à faire que de renforcer, par tous les moyens en son pouvoir, la Société des Nations, la Société des Nations y compris ce protocole de Genève auquel la raison humaine sera bien obligée de revenir et auquel les peuples finiront par aboutir, si nous savons y pousser résolument et intelligemment, nous autres Français.

» La Société des Nations, y compris le protocole de Genève, s'imposera quelque jour, sous une forme plus ou moins

amendée aux Puissances et même à celles qui semblent lui être restées jusqu'à présent réfractaires; je parle des États-Unis et de l'Allemagne elle-même. Déjà de très considérables parties de l'univers y sont fermement attachées. Rappelez-vous, par exemple ce que disaient, en mai 1925, à Genève, les représentants du Brésil et de l'Uruguay. Écoutons M. Guani, délégué de cette dernière puissance :

« Si l'Amérique latine a collaboré et continue à collaborer » avec foi et enthousiasme à l'œuvre de la Société des Nations, » c'est avec la ferme espérance de voir les principes de solida- » rité et de justice internationale, que je viens de rappeler, » devenir universels. De là, notre adhésion au Protocole, » approuvé par la cinquième assemblée, qui contient comme » base essentielle de ses différentes stipulations le principe, que » personne ne conteste plus aujourd'hui en Amérique, de l'arbi- » trage obligatoire.

« Quelles que soient donc les modifications de forme ou » l'application qu'en raison de nécessités d'ordres divers, les » grands pays européens croiraient utile d'introduire dans » l'œuvre de la cinquième assemblée, mon gouvernement ne » peut que persister à penser que l'idée de résoudre les conflits » internationaux au moyen de la justice internationale s'impo- » sera, tôt ou tard, au monde comme le seul système capable » d'écarter à jamais l'atrocité du recours à la guerre et de » consolider définitivement la fraternité entre les peuples. »

« Il est impossible, ajoute M. Herriot, que de telles paroles qui expriment le plus noble idéal n'aient pas à la longue un grand écho dans toutes les parties du continent américain.

— Mais, questionnai-je, une forte opposition au protocole n'avait-elle pas été faite durant cette même séance par monsieur Austen Chamberlain au nom de la Grande-Bretagne?

— Monsieur Chamberlain n'était pas présent à l'Assemblée où le protocole fut discuté, dit M. Herriot. D'ailleurs je ne méconnais pas du tout la valeur des accords spéciaux destinés à répondre à des nécessités spéciales. Ce serait, certes, une excellente chose que ce pacte de garantie entre la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Belgique et la France dont M. Briand mène extrêmement bien la discussion. Mais je veux voir dans ce pacte une sorte d'adjuvant, d'auxiliaire à cet accord

vaste et universel dont le protocole déterminait la nature. Réfléchissez-y bien, à la suite de la guerre on a détruit ou fortement modifié trois grandes constructions politiques : l'autrichienne, la russe et l'ottomane qui, avant 1914, malgré leurs évidents défauts, jouaient, tout au moins dans l'Europe ancienne, un grand rôle de stabilisation On a reconstitué toutes sortes de petites nationalités et celles-ci, à l'intérieur de leurs frontières, se trouvent elles-mêmes aux prises avec des revendications analogues à celles qu'elles adressaient, avant la guerre aux empires dont elles faisaient partie.

» Considérez, par exemple, l'État Yougo-Slave, où les Serbes orthodoxes sont en difficulté avec les Croates catholiques.

» En raison même de son morcellement et de sa tendance à des morcellements encore plus grands, l'Europe est de plus en plus exposée à de subites échauffourées qui pourraient l'entraîner, contre son gré, dans une guerre générale... Si, par exemple, les conflits de la frontière russo-polonaise se réitéraient, devenaient de plus en plus fréquents, que n'aurions-nous pas à redouter? Et c'est précisément ce morcellement infini de l'Europe qui nécessite sa subordination à une moralité unique, si elle veut vivre.

» — Cependant, dis-je, monsieur le président, n'est-il pas à craindre que dans certains conflits particulièrement épineux, où deux adversaires sont également persuadés de la justice de leur cause, la décision des arbitres, quelle qu'elle puisse être, ne soit impuissante à pacifier celle des deux parties contre laquelle son jugement serait prononcé. Par exemple, l'Allemagne est profondément persuadée que son territoire ne pourra pas rester coupé en deux tronçons et elle croit que cette réclamation est juste. D'autre part, la Pologne veut aboutir à la mer et, considérant les origines slaves des Kachoubes, cette aspiration nationale est parfaitement respectable. Or, ces deux plans (justes) ne sauraient se réaliser en même temps. Celui des deux pays contre lequel des arbitres se prononceraient, estimant qu'il est victime d'une révoltante injustice, ne reconnaîtrait pas leur décision.

M. Herriot resta un instant silencieux, paraissant réfléchir profondément :

» — Alors, s'écria-t-il, il n'y a plus qu'à nous préparer tous

à la guerre. Or, est-ce cela qu'on veut? Non évidemment. Les Européens, quels qu'ils soient, tiennent essentiellement à rester en paix. Comment sortir de cette impasse? Les grands problèmes internationaux sont insolubles quand on les considère d'après l'ancienne optique historique. N'est-il point clair, dès lors, que leur insolubilité est la plus sûre démonstration des nécessités nouvelles qui s'imposent? Quand la solution proposée à un problème apparaît fausse, c'est qu'il en existe une autre que le chercheur n'a pas encore su trouver. A l'esprit d'antagonisme des peuples suggestionnés par une histoire millénaire, le tribunal des nations substituera des conceptions plus conformes à l'esprit de notre temps. A travers mille difficultés, et quelquefois même malgré d'apparents reculs, l'humanité progressera.

« Nous avons tous répété de 1914 à 1918 que nous assistions à la « dernière guerre ». Nous nous devons à nous-mêmes, nous devons à nos morts de rester fidèles à cette grande pensée. Et la meilleure manière d'y rester fidèles, c'est de ne pas poser en principe aujourd'hui qu'elle est une chimère. C'est de vouloir y croire. Je conviens volontiers qu'un excès d'aveuglement et d'illusion serait dangereux et que nous ne pouvons nous avancer dans cette voie qu'avec la plus grande circonspection. Mais, d'autre part, rendent-ils service à l'humanité ceux qui, s'abandonnant à une sorte de monomanie, s'en vont toujours répétant, sans d'ailleurs en rien savoir, que toute négociation cache une embuscade et que l'humanité est vouée à la guerre jusqu'à la fin du monde? Il pourrait y avoir des dangers dans un pacifisme trop optimiste, il y en a certainement dans l'esprit d'antagonisme poussé jusqu'à l'idée fixe. Mais entre ces deux extrêmes il y a place, je le crois fermement, pour la raison qui finira par avoir raison. »

Lettre de M. le Général Debeney,
Chef de l'État-major général de l'Armée.

« Qu'au lendemain d'une guerre victorieuse une nation se montre hantée du problème de la sécurité, ce semble vraiment un paradoxe; et quand cette nation a derrière elle l'expé-

rience séculaire d'une vitalité supérieure aux pires épreuves, le paradoxe n'intéresse plus seulement la santé des esprits, il fait craindre un fléchissement secret de la force morale.

» C'est un fait pourtant que cette hantise de la sécurité, un fait incontestable et dont la cause n'est point de nature passagère; celle-ci ne réside pas seulement dans le souvenir douloureux des deuils, des ruines, des angoisses; le temps a déjà avancé son œuvre et chaque jour dissipe la lugubre impression de la guerre. Mais, si le temps guérit la sensibilité ébranlée, il ne guérit pas les affections de l'esprit, il les exacerbe plutôt et précisément c'est l'esprit surtout qui est atteint.

» La Grande Guerre, en effet, ne s'est pas contentée d'accumuler les réalités terribles, elle a aussi déchaîné des menaces plus redoutables encore et la paix a laissé ces menaces en suspens : la profondeur de la mer comme la profondeur de l'atmosphère restent suspects, les sciences les plus sereines, comme la chimie et l'électricité, sont reconnues capables de devenir les agents de mort invisibles, impalpables. La guerre n'a fait qu'indiquer ces menaces, mais les indications sont formelles, irrécusables et leur imprévision même les rend plus angoissantes en refusant toute limite au travail de l'imagination.

» Certes il est inquiétant de penser qu'en cas d'un nouveau conflit les mêmes appuis pourraient ne pas nous étayer, qu'en tout cas nos alliés d'hier seraient longs à entrer en ligne, ayant défait sans compter leur puissance militaire de 1918, mais là n'est pas la cause profonde de la hantise : les alliances se relâchent, on peut les resserrer, problème humain, problème connu.

» L'obsédant c'est l'inconnu, ce sont les menaces imprécises mais certaines qu'a formulées la guerre d'hier et que réaliserait avec une ampleur effrayante la guerre de demain. Aussi le problème de la sécurité est-il d'ordre psychologique beaucoup plus que d'ordre politique.

***

» Pour envisager sainement et mesurer un danger d'ordre psychologique, la première condition est le sang-froid. Or

remarquons tout d'abord que, dans l'espèce, il est justifié, donc aisé, de conserver tout notre sang-froid.

» Il suffit en effet de remarquer que, pendant dix ans encore, le Traité de Versailles nous met en mains les moyens d'opposer aux volontés de guerre une barrière sinon infranchissable tout au moins solide. Pendant dix ans nous avons le droit de maintenir nos troupes en Rhénanie : c'est dire que, si l'armée du Rhin reste forte et alerte, et si le gros de l'armée nationale reste en état de se mobiliser promptement et promptement de venir étayer son avant-garde, les premières batailles se dérouleront en territoire allemand. Pour qui a vu ce qu'est une bataille moderne, l'horreur et l'étendue des dévastations qu'elle comporte, la perspective d'avoir chez soi le champ de bataille est de nature à refroidir bien des ardeurs; que si un gouvernement de fer se prépare à passer outre, il est vraisemblable que les populations directement intéressées se dresseront en avocats convaincus des solutions pacifiques.

» Cette remarque, le public français l'a faite; il reste à lui en bien préciser toute la valeur et à lui dire combien est justifié son émoi instinctif en présence des questions d'évacuation prématurée. Sans doute le peuple français n'ignore point que l'occupation de la Rhénanie aura une fin, il ne se refuse pas à l'exécution loyale du traité, mais il entend qu'en cette vitale matière, aucune concession ne soit admise et il réclame l'exécution stricte des clauses corrélatives qu'il appelle avec raison « clauses de sécurité ».

» Dix ans sans doute sont un délai bien court, mais pendant ces dix ans la situation générale peut se modifier en notre faveur, les nationalités libérées ou complétées de l'Europe orientale ont le temps d'organiser leurs ressources et de prendre conscience de leur force; enfin et surtout la France a le loisir de cicatriser ses plaies et de préparer l'avenir.

» La condition première de notre sécurité est donc de maintenir ces dix années de situation favorable, œuvre de volonté et d'énergie qui contribuera à nous maintenir l'esprit libre, le regard clair et le sang calme. »

***

» Comment préparer l'avenir ? Et si nous pouvons dans une certaine mesure pourvoir à la sécurité d'aujourd'hui, comment utiliser ce délai pour préparer en tout sang-froid la sécurité de demain ?

» Ici les systèmes entrent en scène.

» Le plus simple consiste évidemment à supprimer la guerre : il suffit d'abattre les frontières, de négliger les races et de fondre les patries en une seule humanité. L'idée n'est rien moins que neuve et les essais déjà tentés sont peu encourageants : le premier acte de la paix générale consiste dans une lutte de classes qui risque de dégénérer en guerre civile, la plus atroce des guerres; d'ailleurs la fraternisation des peuples repose généralement sur des engagements verbaux dont nous avons vu la valeur en 1914. Somme toute, il s'agit d'une expérience mal rajeunie, à base incertaine et dont la France crédule ferait probablement les frais.

» Un autre système, plus pratique, s'attache à supprimer non pas la guerre mais les conflits d'où procède la guerre. En propageant et perfectionnant les méthodes d'arbitrage, la Société des Nations est certainement entrée dans une voie féconde, mais dans quelle mesure a-t-elle le pouvoir de faire exécuter ses arrêts ? Jusqu'à présent sa force est toute morale et c'est bien quelque chose; elle paraît capable de résoudre un conflit entre petites nations, résultat non négligeable, car il peut suffire à étouffer dès l'origine un commencement d'incendie. Mais contre l'ambition ou la cupidité d'une grande nation où est le moyen d'action, la puissance de sanction ? Le protocole de Genève en a tracé une esquisse, mais cette esquisse, pourtant très sobre, a suffi pour offusquer la vue de nombre d'adhérents et non des moindres; l'heure des réalisations tarde à sonner.

» Que la Société des Nations arrive, surtout par le moyen des pactes particuliers, à circonscrire progressivement les forces de guerre, c'est œuvre possible et à laquelle il faut travailler avec méthode et ténacité, mais qu'elle réussisse à étreindre toutes ces forces dans une législation efficace,

c'est hypothèse peu vraisemblable et en tout cas à échéance illimitée.

» Reste un moyen qui du moins a fait ses preuves, et qui est de préparer soi-même sa propre défense. Il est d'ancien modèle sans doute, mais il a le mérite d'une haute moralité, car il provoque la plus noble manifestation de la dignité humaine, je veux dire : l'effort.

***

» Il est naturel d'ailleurs de se demander dans quel sens doit s'exercer cet effort et si les aspects nouveaux que revêtira la guerre ne sont pas de nature à modifier profondément son mode de préparation.

» La guerre ne se contentera plus de déborder le continent pour effleurer l'atmosphère et les profondeurs marines, elle envahira ces deux éléments; en outre la guerre des explosifs deviendra la guerre des gaz, des microbes, de l'électricité. L'armée et la marine modernes répondent-elles à ces exigences ? A quoi serviront nos effectifs et nos matériels formidables, en présence d'un savant dont le laboratoire produira une substance infernale, un agent implacable susceptible de propager en quelques instants la paralysie et la mort ?

» Pour spécieux qu'il soit, ce raisonnement très répandu procède d'une vue incomplète de la question; il ne s'attache qu'à ce qu'on peut appeler le phénomène de destruction, il néglige la manière d'utiliser ce phénomène pour atteindre le but qui est la victoire.

» Il est certain qu'il faut tout d'abord s'attacher à l'agent destructeur : il est primordial d'instituer ou de perfectionner sans cesse nos laboratoires, de pousser méthodiquement et sans arrêt les études destinées à poursuivre toute utilisation entrevue des agents physiques et chimiques, leur préparation industrielle et en même temps la recherche de leurs préservatifs.

» Cette étude est actuellement à la base d'une préparation sérieuse à la guerre, mais elle n'est pas tout; son objet est de nous mettre en possession des agents destructeurs et de nous procurer la maîtrise de leur production et de leurs effets.

Reste encore à utiliser ces agents, à les employer avec succès.

» Or l'emploi nécessitera toujours, en dernière analyse, des hommes et une organisation, c'est-à-dire une armée — armée de terre, de mer et de l'air; d'autre part cette armée n'existera réellement, ne vivra que si elle est instruite. Ces vérités n'ont rien de nouveau; ce qui est nouveau, c'est qu'organisation et instruction sont appelées, selon toute vraisemblance, à répondre, au jour voulu, à une situation par quelque côté imprévu; au vrai, les débuts de guerre ont toujours révélé des surprises, mais à l'heure actuelle le caractère de la guerre se rattache si étroitement à l'évolution des sciences physiques et naturelles, qu'il est entraîné dans cette évolution, laquelle a pris pour un temps une allure difficile à suivre; nous devons nous attendre à quelque imprévu et l'organisation comme l'instruction des armées doivent être préparées en vue d'y faire face sans délai.

» Organisation et instruction ne s'improvisent pas; il faut qu'elles existent déjà pour être capables de transformation; c'est en les faisant fonctionner en temps de paix à la demande des exigences connues de chaque jour qu'on les rend propres à s'adapter rapidement aux exigences éventuelles que révélera la guerre en abattant son redoutable imprévu.

» Je crois que ceux qui ont vu la guerre tombent d'accord pour assurer que, seule, une inlassable préparation du temps de paix peut former les esprits assez vigoureux pour arracher au sphinx de la guerre la formule de son énigme et les pourvoir de moyens assez souples pour en réaliser au plus vite la solution.

***

» Somme toute, le problème de la sécurité semble se ramener à des données assez simples.

» En premier lieu, exiger l'application intégrale des clauses du Traité de Versailles qui concernent l'occupation des pays rhénans; en second lieu, profiter de la situation non pas assurée, mais favorable qui nous est ainsi départie pendant dix années pour asseoir solidement la défense nationale et la maintenir en situation de s'adapter promptement aux imprévus de la guerre.

» Qu'est-ce à dire, sinon que la seule garantie efficace de la sécurité, c'est la pratique du vieil adage : « Aide-toi, le ciel t'aidera » et que le véritable ennemi de cette même sécurité c'est, sous quelque forme qu'il se présente, le sophisme déprimant de la loi du moindre effort?

» Pour guérir la hantise de la sécurité, il n'est d'autre remède que la foi raisonnée et surtout agissante dans l'énergie séculaire de la France... et, en outre, faites des enfants.

Lettre de M. A. Demangeon, Professeur à la Sorbonne.

« Vous voulez bien m'appeler à témoigner dans le procès que votre clairvoyance fait à la notion de sécurité. Je le fais bien volontiers, n'ayant d'autres idées sur ce grave problème que celles qui viennent à l'esprit de tout homme qui réfléchit.

» Vivre en sécurité, pour une nation, c'est avoir la conviction qu'aucune autre nation ne met en danger son territoire, sa fortune et son indépendance. L'expérience montre que les nations n'ont pour règle de leurs relations mutuelles que leur intérêt, en dehors de tout sentiment. La simple sagesse leur conseille donc de ne jamais se sentir en sécurité. Robinson Crusoé connut la sécurité dans son île, tant qu'il put croire qu'il n'avait point d'hommes pour voisins; il perdit toute sécurité le jour où ses yeux revirent des humains.

» Entre des groupes d'hommes contigus, il peut surgir sans cesse des contestations de propriété, des violations de liberté. Même des nations puissantes comme les États-Unis et la Grande-Bretagne, qui n'ont pas à craindre des voisins continentaux, trouvent, en regardant l'Océan, des raisons d'appréhender pour leur sécurité; c'est bien pour cela qu'elles ont limité les armements navals... des autres nations.

» A plus forte raison, la France aurait tort de penser qu'elle a la sécurité. Elle ne l'a, ni sur le Rhin où l'Allemagne semble se préparer à la revanche, ni en Europe où les constructions des traités de paix se montrent si fragiles, ni dans la Méditerranée où l'Italie pense qu'elle n'a pas sa place au soleil, ni hors d'Europe où les indigènes de nos colonies ne peuvent aimer la France à l'égal d'une patrie. Pouvons-nous, en présence

de ces incertitudes, espérer plus de sécurité ? Certaines garanties dépendent de nous; d'autres ne sont pas entre nos mains.

Nous devons, sur terre et sur mer, conserver une armée forte, une armée qui soit la nation en armes et qui mobilise toutes les forces économiques du pays. Nous devons travailler beaucoup, de manière à produire beaucoup, afin d'affranchir le plus possible de l'étranger notre économie nationale. Nous devons avoir beaucoup d'enfants afin de travailler nous-mêmes nos champs, d'exploiter nous-mêmes nos usines, de recruter nous-mêmes notre armée et de tenir nous-mêmes nos colonies. Nous devons nous débarrasser de nos dettes parce que, esclaves du dollar et de la livre, nous n'avons plus notre sécurité politique. Nous devons orienter l'éducation de nos enfants vers la compréhension de l'étranger parce que certaines notions fausses sur les autres peuples sont des menaces permanentes pour notre sécurité.

» Si nous accomplissons ces efforts, nous aurons fait ce qui dépend de nous seuls pour garantir notre sécurité. Nous tournant vers les autres nations qui n'ont pas d'intérêts contraires aux nôtres, que devons-nous attendre d'elles? Si nous nous associons avec elles pour défendre la paix, n'oublions pas que toute Société des Nations n'est qu'une impuissante formule si elle ne dispose pas d'une force internationale préalablement organisée. D'autre part, ne croyons pas qu'un gouvernement démocratique soit nécessairement plus favorable qu'un autre à la paix internationale; beaucoup de jeunes républiques de nos jours sont nées avec leurs rêves d'impérialisme. Enfin devant les dangers qui la menacent dans ses colonies, l'Europe n'a de chances de sécurité que si elle constitue un front unique devant la marée des races de couleur. »

Lettre de M. Jules Sagerel

« Vous avez bien raison de dire que si la solution du problème de la sécurité supposait l'arrêt du cours de l'histoire, cette solution n'existerait pas.

« Mais, précisément, ici, le cours de l'histoire, en ce qu'il

présente de semblable aux phénomènes physiques, en ce qu'il a d'étranger à la volonté de l'homme, de fatal, en un mot, se développe en faveur de la sécurité. Les dangers viennent de ce que les passions et les préjugés nationaux entraînent les grandes collectivités à contre-courant de l'évolution, sous prétexte de la diriger chacune à son profit.

» Il y a tout au plus trois quarts de siècle, on commençait d'entrer dans un monde nouveau, dont la grande nouveauté était l'interdépendance des peuples, fait, non pas formulé par le sentimentalisme, mais très positif et dont voici la caractéristique principale : dans chaque nation économiquement développée, un nombre considérable d'hommes, nombre croissant en progression souvent géométrique, dépendent, pour vivre, de l'écoulement de leur production à l'étranger.

» Si vous vendez vos produits, c'est pour qu'on vous les paie; or on vous les paiera en marchandises vendues chez vous : concurrence sur le marché intérieur, ou avec le bénéfice de ventes faites quelque part ailleurs : concurrence sur le marché mondial.

» Avez-vous l'ambition d'empêcher que votre client soit votre concurrent, vous avez donc aussi celle de lui retirer ses moyens de paiement.

» Cette simple considération suffirait à elle seule pour empêcher toute guerre entre nations économiquement développées. Au surplus, l'expérience a prononcé. Quels avantages *économiques* la Grande-Bretagne a-t-elle retirés de la guerre? Elle n'a conquis sur l'Allemagne aucun débouché important; ses industriels ont même échoué, malgré l'appui de leur gouvernement, à évincer du marché intérieur beaucoup de spécialités germaniques. Il est banal de parler du chômage.

» (J'ai souligné *économiques*, car les avantages politiques, eux, avantages de sécurité surtout, sont considérables).

» Malgré quoi, M. Lucien Romier, dans son récent ouvrage, si remarquable, *Explication de notre temps*, affirme que « si l'Angleterre veut sauver sa position industrielle, elle sera entraînée à une guerre contre... l'Allemagne. » Cela aurait pu être dit, et, d'ailleurs, a certainement été dit avant août 1914, et les événements ont démontré que, malgré la meilleure volonté du monde, la victoire par les armes s'accompagne de désillusions économiques pour le vainqueur. Quelles raisons

concevoir pour qu'une nouvelle guerre soit plus exempte de ces désillusions? M. Lucien Romier la prévoit comme une conséquence nécessaire de l'état plus arriéré de la technicité et de l'outillage britanniques. On ne voit pas en quoi le maintien de la paix contraindrait l'Angleterre à désespérer de toute amélioration sur ces points, et on se pose la même question que plus haut : pourquoi la guerre future remédiera-t-elle mieux que la récente à l'infériorité britannique?

» Mais peut-être M. Lucien Romier veut-il dire : « L'Angleterre *se sentira, se croira* entraînée... » et alors il a exprimé ce qui est, je le crois, une minime probabilité, mais tout de même une possibilité.

» En Angleterre, en effet, comme ailleurs, bien que plus contrebalancé qu'ailleurs, il y a un pouvoir qui se sent peu affecté par l'interpédendance des peuples, qui prend une vue nécessairement assez unilatérale des réalités économiques, c'est le pouvoir des directeurs de la production.

» Comme consommateur personnel du produit qu'il fabrique, un industriel sera tout à fait insensible à la cherté de ce produit. Si les fabricants de drap anglais, sans vendre moins de drap, réussissent tous à le vendre beaucoup plus cher, aucun d'eux n'aura été ému par la perspective de voir augmenter, de ce fait, ses notes de tailleur.

» Si le renchérissement est dû à ce qu'ils ont obtenu des droits de douane protecteurs, ne les accusez pas d'avoir fait monter le prix de la vie, ils vous répondront : — Sans ces droits, nous fermions boutique, nos ouvriers étaient sur le pavé. N'y a-t-il pas assez de chômage chez nous?

» Vous n'irez certainement pas leur dire qu'en faisant mettre des entraves à la concurrence étrangère, ils ont eu le tort d'enlever des moyens de paiement aux clients de la Grande-Bretagne : vous sentez trop qu'ils vous prendraient pour un mauvais plaisant. Au surplus, ils plaideront encore qu'ils ne redoutent pas cette concurrence, qu'ils demandent seulement le *fairtrade*, c'est-à-dire à ne pas être handicapés par l'industrie continentale qui paie moins d'impôts et que favorisent des changes bas.

» Que d'autres arguments encore!

» Une considération dispensera de les formuler : on ne con-

çoit pas qu'un industriel, ou une industrie nationale, puissent se plaindre de la diminution ou de l'abolition d'une concurrence.

» Or, d'après le point de vue d'une industrie nationale, on supprime un concurrent en le ruinant, et on peut espérer le ruiner par la guerre, qui apparaît alors comme une nécessité vitale, si ce concurrent fait de bonnes affaires tandis qu'on en fait soi-même de mauvaises.

» Voilà une manière de penser qui existe chez quelques directeurs de production en Angleterre et qui, si ces personnages l'emportaient un jour en influence dans les conseils du gouvernement britannique, pourraient, à la grande rigueur, réaliser la prédiction de M. Lucien Romier.

» Je me hâte maintenant de conclure, de peur de me laisser entraîner trop loin.

» Tout d'abord, le sujet se limite : il n'est traité ici que d'un aspect de la question de sécurité, et encore en un schéma qu'il y aurait à dégrossir. On notera, en particulier, que la Grande-Bretagne n'est citée ici nommément que pour illustrer par *a fortiori* le cas des autres nations beaucoup plus protectionnistes et moins pourvues de contrepoids au nationalisme économique naturel aux producteurs : contrepoids de gens influents s'enrichissant du pur échange de produits, ce qui est le commerce à proprement parler, contrepoids d'une population énorme de salariés qui ne sont mus que par des désirs de consommateurs . . . . . .

. . . . . .

» Quelle est une des menaces principales contre la sécurité? Évidemment, la convoitise qu'une nation a pour les biens des autres ou le fait qu'elle croit ses biens visés par la convoitise des autres.

» Or l'effet de l'entrée des Nations dans le monde nouveau dont j'ai parlé au début, monde du mécanisme, de la production, de la communication, du transport intensifs, de la fabrication en grand et en série, cet effet a été de rendre de plus en plus illusoires les avantages qu'une nation économiquement développée peut attendre d'une guerre victorieuse contre une de ses pareilles.

» La conquête, par exemple, est très peu efficace pour décon-

gestionner un pays surpeuplé : il y a des difficultés matérielles insurmontables à expulser la population des terres conquises et à la supplanter, et, s'il s'agit de s'installer à côté d'elle, il y a fort peu de place. Le professeur Ch. Seignobos a d'ailleurs parlé de cette question au cours de la présente enquête...

» Sans entreprendre une démonstration complète à cet égard, il suffit de se reporter à l'interdépendance des peuples.

» La conséquence de ce fait est que plus une guerre a un caractère et un but économiques, plus elle est antiéconomique, c'est-à-dire préjudiciable aux intérêts économiques des belligérants, en proportion même de leur développement industriel et commercial.

» Quand des biens sont illusoires, il n'y a plus lieu de les convoiter.

» Mais les directeurs de la production et, avec eux, presque tout le public, les croient réels, parce qu'il est naturel et commode de se représenter une nation comme un individu : un fabricant s'enrichit en ne se faisant payer qu'en argent...; on peut ruiner un client : on en retrouvera d'autres, et tant mieux s'ils se ruinent aussi à se fournir chez vous...; un boutiquier réussirait à *prendre* la boutique d'un confrère, un usinier l'usine d'un concurrent, que ce serait pour lui une augmentation de fortune . . . . . .

. . . . . .

» On travaillerait donc à la sécurité :

» 1° En instruisant le public.

» 2° En développant l'influence, dans les nations, des gens qui sont moins exclusivement dirigés par le point de vue producteur.

» 3° En rendant les producteurs plus sensibles à l'interdépendance des peuples, c'est-à-dire en multipliant et intensifiant les relations internationales entre producteurs qui ont besoin les uns des autres : producteurs de minerais de fer, producteurs de coke métallurgique...

» 4° En associant de plus en plus, suivant la suggestion de M. Georges Goyau, la Société des Nations aux relations économiques internationales.

« Entreprise de longue haleine, et délicate, car il faut qu'elle réussisse dans la plupart des grandes nations à la fois. Si les

illusions, dissipées chez l'une, persistent chez sa voisine, le danger n'en sera que plus grand pour la première.

» Gare au prolétariat, quand vous chercherez le contrepoids au nationalisme économique!

» Il faudra manœuvrer entre deux écueils : le règne des « capitaines d'industrie » avec lequel on n'aurait pas la paix, et celui du prolétariat qui désorganiserait la production.

» Et, je le répète, je n'ai parlé que de l'un des aspects de la question de la sécurité. Maintenant que je termine, je vois qu'il y a encore à peu près tout à dire même sur cet aspect. »

Lettre de M. Gabriel Hanotaux.

« L'homme *fait ce qu'il peut* en matière de *sécurité* comme en toute autre matière. L'histoire est une suite d'alternations, avec des avances et des reculs comme les figures d'un quadrille,

» Notre génération, après la terrible catastrophe de la guerre de 1914-1918, *fait ce qu'elle peut*, elle aussi, pour assurer aux générations futures le maximum de *sécurité*; elle fonde la Société des Nations, elle institue la Cour de la Haye; elle multiplie les traités d'arbitrage; elle neutralise certaines régions ou elle les occupe, comme on met la main sur une arme dangereuse; elle groupe des nationalités nouvelles ou libérées pour que, s'appuyant les unes les autres, elles se donnent des chances mutuelles de consolidation et de survie. Ces précautions diverses, s'inspirant toutes de réalités et de besoins différents, prouvent qu'il n'y a pas de système absolu et radical. Comme dans la vie, tout sert et la sagesse est de se servir de tout.

» Permettez-moi de vous recommander un autre genre de précaution qui faciliterait encore la tâche de ceux qui cherchent de bonne foi la paix : ce serait de ne prendre confiance que dans une presse raisonnable et modérée *qui ne dramatiserait rien*.

» Resterait à savoir si l'opinion elle-même ne préfère pas un petit battement de cœur renouvelé quand elle ouvre son journal du matin, et si elle ne se dégoûterait pas vite d'une trop plate sécurité. L'homme est un drôle d'animal! »

Propos de M. Jules Cambon, ambassadeur de France.

Ceux qui, comme l'auteur de ces lignes, se sont constamment occupés de politique extérieure durant le dernier quart de siècle, considèrent toujours une audience de M. Jules Cambon comme un precieux honneur, car il est à leurs yeux le type même du grand diplomate.

M. Jules Cambon représentait avec clairvoyance et autorité la France à Berlin quand éclata la crise de 1914. Il a vu s'accomplir sous ses yeux, dans les hautes sphères allemandes, cette évolution des esprits qui allait aboutir à la déclaration de guerre. Nul homme n'est plus fondé que M. Cambon à se faire une philosophie de l'histoire, ni plus apte à s'en faire une, ni, disons-le, plus enclin à la réticence et plus désireux de ne pas dire ce qu'est cette philosophie quand on se permet de lui demander une confidence à ce sujet.

Allez-vous donc dire que M. Cambon incarne le type de ces spécialistes adonnés à la diplomatie secrète que dépeignait Augur, dans la *Fortnightly Review* du mois de mai, par ces lignes caustiques :

On comprend la préférence montrée par les diplomates professionnels pour la poursuite de leurs négociations, même les plus insignifiantes et les plus innocentes sous le couvert d'un rigoureux secret. C'est que, privés de cette auréole de mystère, les diplomates apparaîtraient semblables à n'importe qui; ils deviendraient des gens comme tout le monde. Or cette idée leur fait horreur. Ces spécialistes, élevés suivant les préceptes de la vieille diplomatie, sentent leurs cheveux se hérisser sur leur crâne quand passe près d'eux quelque journaliste! Mais nous croyons, malgré tout, à la supériorité d'une diplomatie ouverte et contrôlée par cette opinion publique qui empêche les mouvements astucieux dans l'ombre.

Mon Dieu, M. Jules Cambon eût pu, lui, se dispenser de me recevoir et il m'a cependant reçu avec une extrême bienveillance, sans du tout donner en me voyant ces signes d'horreur qu'indique notre brillant confrère anglais. Aussi bien, après de nombreuses années passées dans l'atmosphère des grands débats européens, je me suis souvent demandé si cette expression de *diplomatie secrète* pouvait avoir une signification et ne constituait pas un pléonasme. En effet,

pratiquement, il ne saurait y avoir de diplomatie qui ne soit pas en partie secrète. Les Bolcheviks, par exemple, après avoir bruyamment dénoncé la diplomatie secrète, quand ils voulaient s'emparer du pouvoir, n'ont jamais plus, dès le lendemain de leur victoire, négocié que secrètement. Ils ont même aggravé le secret diplomatique; ils l'ont remplacé par une permanente conspiration.

Quand bien même M. Jules Cambon paraîtrait avoir un penchant pour la diplomatie menée à l'abri des investigations des informateurs, cela voudrait dire simplement qu'il est un véritable diplomate. Tant que les États seront constitués comme ils le sont présentement et tant que les hommes seront ce qu'ils sont aujourd'hui, il sera impossible de régler leurs destinées sur la place publique, et je mets au défi n'importe quel homme d'État de pouvoir, dans tous les cas et sans aucune précaution, tout dire à tout le monde.

J'exposais donc à l'illustre ambassadeur le sens exact de ma recherche. Une lueur s'alluma dans ses yeux; il allait parler quand son regard se perdit dans des lointains inaccessibles et il proféra, inquiété par l'imprudence inouïe qu'il avait failli commettre :

— Non, voyez-vous, il serait mieux que je m'abstienne. La situation que j'occupe à la Conférence des Ambassadeurs me fait un devoir d'être très réservé. Excusez-moi de ne point prendre part à votre intéressante recherche ou du moins promettez-moi de ne pas imprimer ce que je pourrais vous confier.

J'acquiesçai. Notre entretien se poursuivit et tout à coup je revins à la charge :

— Comment, m'écriai-je, monsieur l'Ambassadeur, dans un cas aussi important allez-vous nous faire perdre le bénéfice de votre sagesse?

Et, emporté par mon sujet, je lui énumérai les divers arguments dont s'étaient servis les personnages qui m'avaient déjà fait l'honneur de me répondre. J'ajoutai :

— A supposer que vous ne veuillez pas entrer dans le détail de cette discussion, dites-nous au moins quel serait votre vœu essentiel si vous aviez demain à diriger des mesures propres à assurer la sécurité de la France.

M. Cambon proféra, d'une voix nette :

— Il faut faire des enfants.

— Je prends acte de cette parole, — m'écriai-je, — car elle nous montre toute l'orientation de votre pensée. Mais en dehors de cette formule entreverriez-vous d'autres précautions sur lesquelles nous pourrions compter pour assurer notre sécurité.

— Il faut faire des enfants, — répéta M. Jules Cambon.

— Cela veut donc dire que toutes les autres manières d'assurer notre sécurité vous paraîtraient avoir un caractère d'incertitude. Je ne vous demande pas de me répondre plus avant puisque votre volonté est de ne pas le faire. Je vous sollicite seulement de m'interrompre et de ne pas me laisser errer s'il vous semble que j'interprète mal votre pensée. « Il faut faire des enfants », cela signifie en somme que les meilleures conventions diplomatiques vous apparaissent quelque peu comme des remparts de papier. Cela signifie que si la France veut pouvoir continuer à mener une grande politique, il faut qu'elle reste une grande puissance et que, si sa natalité continue à diminuer, elle tombera fatalement et avant qu'il soit longtemps au rang d'un État de second ordre. Cela signifie que quand, dans divers peuples, les qualités intellectuelles, l'énergie, la discipline et la vertu civique et l'organisation sont égales, le nombre devient logiquement un multiplicateur des causes de suprématie. Cela signifie qu'un homme comme vous, rompu, au cours d'une carrière glorieuse, à toutes les controverses de la diplomatie, en vient à une conclusion essentiellement naturaliste et dynamique. Cela signifie qu'un peuple ne doit guère compter que sur la sécurité qu'il se donne, sur la sécurité qu'il mérite, sur la sécurité latente que sa masse lui assure. Cela signifie que ses droits, ses moyens d'action, ses ambitions, tout est fatalement subordonné à sa vitalité et que tout le reste est littérature.

M. Jules Cambon resta un instant silencieux. Allait-il me contredire, apporter un correctif à ce que mon interprétation avait sans aucun doute de trop absolu? Il parla, il répéta ces mots :

— Il faut faire des enfants.

Et moi, en me retirant, je jugeai que l'éminent ambassadeur, par cette déclaration laconique, nous avait revélé le fort et le

fin de ses réflexions, car, lorsqu'on désigne avec énergie ce à quoi on croit, on laisse deviner ce que l'on pense des autres hypothèses dont on choisit de ne pas parler. Le devoir des patriotes est donc de faire des enfants, il faut en faire, ouvertement ou secrètement, pour assurer notre sécurité.

***

La présente enquête restera limitée aux quatorze consultations précédemment publiées. Il ne serait nullement impossible d'en obtenir d'autres, mais il me semble que le sujet proposé a été suffisamment élucidé. D'ailleurs à mesure que des opinions très approfondies sont consignées ici, les personnages éminents qui auraient eu l'intention de me répondre, eux aussi, hésitent davantage à le faire quand ils s'aperçoivent que le meilleur de leurs réflexions a déjà été exprimé.

Une grande constatation domine cette recherche, c'est que presque tous mes correspondants croient plus ou moins en l'avenir de la Société des nations. Ils y croient avec ferveur et enthousiasme, comme M. Edouard Herriot, ils y croient systématiquement, résolument, comme MM. Aulard et Seignobos; ils y croient avec une ferme raison, comme M. Painlevé, ils y croient, très relativement et avec les prudentes réserves si bien formulées par MM. Bompard et Jules Payot, mais enfin ils y croient jusqu'à un certain point. Même le général Debeney, que sa profession eût pu prédisposer à se montrer sceptique, admet que la Société des Nations pourra peut-être arriver, surtout par le moyen des pactes particuliers, à circonscrire progressivement les forces de guerre.

Sans aucun doute l'opinion la plus pessimiste de toutes a été formulée, et avec une logique singulière par M. Louis de Launay : « Lois et traités ne sont que des conventions reposant *momentanément* sur un consentement mutuel... L'état de paix, comme l'état de société, doit être attribué à un équilibre instable, qu'il faut se garder d'ébranler, même dans l'intention généreuse de le rendre meilleur. Vouloir à toutes forces le triomphe d'une équité idéale, c'est provoquer le désordre, parce que chacun comprend cette équité différemment et, comme dans tous les procès, s'enflamme et s'arme pour

défendre sa thèse. » En vérité, la dissertation de M. Louis de Launay est à relire et à méditer. Mais il y a de la grandeur aussi dans cette réponse que semble lui faire M. Edouard Herriot : « Les problèmes internationaux sont insolubles quand on les considère d'après l'ancienne optique historique. N'est-ce point clair, dès lors, que leur insolubilité est la plus sûre démonstration des nécessités nouvelles qui s'imposent? »

M. Georges Goyau et M. Jules Sageret se sont rencontrés sur un point particulier et d'un exceptionnel intérêt. Tous deux se sont demandé si la Société des Nations ne pourrait pas tenter d'organiser entre tous les peuples une sorte de coopération économique destinée à amoindrir les effets redoutables des concurrences internationales et à augmenter la notion d'interdépendance, c'est-à-dire de solidarité. M. Jules Payot aboutit d'ailleurs à une idée du même ordre quand il affirme que nulle civilisation n'est possible que dans et par l'entr'aide.

Il y a une forte divergence de jugement entre M. Seignobos d'une part, et M. Louis de Launay et Demangeon d'autre part, sur les causes générales qui amènent les guerres. M. Seignobos affirme que la masse des gens du peuple, dans tous les pays, ne veut jamais la guerre.

La Grande Guerre, dit-il, a été décidée en 1914 par les gouvernements de trois empires militaires où les souverains héréditaires, vivant dans un entourage d'officiers, ont laissé prendre la décision par les états-majors naturellement désireux d'entrer en campagne. Les gouvernements démocratiques de France et d'Angleterre, dominés par l'opinion publique, étaient incapables de vouloir la guerre.

Au contraire, M. Louis de Launay, comme M. Demangeon, affirme ce qui suit :

... S'imaginer que les guerres ont été jadis uniquement voulues par les souverains et que les peuples libérés ne sauraient être impérialistes, est une erreur de fait non moins patente. Il suffit, pour s'en rendre compte, de voir le bolchevisme s'appuyer sur l'armée rouge et reprendre avec un esprit plus agressif la politique des tsars, ou encore de penser à ce que les États-Unis ont fait contre les États du Sud, contre le Mexique, contre Cuba, à ce qu'ils préparent contre le Japon. Les peuples, dont les souverains sont les simples représentants et gérants comme les présidents de république, ne respectent la paix que pendant le temps où ils ont trop présent à l'esprit le fléau de la guerre et où ils restent épuisés par les dernières hostilités.

M. Seignobos écrit encore :

... Ni la natalité, ni la densité de la population n'obligent un peuple à la guerre et, historiquement, je ne vois pas de guerre qu'on puisse attribuer à cette cause. Un gouvernement ne se bat pas avec un État parce que cet État refuse de recevoir ses émigrants, ce serait le procédé le plus coûteux et le moins efficace de placer le surplus de sa population; l'équilibre se rétablit naturellement par l'émigration des travailleurs dans les pays qui ont besoin de main-d'œuvre. L'Allemagne n'avait pas d'émigrants à placer quand elle a fait la guerre et si le Japon a protesté contre les mesures des États-Unis en matière d'émigration, c'est qu'elles étaient contraires au principe de « l'égalité des races ».

Ces affirmations du célèbre historien devraient à mon sens être discutées. Je lui demande respectueusement la permission de le faire. En effet si la densité de la population n'oblige pas *directement* un peuple à entreprendre une guerre, il advient souvent qu'elle l'entraîne indirectement dans cette voie. Un peuple comme l'allemand ne produit pas sur son sol la moitié des denrées nécessaires à son alimentation. Il importe ce supplément de vivres sans lequel il ne pourrait subsister. Ce supplément, il le paie grâce à l'exportation de son industrie qu'il est obligé de rendre de plus en plus intensive à mesure que sa pullulation accroît ses besoins. Il en vient inévitablement à l'impérialisme économique qui est, lui, une cause assurée de guerre. M. Seignobos oublie-t-il que le conflit anglo-allemand avant 1914 fut avant tout un conflit d'affaires? Oublie-t-il aussi ce traité de commerce imposé par les Allemands à la Russie en 1904 durant la guerre de Mandchourie, traité qui aboutissait littéralement à faire nourrir une partie des sujets de Guillaume II par ceux de Nicolas II? A la fin de 1914 les Russes intelligents s'accordaient à affirmer que le refus par leur pays de continuer à payer ce tribut avait été l'une des principales causes de la guerre. Nous avons vu, quand commença la guerre du Transvaal qu'un État peut fort bien prendre fait et cause pour ses émigrants, pour ses *uitlanders*, et exiger pour eux, en terre lointaine, des droits égaux à ceux des anciens maîtres d'un pays où leur humeur aventureuse et leurs convoitises les ont conduits. Quant aux causes des protestations énoncées par le Japon au sujet des lois américaines restreignant l'immigration des Asiatiques, je signale

respectueusement à M. Seignobos un article écrit dans la *Revue belge* du 1er juin 1925 par le général-major Pontus, un spécialiste des questions d'Extrême-Orient, dont les études, à ce que je crois savoir, ont l'assentiment des hautes autorités japonaises :

Cette population japonaise, déjà nombreuse, augmente sans cesse; son accroissement annuel, par excédent des naissances sur les décès, dépasse actuellement 700 000 âmes, soit en dix ans, l'augmentation considérable de 7 millions d'habitants, presque la population de toute la Belgique!

Si on tient compte des villes et des villages — toujours étendus puisque les maisons japonaises ne comportent généralement qu'un rez-de-chaussée pour abriter des familles nombreuses — si on n'oublie pas, en outre, les parties incultes et inhabitables, comme les régions volcaniques et les hautes chaînes de montagnes qui occupent plus de la moitié de la surface du pays, le Japon ne dispose, en réalité, que du tiers de son sol pour l'agriculture, de sorte que, par habitant, l'étendue des terres arables ou des champs cultivables est environ de 10 ares, alors qu'elle dépasse 200 ares aux États-Unis. La densité de la population nipponne sur le sol arable est supérieure à 600 habitants par kilomètre carré, tandis que celle de la Belgique, généralement considérée comme la plus élevée, ne dépasse pas 449 habitants par kilomètre carré. C'est ce qui explique que le Japon manque de riz, indispensable cependant à l'alimentation de son peuple... Ce qu'il faut au Japon ce sont des matières premières pour ses usines, des contrées neuves pour y diriger l'excès de sa population... Il ne faut pas oublier qu'actuellement, pour le Japon, l'exportation des hommes n'est pas un luxe : c'est une question de vie ou de mort. Si on veut étouffer la race japonaise, le mouvement populaire qui réclame plus d'air et plus d'espace pourrait s'affirmer d'une façon dangereuse pour la paix en Extrême-Orient et forcer violemment la main du gouvernement.

Que la pullulation d'un peuple dans un espace trop petit et trop peu productif constitue l'une des plus dangereuses causes de ces conflits sanglants qui désolent l'humanité, voilà ce que je crois avoir non seulement expliqué, mais prouvé dans mon livre : *En écoutant parler les Allemands.*

***

M. Gabriel Hanotaux nous fait une observation très fine et singulièrement opportune, quand il nous conseille de ne prendre confiance que dans une presse raisonnable et modérée

qui ne dramatiserait rien. La presse dramatise-t-elle donc? Il n'y a pas longtemps l'un des techniciens français qui sont chargés de contrôler les armements germaniques m'écrivait pour déplorer que certains journaux insérassent sur le compte des Allemands toutes sortes de nouvelles sensationnelles et manifestement absurdes, comme si la réalité pure et simple n'était pas suffisamment grave. Mais, d'autre part, est-ce que certains journaux allemands ne dramatisent pas quelquefois à notre endroit? De même qu'un peuple veut avoir des canons parce que ses voisins en ont, de même faut-il peut-être que ce peuple ait ses exagérateurs-spécialistes pour faire équilibre aux exagérateurs-spécialistes qui le dénigrent dans une nation concurrente. Ceux qui croient bien se conduire en attribuant toujours à un voisin les pires forfaits et les intentions les plus scélérates, ceux qui, de parti pris, généralisent des travers exceptionnels observés par eux chez un peuple et qui, à dessein, nous représentent, arbitrairement, en des termes véhéments, l'excentricité de certains extrémistes comme une caractéristique de race, ceux-là croient faire œuvre méritoire et agir ainsi préventivement en stimulant le moral des lecteurs qu'ils sont chargés d'informer. Mais le malheur c'est que les excitations qu'ils propagent d'un côté de la frontière sont connues et commentées de l'autre côté et servent de justification à ceux qui, dans un autre langage, entreprennent une besogne exactement similaire à celle-là mais contre nous. En fin de compte l'opinion publique, dans deux pays qui se surveillent, est dirigée par des hommes auxquels toute idée d'objectivité est étrangère et qui introduisent dans l'information les procédés et les stratagèmes de la polémique.

Le mal est évident; il saute aux yeux, mais comment le corriger ? Chaque peuple est persuadé que sa cause est absolument juste, intégralement juste, exclusivement juste et qu'elle ne saurait supporter sur aucun point la moindre critique. Chaque peuple par conséquent croit que ses concurrents sont des misérables; il lui serait impossible de les accuser trop; ce qu'il apprend sur eux est, croit-il, fort au-dessous de leurs turpitudes secrètes, de leurs desseins ténébreux qu'il soupçonne et au sujet desquels il accueille avec empressement des « révélations ».

Tant que chaque peuple, afin de mieux conserver ses énergies, toujours en lutte avec des énergies concurrentes, cultivera le dogme de sa propre infaillibilité et considérera ses prétentions comme supérieures à tout examen, la presse ne pourra être chez lui ni raisonnable ni modérée; celle qui séduira le plus la masse de ses citoyens sera celle qui ne fera pas appel à leur jugement, mais à leurs passions, celle qui, au lieu de ne dramatiser rien, dramatisera tout. Le mal est exactement connu, délimité et il y a dans chaque pays des savants, des penseurs, des sages qui font des vœux semblables à ceux de M. Gabriel Hanotaux. Mais, on ne le voit que trop, les intellectuels ont fort peu d'influence sur l'administration des grands organes de la publicité moderne dont les impressarii désirent avant tout frapper l'imagination des badauds. Aussi bien, de même qu'un désarmement ne saurait être unilatéral, il serait peut-être dangereux pour un peuple de se singulariser par l'extrême objectivité de sa presse, s'il était vrai que les journaux de toutes les autres nations demeurassent enclins à introduire dans leurs récits les calembredaines du roman feuilleton. On ne peut lutter contre la haine que par la haine; il n'y a de contrepoids à la sottise que dans la sottise; un pays ne saurait se défaire de ses Trublions quand ses voisins en ont; il est même nécessaire qu'il en ait autant qu'eux et d'aussi virulents. La bêtise humaine est une force élémentaire qu'on ne saurait méconnaître. Quant au moyen de faire disparaître d'un seul coup tous les Trublions de la création et d'innover en Europe la réciprocité des bonnes intentions, je ne l'aperçois pas.

***

Deux de nos correspondants sur quatorze, MM. Louis de Launay et Jules Payot, n'ont pas craint d'accuser « la naïve duplicité des Anglais » et de conclure que ceux-ci nous ont « trahis ». Non, chers maîtres, les Anglais ne nous ont pas trahis; ils n'ont pas cru du moins nous trahir, mais en réalité ils ont gardé de la dernière guerre un souvenir d'horreur; ils jugeraient monstrueux d'avoir à recommencer une semblable expérience; ils ont réellement cru à la possibilité de pacifier

les Allemands en les amadouant; ils supposent, encore aujourd'hui, que plus nous emploierons la force contre les Allemands et plus nous pousserons ceux-ci à préparer un nouveau recours la force. Ils ne nous ont pas trahis; ils savent bien que si nous étions attaqués demain, ils seraient amenés à intervenir, mais ils désirent frénétiquement que cette éventualité n'arrive pas, et leur désir est si fort qu'il les a peut-être parfois aveuglés. Les Anglais ont compris autrement que nous le problème germanique, mais ils n'ont pas eu le dessein de nous tromper. Aussi bien si, ayant pour ennemis les Allemands, nous étions aussi trahis par les Anglais, déçus par les Américains, maltraités par les Russes, méconnus par les Espagnols, dénigrés par les Italiens et par plusieurs autres peuples, cela voudrait dire qu'il y a quelque chose de vicié dans notre système, car la plus mauvaise, la plus dangereuse manière d'avoir raison, c'est d'avoir raison contre tout le monde.

Deux des maîtres qui ont bien voulu nous communiquer leur opinion, MM. Louis de Launay et Gustave Le Bon, ont, dans les termes qu'on a lus, fait allusion à l'idée d'une entente avec les Allemands. Ceux-ci prépareront une guerre de revanche « à moins que nous ne finissions par nous entendre avec eux », écrit le docteur Le Bon. L'illustre philosophe est un esprit si élevé et si universel, qu'il ne s'offusquera point du tout quand nous lui ferons remarquer que sa lettre comporte une sorte de contradiction.

Nous entendre avec les Allemands serait fort bien, mais ceux-ci, avant d'envisager l'idée de cette entente essaient de nous faire comprendre que nous devrions bien prendre la peine de libérer leur territoire. Ce n'est pas seulement en Rhénanie que M. Le Bon eût voulu nous voir rester, c'est aussi dans cette Ruhr que nous venons d'évacuer. Or, si l'occupation de la Rhénanie est à elle seule un grave obstacle à tout accord, celle de la Ruhr rendait les rapports franco-allemands bien plus menaçants encore. Beaucoup de personnes envisagent de très bonne foi l'idée d'une pacification franco-allemande sans avoir bien réfléchi que, pendant dix années, nous pourrons maintenir nos troupes sur la rive du Rhin et que c'est là une idée dont s'offusque l'orgueil allemand.

Mais d'autre part devons-nous quitter prématurément la

Rhénanie? M. le général Debeney nous explique en des termes décisifs pourquoi nous ne devons pas y songer et il faudrait certes être bien hardi, bien sûr de l'avenir pour oser conseiller l'abandon des seules gages positifs qui restent entre nos mains.

On sait avec quelle clairvoyance le général anglais Morgan a dénoncé récemment dans le *Quarterly Review* les armements germaniques. Il est persuadé que les Allemands arment, et qu'ils persisteront à s'armer, en dépit de tout contrôle, tant que le reste de l'Europe sera armé. Le général anglais, après plusieurs années passées par lui à Berlin comme membre de la commission interalliée, affirme que l'occupation permanente de la Rhénanie et des têtes de pont du Rhin constituerait l'unique garantie d'une paix durable. Mais de quelle manière complète-t-il sa pensée?

« Je ne pense pas, dit-il, que l'Allemagne abandonnera ses présents projets militaires aussi longtemps qu'il restera sur le Rhin un seul bataillon français ou anglais. Et, d'autre part, la présence de ces bataillons sur le Rhin est le seul obstacle à la réussite de ces mêmes projets. *Voilà l'énigme.* »

Il n'y a pas de mot plus juste que celui-là. L'avenir de l'Europe nous apparaît comme une véritable énigme et l'on cherche vainement comment la raison parviendrait à imposer sa direction à l'aveugle remous des choses. Aujourd'hui les nationalistes d'Outre-Rhin stimulent les énergies de la jeunesse allemande en lui rappelant que certains territoires du Reich sont entre les mains de l'étranger. Mais, dans le même temps, les Français voient à bon droit dans cette occupation une sérieuse garantie contre les projets agressifs qu'ils attribuent à leurs adversaires. Comment sortir de cette impasse?

***

Cette énigme, si bien définie par le général Morgan, cette énigme vraiment redoutable, avons-nous du moins, par la présente enquête, contribué à la rendre un peu moins insoluble? Nous ne nous en flattons guère. Des idées très profondes ont été agitées par ceux que nous nous sommes permis de consulter; mais, vous avez pu vous convaincre, aucun d'eux ne nous a fourni une solution sur laquelle nous pourrions sûrement compter.

Chaque peuple croit à la sainteté de sa propre cause; son patriotisme méprise les patriotismes qui s'opposent au sien. Aucun peuple ne se soumettrait de bonne volonté à un arbitrage qui viendrait s'opposer à l'une de ses aspirations fondamentales. Il estimerait avoir été desservi par une conspiration déloyale et il considérerait sa résistance à un semblable verdict comme un devoir et un acte de justice. Il y a d'ailleurs beaucoup de controverses internationales dans lesquelles à ma connaissance les antagonistes ont de part et d'autre d'excellentes raisons à faire valoir et sont les uns et les autres profondément persuadés qu'ils représentent le bon droit. Oui, deux adversaires peuvent avoir également raison et voilà ce qui est tragique. Comment les départager sans risquer d'exaspérer l'une des deux parties, sans risquer de voir se produire un scission parmi les juges eux-mêmes?

En outre, il survient dans l'importance et l'activité des différents peuples comparés les uns aux autres des modifications graves qui inspirent à ceux qui pullulent et qui voient s'accroître leurs besoins et leurs forces, des velléités de réajustements, des désirs d'accroissement territorial, des appétits.

Le langage actuel des nationalistes italiens ne nous laisse aucun doute à cet égard; ils déclarent que leur race a été jusqu'à présent déshéritée, privée d'exutoires; elle a droit, disent-ils, à des ressources plus grandes, il lui faut des réparations, des compensations. Même au prix d'une guerre, elle doit viser à l'empire. Or, à supposer que de telles revendications soient justifiées, verra-t-on jamais un peuple surabondamment pourvu de richesses et de colonies s'amputer volontairement au profit de ceux qui se plaignent d'être mal lotis? Un peuple jugé trop privilégié se plierait-il à une décision arbitrale qui lui enjoindrait de céder l'une de ses colonies à un autre peuple mal pourvu jusqu'alors?

Si l'on considère que la Russie bolchévique s'est mise en quelque sorte hors de l'Europe, alors il faut reconnaître que l'Allemagne avec ses 63 millions d'habitants est numériquement la plus importante des communautés occidentales. Sa population pullule sur un sol qui ne peut pas la nourrir. Se résignera-t-elle pendant un temps très long à être privée de toute colonie?

Quand on voudra présenter un examen critique du pacifisme, on ne trouvera rien de plus fort à dire que cette page d'Émile Faguet rédigée en 1908.

Le pacifisme considéré sous ce très bel aspect de déclaration du droit des faibles, consacre tout simplement, confirme et consolide d'effroyables injustices. Évidemment! Il consacre toutes les injustices, toutes les iniquités du passé. Le pacifisme, à un moment donné qui est, si l'on veut, le moment actuel dit : « Que l'humanité reste en paix! »; il dit : « Ne bougeons plus! » Soit! Mais s'il prévient ainsi toutes les injustices de l'avenir, il déclare acquises et intangibles toutes les injustices du passé. Il termine et clôt l'histoire, et il la clôt au bénéfice de tous ceux qui, à l'heure actuelle, sont bénéficiaires du droit de la force. Il interdit les réparations, les redressements et les revanches et même les revendications les plus légitimes. Si le pacifisme avait eu gain de cause en 1820, les Grecs n'auraient pas eu le droit de conquérir leur indépendance; si le pacifisme avait eu gain de cause en 1772, les Américains seraient encore sous la domination de l'Angleterre. A quelque moment de l'histoire que vous placiez le triomphe du pacifisme, il est une Victoire de la force, il est la consécration et la consolidation de toutes les victoires de la force.

Nous arrivons ainsi à cette conclusion aussi incontestable que paradoxale que la campagne pour les droits du faible a pour première conséquence la condamnation à perpétuité du faible vaincu. Pour qu'il n'y ait plus d'iniquité dans l'avenir le pacifisme couvre à jamais de son manteau et scelle de son sceau toutes les iniquités du passé. Pour qu'il n'y ait plus à l'avenir ni fort ni faible, il commence par s'incliner devant le fort actuel et par lui accorder pour jamais et par lui assurer pour l'éternité tout ce qu'il a usurpé.

Impossible en effet, de contester que par l'application du pacifisme intégral, si elle était concevable, des peuples jeunes, prolifiques, entreprenants, pullulants, seraient éternellement réduits à végéter dans des limites trop étroites; il y aurait ainsi des nations-prolétaires dont la population n'aurait d'autres ressources que d'aller rechercher un salaire mercenaire parmi d'autres communautés privilégiées.

Il y a quelque chose de saisissant, convenons-en, dans la terrible argumentation de Proudhon suivant laquelle la guerre est l'épreuve suprême des nations, la mise à nu de leurs vertus et de leurs vices et en quelque sorte la sanction de la morale.

La nature, s'est écrié aussi Carlyle, est une caisse d'épargne des mieux administrées; elle tient au courant un registre officiel correct jusqu'au détail le plus infime, par Doit et Avoir, pour tous et pour

chacun en particulier. Silencieusement elle inscrit : créancier pour tel ou tel acte inconnu de loyauté et d'héroïsme, débiteur pour telle grosse bévue retentissante, qui vaut vingt-sept millions ou qui ne vaut qu'une unité. Calcul rigoureux comme la Destinée, car c'est la Destinée qui tient la plume. Et au solde du compte, vous aurez à payer, mon ami!

Et le maître écossais écrivait encore, quand il voulait établir l'identité de la Force et du Droit :

Je dis parfois que tout va par défi de guerre en ce monde, que la force bien comprise est la mesure de tout mérite. Donnez une chose au temps : si elle peut prospérer, c'est une bonne chose.

Cette « volonté » de Schopenhauer, cette force mystérieuse qui est le principe animateur de l'Univers impose aux races des mœurs propres à garantir « la survivance du plus apte » des mœurs qui leur donneront des chances de triompher dans la guerre. Quand une race s'écarte des mœurs qui conservaient sa force, elle se désagrège et voilà ce que c'est que l'immoralité. C'est pourquoi, dit le *Zarathoustra* de Nietzsche, la guerre est la seule épreuve qu'on puisse imaginer, le seul concours impartial et juste. Zarathoustra demande à ses guerriers de se réjouir même si leur ennemi a triomphé d'eux, car par cette victoire le vœu de la Vie s'est accompli, la puissance appartient au plus fort, au meilleur, à celui qui détient les meilleures possibilités de développement.

Amiel, lui, en 1880, avec une autre manière de raisonner, parvenait à la même conclusion :

Les catastrophes ramènent violemment l'équilibre et rappellent brutalement l'ordre méconnu. Le mal se châtie lui-même, les écroulements remplacent le régulateur qui n'a pas encore été trouvé. Aucune civilisation ne peut supporter qu'une dose déterminée d'abus, d'injustices, de corruption, de honte, de crimes. Cette dose atteinte, la chaudière éclate, le palais s'effondre, l'échafaudage se détraque, les institutions, les cités, les états, les empires tombent en ruines. Le mal que contient un organisme est un virus qui le ronge et finit par en avoir raison s'il n'est éliminé.

Montesquieu d'ailleurs nous l'avait déjà dit :

Il y a des causes générales, soit morales, soit physiques qui agissent dans chaque monarchie, l'élèvent, la maintiennent ou la précipitent; tous les accidents sont soumis à ces causes; et si le hasard d'une bataille, c'est-à-dire une cause particulière, a ruiné un État,

il y avait une cause générale qui faisait que cet État devait périr par une seule bataille. En un mot, l'allure principale entraîne avec elle tous les accidents particuliers.

***

L'étude de la question de sécurité nous a mis en présence d'un chaos d'idées parmi lesquelles nous demandons la permission d'en distinguer deux encore :

Il peut advenir, nous dit-on, qu'un peuple, en croyant travailler à assurer sa sécurité, prépare au contraire et de la manière la plus dangereuse, son insécurité. C'est, par exemple, quand il multiplie les mesures de rigueur contre un adversaire momentanément abattu et dont il stimule ainsi les rancunes sans avoir la possibilité de détruire ses forces latentes, ses moyens de reconstitution qui sont formidables. Nous contestons qu'on puisse nous faire ce reproche; cependant beaucoup d'Anglais croient sincèrement qu'en surexcitant le sentiment patriotique des Allemands au nom de notre sécurité présente, nous n'avons fait que nous exposer davantage à leur vengeance future.

Quelle est la réalité? Nous n'aurions eu à mon sens qu'un moyen de ne pas exaspérer les Allemands. C'eût été de ne pas leur réclamer le paiement de leur dette. Il était inévitable qu'ils se missent à nous détester de plus en plus, à mesure que nous nous montrerions des créanciers plus pressants. Mais eussions-nous pu consentir à un tel renoncement? En avions-nous le moyen? Une telle abnégation de notre part n'eût-elle pas constitué un acte d'immoralité, une injustice vis-à-vis de nous-même, une aberration inconcevable? D'ailleurs nos adversaires, au lieu d'admirer notre générosité, l'eussent peut-être considérée comme le témoignage de notre définitif affaissement. Voilà encore une preuve de l'impuissance de la raison à régler les rapports entre les peuples. Nous pensons que les Allemands sont des débiteurs frauduleux, et ils affirment, eux, que nous sommes des gens mesquins et rapaces!

***

M. Demangeon conseille à l'Europe « d' opposer un front unique devant la marée des races de couleur ». En effet l'Europe ne concevra sans doute l'intention de réunir ses forces que quand un danger commun planera sur elle. Au milieu du XIXe siècle les trois cents clans japonais mirent subitement fin à leurs ridicules vendettas pour faire face au péril blanc qui apparaissait.

Dès 1895, Fouillée et Bourdeau prévoyaient déjà des batailles de races où l'Europe serait contrainte de s'unir contre les menaces des jaunes et des noirs. Aujourd'hui l'urgence est manifeste de préparer la défense du bastion de la civilisation occidentale, car les Bolcheviks ont en réalité avancé les frontières de l'Asie jusqu'aux confins de la Pologne. Seulement a-t-on réfléchi que le peuple le plus nombreux de l'Occident, l'Allemand, par ce fait qu'il n'a plus de colonies, est séparé à cet égard de la solidarité que les Européens devraient tous s'imposer?

Si à l'issue d'une guerre malheureuse nous avions été, nous Français, dépouillés de nos possessions lointaines, contemplerions-nous avec enthousiasme l'idée de nous lever pour la défense des dominions de nos voisins? Soixante-trois millions d'Allemands ne cessent de se multiplier; ils n'ont plus de colonies; ils ont peu de facilités d'émigration; ils sont resserrés sur un territoire trop petit. Une telle situation certes n'est favorable à la sécurité de personne.

En dernière analyse, si nous nous enflammons pour toutes les idéales conceptions dont il faut espérer que pourra résulter un jour la pacification de l'Europe, nous ne trouvons là, jusqu'à présent, rien qui ait un caractère de réalité, rien à quoi il soit possible encore de se fier. Il demeure patent qu'un peuple, s'il veut vivre, doit être fort. Mais d'autre part pour qu'il puisse rester fort, il faut avant tout, qu'il soit vivant et de plus en plus vivant, c'est-à-dire que sa vie collective soit faite d'un nombre toujours plus grand d'existences individuelles.

Tous les remèdes proposés pour assurer la sécurité d'un peuple sont précaires, problématiques, sauf un qui résiderait

dans l'indestructibilité de ce peuple en dépit des plus exorbitantes épreuves. Or, c'est la fécondité seule qui rend une race indestructible. Toutes les précautions qu'une nation prendrait pour garantir sa sûreté seraient, à la longue, inopérantes, si, dans le même temps, elle choisissait elle-même de se faire disparaître.

On peut supposer que les peuples occidentaux sont capables de montrer des qualités morales, des aptitudes à l'organisation et à la discipline, des facultés inventives à peu près équivalentes, de sorte que ce qui les différencie, c'est avant tout le nombre de leurs citoyens, le nombre qui ne fournit pas seulement des soldats, mais des producteurs, des contribuables, des étudiants, des savants, le nombre, ce multiplicateur décisif d'une infinité de multiplicandes. Par conséquent, les choses étant ce qu'elles sont présentement, il me semble qu'il ne saurait y avoir de personnage plus burlesque qu'un nationaliste malthusien; il me semble que M. Jules Cambon, dans une forme brève, nous a fourni la meilleure conclusion qui s'impose à cette étude :

Pour assurer la sécurité de la France, que faut-il faire? Bien des choses sans doute, mais avant tout, des enfants.

LUDOVIC NAUDEAU

UN PETIT POÈME DANS SA VIE

I

— Parlez-moi donc un peu, Marguerite, de cette Virginie Auclère qui fut, paraît-il, si jolie et que personne, en dépit de cela, n'épousa.

— Volontiers. Je vais vous raconter son histoire...

« Nous étions un peu cousines. Du plus loin que je me la rappelle, alors que j'étais encore petite fille, Virginie avait depuis longtemps déjà coiffé Sainte-Catherine. Mais elle était demeurée coquette et très soigneuse de sa personne, ce qui exigeait de sa part des prodiges d'économie, car elle ne possédait pour vivre que de modestes rentes.

» On disait qu'à l'époque, trop vite enfuie, où ses joues étaient toutes roses, plusieurs messieurs avaient soupiré pour elle et demandé sa main. Elle ne s'était jamais décidée à répondre « oui ». Et les ans s'écoulèrent, Virginie se fana peu à peu, les sourires ne s'adressèrent plus à elle. En sorte qu'assez triste, elle vint prendre place à son tour sur ce banc du jardin public, où les vieilles filles se rassemblent pour regarder passer la vie, du jour où, elles, on ne les regarde plus.

» Pourtant Virginie rougissait encore quand on lui parlait de ses « galants », et surtout lorsqu'on faisait semblant de croire que quelqu'un s'occupait toujours d'elle. Ma cousine était flattée de ce léger mensonge. Sa solitude, elle l'avait compris trop tard, avait été sa grosse erreur et elle éprouvait une folle envie de se marier.

» A ce moment parut dans notre ville un étranger, monsieur

Octave, qu'il ne nous fut jamais donné d'entrevoir, mais dont la personne souleva chez mes sœurs et moi beaucoup de curiosité, la renommée malicieuse ayant très vite associé son nom à celui de Virginie pour affirmer que, deux ou trois fois, ils avaient échangé des propos sur le Mail.

» Aux dénégations effarouchées et aux petits airs de notre cousine, on sentait bien qu'un événement considérable l'agitait.

***

» Elle affectait un grand mutisme en ce qui concernait cet inconnu; pourtant, elle ne demandait qu'à causer. Un jour, en effet, comme nous l'avions pressée de questions, elle nous révéla ce nom d'Octave, auquel elle semblait reconnaître une surprenante beauté.

» — ... C'était un vieux garçon, nous confia-t-elle, un retraité. Sa conversation n'était pas sans charme, sa tournure avait de la distinction. Il fumait des « inséparables » — une manie dont elle le corrigerait; il rêvait de bonne cuisine bourgeoise, telle qu'on n'en sert point dans ces gargottes vers lesquelles tant de célibataires se rendent à pas lents aux heures où d'autres, plus heureux, s'assemblent, parmi des rires d'enfants et des éclats de voix fraîches, autour de la table familiale.

» Respectueux, serviable, rempli d'attentions, avec des goûts rangés, et prisant les joies simples, il était homme d'intérieur. A lui aussi, il avait seulement manqué de savoir s'établir à temps... »

» Avec mes sœurs, j'aurais beaucoup donné pour voir le bonhomme. Faute de jamais parvenir à le rencontrer, nous finîmes cependant par ne plus tout à fait croire à son existence et par en faire une sorte de personnage irréel, mais que nous décrivions fort bien, comme si nous l'avions véritablement vu.

» Pour moi, je m'imaginais M. Octave avec des « moustaches de chat », teintes en noir, très ébouriffées, des guêtres jaunes et un grand chapeau de feutre. Mes sœurs avaient, d'enthousiasme, accepté ce portrait. Le jour, nous avions coutume de rire, sitôt qu'on prononçait son nom. Je ne suis pas tout à fait

sûre que cet énigmatique individu ne nous effrayait pas un peu, dès la venue des ombres... A aucun prix, nous n'eussions accepté d'aller seules au fond du jardin.

» Nous disions : — « Voilà monsieur Octave, sauvons-nous bien vite! » Ou encore : — « Monsieur Octave a des moustaches de chat et des yeux verts; la nuit, il se promène sur les toits, un gourdin sous le bras. Il épouvante les plus braves. »

» Fréquemment, nous interrogions Virginie sur la date de son « prochain mariage. » Elle niait d'abord que pareille chose dût avoir lieu et traitait cette fable de ridicule. Elle faisait semblant de se fâcher mais, au fond, elle était très contente. Et puis, si l'on insistait beaucoup, elle contait, avec cent façons mystérieuses, qu'*il* possédait de hautes relations et qu'il serait un jour fort riche. Il avait visité tous les pays du monde. Maintenant, son choix s'était enfin fixé sur Virginie, qu'il voulait servir comme une reine.

» Un jour, me prenant à part, elle me confia qu'elle s'occupait activement de son trousseau. Elle me montra alors quelques pièces de lingerie et même sa bague de fiançailles; mais j'y reconnus un vieil anneau garni de happelourdes et de cailloux du Rhin, depuis fort longtemps sa propriété.

» En compagnie de mes sœurs, je devais, la chose était bien entendue, figurer dans son cortège de noces. Elle se plaisait à le dépeindre d'avance avec beaucoup de minutie.

» — Après la cérémonie, — ajoutait-elle — une calèche traînée par quatre chevaux blancs nous emportera vers un grand château qu'il tient tout prêt pour ma venue, tout au fond des bois. »

» Nous écoutions ces histoires et nous étions charmées sur le moment. Le doute nous reprenait dès que nous avions quitté Virginie.

» — Comment pouvez-vous prêter l'oreille à ces sornettes? — nous demandait notre père en se moquant.

» A vrai dire, nous nous étonnions surtout qu'elle ne nous eût point présenté déjà son fiancé. Elle s'en excusait, alléguant « qu'il avait entrepris un lointain voyage, ce qui la chagrinait beaucoup... » Et Virginie parut, en effet, dépérir à vue d'œil.

» — Il était parti pour les Antilles, où l'attendait une

fortune. Il reviendrait, les poches pleines de pistaches et couvert de bijoux. Des nègres aux turbans rouges le suivraient, porteurs de sacs d'or qu'ils déposeraient aux pieds de Virginie. »

» Ainsi parla un jour notre cousine. Et puis elle éclata soudain en sanglots.

» Nous la voyions devenir de plus en plus maigre, et nous pensions : « Elle va lentement se mourir d'amour, comme les petites princesses des légendes. » Et nous étions si sottes que nous n'eussions pu décider s'il convenait de la plaindre ou de l'envier.

» Il nous paraissait trop certain que, pour une raison ou pour une autre, cet insaisissable adorateur avait à jamais disparu.

» Nous ne savions pas s'il s'était nuitamment laissé prendre à quelqu'un de ces pièges que l'on tend aux matous; ou si, en courant sur les toits, il n'avait pas commis l'imprudence de pénétrer dans un grenier d'où il ne pouvait plus sortir. Parfois même — et c'était là le pis — nous en arrivions à soupçonner notre cousine d'avoir en tout ceci été le jouet de quelque mauvais plaisant, par exemple, un de ces malins démons qui nous font croire un tas de choses, excellentes ou cruelles, dès qu'on sommeille ou qu'on rêve tout éveillé...

» L'amère vérité ne nous fut connue que bien après. Car des parents pleins de bonté accoutument de cacher à leurs enfants les aspects trop sombres de la vie, et les nôtres n'y manquèrent pas. C'est tout au plus si nous devions alors apprendre qu'en dépit de tous ces beaux contes, M. Octave (il existait bel et bien) n'était pas un individu fort recommandable. On ne comptait plus ses victimes dans notre ville, et Virginie était de ce nombre. Il l'avait, paraît-il, persuadée de lui confier ses titres, et puis l'argent de son livret de caisse d'épargne. Poussant plus loin la méchanceté, il s'était enfin enhardi jusqu'à lui soustraire les quelques bijoux qu'elle possédait encore.

» Et Virginie se laissa littéralement mourir de faim, plutôt que de nous avouer la chose et de révéler ainsi qu'elle n'avait pas été aimée. »

— Marguerite, ces vieilles filles sont quelquefois bien drôles.

— Elles sont souvent curieuses, en effet.

II

— ... Et maintenant, — reprit Marguerite, — maintenant que je vous ai esquissé l'histoire de Virginie comme elle nous apparaissait à nous, fillettes, pourquoi vous cacher plus longtemps que les choses furent quelque peu différentes?...

» J'eus plus tard, à l'âge où la vérité nue offre trop souvent plus d'attrait que la fable, la coupable curiosité d'en savoir davantage et de tirer au clair la légende qui avait charmé notre enfance. L'idée m'en vint le plus simplement du monde : dans un coffret ayant appartenu à notre cousine, le hasard me fit découvrir deux ou trois cahiers chargés de sa fine écriture et des lettres dont l'encre avait jauni. Le tout s'enveloppait d'un papier encore faiblement teinté d'héliotrope sur lequel sa main avait tracé : *Pour moi-même. Souvenirs.*

» Fallait-il brûler ça?... Le passé des défunts nous appartient-il un peu ou point?... Je rougis de l'avouer : je lus tout. Ainsi, aidée du concours de personnes qui se souviennent encore d'elle, ces feuillets me permirent de reconstituer jusque dans ses scènes essentielles le roman qui s'inscrivait en marge de cette mosaïque de tableaux fantaisistes, rêvés par Virginie et par nous-mêmes, et dans lesquels le mystérieux personnage qui nous avait si fort intriguées prenait, pour nous faire rire et frissonner, tour à tour figure de barbon amoureux et de rôdeur de la nuit.

» Et voici ce que j'ai trouvé le concernant : il s'appelait Délairus — Octave était seulement un surnom — mais ce surnom, Virginie le portait depuis des années secrètement dans son cœur.

— Elle avait donc menti, en disant avoir fait sa connaissance peu avant, sur un banc de la promenade publique?

— La chère âme nous avait trompées : elle connaissait Délairus depuis dix ans.

» A l'époque où elle était encore dans tout le feu de sa jeunesse, Virginie avait déjà refusé plusieurs partis. Et ceux qui lui portaient intérêt comprenaient mal ses résistances et, souhaitant de la voir s'établir, déploraient son manque d'empressement.

» Orpheline de père et de mère, sans larges horizons, car

sa très faible dot semblait rendre impossible le « beau mariage » qu'ambitionnent jusqu'aux plus humbles d'entre nous, elle risquait, en persistant à se montrer « si difficile », de se voir finalement promise au sort chagrin de tant de vieilles filles qui s'étiolent dans la solitude.

» On disait qu'elle jouait son avenir avec imprudence, faisant fi des « bonnes occasions » et que ces temps avaient du bon, où l'on mariait les demoiselles selon les convenances et sans solliciter leur avis. — Mais Virginie n'avait point de parents pour lui faire cette douce violence et devait seulement résister à l'aimable pression d'amis qu'elle trouvait trop zélés.

» On lui représentait qu'elle ne serait pas toujours jeune et jolie, et que le printemps, pour une fille, est l'heure de la récolte; et qu'il fallait savoir écouter à propos la raison bien plutôt que son cœur, un despote, non pas des plus pratiques, bien souvent malheureux dans son choix, et qui n'a presque jamais rien à voir avec un bon établissement... On l'accusait de faire la renchérie... On lui disait... — Mais elle n'écoutait pas.

» Elle était — tenez, regardez, sa photographie est là qui en témoigne — une gracieuse personne avec un cou très long, un visage d'un ovale assez allongé, des yeux fort grands, pleins d'intelligence et de douceur — et de merveilleux cheveux blonds. Notez la pureté de son front, le dessin ferme de sa bouche point vulgaire et dénuée de sensualité, notez surtout le sérieux de cette figure qui s'accorde en vérité assez mal avec ce que nous allons savoir du roman de sa vie. Voyez... aucune effronterie dans ce regard, nulle coquetterie déplacée, rien qui signale la moindre tare, rien qui fasse craindre un coup de tête ou quelque folle excentricité : tout, ici, est pondération, équilibre, bonté, sincérité... C'est à cause de cela, sans doute, que ceux qui l'approchaient, souhaitant pour elle un bon mariage, lui proposaient ces partis qu'elle écartait un à un, à cause de cela que l'opinion publique lui fut plus tard si douce, et que la vilaine médisance ne s'attacha point à elle pour la traîner au pilori.

***

» Pourtant elle céda un jour.

» Madame d'Autremas avait résolu de faire le bonheur de Virginie et de la marier à son gré et à son point. Elle savait que le fils Chantelin « se languissait d'amour » pour notre cousine : il entrait précisément dans les vues de cette officieuse personne de voir admettre Virginie dans cette riche famille. Elle sut vaincre les résistances des parents du jeune homme. Ils en vinrent, malgré son impécuniosité, à considérer Virginie comme un parti sortable. Leur fortune leur permettait de donner à leur fils la femme qu'il souhaitait, la plus désirable précisément, puisqu'elle passait pour la fille la mieux accomplie de la ville. Son peu d'ardeur au mariage fut même un attrait de plus, leur vanité se flattant de parvenir à remporter celle qui avait écarté tant de soupirants...

» Alors commença un siège en règle : d'abord de longs travaux d'approche, maints sourires, mille gracieusetés; et puis, lorsque la nymphe effarouchée leur parut moins rebelle, les démarches discrètes des gens à la dévotion des Chantelin. Pour empateliner notre cousine, ils lui glissaient à l'oreille combien elle était appréciée, recherchée. Sur quoi, applaudissant à « ses succès », ils les propageaient aux alentours... De là ces on-dit qui circulent et qui vont répétant : « Savez-vous le potin du jour?... — Et quoi donc?... — Un beau mariage en perspective. — Ah! j'y suis. La jolie Virginie... — Doucement! c'est encore un mystère. — Vous vous moquez : il n'est bruit que de ça! »... On l'attira, la captura, les Chantelin ne se montraient plus sans elle : Virginie fut si habilement circonvenue qu'elle se sentit enfin comme presque engagée. Jusqu'à tant qu'excédée de cette comédie, de leur obstination, elle ne résista plus, laissa faire, laissa dire. Au point qu'on devait un beau jour parvenir à lui arracher enfin le « oui » définitif.

» Mais elle acceptait sans enthousiasme aucun et certains chuchotèrent par la suite qu'elle n'avait pas caché « ne point aimer ce jeune homme ».

» Ce succès remporté sur elle fut le résultat d'une innocente conspiration. Au cours d'un pique-nique dans les bois

de Quément, on s'arrangea pour la laisser tête à tête avec Joseph Chantelin et pour les perdre. On fit mine de les chercher partout. Quand ils reparurent, on les acclama bruyamment... Des fâcheux, qui se croyaient fort spirituels, insinuaient que le hasard et les sous-bois avaient bien fait les choses en assemblant ainsi le couple le plus ravissant.

» Virginie, vers qui tous s'étaient tournés, rougit et se mordit les lèvres; le fils Chantelin lui lança un regard muet qui fut considéré comme un aveu.

» — Bravo! — cria une amie : — je gage que nous aurons bientôt des fiançailles à annoncer...

» Accablée de confusion, les joues en feu, Virginie sentait qu'elle jouait un mauvais personnage et qu'elle s'était laissée prendre aux filets tendus de tous côtés pour sa ruine... On la traiterait de coquette, pis, peut-être, si elle se défendait encore. Vous entendez d'ici les envieux proclamant à cœur de journée : — « Peste, comme elle fait donc la renchérie, cette pécore... Les millions du père Chantelin ne lui suffisent donc pas? » Elle allait servir de quintaine à toutes les sèches demoiselles, assidues aux bals de la mairesse et de la sous-préfète. La « société » se liguait contre elle. Elle était lasse, dépitée, furieuse, honteuse de se reconnaître dès à présent vaincue par ces arguments qu'on lui ressasserait sans relâche, ces « Ah! vous ne pouvez plus dire non, maintenant! »... — « Croyez-moi, vous n'auriez jamais trouvé mieux... » L'opinion publique la tenait en lisières, la volonté générale en avait prononcé. Elle se laissait aller « pour en finir ».

» — Vous viendrez prendre le thé ce soir à la maison, — lui dit la grosse madame Chantelin, en ayant bien soin que tout le monde entendît et *comprît*.

» Et chacun répandit en effet aux quatre coins que la plus séduisante fille du pays avait enfin trouvé chaussure à son pied.

» Vers huit heures, au moment qu'ils finissaient de dîner, elle entra en coup de vent chez mes parents et leur dit :

» — Allons, embrassez-moi : je me mets d'accord avec le monde et tous les conseilleurs. Pour leur plaire, j'épouse un sot bien pourvu. » Et elle éclata de rire.

» Sa voix était si altérée qu'on ne la reconnaissait pas. Son rire avait l'accent du désespoir.

» Mon père et ma mère en furent bouleversés. Ils s'efforcèrent de la faire asseoir, de la calmer. Elle ne voulut rien écouter, sortit en hâte. Deux secondes, et elle était déjà dans la rue. Et maman criait à mon père :

» — Rappelez-la!... Rappelez-la...

» On m'a conté que, sans prendre seulement le temps de mettre son chapeau, ma mère courut chez Virginie, derrière la cathédrale, à deux pas de la maison du chanoine Allard, une petite rue silencieuse, aux maisons vieillottes et bien propres avec leurs contrevents verts, leurs caisses de fleurs sur les fenêtres et des chats folâtrant parmi l'herbe qui croissait entre les pavés. Mais Virginie n'était pas rentrée. Elle s'en était allée porter « son consentement » aux Chantelin.

» Et mes parents ne savaient pas, en vérité, s'il fallait la plaindre et tenter — peut-être était-il encore temps? — de la détourner de cette folle détermination dont ils avaient compris tout l'ardent désespoir — ou bien la féliciter et la calmer, l'encourager en lui disant que la vie est longue et qu'une douce aisance, à la longue, vous aide à oublier un hautain idéal perdu...

III

» Alors Virginie ne réfléchit plus, ne se débattit plus et, résignée à tout, elle se laissa glisser au fil des jours qui la rapprochaient de ce qui était désormais l'inévitable.

» Peu de temps après, les Chantelin annoncèrent une soirée pour la célébration des fiançailles, et cette réunion devint l'événement local. On en discutait d'avance les toilettes : on savait que Virginie serait parée de tulle blanc agrémenté de guirlandes de roses, le plus simplement du monde, mais avec un goût ravissant..., on savait que madame Chantelin porterait une robe de popeline de soie couleur puce, ornée de point d'Alençon, et que la vieille tante Clotilde Chantelin demeurerait fidèle au noir; on savait, on savait tout. On savait jusqu'au nombre des sorbets commandés, et l'on affirmait que M. Chantelin père, grand amateur de musique, avait, comme divertis-

sement très propre à alterner avec la danse — car, bien entendu, l'on danserait — organisé un concert auquel M. Philippot, chef d'orchestre de l'*Harmonique*, apporterait son concours. Mademoiselle Binnes, si artiste, tiendrait le piano.

» — Et Virginie?... demandait-on.

» — Elle se montre ravie — répétaient les gens bien informés.

» — Eh ! oui... ce mariage est pour elle une chance inespérée.

» — Pensez donc : point de dot ou si peu.

» En fait, elle vivait en plein songe. Tant de mesquins préparatifs absorbaient à ce point le meilleur de son attention, qu'elle se surprenait parfois à douter si c'était bien elle qu'on mariait et qu'elle n'accordait aucun instant à l'essentiel, ses propres sentiments, en face du changement considérable qui allait s'opérer dans sa vie. Elle n'aurait pas osé non plus. Elle se sentait trop faible désormais pour risquer ce clair examen de son moi. Et d'ailleurs, c'eût été presque un luxe, dans la tourmente du moment, de s'arrêter à cela.

» Car les choses se précipitent : la réunion tant attendue est pour ce soir. Un dîner la précède, auquel ont été conviés les intimes. Vers dix heures, dans la rue à l'accoutumée si tranquille, se fait déjà entendre un roulement de voitures. Déjà quelques landaus s'arrêtent devant le vieil hôtel des Chantelin, dont les guides signalent volontiers à l'attention distraite des touristes le noble mais gracieux portail orné d'un mascaron en clef de voûte. Dans le crépuscule attardé d'un soir d'été, maints curieux apparaissent aux fenêtres des maisons voisines... Et puis, la file des véhicules s'allonge, cependant que, d'un pas rapide, tout ce beau monde franchit la cour d'entrée, monte l'imposant escalier de pierre de l'hôtel. Engagé pour la circonstance, le suisse de la cathédrale introduit avec majesté les arrivants dans les salons inondés de lumière.

» Vous voyez d'ici cette maison de bourgeois cossus, un peu gourmés, un peu vieux jeu aussi — la province comme on n'en fait plus, celle d'il y a quinze ou vingt ans — un siècle !... et ces invités comme écrasés sous la dignité de leurs gros sous et de leurs fonctions, ces femmes encagées dans la rigide armature de leurs corsets comme dans leur respect très affiché des conventions, des hiérarchies sociales... Vous voyez ces saluts

empesés qu'on échange, la réserve et les attitudes un peu surveillées du début, les premiers tours de valse assez timides, et l'assemblée qui s'anime graduellement, les voix qui s'abandonnent, les rires qui s'enhardissent et fusent, les visages qui, bientôt, se colorent et s'échauffent... Il y a vraiment beaucoup d'entrain.

» Virginie n'a jamais paru si séduisante. Même, on lui trouve un « air fatal » qui ajoute encore à sa beauté. Sans doute est-ce l'effet du bonheur qui l'attend?... Sans doute encore, la musique l'impressionne et fait crier ses nerfs : tenez, après quelques scottishes et quelques valses, on joue précisément une mélodie scandinave qui passe ici pour une nouveauté. Quelle gageure, de donner ce morceau!... Et à quoi bon?... Sentent-ils cette plainte voluptueuse et sauvage, ce souffle de révolte?... Pourraient-ils s'émouvoir de ces cris, ceux qui sont parvenus à mettre dans leur vie une aussi méthodique ordonnance, ceux dont le long génie fut de toujours savoir rester obstinément très sourds au beau, à la passion, comme à tout généreux élan du cœur?... Qui donc, dans cette salle, comprendrait ces accents?... — Virginie?... — Virginie, peut-être : regardez l'éclat de ses yeux. Une flamme à peine adoucie luit sous ses lourdes paupières. Il est clair que ces étranges musiques ont trouvé un écho dans son être profond, l'enchantent, la bouleversent et lui tordent les chairs... Elles s'harmonisent avec le tourment de son âme, qu'elle croyait endormi, pacifié et qui se déchaîne à nouveau, implacable, sous des colonnes de lumière crue... C'est sans doute qu'elle a un dernier frisson devant l'abîme, devant cet océan de médiocrité qui l'attend. Elle n'a jamais, jusque-là, entendu, ni senti la musique — mais ce soir! ô prestige des sons... un cortège, un monde de fantômes, mieux encore, *celui* qu'elle attendait est descendu sur cette pièce, dans une nuée... Dieu! quelle apothéose, quelle pluie bienfaisante d'étoiles sur les ténèbres de son âme, quelle clarté, quelle libération, quelle ivresse, mensongère, c'est possible, mais si douce... Et comme il serait bon de chevaucher son rêve sur ce vent de révolte fière — loin de tous — et de pleurer les larmes de son pauvre cœur inquiet au son berceur et obsédant de cette plainte si pareille à sa douleur de vierge... Une clameur a traversé

l'espace et, seule, elle s'en est aperçue! Ah! comme elle applaudit à ce chant de glorieuse folie... Ont-ils entendu, sauraient-ils entendre, ces gens au visage béat?... Qui donc pourrait électriser leur troupeau?... Quelques-uns semblent mal à leur aise, gens que le beau scandalise ou déconcerte, impuissants à décider tout seuls s'il convient, sagmeent, de rire ou de bâiller : la plupart semblent indifférents. Eh! pourraient-ils entendre ce poème de délire et d'angoisse, sauraient-ils comprendre son délire et son angoisse à elle? Et son fiancé lui-même, pourra-t-il jamais comprendre Virginie? Et saurait-il seulement entrevoir son regret qui, lentement, s'affirme et grandit, et la prend à la gorge, et lui déchire le cœur..., le regret d'avoir enfin dit « oui, » elle qui, chastement, les mains jointes sur sa poitrine, prête à tous les renoncements, prête, faute de mieux, à ce long célibat stérile qu'elle avait accepté, s'était si longtemps écartée de l'amour afin de se mieux réserver ainsi pour l'amour?...

» Pourtant, on la félicite, on la fête, on vante son bonheur : une union si bien sous tous les rapports! Un jeune homme si gentil, si charmant...

» Une seule femme ici, peut-être — une vieille — la tante Clotilde Chantelin, qui a bien connu ses résistances et senti le désespoir de son « oui », une seule femme se doute et comprend; et, sachant que le rêve n'a rien à voir avec la vie, en silence, observe Virginie, puis, avec un rire intérieur, murmure, dans sa longue expérience : — Elle s'y mettra!... Elle s'y mettra, la jeune fille : le temps aplanira tout ça... » Et, pleine de la douce férocité des bonnes âmes qui préparent une couche à une fille dans la morne laideur où leur propre existence se vit ensevelie, pieusement, elle se frotte les mains.

» Le concert alterne avec la danse, des plateaux circulent, chargés de punch ou d'orangeade. Enfin, voici le « clou » tant attendu : un cousin du fiancé vient d'amener de son cercle, pour qu'il chante, un étranger qui séjourne ici depuis peu et dont la voix est, dit-on, admirable.

» Virginie est décidément très intéressante. Son regard est plus lointain encore. C'est, sans doute, qu'elle a fini de mesurer toutes les conséquences de son « oui ». Hélas! comme

cette bague qu'elle porte depuis quelques heures lui pèse au doigt. Elle voudrait ne point la voir, l'oublier... Qu'importe! Tôt ou tard, il lui faudra en prendre son parti : elle s'y mettra comme les autres, et le mariage est souvent un marché où la plus pure se vend comme une fille. Pourtant, quel profond désespoir paraît maintenant s'inscrire sur son visage... Jamais on ne la vit si touchante.

» Ce soir-là devait décider de son sort, en effet. Mais non pas dans le sens que l'on eût pu penser.

» Il était là, et il chanta. Un bel homme, à la figure romantique, au teint mat, aux longs cheveux d'ébène bouclés, au geste mâle et précieux à la fois, et l'on disait qu'il allait tourner la tête à toutes ces dames. Quelques-unes demandaient :

» — Qui est-ce?

» — Un monsieur Délairus.

» — De Paris?

» — C'est tout à fait probable... Voyez ce port, cette assurance, cette physionomie.

» — Et quelle voix!

» — Un charmeur... Ah! le joli don.

» Une amie qui conserva le souvenir de cette soirée voulut bien me conter ce drame muet dont le salon un peu suranné des Chantelin fournit le décor, dont les acteurs et les figurants furent ces gens « d'un autre âge » et où, si différente de tous, si supérieure, peut-être, au point de sentir son isolement, cette fille, les nerfs tendus, l'âme enfiévrée, sent approcher la crise, commence à pressentir le dénouement qu'elle n'a ni le désir ni la force d'empêcher, et marche en somnambule droit devant soi.

» — Elle ne regardait que lui!... — redit-on vingt fois par la suite en commentant ce soir si mémorable, « vraiment, c'était à ne pas croire. » Elle avait rencontré sa destinée. Lui la vit, il comprit qu'elle serait sa victime et fit son choix.

» Ils dansèrent. Et, touchant à peine le sol, la maintenant pressée contre sa poitrine, il semblait déjà l'emporter très au loin, au-dessus des autres, au-dessus de tout, vers ces hauteurs où planent seuls les êtres d'exception.

» — Le beau couple!... — ne pouvaient s'empêcher de murmurer quelques-uns.

» — Le beau couple! Mais, vraiment, elle néglige un peu trop son fiancé...

» La vieille radotait, là-bas :

» — Elle s'y mettra!... Elle s'y mettra : elle en a déjà pris son parti.

» ... Bah! s'est-elle si sagement résignée?... N'est-elle pas, au contraire, perdue dans la tempête?... Voyez cet air étrange et un peu fou... Et voyez errer sur ses lèvres le dédain de tout ce qui n'est pas son danseur. Plus rien ne compte, désormais, sauf lui, c'est certain. Dans ses bras, sous son étreinte, elle a enfin compris son erreur, la médiocrité de ces gens, de l'avenir qui s'offrait à elle, du « beau mariage » qui l'attendait, la vanité de tout ce qui n'est pas l'amour. — Ah! la vie est trop courte pour le mensonge et il faut, au moins une fois, vivre pour soi. — S'enfuir!... S'enfuir!... Son âme, jusqu'alors si docile, a eu la révélation du néant qui l'attendait ici. Elle a enfin prêté l'oreille à l'appel angoissé de son être qu'elle avait si longtemps cru devoir négliger. — Tout, plutôt que cet haïssable mariage, tout, même le scandale et la honte. Elle a, ce soir, vu la vérité, face à face, tragiquement. Elle a senti l'incomparable prix d'une heure, une heure qui vaut toute une vie. Une heure avec celui qu'elle a si longtemps espéré, sans le connaître, et qu'elle est sûre d'avoir rencontré maintenant... Une heure avant de s'enfoncer, peut-être, dans le gouffre... Tant pis... Plus rien ne compte : ni ce salon, ni l'opinion publique, ni son passé vertueux, ni ce fiancé — plus rien n'existe... Ah! mourir, mourir ainsi, dans le rêve... si l'on pouvait!...

***

» Elle le retrouva le lendemain, à la nuit, à la sortie de la ville, près de l'ancien octroi. Il l'attendait. Il avait dit : « Demain ». — « Demain », avait-elle répété, abaissant lentement les paupières. Elle était prête à tout, à le suivre partout. Une torpeur qui engourdissait sa volonté lui conseillait l'abandon, la soumission passive, quelque chose d'assez pareil à la douceur de se laisser dorloter et bercer, et conduire

n'importe où, quand on a été battue et qu'on est lasse, et vaincue, et qu'on a beaucoup pleuré, et qu'on a la poitrine encore oppressée de sanglots... Elle était là, sans force, rien que la force d'être venue, de s'être traînée jusqu'ici, haletante, et d'aimer... d'aimer, peut-être...

» Et pourtant, quelle n'est pas sa démence!... Elle le connaît seulement depuis la veille, elle le connaît à peine... — Qu'importe! Qu'il l'emmène, qu'on parte, très loin, où il voudra. Et, lui sacrifiant sans compter un fiancé, sa réputation, son avenir, elle s'en va, au bras d'une canaille, c'est bien possible, vers la libération ou vers sa perte.

» Quel drame, dans la conscience d'une fille si pure, si elle a, ne fût-ce qu'un instant, mesuré la portée de son acte; quelle chose plus effrayante encore dans son mystère, si elle a seulement obéi à quelqu'une de ces impulsions tumultueuses qu'on ne raisonne pas. Pourquoi cette absurde équipée?... Peut-être une sorte de passager « état de grâce ». — Le mot vous choque? Elle a compris l'erreur de ce mariage. Seul, cet homme qui passe saura l'en détourner. Elle n'aurait pas le courage de se dégager autrement; elle serait trop respectueuse des conventions sociales; elle trouverait dans son long passé de fille sage trop de sagesse et de renoncement pour se reprendre, pour rompre de sang-froid ses fiançailles, reconnaître dignement son erreur. Seul, un sursaut de l'instinct où il faut voir, sans doute, l'héroïque vertu de ces âmes qui, d'habitude, acceptent passivement leur sort, devait, en rendant ce mariage à jamais impossible, servir ces lois de la nature qui enjoignent d'obéir à l'amour, opposer la folie d'un instant à la folie plus grande du mensonge de toute une vie.

» Et peut-être, après tout, fut-ce plus simple encore... Elle le vit. Elle ne dut même pas se débattre. Elle oublia la foi jurée, la triste convention suivant laquelle elle devait livrer sa chair, soi-même contre un sac d'écus, parce que l'amour, un fantôme d'amour, s'était dressé devant elle en sauveur. Ils partirent.

» Et puis, deux jours après — on raconte qu'il voulait se débarrasser d'elle, car il était aux abois, sans ressources,

et vivait en aventurier — deux jours après, il lui annonça qu'il était marié, que sa femme était seule et pauvre, malheureuse, phtisique... Un homme d'honneur, affirmait-il, ne pouvait pas l'abandonner ainsi... Il savait bien, il était bien sûr qu'elle comprendrait, elle, Virginie, si sage, si raisonnable jusque dans sa folie, et qu'elle s'inclinerait... Elle l'écoutait, muette, tremblante de surprise et d'horreur, le front moite, les tempes en sueur... Il disait — mais elle n'entendait plus — il disait qu'il fallait savoir se montrer courageuse, résignée; qu'au surplus, il ne l'oublierait pas, qu'il reviendrait la chercher dans sa petite ville où elle allait retourner, lourdement, tristement, lasse et si désabusée, peut-être... qu'il reviendrait, oui, il le promettait, quand il serait veuf et libre... ce qui serait avant longtemps.

» Quelle chute, pour une fille qui n'a peut-être pas mérité tant de peine... Quelle chute!... Ah! la vie est brutale... La faute, quelques moments de joie, bien courts, — et puis le châtiment, tout de suite. La faute aujourd'hui plaisante et qui enivre, si brève qu'on en a, vraiment, à peine pris conscience, et le lendemain on s'éveille pour entendre que ce bonheur, auquel on avait cru, dépend de la mort d'une autre et qu'elle, Virginie, jusque-là sans tache et si compatissante aux souffrances des autres, doit apprendre à souhaiter cette mort. Quel réveil! Comme elle entrevoit désormais son erreur avec un regard qui, cette fois, ne trompe plus et dénonce, implacables, toutes les laideurs, toutes les réalités de la vie, un regard si aigu, si clair qu'elle s'essaye à fermer ses pauvres yeux pour appeler, sur la route ouverte devant elle, la nuit, moins noire que le jour.

» Il avait dû voir qu'il s'était trompé, qu'elle n'avait pas la fortune ou les vices qu'il lui avait supposés, et que cette histoire sans profit devait très vite prendre fin... Et peut-être, après tout, était-il las, déjà. Peut-être, encore, était-il occupé par ailleurs...

» Elle revint trois jours après dans notre ville. Mais, parce qu'elle le croyait marié, *elle l'en aima davantage*. Elle l'attendit. Elle devait l'attendre longtemps.

IV

» On évitait de faire la moindre allusion à cette fugue, on affectait chez mes parents de n'en rien savoir. Et beaucoup observèrent pareille réserve. Virginie ne sortit presque plus, s'effaça davantage.

» Je vous donne ces choses comme assez exceptionnelles. Cette conduite à peine croyable de notre cousine et, surtout, l'indulgence dont elle parut bénéficier, demeurent pour moi un sujet d'étonnement. J'en ai cherché les causes. Suis-je bien sûre d'avoir trouvé?... Il n'y avait en Virginie aucune légèreté foncière. Malgré sa chute — voilà l'étrangeté de son cas — elle reste à mes yeux presque chaste, très digne de respect. Et le plus extraordinaire, c'est que tout le monde ici devait n'être pas loin de partager cet avis. Les hommes, après tout, subissent parfois encore le prestige de ces élans spontanés du cœur dont les plus sages d'entre nous regrettent peut-être secrètement de n'avoir, au moins une fois, su décorer leur vie...

» Si vous tirez jamais un roman de cette simple histoire, glissez sur ces détails, n'imprimez pas ceci : on irait répétant que vous avez voulu flatter le goût des dévergondées, présenter le désordre sous un jour favorable et trompeur. Virginie, pourtant, a souffert, elle a expié.

» Or il me semble que, pour condamnable qu'il ait été, cet instinct de révolte qui la fit s'en aller dans la nuit vers l'inconnu est moins haïssable que les machinations de nos petites rouées du temps présent qui s'offrent en cachette des fantaisies sans risques, et puis, lourdes de vices et plus lourdes de ruse, menant de front plaisir et intérêt, couronnent, quand l'occasion se fait propice, leurs expériences garçonnières en bouclant avec succès la riche affaire.

» Et je crois bien aussi que celles d'aujourd'hui qui, par passion vraie — à supposer qu'elles soient encore capables de cela — auraient la tentation d'imiter Virginie, rechercheraient dans mainte théorie moderne, « vivre sa vie » ou « le droit au bonheur », que sais-je?... une excuse à leur gentil coup de tête. Humble servante de l'amour, Virginie n'affubla point de faux-semblants son inconduite. Elle prit

la responsabilité de tout. Mais n'était-elle pas plutôt irresponsable devant cet amour qu'elle avait cru saisir, celle dont le rêve était plus fort que son cerveau n'était calculateur? C'est à cause de cela qu'on ne lui jeta point la pierre. On la plaignit surtout. La dignité de sa vie encourageait d'ailleurs cette attitude.

» Elle avait repris son existence habituelle, bravement, en dépit des choses que l'on aurait pu chuchoter sur son compte et sur lesquelles l'oubli s'étendait à la longue. Elle avait repris sa place dans la cité, une place plus discrète encore, mais qui convenait fort bien à sa position et à la seconde « manière » de son caractère, dont les traits se développaient graduellement.

» Plus surprenant encore : le fils Chantelin continuait de l'aimer! Toujours buté à la reconquérir, il passait à cheval, chaque matin, avec des airs sentimentaux, sous les fenêtres de cette pauvre fille qui, repliée sur ses souvenirs, ignorait ce jeune homme timide, mais si tenace, aux yeux rêveurs, aux moustaches blondes taillées très court, un peu gravure de mode, et dont tant d'autres se fussent entichées. On disait qu'il ne se marierait jamais. Et il devait en être ainsi, en effet, au grand désespoir des siens.

» Tant de fidélité aurait pu toucher Virginie. Mais plus rien n'existait pour elle. Elle n'était plus qu'une ombre, avec une flamme intérieure et que personne ne soupçonnait.

» Et puis les mois passèrent, une année, puis une autre, une troisième enfin, d'autres après. Et alors ceux qui l'approchaient observèrent qu'elle changeait peu à peu. Oh! des nuances, d'infimes détails, et qui ne concernaient pas surtout son physique. D'abord quelques innocentes manies pouvant prêter à sourire, un penchant pour les menus bavardages sur des riens, des futilités; enfin, ces confidences chuchotées à mi-voix, sous couleur d'annoncer un fait « invraisemblable », mais qui n'était au demeurant qu'enfantillage et niaiserie. Elle apporta aussi un intérêt croissant aux affaires privées et à la conduite des autres et fut intarissable sur ses propres affaires, elle, jadis plutôt réservée et même un peu distante. On remarqua ensuite certaines petites excentricités dans sa toilette, bien qu'elle continuât d'en prendre le plus grand

soin. Alors que le goût du moment tendait à la simplicité, elle se surchargea de dentelles et d'affiquets. Montrant assez d'indifférence à l'endroit de la mode, elle parut en effet la vouloir suivre tout exprès à rebours, comme si elle avait choisi de faire un pas en arrière, vers sa jeunesse à elle, au lieu de chercher, au contraire, à fixer plus subtilement le cours insaisissable des jours en rejoignant dans ses chiffons et ses sourires la jeunesse du temps présent. Ce fut vers le passé qu'elle s'orienta. Elle y puisait ses inspirations et affichait sa dévotion à ces formes trop vite surannées que nous jugeons fuyantes, simplement parce que nous nous détournons d'elles, et qui prêtent tout de suite un caractère vieillot, un peu comique, à qui reste fidèle à ces « nouveautés » d'hier.

» Elle avait un peu maigri. Mais son visage conservait cet air intéressant qu'on trouve à celles qui passent dans la vie incomprises ou blessées, accablées sous le poids d'un tourment caché.

» Ce fut environ cette époque qu'elle se tourna avec ferveur, mais non sans quelque étroitesse d'esprit, vers la religion, dont elle semblait priser surtout les à-côtés les plus puérils; et qu'elle attacha une grande importance à un charme fait d'un poil d'éléphant et aux augures un peu superstitieux, comme la vue d'une araignée; qu'elle eut une peur ridicule des souris et qu'elle fit de plus en plus ouvertement allusion à ce qu'elle appelait « son secret ». Elle aurait aussi désiré beaucoup de posséder un fragment de « vraie corde de pendu »; mais ce souhait lui paraissait coupable et elle le confessait seulement en ayant l'air de se moquer un peu... Elle devint volontiers pointilleuse et assez susceptible, très formaliste sur toute question d'étiquette et de tenue, très à cheval sur les conventions, respectueuse du qu'en-dira-t-on et des préjugés dont il fallait, à son avis, tenir compte. Et tenir compte des préjugés, c'était ne pas heurter les gens de notre ville, avoir égard à leurs défiances et les prendre tout à fait au sérieux. Même, elle jugeait sévèrement les « fillettes d'aujourd'hui. » Elle devint très digne, avec seulement un endroit sensible, son amour, sa condition de vieille fille. Les jalouses — et il y en avait encore — disaient qu'elle se fanait beaucoup.

» Bien qu'on évitât de lui parler d'Octave, on sentait, parmi ses amies les plus intimes, qu'elle ne demandait que cela. Elle eût été reconnaissante d'une allusion. Sa fugue avait, à ses yeux, perdu le caractère d'un scandale. Il allait sans dire que c'était une touchante page, bien faite pour provoquer de vertueuses larmes, un malheur digne d'attendrir les poètes, — et, si l'on commettait l'imprudence de l'aiguiller sur ce sujet, avec délices elle vous dépeignait l'inconstant comme un fiancé ou un époux qu'un long voyage ou quelque ténébreuse affaire d'état retenait loin d'elle.

» Elle annonça même un jour à ma mère qu'elle se croyait enceinte — et on la vit travailler fiévreusement au trousseau du bébé — un garçon qu'elle appellerait Donadieu... Elle arrivait en grand mystère et, d'un geste, priait qu'on nous éloignât; là-dessus, elle discutait à perte de vue les soins réclamés par les nouveau-nés.

» On l'avait vue entrer chez Gillot-Lebœuf et débattre le prix des layettes. La factrice, qui la connaissait bien, lui avait demandé, avec cette curiosité provinciale à laquelle on est si accoutumé que son absence paraîtrait presque une impolitesse, pour qui elle désirait acheter ces choses, et Virginie avait rougi. Un moment, elle prit même de la taille, dit-on.

V

» Elle fut ainsi pendant dix ans fidèle à celui qui demeurait pour elle tout semblable à son rêve. Et même, elle ne cessa — ses papiers et son journal intime m'en ont fourni la preuve — de lui écrire des lettres condamnées à rester sans réponse. Dans les rares occasions où il accorda quelques lignes à « cette toquée » qui s'obstinait à signer ses missives « votre épouse devant Dieu », ce fut, j'en ai bien peur, pour des motifs pas entièrement désintéressés.

» Et puis, il revint, comme vous savez, alors qu'elle avait déjà pris l'habitude de s'asseoir sur ce banc du Mail, tout proche du bassin aux poissons rouges, où les vieilles filles jacassent en faisant du point de tapisserie. C'est là qu'elle retrouva celui dont elle devait nous entretenir — elle adorait ces petites malices que la raison ignore — sous le nom de M. Octave.

» Il s'était souvenu de son ancienne victime si longtemps oubliée. Il avait osé reparaître. Un être inférieur qui, dix ans plus tôt, n'avait pas mérité son succès auprès de cette fille au cœur pur, qui lui avait, sans qu'il y prît garde, tout sacrifié. Il n'était plus que l'ombre de lui-même. Il semblait, au surplus, n'avoir jamais attaché que très peu d'importance à cette aventure, simple incident de sa vie de bellâtre. Il n'était plus que l'ombre de lui-même, l'ombre de ce don Juan déjà mûr qu'on avait trouvé si charmeur, déclaré si distingué, et qui avait su tourner la tête aux femmes.

» Un cynique, un être grossier, avec des goûts vulgaires, des gestes prétentieux, des ongles en deuil, le nez rouge et des touffes de poils dans les oreilles — et je crois assez que le bonhomme prisait... Amour, voilà bien tes surprises! Virginie n'avait pas prévu ça, quand il plastronnait, séduisant, et se montrait si beau danseur... Un cynique, un homme taré, tout usé par tous les abus, avec des vices qui devaient sauter aux yeux des hommes, des ridicules qui n'auraient su échapper à des yeux d'enfants. Et, oublieux de ces temps superbes où il faisait sauter la banque au cercle, où les belles lui coulaient des billets enflammés, subsistant chichement désormais, errant de ville en ville et toujours à l'affût de quelque dupe, il s'encanaillait dans ces petits cafés où fréquentent les commissionnaires, les cochers des voitures de place et les gens de maison, habile à exploiter les filles de salle et les bonnes trop confiantes, auxquelles il racontait des histoires.

» Son dos s'était voûté. Ses pieds, jadis coquets, s'abritaient dans des bottines à élastiques déformées par les cors; et sa moustache, autrefois soyeuse et parfumée, que les femmes avaient carressée d'un doigt rêveur, n'était plus qu'une brosse au poil rare, que la teinture — sa dernière élégance — faisait trop noire et rougissait et bleuissait de-ci, de-là. Sa voix, sa belle voix avait dû sombrer au fond d'une bouteille.

» Pour la brave fille, pourtant, il demeurait encore le même. Indulgente, car elle savait le prix de l'indulgence, Virginie lui trouvait toujours le même charme, comme il advient de ces époux et de ces amants sanctifiés par l'amour qui vieillissent nez à nez en s'admirant encore.

» C'est alors qu'elle nous entretenait avec mystère et coquet-

terie des hautes relations de son prétendu... « Il entrerait un jour, affirmait-elle, en possession de biens considérables que des méchants lui disputaient encore mais qui lui revenaient de droit. » C'est alors, aussi, qu'elle nous décrivait avec tant de détails le cortège réglé, en tous points, dans lequel nous devions figurer.

» Elle se garda seulement de révéler que ce vilain personnage, dont elle s'était si fort entichée, sut en quelques semaines, et sous couleur de bons placements, lui tirer sou à sou le meilleur de sa modeste fortune.

» Ces choses n'allèrent d'ailleurs pas sans douleur. Elle aimait, mais sa fougue était moindre. Elle n'avait plus ce sombre et généreux élan, si propre à nos vingt ans, qui veut que l'on se donne et donne sans compter, mais un cœur un peu racorni, qui discute, se plaît à des marchandages mesquins et triche quand il peut. Et ce dut être une cour singulière que celle de ce galant défrisé dont les doux entretiens sur un banc de la promenade publique — ils ne se voyaient pas ailleurs; Virginie avait de ces scrupules « en attendant que tout fût bien réglé » — se réduisaient à d'âpres discussions. Car le bonhomme si tristement désargenté, négligeant désormais tout détour, exposait ses besoins, se faisait exigeant, à la fois tenace et sans vergogne. Alors, de ses mains sèches, elle défendait son pauvre bien.

» En la flattant par de subtiles promesses, il finissait le plus souvent par lui arracher quelques plumes.

***

» Pourtant, elle trouva un défenseur : l'abbé Rameau. C'était son confesseur. Demeurée des plus pieuses, je crois vous l'avoir dit, Virginie faisait sur son déclin quelque peu figure de dévote et grossissait volontiers la troupe de ces vieilles qui s'attardent après l'office aux alentours de la cathédrale ou se chamaillent aux portes des curés. Et le bon abbé, qu'elle tenait au courant de son intrigue avec M. Octave, n'approuvait guère ces « manigances ». Nettement défavorable à ces amours tardives, il lui rappelait l'erreur de sa jeunesse et la mettait en garde contre elle-même et contre le *Méchant*.

» Il ne disait pas si le « méchant » était le diable ou bien monsieur Octave. Mais, à l'entendre, ils devaient se ressembler au point qu'on pût aisément les confondre.

» Dans l'ombre du confessionnal, Virginie, confuse, baissait la tête. L'abbé la fournissait d'arguments contre le séducteur et critiquait les femmes que la moindre frime met aux genoux d'un homme. Elle écoutait, impressionnée. Elle promettait, décidée à tenir. C'était plus tard — allez donc vous mentir à vous-même, en plein jour! — c'était plus tard que le trouble naissait, quand, revenue au monde, face aux réalités, dans la clarté limpide de la vie, elle se voyait à nouveau seule devant la tentation. Et même, ce mot, un peu excessif, vu son âge, n'était pas sans une douceur secrète et qui la flattait... Il lui fallait alors refouler ses propres sentiments, rayer dix longs ans d'attente et d'espoir. Elle sentait bien qu'elle allait trébucher, que, livrée à soi-même, elle n'aurait pas la force. Alors elle retournait vers son pieux directeur et s'en trouvait réconfortée. Et comme l'abbé lui donnait des avis contraires aux buts d'Octave et favorables aux propres intérêts de Virginie — le rusé n'en voulait qu'à son argent, et elle avait été obligée d'apprendre à se restreindre — un moment elle s'appuyait sur l'ecclésiastique dont elle invoquait la haute autorité pour mieux tenir tête à l'enchanteur. Jusqu'à l'instant où, cédant à la pernicieuse influence du vieux beau du jardin public, qui l'avait à son tour manœuvrée, elle abandonnait lâchement celui dont la voix, tout à l'heure, s'était montrée si persuasive et suppliait son conseilleur présent de la tirer d'affaire.

» — Pensez donc! — disait-elle, — il va me refuser l'absolution.

» Avec chaleur, Octave entreprenait sa victime, éclatait en convaincants discours, et, maudissant l'intervention du prêtre, jurait de lui montrer son béjaune, ne lui ménageait pas les brocards.

» Il se déclarait « homme d'esprit » et pensait bien jouer l'abbé par dessous jambe. Mais tout cela l'impatientait visiblement. Virginie s'en apercevait, tremblait encore, prête à céder. Elle s'esquivait pourtant sur un prétexte et puis, face à face avec sa conscience, assiégée par le doute, reconnais-

sait son erreur et courait éplorée vers le prêtre. Et ainsi, s'appuyant sur l'un pour résister à l'autre, et les dressant l'un contre l'autre pour les tromper tour à tour, regrettant après coup ses confidences, s'emberlificotant dans les avis que lui donnait l'abbé, dans les promesses que lui arrachait Octave, elle demandait, pour en sortir, conseil à ce dernier et lui racontait tout. Alors, Octave prononçait, traçant la ligne à suivre. Et une fois le plan arrêté, elle hésitait encore, torturée de scrupules et suppliait le prêtre de la tirer encore de ce guêpier.

» ... Fatale déchéance d'un don Juan hors cadre, qui se voyait contraint, dans l'espoir d'un trop maigre profit, de disputer une vieille fille aux pieux artifices d'un prêtre! Il dut supporter cette insulte. Et, maudissant les jours qui se faisaient si durs, on l'entendait jurer comme un païen.

» L'abbé Rameau, qui avait lu dans le jeu du bonhomme et comprenait qu'il exploitait sa pénitente, conseilla très fort à Virginie de serrer les cordons de sa bourse et de ne plus rien lui avancer. Et il avait vu juste, en somme : le remède était bon. Car, la trouvant de plus en plus revêche à ses demandes, monsieur Octave espaça strictement ses faveurs et ne se montra plus guère sur le Mail.

» La bonne fille en fut très affectée. Même à son âge, un sort injuste se mettait en travers de ses inclinations, lui disputant le droit d'aimer. Jadis, elle avait eu affaire à un volage : aujourd'hui qu'elle semblait promise à une fin de tout repos, l'Église s'opposait à ses élans. Elle ne pouvait connaître enfin la joie tardive de voir son cœur d'accord avec Dieu et avec le monde.

» — Octave ou l'abbé?... Elle biaisa, cherchant à les satisfaire tous les deux. Tant et si bien qu'excédé, ou la prenant tout à fait au contraire en pitié, l'abbé Rameau — peut-être avait-il jadis escompté quelque vertueuse donation pour l'Église — se montra décidément impitoyable. Elle eut beau faire et beau expliquer, le saint homme ne badina pas : il exigea la très solennelle promesse de ne plus donner un centime à M. Octave. C'était à prendre ou à laisser et devait suffire, pensait-il, à couper court à cette intrigue, qu'il qualifiait tout cru de « comédie ». — Qu'elle hésite, et il l'abandonnait à sa perdition!

» Virginie ne résista plus. Elle promit.

» Et ce fut cette promesse qui gâta les choses — ou plutôt en précipita le dénouement. Monsieur Octave ressentit avec amertume les refus désolés qu'on opposa à ses demandes. Lorsque l'inutilité de ses objurgations lui fut amplement démontrée, il se retira sous sa tente.

» Aux cent coups, dans les transes de le voir partir, elle interrogea les allées ombreuses du Parc et du jardin public. Pendant des heures, on la vit stationner sur le Mail. Elle attendait toujours l'apparition de la silhouette aimée. Mais en vain... Il avait dû trouver refuge dans quelque modeste buvette où il cherchait l'oubli avec des gotons, maudissant la vieille demoiselle dont la lésine se refusait si âprement à rendre meilleures ses agapes.

***

» Or, un matin qu'elle longeait le mur de l'évêché, elle l'aperçut au loin. Le traître dut vouloir l'éviter, car il fila, légèrement claudicant, frappant le sol de son bâton, son chapeau sur les yeux. Il courait, elle courut plus encore et elle le rattrapa. — Après tout, entendait-il absolument l'éviter?...

» — Il fuyait : pourquoi l'avoir rejoint?... Elle aurait pu, au moins, lui épargner cet ennui d'une dernière entrevue. Il allait partir le jour même vers des cieux plus hospitaliers : sa dureté d'âme n'en avait-elle pas décidé? »

» Ainsi s'exprimait le fourbe.

» Elle le regardait, émue et déjà repentante. Sur quoi, dans une dernière tentative, il dépeignit sa triste situation ses très pressants besoins. Virginie se sentit bouleversée. Elle allait le perdre pour toujours, c'était trop vrai!... Elle aurait pourtant pu — elle pouvait empêcher ce départ... Et, pour la seconde fois de sa vie, sans réfléchir aux conséquences — ah! l'abbé, son serment étaient loin — elle céda, promit ce qu'il voulait...

» Il dit qu'il serait chez elle vers les cinq heures.

» Ils se quittèrent.

» Chez elle! Chez elle!... Légère, elle marcha dans sa joie. Elle marcha très vive, sans bien savoir où la portaient ses

pas menus, un peu raidis, elle s'en alla droit devant elle, avec un petit sourire malicieux sur sa figure d'ange qui a souffert, un rayon de bonheur dans les yeux. — Il resterait!... La lutte était finie, elle arrivait au port. Et c'était moins d'un homme qu'il s'agissait (elle avait depuis longtemps oublié cette fièvre) que d'un prestigieux, miraculeux retour vers un passé qu'elle croyait obstinément pouvoir encore atteindre, vers sa jeunesse, ces rêves désormais interdits où elle avait jadis pensé entrevoir la mystérieuse réalisation de sa destinée de femme. Un pont était jeté sur le néant, sur les années laissées trop vides derrière elle. — Grâce à lui, elle touchait ce rivage où gisait le maillon de la chaîne rompue de ses tendres aspirations, la page trop vite effeuillée du livre de son cœur... Il restait!... Dans son émoi, elle vivait déjà l'instant délicieux de sa venue, toute à lui sans compter, au point de dédaigner l'argent qu'il allait encore lui tirer — ce sacrifice, elle l'avait fait. Et puis, était-ce seulement un sacrifice?...

» Pourtant, quand elle se fut un peu calmée, une idée traversa son esprit : elle avait engagé sa parole, promis de ne plus accorder le moindre subside à Octave... Ah! qu'en dirait l'abbé Rameau?

» Tout d'abord, elle se sentit perdue. Et puis, une inspiration consolante dicta : voir l'abbé sans retard, tout avouer, tenter de le fléchir... Oui! elle saurait enfin le convaincre. Ses pauvres arguments, toujours les mêmes, tant de fois rejetés par cet impitoyable ministre, lui semblaient aujourd'hui péremptoires.

» Elle alla chez le prêtre. Or il était sorti : il déjeunait en ville. Une heure durant, d'abord pleine d'espoir, peu à peu impatiente et nerveuse, elle guetta son retour. Elle se trouvait gênée de stationner dans ces parages plus longtemps : on saurait, on allait jaser... L'issue de sa démarche lui parut plus douteuse, elle était condamnée d'avance. Mon Dieu! que n'arrivait-il pas?... Et cette peste de Célia Duroux qui, l'ayant vue sortir de chez le prêtre, jalouse, et soulevant d'un doigt le store de sa fenêtre, épiait ses mouvements!... De guerre lasse, Virginie regagna sa chambre.

» Une quiétude trompeuse l'y accueillit. Elle n'avait pas mangé. Elle but deux gorgées de lait, abandonnant le reste

à sa chatte. Alors, dans ce décor où s'était écoulée sa vie, elle pensa recouvrer quelque paix.

» Bien qu'il fût encore trop tôt pour l'arrivée d'Octave, elle avait laissé la porte entr'ouverte. L'oreille tendue, elle croyait à chaque instant discerner tout en bas du vieil escalier les pas de cet homme à qui dix ans de fidélité l'attachaient. Écoutant avec soin, elle vit qu'elle se trompait et que cette rumeur était seulement la voix de sa conscience qui lui criait :

» — Ta parole, Virginie... Tu as donné ta parole.

» Ainsi, avant la faute, elle connaissait déjà le remords. Ce fut en vain qu'elle voulut l'écarter. Dans son trouble, elle invoquait Jésus, la Vierge, et elle plaidait sa cause : — O ciel, daignez fermer les yeux sur ma conduite; Marie, soyez-moi secourable! Dans sa fièvre, elle ne doutait pas que le Maître de Bonté comprît, pardonnât. — Mais le prêtre?... Mais cet homme rigide, dédaigneux de nos humaines faiblesses?... Comme il lui ferait payer cher, par dépit, sa nouvelle incartade! Elle devait le voir à tout prix, obtenir qu'il permette. Et, se coiffant en hâte, elle descendit ses deux étages et courut à la cathédrale, où elle pensait pouvoir le découvrir enfin.

» Une cloche tintait quand elle entra. La fraîcheur du lieu, où se mourait une odeur d'encens, lui parut très douce; son ombre lui fut un refuge. Encore aveuglés par le jour ensoleillé du dehors, ses yeux voyaient seulement, blanches et rouges, les veilleuses clignotant çà et là au pied de quelques statues et les cierges qui brûlaient devant l'autel de la Miséricorde, sources de consolante lumière, phares amicaux, rassurants. Très vite, elle inspecta les autels latéraux : celui de Saint-Joseph le très doux, le très patient, qui intercède toujours avec succès auprès du Maître; et celui de Saint-Jean, qui fut le compagnon d'enfance de l'Enfant-Dieu, celui du Saint de Padoue, qu'elle n'avait jamais imploré en vain; celui, enfin, de l'Immaculée Conception, la Vierge, exemple de piété, de pureté, qui se dressait, mains jointes, les pieds nus sur la roche pyrénéenne... L'abbé, lui, demeurait introuvable. Et la porte de la sacristie, à laquelle elle frappa, rendit un écho sonore de pièce vide.

» Virginie parcourut encore l'Église. Seule, dans ce lieu de silence et d'oubli, la chaisière semblait vivante et affairée.

Car les quelques vieilles femmes effondrées sur des prie-Dieu, à la huitième station d'un chemin de croix, n'étaient déjà plus de ce monde... Où dénicher l'abbé Rameau? Très déçue, elle sortit de l'église, courut vers le logis du prêtre, rasant les murs, jetant de droite à gauche des petits regards effarés. La marche l'essoufflait un peu.

» Elle s'inquiétait déjà : si Octave venait à devancer l'heure et, ne la trouvant pas, repartait?... Pressant davantage le pas, elle s'aperçut que, dans sa hâte, elle avait oublié ses clefs sur sa porte. Sur l'instant, elle pâlit assez : depuis quelques années avait grandi en elle la crainte des voleurs. Après quoi, une inspiration jaillit, d'abord confuse, et qui se précisa lentement :

» — Mais oui!... Pourquoi donc pas?...

» Un trouble exquis l'envahissait : sans qu'elle y fût, Octave allait pénétrer chez elle! Elle voyait là comme une marque de confiance, d'amitié, d'intimité presque conjugale.

» Elle réfléchit encore. Et son visage s'éclaircit : — Parbleu! Elle n'avait qu'à ne pas regagner son logis, rencontrer à tout prix le vicaire... oui, se créer de la sorte un alibi...

» Elle souriait toujours en arrivant à la maison du prêtre, dont la servante aux yeux de chouette, apparue à travers le maigre feuillage d'un pot de géranium, affirma que l'abbé ne saurait plus tarder beaucoup.

» Ravie, elle se disposa à l'attendre. Son grand cœur s'était réveillé, ne lésinait plus, s'exprimait en un mot : *donner*. Et elle pensait : « Il entrera, il prendra tout ce qu'il voudra : je n'y serai pas... l'abbé n'aura rien à y redire. » Et, de toute son âme, tout à la fois fidèle à sa promesse et puis à son amour, elle remercia le seigneur bienveillant qui, l'aidant à tromper le prêtre, pouvait du même coup rassurer sa conscience.

» Mais au bout d'une demi-heure, sa patience faiblit tandis que s'accroissait en elle le désir de revoir l'être aimé. — Elle ne se montrerait pas, voilà tout : elle se tiendrait cachée. Oui, elle voulait une fois encore l'approcher... elle savait que ce serait la dernière, qu'il prendrait tout, qu'il s'en irait après cela et ne paraîtrait jamais plus...

» A mille indices, à l'ordre qui régnait partout, elle connut, en pénétrant chez elle, qu'Octave n'était pas venu. Il avait conservé son habitude ancienne de ne point se hâter aux

rendez-vous galants. Elle se cacha dans un réduit, tout au fond de l'alcôve, ne bougea plus.

» Enfin, elle l'entendit frapper, pousser très doucement la porte entre-bâillée. Elle ne répondit pas. Son cœur, seulement, battit très fort. Elle l'entendit traîner sur le parquet sa jambe gauche qu'il avait un peu « lourde ». Et puis tout bruit cessa... Elle ne le voyait toujours pas. Il inspecta les lieux, surpris de n'y trouver personne, fit deux pas en avant, recula et, sortant de la pièce, il sonda d'un coup d'œil la cage silencieuse de l'escalier : personne encore. De nouveau, la lourde jambe balaya le parquet. Le cœur de Virginie battait à rompre. Alors, il referma la porte derrière lui et entra tout de bon.

» Il entra, hésitant, avec des gestes de voleur, visita les armoires, les placards, les commodes, et fit main basse sur tout ce qui valait la peine d'être emporté de ce pauvre intérieur de vieille fille : ses reliques, les quelques bijoux de famille qui lui restaient, l'argenterie et trois ou quatre pièces d'or, les dernières, enfermées dans une petite bourse de soie. Elle se taisait invisible, cherchant à voir, s'efforçant, d'une main qui tremblait, d'écarter la tenture, de poser, ne fût-ce qu'un instant, un tout petit instant son regard sur Octave... Et soudain, elle l'aperçut dans un miroir... Lui!... Et elle ouvrait démesurément les yeux, étonnée de cette face étrange... une figure mauvaise, très dure, cynique, avec des traits tirés de convoitise, si hideuse — le masque du crime — qu'elle n'était pas très sûre de le bien reconnaître, et de ne pas avoir peur, très peur, et de conserver la force de se taire, de ne pas crier... Cela dura quelques secondes : la glace ne refléta bientôt plus qu'un coin de plafond.

» Virginie repoussa davantage le rideau, vit mieux.

» Il continuait de fouiller en tous sens. Il ricanait. Elle le regardait, chancelante, la bouche ouverte toute grande, muette pourtant, accablée par ce spectacle dont elle n'avait pas prévu l'insupportable horreur; elle se tenait sans force, les genoux tremblants, déjà cassée, plus vieille de vingt ans, très, très vieille, avec son bonnet — elle venait depuis quelques mois d'adopter un bonnet — avec son bonnet chaviré sur le front; et, résignée devant la volonté de l'homme — l'homme d'autrefois, elle ne savait pas si elle devait pleurer ou

bien acquiescer, s'incliner, chérir toujours cette main qui frappait.

» Enfin, le cauchemar cessa. Il avait disparu.

» Désormais réduite à un dénuement que nul ne pouvait soupçonner, elle ne se plaignit point. Elle accepta son sort et, lentement, se laissa périr d'inanition, comme d'autres se couchent sur le sable de la plage, sans un murmure, dans l'attente du flot montant qui les recouvre.

» Elle était heureuse et sereine : la vision mauvaise s'était effacée, son rêve avait repris le dessus. Le voleur était oublié. Ce fut à ce moment qu'elle nous parut surtout enviable, tout à fait éthérée; à ce moment qu'elle broda sur du papier bristol deux cœurs tendrement accolés qu'encadrait un médaillon d'ébène. Un saule, fait d'une mèche de cheveux, les abritait de son ombre éplorée. Au-dessous se détachaient ces noms : *Octave-Virginie.*

» Pour continuer le doux mensonge, car la fable qu'elle entretenait la ravissait autant que nous, elle nous parlait sans cesse de son « promis », et c'était invariablement avec ce tour un peu puéril dont mes sœurs se demandaient comme moi — les enfants ont de ces méfiances, même à l'endroit des plus beaux contes — si elle ne l'adoptait pas tout exprès pour nous plaire, pour se mettre à notre portée, ou s'il reflétait bien au contraire la gracieuse et cocasse image de son moi. Et puis, chassant ces doutes, nous disions après elle : — « Il » reviendra, il reviendra, les poches pleines de pistaches et de » bijoux, suivi de nègres à turbans rouges qui déposeront des » sacs d'or à ses pieds... » Là-dessus, elle éclatait quelquefois en sanglots.

» On en use un peu légèrement avec les vieilles filles, reprit Marguerite, on affecte de voir en elles je ne sais quelle infériorité. Bien à tort, leurs innocentes manies, leurs vues un peu étroites et ce secret penchant qu'elles ont pour les cancans (ne disons pas la médisance) s'affirment à nos yeux comme autant de défauts qui seraient inhérents à leur personne. Est-ce là bonne justice? Leur état n'est point sans influer sur leur caractère : c'est de lui que viennent tant de légers travers et ces attitudes un peu gauches dont nous nous amusons volontiers... Si elles ont ces airs de guingois, c'est que leur

équilibre, en effet, n'est point ce qu'il faudrait : elles sont en désaccord avec elles-mêmes et leurs entours, avec la nature, surtout — et il y a là quelque chose de pathétique, en somme, et d'aucunement méprisable, parce qu'elles *n'ont pas voulu cela.*

» Mais toutes ne sont pas réellement « filles ». Un mystérieux amour a caressé et torturé beaucoup d'entre elles qui s'en étaient allées vers la vie, bravement, et la vie leur fut dure, les trompa sans qu'elles osassent, sans qu'elles pussent le confesser, et puis se plaindre et se voir plaintes. Et voilà pourquoi il importe d'éviter, en ce qui les concerne, toute conclusion hâtive et de suspendre nos critiques... Voyez plutôt le cas de Virginie. »

— Cependant, — observa quelqu'un, — la chère âme avait sans nul doute son petit grain de folie...

— J'en conviens, — sourit Marguerite. — Or c'était surtout en ce qui concernait « son aventure » : par ailleurs, son bon sens nous étonnait le plus souvent. A tel point qu'on allait jusqu'à s'adresser à elle pour des conseils, dont, par la suite, on reconnaissait presque toujours la valeur.

» — Appelez-la folle s'il vous plaît. Mais ce fut une folle qui ne fit jamais de tort à personne et qui resta, malgré tout, une très digne fille — et qui souffrit en *femme.*

ANDRÉ SAVIGNON

GUILLAUME II

ET

LE PRINCE DE GALLES[1]

En dépit des fanfaronnades du Kaiser, le Prince nourrissait encore l'espoir qu'en faisant des concessions à la vanité de son neveu on pourrait peut-être refréner ses instincts belliqueux et travailler à fortifier la paix.

La Reine et ses ministres ne partageaient guère la foi qu'il avait dans ces expédients, et les circonstances se chargèrent à la longue de prouver combien ils avaient raison. Au début de 1894, le prince décida de tenter un nouvel essai de conciliation, ce qui le mit en conflit avec sa mère et son gouvernement.

Le Kaiser devait célébrer, à l'occasion de ses trente-cinq ans, le 25 janvier 1894, son « jubilé militaire ». En vue de l'événement il fit à son oncle l'honneur de le nommer *officier à la suite* du régiment de la Garde prussienne dont la reine Victoria était colonel honoraire. Le Kaiser n'était rien moins que désintéressé; il espérait bien recevoir en échange une nouvelle marque d'honneur de la part des souverains anglais. Il confia à l'attaché militaire anglais à Berlin, le colonel Léopold Swaine, qu'il déclarait volontiers « un ami personnel et très aimé de son père et de son grand-père », son désir d'obtenir un titre honoraire dans l'armée anglaise, de préférence celui de colonel d'un régiment de Highlanders, titre qui lui permettrait d'arborer

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er août.

l'uniforme qu'il avait admiré étant enfant. Lorsque la Reine fut mise au courant, elle demanda au Prince ce qu'il en pensait, réservant son propre avis. Le Prince jugea que ce serait là une occasion favorable à un rapprochement. Il craignait pourtant qu'il fût impossible d'accéder au désir exprimé par Guillaume II, au moins sous cette forme, et ne se gêna pas, dans l'intimité, pour se moquer de la fatuité de son neveu. Mais, au risque de paraître manquer d'esprit de suite, il donna son chaleureux appui au projet. De Sandringham il écrivit à la reine le 16 janvier :

Je vous engage sincèrement à le nommer général de l'armée anglaise à l'occasion de son jubilé militaire. Il en sera ravi; il est très attaché à l'Angleterre et, comme il est l'aîné de vos petits-fils, je crois que vous pourriez lui faire cet honneur. Il me semble toutefois qu'il serait difficile de le nommer colonel honoraire d'un régiment, cette nomination étant sans précédent.

Le prince proposa encore que le prince Édouard de Saxe-Weimar, « un des vétérans de l'armée anglaise », allât offrir au Kaiser les félicitations de la reine à l'occasion de son jubilé, et lui porter une lettre annonçant sa nomination au grade de général. Mais la reine, ayant consulté d'autres personnes, refusa de prendre une décision. Elle n'avait pas encore oublié les critiques faites en Allemagne sur la famille royale d'Angleterre à l'occasion de l'avènement du duc d'Edimbourg au duché de Saxe-Cobourg-Gotha, à l'automne de 1893, et elle annonça qu'elle refusait d'accéder à la requête du Kaiser.

Le prince de Galles, cependant, insista, faisant ressortir auprès de la reine que cet honneur rejaillirait sur « la plus belle armée du monde », et citant le précédent du roi des Belges nommé *field-marshal*. Le prince chercha de tous les côtés des adhésions à sa thèse. Le ministre de la Guerre, M. Campbell-Bannerman, admit prudemment qu'il n'y aurait guère d'inconvénient à nommer le Kaiser général honoraire, ou même *field-marshal*, puisqu'il n'y avait aucun précédent permettant de nommer un souverain étranger colonel honoraire d'un régiment. La principale objection soulevée par le ministre de la Guerre était que d'autres souverains étrangers pourraient dans la suite espérer semblable

honneur et que, pour des considérations d'ordre politique, le gouvernement pourrait être dans l'impossibilité de le leur accorder. Le prince gagna finalement à sa cause le duc de Cambridge et son frère le duc de Connaught. Le duc de Cambridge, qui désapprouvait la nomination de colonel honoraire, cita le cas du « vieux roi de Hollande », comme autre précédent d'un souverain étranger ayant eu le titre de *field-marshal*. Il ajouta encore que le nouvel honneur décerné à Guillaume II compléterait celui qui s'attachait à son grade dans la marine et que, puisque la Reine avait accepté de son petit-fils le titre de colonel honoraire d'un régiment allemand, le Kaiser devait recevoir un grade militaire équivalent. La Reine n'abandonna pas ainsi ses positions; elle déclara que le titre d'amiral était bien suffisant, que cette dignité avait été conférée au Kaiser de préférence à un titre militaire et que son petit-fils, général ou maréchal, ne manquerait pas de vouloir se mêler de toutes les questions militaires anglaises, que cela créerait un précédent et « offenserait d'autres souverains ». « Si on le comble ainsi d'honneurs, ajouta-t-elle, que restera-t-il alors pour plus tard? » (20-22 janvier 1894). Le 24 du même mois, la Reine, au grand désappointement du Prince, lui annonça qu'elle refusait formellement d'accéder au désir de Guillaume II. Trois jours plus tard, lord Roseberry, ministre des Affaires étrangères, confirma la décision de la reine. L'Empereur, expliquait-il le 27 janvier 1894, avait déjà reçu la distinction suprême d'amiral honoraire. Le fait de lui conférer deux dignités de cette importance en l'espace de quatre ans serait mal interprété et considéré « comme la confirmation d'une politique qu'en ce moment on n'avait aucun désir de poursuivre, politique qui étonnerait la France et la Russie. D'autre part, ajoutait le ministre, il n'était pas certain que cette tentative de conciliation donnât les résultats souhaités : l'animosité des politiciens allemands était manifeste : ils s'efforçaient de contrecarrer l'influence de l'Angleterre sur les souverains et princes germaniques. »

Cependant l'ascendant du Prince sur la Reine augmentait de jour en jour et sa défaite n'était que temporaire. Au

mois d'avril le duc de Cambridge et lui remirent la question sur le tapis et en appelèrent directement à Lord Roseberry, alors premier ministre depuis le 3 mars. Ce dernier répondit qu'il n'avait aucune raison de revenir sur sa première opinion.

Mais la Reine, excédée sans doute par l'insistance de son fils, usa du droit qu'ont les femmes de changer d'avis et consentit soudain à nommer son petit-fils colonel honoraire du 1er Régiment de Dragons, régiment où le prince Francis Teck, le plus jeune frère de la duchesse d'York, était officier.

Bien que l'honneur accordé ne revêtit pas exactement la forme souhaitée par le Kaiser, celui-ci en reçut l'annonce avec de vives démonstrations de joie.

Je suis très profondément touché, écrivit-il à la Reine le 24 avril, à l'idée que désormais je pourrai porter, non seulement l'uniforme de la marine, mais encore celui des fameux *British Red Coat*. Combien de braves et brillants soldats l'ont revêtu avant moi! et en particulier mon cher grand-père. Les félicitations que je reçois de tous les côtés me prouvent combien on apprécie ici votre bonté et combien on est heureux de sentir que les liens d'amitié qui unissent nos deux pays et nos armées se trouvent par là consolidés.

Finalement la reine accéda à toutes les requêtes de son fils. Avec son approbation, le prince Francis Teck, accompagné de quelques autres officiers du régiment, fut chargé de se rendre à Berlin au mois de juin pour y présenter officiellement au Kaiser les félicitations de la Cour. En outre, lorsque le Kaiser vint aux régates de Cowes en août 1894, il fut invité, en considération de sa nouvelle dignité, à assister aux manœuvres d'Aldershot. La Reine, qui n'avait pas connu les hésitations de Sir Henry Campbell Bannerman, ministre de la Guerre, et de Sir Redvers Buller, adjudant-général, donna l'ordre d'envoyer un détachement du régiment du Kaiser *The Royals* pour prendre part aux manœuvres. Le Kaiser conçut de cette faveur un orgueil immense dont la manifestation bruyante ne contribua guère à améliorer ses rapports avec le prince aux régates de Cowes. Le prince refusa d'accompagner son neveu aux manœuvres, car il constatait avec regret que tous les efforts qu'il avait faits pour flatter la vanité du Kaiser ne lui avaient jusqu'ici valu que des déceptions.

***

En juin 1894, le Kaiser célébra en grande pompe l'inauguration du canal de Kiel. Il informa la reine Victoria que ce canal avait été construit dans le but « de favoriser l'union entre les nations et de leur assurer la paix dans le développement de leurs richesses ». Chaque pays étranger se fit représenter par une escadre au défilé organisé dans le nouveau canal, défilé dont le Kaiser, à bord du *Hohenzollern*, prit la tête. La France, pour complaire à la Russie, mais non sans répugnance, prit part à la manifestation. Le Prince s'abstint d'assister à cet illusoire carnaval de paix, et envoya son fils le duc d'York à bord de l'*Osborne* pour le représenter, ainsi que la Reine.

L'attitude arrogante qu'observait le Kaiser chaque fois qu'il venait à Cowes, convainquit le prince de la nécessité d'agir avec prudence vis-à-vis de son neveu. Il s'agissait alors de choisir le successeur de Sir Edward Malet qui devait quitter l'ambassade d'Angleterre à Berlin à la fin de l'année en cours. Bien que ce dernier, au début de son ambassade, se fût efforcé de se concilier les bonnes grâces du Kaiser et de l'opinion publique allemande, la jalousie croissante de l'Allemagne vis-à-vis de l'Angleterre avait récemment rendu difficiles les relations du diplomate avec la Cour et la Wilhelmstrasse. Le Prince avait toujours pris le plus vif intérêt aux nominations diplomatiques, mais aucune n'avait encore retenu son attention comme celle qui se présentait alors. Il était nécessaire, affirmait-il, de s'assurer par ce choix la sympathie de son neveu, et la tâche qui incombait à Lord Salisbury s'annonçait difficile et compliquée. La question fut entamée avant que le Kaiser quittât Cowes en août 1895. Il manifesta à la Reine et au Prince son désir de voir à l'ambassade de Berlin un soldat, leur suggérant de nommer Lord Wolseley. Le Prince hésitait, car une rivalité sourde entre cet officier et le duc de Cambridge venait de faire place à une jalousie manifeste. La Reine, pas plus que Lord Salisbury, ne s'opposait à ce choix; pourtant elle finit par écrire à son petit-fils qu'il était impossible de nommer Lord Wolseley, car il devait succéder au duc de Cambridge comme *commander-in-*

chief (28 août). On soumit à l'approbation de Guillaume II d'autres noms, tels que ceux de Lord Londonderry, ami du Prince, Lord Jersey, etc., mais seul Sir Francis Grenfell remplissait les conditions militaires si ardemment désirées par le Kaiser. Cependant aucun ne semblait lui plaire; à la nomination de Lord Cromer il opposa même un veto absolu. Lord Salisbury, embarrassé, se rabattit sur les diplomates de carrière, hésitant entre Sir Edmund Monson, alors à Vienne, et Sir Frank Lascelles, ambassadeur à Saint-Pétersbourg. Le Prince, depuis longtemps attaché à ce dernier, intervint chaudement en sa faveur, suggérant en outre que Lord Cromer le remplaçât en Russie. On ne tint pas compte de cette dernière proposition, mais Sir Frank Lascelles remporta finalement la victoire.

La Reine expliqua au Kaiser que le nouvel ambassadeur était de bonne famille, que sa femme, « sans être jolie, était intelligente et de commerce agréable » et qu'on pouvait compter sur lui pour maintenir l'entente entre les deux pays. Le Kaiser abandonna ses préventions et promit de faire « de son mieux pour faciliter la tâche de Lascelles ». La question épineuse se trouvait ainsi résolue au grand soulagement de tous. Alors que les pourparlers entraient dans leur dernière phase, le Prince, selon sa coutume, se rendit de Hombourg à Friedrichshof pour y dîner avec sa sœur, l'impératrice Frédéric. Il trouva auprès d'elle son neveu qui lui fit un chaleureux accueil.

Lascelles, dont la nomination était en grande partie l'œuvre du prince, débuta dans ses nouvelles fonctions au mois de novembre. Il arriva à Berlin à la veille de cette période de tension que devaient subir les rapports entre les deux pays, par suite des événements du Transvaal. Cet état de choses ne favorisa guère la réception du nouvel ambassadeur. Cependant, au bout de quelques mois, le Kaiser et lui semblèrent s'entendre à merveille. De son côté, le Prince resserra les liens d'intimité qui l'unissaient à Lascelles, et commença d'entretenir avec lui une correspondance régulière. Il fut ainsi à même de se rendre compte de façon précise de l'attitude de plus en plus versatile de Guillaume II et de ses ministres vis-à-vis de lui comme vis-à-vis de l'Angleterre.

Sir Frank se trouva souvent dans une situation périlleuse : il devait rapporter à l'oncle et au neveu leurs sévères critiques mutuelles. Malgré son désir de ménager les susceptibilités de l'un et de l'autre, son souci d'être véridique amena fatalement quelques malentendus entre les deux princes et lui, plus particulièrement entre lui et le prince de Galles, avant comme après l'avènement de celui-ci. Quant au Kaiser, ses relations avec Sir Frank furent influencées par les différends qui séparèrent l'Angleterre et l'Allemagne, différends dont la gravité ne devait cesser de grandir. L'avenir devait inspirer au roi Édouard des doutes sur l'opportunité du choix qui avait été fait en 1895. On s'est demandé, depuis, si Sir Frank Lascelles avait le caractère voulu pour résister aux flatteries de Guillaume II, alors que les difficultés internationales exigeaient de lui une attitude ferme et résolue à l'égard du fantasque monarque auprès de qui il avait été accrédité.

***

Lorsque à la fin de 1895, le fameux « raid Jameson[1] » faillit déchaîner la guerre entre l'Angleterre et le Transvaal, il y avait déjà près d'un an que le Kaiser et ses ministres suivaient avec attention les événements du Transvaal, dans le secret espoir de les voir un jour tourner au détriment de l'Angleterre. L'Allemagne, disait l'Empereur pour justifier son attitude, avait de considérables intérêts dans l'Afrique

1. La découverte au Transvaal, en 1886, de riches mines d'or et de diamant y attira un grand nombre d'étrangers, pour la plupart des Anglais, qui ne tardèrent pas à être plus nombreux que les natifs du pays. Ces *Uitlanders* (prospecteurs étrangers) se plaignaient d'être traités avec une rigueur excessive par le gouvernement boer, soutenu par ses nationaux; et de ce fait de nombreuses querelles surgissaient entre les uns et les autres. En 1895, l'exaspération des colons anglais fixés dans le district minier de Witwatersrand arriva à l'état aigu. M. Cecil Rhodes, principal propriétaire des mines d'or du Transwaal, directeur de la Compagnie British South Africa Chartered, Premier Ministre de l'Etat du Cap, machina en secret une insurrection contre le président Krüger. A son instigation, le docteur Jameson réunit une force armée de 600 irréguliers qui devaient envahir le Transvaal et renverser le Président Krüger, avec l'aide des colons de Johannesburg. Mais le complot avorta. Le 29 décembre, le docteur Jameson pénétra bien sur le territoire du Transvaal, mais aucun colon ne se joignit à lui; le gouvernement boer, avec le secours de quelques volontaires, réussit à arrêter la marche des envahisseurs.

du Sud, et c'était en vain que depuis deux années il avait essayé de le faire comprendre aux hommes d'État anglais.

A l'automne de 1895, le gouvernement de Prétoria avait envoyé à Berlin un de ses représentants, le docteur Leyds, avec mission d'exposer aux politiciens allemands les torts faits à ses compatriotes. Le docteur Leyds fut chaleureusement accueilli. Le Kaiser l'honora de sa confiance et discuta avec lui les moyens de contrecarrer les desseins ambitieux de l'Angleterre; entre autres moyens il lui suggéra le suivant : les Boers, où à leur défaut les Allemands, devraient obtenir du Portugal la cession du port de Lourenço-Marquès.

Quand les nouvelles du raid Jameson parvinrent en Europe, Guillaume II et ses ministres jugèrent l'instant favorable pour s'immiscer dans la querelle anglo-boer. Le 31 décembre 1895, le ministre des Affaires étrangères, von Marschall, après avoir conclu dans un rapport sur la situation générale que l'Allemagne ne supporterait pas que l'Angleterre annexât le Transvaal, prescrivit au comte von Hatzfeld, ambassadeur d'Allemagne à Londres, de demander à Lord Salisbury si le Gouvernement anglais approuvait le raid. En cas de réponse affirmative, l'ambassadeur devrait réclamer aussitôt ses passeports. Dans le même moment, le Kaiser recevait des colons allemands de Prétoria un télégramme implorant sa protection. Lord Salisbury, qui personnellement désirait une solution pacifique à ces divers incidents, donna des témoignages manifestes de sa bonne volonté dans ses entretiens avec von Hatzfeld et dans les instructions qu'il envoya à Sir Frank Lascelles, à Berlin.

Conformément au désir du Premier anglais, Sir Frank, en rendant visite au Kaiser, le 1er janvier, l'informa que les auteurs du raid étaient des « flibustiers et des rebelles ». A quoi Guillaume II répliqua que « l'Allemagne était prête à collaborer avec qui de droit contre ces perturbateurs de l'ordre public ». D'autre part, ce même 1er janvier, Sir Frank vint notifier à von Marschall que M. Chamberlain, ministre des Colonies, n'avait eu aucune connaissance préalable du projet du docteur Jameson et qu'il avait la ferme intention de châtier les coupables. En dépit de cette communication, von Marschall se déclara incrédule.

L'opinion allemande ayant décidément pris parti pour le président Krüger, le Kaiser faisait déjà d'imprudents projets de guerre. Il sonda l'ambassadeur français à Berlin et le Tzar pour savoir si la France et la Russie seraient disposées à se joindre à lui pour protéger « nos intérêts compromis ». L'amiral von Tirpitz, qui dans son chauvinisme rêvait de doter sa patrie d'une puissante flotte, venait d'établir un vaste programme de constructions navales. Le Kaiser saisit avec empressement l'occasion offerte par l'imbroglio du Transvaal pour accepter immédiatement les propositions de von Tirpitz. Tout d'abord les ministres allemands exaltèrent l'ardeur belliqueuse de leur souverain; mais les plus sages d'entre eux comprirent vite la nécessité de louvoyer. Ils voulaient bien se jouer de l'Angleterre en encourageant les Boers en paroles, mais ils répugnaient à une action directe. Toutefois, le Chancelier et le ministre des Affaires étrangères espéraient que l'Angleterre, alarmée par l'attitude menaçante de l'Allemagne, consentirait à envisager la possibilité de se joindre à la Triple Alliance.

Le 3 janvier 1896, en apprenant la capture de Jameson, l'Empereur en personne présida un important conseil à la Wilhelmstrasse. Ce conseil réunissait le Chancelier, Prince von Hohenlohe, von Marschall, l'amiral von Hollmann, l'aide de camp du Kaiser, Freiherr von Senden und Bibran, et l'amiral von Knorr. Enfin Kayser, le ministre des Colonies, et von Holstein, directeur général du ministère des Affaires étrangères se tenaient dans une pièce voisine, d'où ils suivaient les débats. A l'unanimité, le Conseil constata avec plaisir l'échec du raid Jameson. Puis le Kaiser ouvrit la discussion en proposant de revendiquer le protectorat du Transvaal, ce qui impliquait la mobilisation de troupes de l'infanterie de marine et leur envoi à Prétoria. Le Chancelier ayant objecté que « ces mesures risquaient de déclancher une guerre avec l'Angleterre », Guillaume II répliqua avec quelque incohérence : « Oui, mais seulement sur terre ». Le baron von Marschall et ses collègues désapprouvaient les propositions du Kaiser, mais, désireux de plaire à leur maître, ils soutinrent mollement un autre de ses projets, à savoir l'envoi au Transvaal de son aide de camp, le colonel Schele, pour y étudier la

situation. La discussion se poursuivait sans résultats, lorsque le ministre des Colonies Kayser suggéra à von Marschall d'adresser au nom de l'Empereur un télégramme de félicitations au président Krüger. S'il faut en croire l'amiral von Hollmann, Guillaume II refusa d'abord, faisant remarquer que l'honneur du geste rejaillirait sur lui seul, alors que ses conseillers en auraient été les instigateurs. Cependant, il se ravisa bientôt et accepta avec enthousiasme la proposition de Kayser. Le Ministre des Colonies rédigea donc le message suivant les instructions de von Marschall; puis ce dernier, sur l'ordre de Guillaume II, apporta au texte certaines modifications. Par exemple à la phrase « le prestige de votre gouvernement » qui se trouvait dans le texte original, von Marschall substitua les mots plus hardis « l'indépendance de votre nation ». Il est clair, en dépit des dénégations tardives du Kaiser, qu'il était décidé à user d'un langage plus ferme que celui proposé par son ministre. Certains membres de la conférence critiquèrent jusqu'au bout l'envoi du télégramme, susceptible d'après eux, de provoquer une guerre avec l'Angleterre, mais leurs objections tombèrent quand le Chancelier et von Marschall firent valoir que, seul, ce moyen détournerait le Kaiser d'une action plus dangereuse encore.

Finalement, le télégramme fut ainsi rédigé :

Je vous félicite vivement d'avoir pu résister par vos propres moyens et grâce à votre énergie, avec le seul appui de votre peuple et sans le secours des Puissances amies, aux bandes armées qui avaient envahi votre pays pour y troubler la paix. Je vous félicite d'avoir ainsi pu rétablir l'ordre et sauvegarder l'indépendance de votre nation contre les attaques du dehors.

Le Président Krüger répondit immédiatement :

J'adresse à Votre Majesté l'expression de ma profonde gratitude pour les félicitations qu'Elle vient de m'envoyer. Avec l'aide de Dieu nous espérons mener à bien nos efforts et sauver la République.

A peine le texte de ce message eut-il été publié, que le Kaiser se vanta de ce geste et en revendiqua l'initiative. Mais des années plus tard, après sa chute, il s'efforça d'en rejeter le blâme sur ses ministres. Or, quelle qu'ait été leur part de collaboration dans cette démarche, la respon-

sabilité morale en incombe incontestablement tout entière à Guillaume II.

Cette intervention souleva en Angleterre une véritable tempête d'indignation, dont la presse naturellement enregistra les échos. « La nation n'oubliera jamais ce télégramme, écrivit le *Morning Post*, elle l'aura constamment devant les yeux dans l'orientation future de sa politique. » Par contre, en Allemagne, le télégramme fut frénétiquement approuvé et von Marschall, au Reichstag, surexcita le chauvinisme allemand en déclarant à nouveau que l'indépendance du Transvaal était pour l'Allemagne une question vitale. Quant au Kaiser et à certains de ses ministres, entre autres l'amiral von Hollmann, ils feignirent une surprise innocente devant l'explosion de la colère anglaise.

Les trois ou quatre premiers jours qui suivirent la publication du télégramme, la guerre sembla imminente entre les deux pays. Le gouvernement anglais mobilisa aussitôt une escadre et rappela qu'en vertu de la Convention de 1884, les rapports extérieurs du Transvaal étaient soumis au contrôle du ministère des Affaires étrangères britannique. Pendant ce temps l'Allemagne songeait à envoyer à Delagoa ses troupes coloniales de l'Est africain; ces troupes devaient se diriger sur Prétoria où elles se mettraient à la disposition du président Krüger; trois croiseurs mouilleraient dans le port de Lourenço-Marquès, pour protéger les bases de l'expédition. Trois ans plus tard, Lord Salisbury, parlant de ces événements, disait que « si à ce moment-là, un seul soldat allemand avait mis le pied sur le territoire du Transvaal, il aurait été impossible de résister à la pression de l'opinion publique et que si l'on avait dû déclarer la guerre à l'Allemagne, toute l'Europe aurait été entraînée dans la mêlée ». Par bonheur, la baie de Delagoa et le port de Lourenço étaient des possessions portugaises et l'Allemagne devait d'abord obtenir le consentement du Portugal avant de mettre ses projets à exécution; M. de Soveral, ami du Prince de Galles et à cette époque ministre des Affaires étrangères à Lisbonne, déclara sur un ton péremptoire qu'on ne tolérerait aucune troupe allemande en territoire portugais.

***

Le Prince de Galles, craignant que ces événements n'eussent de graves répercussions, en suivait attentivement le développement. En dehors des renseignements que la Reine lui faisait communiquer, il était en rapports constants avec Lord Salisbury et M. Chamberlain. D'accord en cela avec toute la famille royale, il rejetait sur son neveu l'entière responsabilité du « honteux télégramme ». Se rangeant à l'avis général, il déclara que le Kaiser n'avait aucune excuse, ayant sciemment manqué aux règles les plus élémentaires du respect et de l'affection qu'il devait à sa grand'mère. Dès qu'il eut pris connaissance du message impérial, le Prince pria sa mère de « sermonner vertement » son petit-fils. Mais la Reine trouvait nécessaire, avant tout, de conserver son sang-froid. « Ces demandes d'explication, et ces remarques aigres-douces, dit-elle au Prince, ne font qu'envenimer la situation. Il faut se garder d'agir sous l'influence de la passion. Les incartades de William viennent de son caractère impulsif et de son orgueil. Le calme et la fermeté sont en semblables cas les armes les plus puissantes. »

La Reine se contenta d'écrire au Kaiser, le 5 janvier, une lettre dans laquelle elle protestait en termes mesurés contre sa malheureuse initiative; elle le mettait en garde contre le zèle intempestif des agents allemands au Transvaal et terminait en regrettant d'autant plus l'envoi dudit télégramme que le Transvaal était vis-à-vis de la Grande-Bretagne dans une situation toute particulière.

En répondant à la Reine, le Kaiser, sachant combien il serait maladroit de lui déplaire ouvertement, défendit sa cause avec autant de mauvaise foi que de jésuitisme. Alléguant que le télégramme était son œuvre personnelle, il affirmait l'avoir conçu dans l'intérêt de sa grand'mère et de l'Angleterre. Mais on peut mesurer sa duplicité, si on compare le texte de sa lettre à la reine Victoria à celui d'un rapport confidentiel adressé six jours auparavant au tzar Nicolas II sur les événements dont l'Afrique du Sud était le théâtre. Le 2 janvier — à la veille de l'envoi du télégramme, au Président boer — il avait écrit au Tzar :

J'apprends que la République du Transvaal vient d'être attaquée de la façon la plus perfide, et non pas, semble-t-il, à l'insu de l'Angleterre. J'ai parlé très sévèrement à Londres et je me suis mis en rapport avec Paris en vue d'une défense commune de nos intérêts compromis, puisque les colons allemands et français se sont unis immédiatement et spontanément pour venir en aide aux Boers attaqués. J'espère que vous voudrez bien de votre côté examiner la question, car il s'agit de maintenir le respect des traités conclus. Je souhaite que les choses s'arrangent; mais quoi qu'il arrive, je ne permettrai jamais aux Anglais d'écraser le Transvaal.

C'est sur un ton bien différent que Guillaume II s'excusait auprès de sa grand'mère et qu'il lui écrivait de Neues Palais le 8 janvier 1896 :

Bien chère grand'mère,

Il n'y avait dans le télégramme dont vous vous plaignez, aucune intention hostile vis-à-vis de l'Angleterre ou de son gouvernement. Nous savions fort bien par Sir Frank Lascelles, ainsi que par notre ambassadeur de Londres, que le gouvernement avait pris toutes les mesures désirables pour arrêter les misérables flibustiers, ouvertement révoltés contre les autorités anglaises.

Trois motifs m'ont déterminé à écrire au président Krüger : 1° J'ai cru devoir protester au nom de la paix inopinément violée, car, suivant votre glorieux exemple, j'essaie d'être partout son champion — ce que vous avez toujours approuvé jusqu'ici; 2° J'ai protesté au nom des colons allemands résidant au Transvaal et de nos actionnaires, dont les intérêts représentent un capital de 250 à 300 millions, et encore au nom des commerçants de la côte qui ont engagé un autre capital de 10 à 12 millions dans les affaires du pays et qui se seraient trouvés en danger en cas de bagarres dans les villes environnantes; 3° J'ai protesté au nom du droit outragé contre les rebelles : votre gouvernement et votre ambassadeur, ayant formellement affirmé que ces individus avaient cyniquement enfreint vos ordres. J'ai cru que ces bandes armées se composaient de prospecteurs, gens qu'on peut rassembler rapidement et qui s'abouchent généralement avec la lie des nations; mais je n'aurais jamais pensé qu'il y eût parmi eux d'authentiques sujets anglais ou des officiers.

Car, pour moi, les misérables qui se révoltent contre la volonté de Votre très gracieuse Majesté sont les êtres les plus vils de la terre. J'ai été si indigné à l'idée que l'on avait transgressé vos ordres et que, par là, la paix et la sécurité de mes compatriotes étaient en danger, que j'ai jugé nécessaire de manifester publiquement ma colère. Mais mon intervention, je le constate avec regret, a été bien mal interprétée par la presse anglaise. Je me faisais le champion de la loi, de l'ordre et de la soumission que l'on doit à une souveraine que je

révère et que j'adore et à qui tous ses sujets devraient obéir aveuglément.

Telles furent les raisons auxquelles j'ai obéi et je défie qui que ce soit de voir dans une seule d'entre elles une marque d'hostilité contre l'Angleterre. Avant-hier encore j'ai fait recommander au gouvernement boer d'agir avec circonspection, sans qu'on puisse l'accuser de se laisser emporter par sa haine contre l'Angleterre. Quant aux ordres donnés à la canonnière mouillée dans la baie de Delagoa, ils se résument à ceci : ce bâtiment ne devait intervenir que dans le cas où des rixes ou des incendies auraient éclaté, afin de protéger le consulat allemand, comme cela s'est passé en Chine et ailleurs; son rôle devait rester entièrement passif — *rien de plus.*

Je m'étonne de la stupidité de la presse anglaise en cette circonstance : comment peut-elle m'accuser d'avoir pris parti contre l'Angleterre? J'en appelle, la conscience tranquille, à Lord Salisbury. Il a eu ces dernières années assez de preuves de mes bonnes dispositions : il doit savoir ce que je pense et ce que je voudrais faire pour le Royaume-Uni. Mais la presse s'est montrée plutôt inconsidérée dans ses suppositions et, comme depuis quelques mois elle ne cesse de déverser son mécontentement sur nos malheureuses têtes, les journaux de chez nous lui pardonnent difficilement. J'espère toutefois que ce nuage passera bien vite, je le souhaite même vivement : car il est inadmissible que deux grandes nations, unies par d'étroits liens de parenté et de religion, se regardent avec suspicion et se donnent ainsi en spectacle au reste de l'Europe. Qu'en penseraient Wellington et le vieux Blücher s'ils revenaient sur cette terre?

Le Prince de Galles, après avoir lu cette lettre, ne dissimula pas son irritation et réclama de plus amples informations. Tout en acceptant le fait que le Kaiser revendiquait l'entière responsabilité de cette démarche, il était curieux de savoir jusqu'à quel point les politiciens allemands avaient approuvé l'imprudente initiative de leur maître. L'impératrice Frédéric intervint dans le débat et assura à sa mère et à son frère, — elle tenait ses renseignements du Chancelier en personne, — que le télégramme de Guillaume n'était pas « le résultat d'un mouvement impulsif », mais correspondait à l'opinion publique allemande du moment, fortement influencée ainsi que l'entourage politique du Kaiser, par la visite du docteur Leyds, secrétaire d'État du Transvaal.

La Reine et le Prince n'en restèrent pas moins convaincus que le poids du blâme devait retomber uniquement sur le monarque. De son côté, le cabinet anglais refusa de voir dans

ce télégramme un document officiel et le considéra comme une manifestation intempestive du caractère capricieux du Kaiser.

Puis, heureusement, l'indignation anglais se calma. D'autre part les auteurs du raid Jameson furent arrêtés, ramenés à Londres et jugés. Le Président Krüger, suspectant la sincérité des encouragements de l'empereur allemand, consentit à contre-cœur à négocier avec l'Angleterre. Guillaume II abandonna ses idées d'une coopération franco-russo-allemande pour défendre le Transvaal et chercha à rentrer en grâce auprès du gouvernement anglais par de grandiloquentes protestations d'amitié.

Le Prince reconnut l'inutilité de poursuivre une controverse au sujet de ce malencontreux télégramme, d'autant que la surexcitation anglaise était tombée. Cependant aucune détente réelle ne se produisit : la rancune réciproque des deux nations ne s'atténua point, non plus que le ressentiment du Prince contre son neveu.

A la fin de l'année 1896, le Prince reçut du secrétaire particulier de Lord Salisbury copie d'une délibération du Conseil des Ministres, en date du 11 décembre 1896, constatant que « désormais il ne serait plus question officiellement du télégramme de l'empereur d'Allemagne au président Krüger, puisque cette communication n'était pas elle-même un document officiel et que le gouvernement n'avait actuellement qu'à se louer des intentions pacifiques manifestées par l'Allemagne. »

Officiellement l'incident était clos; mais le Prince conserva ses doutes sur la sincérité de l'Allemagne et décida d'attendre les événements.

***

Les années qui suivirent — 1897 et 1898 — s'écoulèrent dans les mêmes alternatives de brouille et de velléités de rapprochement, qui avaient jusqu'ici marqué les relations personnelles des deux princes et celles des gouvernements anglais et allemand. Diverses questions d'ordre international réveillèrent l'esprit belliqueux du Kaiser : une rupture parut inévitable entre les deux pays. En 1897 ce fut la question crétoise, plus tard celle des îles Samoa.

A d'autres moments, des circonstances plus favorables amenèrent une certaine détente entre les deux gouvernements. Guillaume II se reprit alors à espérer que l'Angleterre se déciderait à se joindre à la Triple-Alliance. Puis le motif le plus futile ranimait sa mauvaise humeur et ruinait les combinaisons échafaudées par les hommes d'État anglais. Les choses en étaient là, lorsque, un peu avant la fin de l'année 1898, Guillaume II, sans transition, changea d'attitude. Il sembla vouloir gagner les faveurs de la reine Victoria et ses efforts ne laissèrent pas de stupéfier l'opinion publique en Angleterre et ailleurs. Par exemple il envoya à sa grand'mère un télégramme de félicitations à l'occasion de la victoire d'Atbara, remportée par Lord Kitchener au Soudan le 5 avril 1898. Plus tard, le 4 septembre, un autre succès du général anglais lui servit de prétexte pour célébrer pompeusement la fraternité d'armes anglo-allemande scellée sur le champ de bataille de Waterloo.

La Reine, touchée par ces marques d'affection, plaida la cause du Kaiser auprès du prince Édouard. « Il faut voir, lui dit-elle, dans ces attentions de William, son désir de se faire pardonner son télégramme à Krüger. » A son tour, la Reine, autant dans l'intérêt de la paix que par esprit de famille, donna à son petit-fils des gages de sa bonne volonté.

Le Kaiser sembla accueillir avec plaisir ces manifestations aimables. A l'occasion des quatre-vingts ans de sa grand'-mère, il lui écrivit, sur un ton d'humilité candide :

Comme cela doit vous sembler bizarre que le tout petit garçon que vous avez si souvent tenu dans vos bras et que mon cher grand-père s'amusait à balancer ait maintenant atteint la quarantième année, juste la moitié de votre vie prospère et heureuse.

Il avouait aussi que bien souvent la tâche était trop lourde pour ses épaules, « mais qu'il comptait sur l'indulgence de sa grand'mère pour excuser les fautes d'un collègue bizarre et impétueux ».

Puis de nouvelles difficultés assombrirent l'horizon. Le Kaiser se laissa une fois de plus emporter par son mauvais caractère, et la reine Victoria s'en montra presque aussi mécontente que le prince Édouard. La première de ces difficultés surgit en février 1899 au sujet du duché de Saxe-Cobourg. Le fils unique et héritier du duc régnant venait de mourir. La reine Victoria qui, pour des raisons de sentiment, s'intéressait à la succession de ce duché familial, estima que

son troisième fils, le duc de Connaught, avait des droits au titre, et qu'on devrait soumettre sa candidature à la diète locale des deux duchés. Malheureusement elle omit de consulter le Kaiser avant de formuler sa proposition. Lorsque la nouvelle en parvint aux oreilles de son petit-fils, celui-ci se moqua de son choix, la menaçant, elle et Lord Salisbury, du veto du Reichstag allemand. Les Diètes locales toutefois favorisèrent l'élection du duc de Connaught, mais la Reine, répugnant à braver la colère de Guillaume II, pria le Duc de retirer sa candidature. Plus tard ce dernier refusa également de poser celle de son fils le prince Arthur de Connaught. En définitive, ce fut le fils posthume du plus jeune fils de la Reine, le duc d'Albany, qui, le 30 juin, fut élu héritier présomptif de cette principauté à laquelle la reine Victoria était très attachée.

Dans l'intervalle, une circonstance fortuite avait laissé espérer aux partisans de la paix — tant en Allemagne qu'en Angleterre — que la réconciliation souhaitée entre le Kaiser et son oncle allait enfin se réaliser. Au mois de mars 1899, Guillaume II accorda une audience à M. Cecil Rhodes. Le roi des Belges, qui n'était pas en très bons termes ni avec l'Angleterre ni avec la France, à cause de ses revendications dans l'Afrique centrale, venait de refuser à M. Rhodes la permission de faire passer par le Congo belge une ligne télégraphique allant du Caire au Cap. Il fallait donc obtenir du Kaiser l'autorisation de traverser la colonie allemande de l'Afrique orientale. Au cours de leur entretien, Guillaume II et le leader de l'Afrique du Sud abordèrent bien d'autres questions que la ligne télégraphique du Cap. Ils en vinrent à discuter, non seulement les rapports entre l'Allemagne et l'Angleterre, mais encore ceux de l'Empereur et du Prince. Le Kaiser exprima, comme à l'ordinaire, son désir de s'entendre avec l'Angleterre et se plaignit que la haine invétérée de son oncle paralysât ses dispositions pacifiques.

M. Rhodes écrivit immédiatement une longue lettre à Son Altesse, dans laquelle il lui rapportait tous les détails de cette conversation tant politique que privée. Tout en reconnaissant que le télégramme à Krüger avait été un affront fait au Prince, il se hasardait à suggérer qu'on enterrât définitivement l'incident. Il ajoutait également qu'il était nécessaire,

dans l'intérêt des bonnes relations entre les deux nations, que le Kaiser n'eût plus l'impression que son oncle le détestait : « En considération de complications possibles, concluait-il, nous devons travailler de concert avec une autre nation et l'Allemagne me semble tout indiquée. » Il affirmait encore qu'il dépendait du Prince de faciliter l'entente politique.

Le Prince de Galles, suivant le conseil de M. Rhodes, se prêta à une nouvelle tentative de rapprochement, mais bien en vain. Le Kaiser se chargeait par son attitude de décourager n'importe quelle bonne volonté. A peine une difficulté semblait-elle aplanie que la discorde se rallumait pour un autre motif. Lorsque le Kaiser apprit que le gouvernement anglais rejetait la proposition qu'il avait faite à propos des îles Samoa, sa rage contre l'Angleterre et la famille royale ne connut plus de bornes. Ce problème en suspens semblait agir sur son esprit à la façon d'un corrosif. Il dénonça au Tzar la politique perfide de l'Angleterre; dans le même temps il ne cessait de répéter à Sir Frank Lascelles qu'il était en mesure de lui prouver que la Russie trahissait l'Angleterre[1]. Au printemps et au début de l'été, sa grand'mère, tout comme le Prince et Lord Salisbury, fut en butte à ses sarcasmes. Cependant, oubliant les affronts qu'il venait d'infliger, Guillaume II manifesta le désir de rendre visite à la Reine à l'occasion de ses quatre-vingts ans (24 mai 1899). Il fut extrêmement mortifié d'apprendre que Sa Majesté refusait de l'inviter. Dans son ressentiment, il perdit toute mesure et au banquet qu'il offrit à Berlin — par respect

1. Quoique la Reine n'eût pas de renseignements précis sur la correspondance que Guillaume II entretenait avec le Tzar, elle se méfiait, d'après les réflexions que son petit-fils faisait à Sir Frank Lascelles, du ton des commentaires du Kaiser. Aussi décida-t-elle de mettre Nicolas II en garde contre les menées du Kaiser. « Je sens de mon devoir, écrivit-elle au Tzar le 2 mars 1899, de vous informer de ceci : c'est que William ne manque aucune occasion de persuader à Lascelles que la Russie fait tout ce qui est en son pouvoir pour nous nuire; qu'elle offre son alliance aux autres puissances contre nous et qu'elle vient de s'unir ainsi avec l'Emir d'Afghanistan contre nous. Je n'ai pas besoin de vous dire que ni moi, ni Lord Salisbury, ni Sir F. Lascelles n'en croyons un mot. Mais je crains que William n'aille vous dire des choses contre nous, comme il en raconte sur vous. Si cela était, je vous en prie, dites-le moi franchement et confidentiellement. Il est de la plus grande importance que nous nous entendions parfaitement et que l'on mette un terme à d'aussi nuisibles et tortueux procédés. Vous êtes trop droit vous-même pour ne pas désapprouver tout ceci. »

du protocole — en l'honneur des quatre-vingts ans de la reine Victoria, il fit allusion dans son discours à la possibilité de voir un jour la flotte anglaise en face des navires allemands. « Dites à vos compatriotes de se tenir tranquilles », conseilla-t-il insolemment à Lascelles.

Le 27 juin 1899, écrivant à sa grand'mère, il l'informa que l'opinion publique allemande était profondément blessée de la façon si peu heureuse dont Lord Salisbury avait traité l'Allemagne dans l'affaire de Samoa. « Cet homme, disait-il, méprise l'Allemagne... et qu'est-ce pour l'Angleterre que cette petite île insignifiante, à côté des territoires immenses qu'elle récolte à droite et à gauche, sans coup férir, chaque année? » Lord Salisbury vit dans ce nouvel accès de rage un effet de la jalousie causée par l'intervention du Prince dans la question crétoise. Cependant il protesta énergiquement contre ce fait sans précédent : un souverain attaquant le Premier Ministre d'un gouvernement étranger dans sa personne même. La Reine écrivit à son petit-fils, le 3 juillet, qu'elle voulait croire par charité qu'il s'était laissé emporter par une irritation passagère « car je ne puis imaginer que, sans cela, vous eussiez parlé de mon premier ministre, sur un ton qu'aucun souverain n'a jamais employé en s'adressant à un autre souverain. Je n'ai jamais attaqué Bismarck personnellement, bien qu'il fût l'adversaire acharné de l'Angleterre. » A ces reproches, le Kaiser répliqua illogiquement que la Russie ne manquait jamais une occasion de nuire à l'Angleterre.

***

Les choses en étaient là, lorsque le Kaiser, toujours versatile, reconnut que sa brouille avec la Reine et avec le Prince avait assez duré. D'un autre côté le cabinet de Berlin voyait dans de nouvelles propositions faites par l'Angleterre un moyen de sortir de l'impasse de Samoa, et, dans certains milieux anglais, on souhaitait, de plus en plus, voir les deux pays oublier leurs différends. M. Chamberlain qui avait à faire face à une situation critique dans l'Afrique du Sud, méditait un rapprochement avec l'Allemagne. Le Kaiser, tout en s'accrochant secrètement à l'espoir que l'Allemagne saurait tôt

ou tard tirer profit des difficultés de l'Angleterre, abandonna sa rancœur et résolut de faire des avances à sa famille anglaise. Le Prince, sans se faire d'illusion sur le revirement de son neveu, fit bon accueil à ses tentatives de réconciliation.

Il y avait quatre ans que le Kaiser n'était venu en Angleterre, et il croyait maintenant qu'il lui suffirait de rendre visite à sa grand'mère pour que la brouille prît fin. Dans ses moments de colère il avait juré de ne plus remettre les pieds à Cowes ou à Osborne, mais l'horizon politique s'étant éclairci, il télégraphia à la reine Victoria, le 22 juillet 1899, que seul un accident survenu à l'Impératrice l'empêchait de se rendre à Osborne au mois d'août. On ne l'avait pas invité, mais la Reine et le Prince, étant tous deux disposés à accueillir les amabilités du Kaiser, on ne fit aucune remarque.

Ce premier jalon posé, Guillaume II redoubla d'efforts pour se faire inviter par la Reine à Balmoral à l'automne. La Reine hésitait; le comte von Hatzfeldt s'adressa alors au Prince de Galles, qui, sans manifester d'enthousiasme, promit son assistance dans l'intérêt public. Finalement la Reine pria le Kaiser de lui rendre visite non pas à Balmoral, mais à Windsor en novembre.

Un incident survenu dans les négociations laborieuses dont Samoa était l'objet, faillit tout compromettre. Enfin l'Empereur accepta, non seulement l'invitation de la Reine, mais proposa de se faire accompagner par l'Impératrice et deux de ses fils.

La conclusion apportée au conflit en octobre permit de bien augurer de la visite prochaine. Tandis qu'à cette occasion, la Reine et son petit-fils échangeaient d'aimables messages, un événement capital se produisait dans l'histoire de l'Empire britannique : la guerre des Boers éclatait, le 11 octobre. En moins d'un mois, une série d'événements survenus sur le champ de bataille venait prouver que les autorités anglaises avaient sérieusement mésestimé la force de leur adversaire. Le peuple anglais était plongé dans l'inquiétude et la tristesse, mais on ne songea pas à remettre à un autre moment la visite du Kaiser.

Le Prince, quoique absorbé par la guerre, n'en déploya

pas moins de zèle afin d'organiser le mieux possible la réception de son neveu. En raison cependant du malaise créé par la situation, on supprima du programme toute manifestation trop brillante et le Kaiser acquiesça de bonne grâce à l'idée d'une réception moins grandiose. Le Prince sachant toutefois que son neveu désirerait être reçu par la Ville de Londres, demanda que, si l'on organisait une procession au Guildhall, « il n'y eût pas de grande manifestation militaire ». Mais le Kaiser supprima d'avance toute difficulté, en déclarant au Prince qu'il n'avait pas l'intention de se rendre à Londres (10 novembre 1899).

Le 19 novembre, le Kaiser accompagné de la Kaiserin et de deux de ses plus jeunes fils, arriva à Portsmouth et se rendit à Windsor pour y rester cinq jours. Il avait avec lui son ministre des Affaires étrangères, le comte von Bülow et deux amis personnels le comte von Plessen et le comte von Eulenburg, ainsi que l'amiral Senden und Bibran. Le Kaiser et le Prince se montrèrent très empressés vis-à-vis l'un de l'autre; le Kaiser déplora les événements fâcheux du Transvaal, mais la discussion politique ne s'étendit pas plus loin. Lord Salisbury, Premier Ministre et ministre des Affaires étrangères, était absent, car sa femme venait de mourir. M. Balfour, ministre des Finances, Premier Ministre par intérim, ainsi que M. Chamberlain, ministre des Colonies, vinrent cependant à Windsor rendre visite à von Bülow. Celui-ci leur déclara que le Kaiser « désirait rester en bons termes avec l'Angleterre » et suggéra aimablement d'adopter à l'avenir des directives conformes à l'accord de Samoa, pour résoudre toute question similaire. Sachant bien qu'en Angleterre on se méfiait des alliances politiques, il se déclara prêt à entamer des discussions amicales. Il déplora encore la mésintelligence croissante entre la Russie et le Japon et émit la crainte de voir la Russie mettre à exécution ses projets d'expansion en Chine. Le Ministre allemand n'aborda pas la question du Transvaal dans ses entretiens avec les hommes d'État anglais.

Bref, le Prince semblait réconcilié avec son neveu, lorsque ce dernier, accompagné de la Kaiserin et de von Bülow, quitta Windsor le 25 pour se rendre à Sandringham où il

devait rester trois jours. Il fallait toujours craindre que la suffisance du Kaiser n'irritât son oncle, lorsqu'ils se trouvaient dans l'intimité, mais en cette occasion rien ne vint troubler leur entente. Comme par un accord tacite, lorsque la conversation tombait sur des questions d'ordre politique, on se bornait à de vagues réflexions et on n'émettait de part et d'autre que des idées pacifiques. A son retour en Allemagne, le Kaiser écrivit au Prince pour lui rappeler le « séjour délicieux » qu'il avait fait auprès de lui, et dans une lettre à la reine Victoria, il s'exprima en termes délirants sur sa visite à Windsor. Un mois plus tard il déclarait « qu'il était encore sous le charme de tous ces aimables souvenirs » (21 décembre).

Cependant malgré l'importance qu'on attachait alors dans les Chancelleries d'Europe à la visite du Kaiser et aux signes extérieurs de sa réconciliation avec le Prince, l'accalmie était illusoire. Les conversations politiques de Windsor et de Sandringham, en dépit de leur ton amical, restèrent vagues et superficielles. M. Chamberlain s'efforça en vain de leur donner une signification plus grande qu'elles ne le méritaient dans un discours qu'il fit à Leicester, au lendemain du départ du Kaiser. Examinant la situation politique intérieure et extérieure, il exposa à nouveau ses idées touchant une entente avec l'Allemagne. Le ton optimiste de son discours ne réussit pas à convaincre l'opinion publique qu'on avait arrêté à Windsor les bases solides d'une alliance anglo-allemande. M. Chamberlain bâtissait hélas! des châteaux en Espagne; les belles paroles que le Kaiser et son ministre des Affaires étrangères avaient adressées à leurs hôtes anglais ne venaient que des lèvres.

Avant la fin de l'année, le Kaiser, tout en prodiguant à la Reine et au Prince de Galles, des démonstrations d'affection échafaudait un insidieux complot contre l'Angleterre. Dans les négociations secrètes qu'il entama avec la Russie à cet effet, il se servit comme d'un levier des embarras que la guerre des Boers causait à la Grande-Bretagne. Ses machinations insensées avortèrent, mais leur histoire prouve que le Prince et Lord Salisbury connaissaient mieux que M. Chamberlain le véritable caractère du Kaiser et ses sentiments réels pour l'Angleterre.

Sa duplicité ne fait d'ailleurs aucun doute. A l'automne 1908 le Kaiser accorda une interview au *Daily Telegraph* et en autorisa la publication, espérant par ses déclarations détruire, en Angleterre, le souvenir du rôle hypocrite qu'il avait joué pendant la guerre sud-africaine. Il se vanta dans cette interview de pouvoir attendre « avec sérénité le jugement de l'histoire », affirmant qu'il existait à Windsor Castle des documents capables de l'innoncenter une fois pour toutes. L'examen de ces documents est terminé et il en résulte que le plaidoyer de Guillaume II, loin de l'innocenter, contient au contraire ce qui doit le condamner.

***

Dans les premiers mois de la guerre sud-africaine — octobre à décembre 1899 — l'armée britannique essuya de durs revers et la situation devint même extrêmement critique. Une semaine particulièrement néfaste, *black week*, restée tristement célèbre en Angleterre, vit à la fois la défaite de Magersfontein le 10 décembre, celle de Stormberg le 10 décembre, et celle de Colenso, le 15 décembre.

Pendant toute la durée de cette longue lutte, le Prince de Galles tint à se faire renseigner exactement sur ses péripéties. Lord Wolseley, commandant en chef des Armées britanniques, lui envoya à intervalles réguliers un résumé des rapports détaillés qu'il recevait lui-même du Transvaal. En outre le Prince demanda à quelques-uns de ses amis, engagés dans les troupes combattantes, de lui écrire fréquemment. Toutes les lettres qu'il reçut ainsi ne lui furent pas également agréables, car, si on lui écrivait le plus souvent avec une sympathie marquée, ses correspondants se permettaient parfois des critiques ambiguës ou des conseils sur la conduite des opérations.

Dès le début de la campagne, le Kaiser exprima au Prince Édouard et à la Reine la part qu'il prenait à leurs anxiétés. « Je vous assure, écrivit-il à sa grand'mère, que les *jours néfastes* de décembre m'ont été aussi pénibles qu'à vous-même. »

Il n'était pas difficile cependant de démêler une note discor-

dante dans la sympathie exprimée par Guillaume II. Sa correspondance devait bientôt révéler quels sentiments réels masquait cette apparence d'intérêt.

Le 21 décembre, il adressa à son oncle, dans ce style ampoulé qu'il affectionnait, ses vœux de nouvel an. Il terminait sa longue épître par un post-scriptum, où, abandonnant son ton sentimental, il informait Son Altesse qu'il avait demandé à son État-Major de lui faire un commentaire de la situation militaire; leurs rapports lui avaient inspiré les « réflexions impartiales » qu'il joignait à sa lettre :

Si cela peut vous intéresser, disait-il, de savoir quel est actuellement le sujet des conversations dans nos milieux militaires, prenez connaissance de cet extrait que j'ai rédigé à votre intention, sous forme d'aphorismes. Ces réflexions n'ont pas d'autre objet que de vous servir de guide, en vous renseignant exactement sur ce que l'armée pense et dit chez nous. Je n'y ai ajouté aucune remarque et me suis abstenu d'exprimer la moindre opinion, aussi pouvez-vous à votre gré jeter au feu ce mémorandum ou vous en servir.

Le Prince fit traduire ces notes, dont le ton n'était pas précisément optimiste, et les envoya à quelques personnalités officielles et à quelques-uns de ses amis personnels. Mais, l'intervention du Kaiser l'ayant irrité, il remercia son neveu avec une froide politesse exempte de gratitude.

Cependant Guillaume II revint à la charge. Lorsque l'arrivée de Lord Roberts au Transvaal permit à l'Angleterre d'envisager l'avenir avec moins d'appréhension, le Kaiser adressa à son oncle une seconde série de « réflexions », dans l'intention trop évidente de le blesser.

L'amabilité avec laquelle vous avez accueilli en décembre mes aphorismes, écrivit-il au Prince Édouard, m'encourage à vous en soumettre aujourd'hui une nouvelle série. Peut-être vous intéresseront-ils, ou pourront-ils vous être de quelque utilité. Ils vous prouveront avec quelle application j'ai étudié les opérations militaires pendant les différentes phases de la campagne. Ces notes sont l'œuvre d'un homme familiarisé avec le service actif depuis vingt-trois ans, et qui, depuis douze ans, commande et dirige l'instruction de l'armée allemande[1].

1. Le 11 août 1908, le Kaiser eut à Cronberg une longue conversation avec Sir Charles Hardinge, haute personnalité de l'entourage du roi Édouard VII. Guillaume II informa incidemment son auditeur que le plan de campagne qu'il avait envoyé à la reine Victoria avait été établi à sa requête par son État-Major général.

Dans les notes en question, on suggérait d'arrêter l'avance britannique dans l'Afrique du Sud, jusqu'à ce que l'arrivée de nouveaux renforts rendît possible la concentration d'une armée capable de percer les lignes de l'ennemi. « Il pourrait être important, ajoutait l'Empereur, de différer les opérations jusqu'à l'automne. Dans l'intervalle, l'Angleterre examinerait si ses rapports avec les autres nations lui permettent un aussi long répit. » Il conseillait encore d'examiner si, faisant la part du feu, il ne vaudrait pas mieux négocier la paix avec les Boers. Enfin il avait réservé pour le dernier paragraphe une réflexion, qui trahissait ses véritables sentiments :

Après tout, disait-il, il n'y a aucun déshonneur pour l'Angleterre à accepter ses défaites. Ses luttes sportives lui ont appris à recevoir les coups avec une sérénité d'âme toute chevaleresque. L'année dernière, dans le Grand Match de cricket contre l'Australie, elle a accepté avec calme la victoire de son adversaire, reconnaissant loyalement sa supériorité.

Le Prince transmit à nouveau à la Reine Victoria et à quelques-uns de ses intimes une traduction des *notes* rédigées par son neveu. Lord Roseberry, en faisant remarquer à Son Altesse le ton cynique de ces aphorismes, traduisit le sentiment général de tous ceux qui les lurent.

Par ailleurs, le Kaiser ne négligeait aucune occasion d'être désagréable au gouvernement britannique[1]. Au grand mécon-

1. En décembre 1899, l'Allemagne s'était découvert un grief contre l'Angleterre, qu'elle exploita sans vergogne. Trois navires allemands de commerce, le *Herzog*, le *Bundesrath* et le *Marie*, qui gagnaient l'Afrique du Sud, furent saisis en cours de route par un croiseur anglais. Le *Herzog* et le *Marie* furent aussitôt relâchés, mais le *Bundesrath*, accusé de faire de la contrebande de guerre, fut conduit à Durban, devant un tribunal de prises. La protestation allemande fut rédigée en des termes si violents que l'on craignît à Londres que le gouvernement allemand ne la fît suivre d'un ultimatum. Mais Lord Salisbury écarta promptement cette cause de désaccord en donnant l'ordre de libérer le *Bundesrath*, en offrant une indemnité et en promettant qu'à l'avenir on n'inquiéterait plus les bâtiments allemands (19 janvier 1900). La générosité du gouvernement anglais en cette circonstance n'apaisa guère l'opinion publique allemande, qui continua à réclamer avec une incroyable insistance le développement de la flotte nationale. Encouragé par le sentiment populaire, von Tirpitz en profita pour introduire devant le Reichstag, le 8 février 1900, un projet de loi, qui doublait les armements prévus en 1898 et était ouvertement donné par son auteur comme devant répondre à l'attitude arrogante de l'Angleterre. Le projet en question fut voté le 12 juin.

tentement du Prince Édouard, le docteur Leyds, ministre de l'Intérieur du Transvaal, fit une nouvelle apparition à Berlin en décembre 1899. Le Prince apprit avec indignation que le chancelier von Hohenlohe avait invité le représentant officiel des ennemis de l'Angleterre, au banquet offert le 27 janvier 1900 en l'honneur de l'anniversaire du Kaiser; c'était mettre Sir Frank Lascelles dans une situation embarrassante, puisqu'il était tenu, de par sa qualité d'ambassadeur, d'assister à ce banquet. Le Prince se montra très contrarié de cette amabilité à l'égard du docteur Leyds, « notre ennemi le plus acharné et le plus dangereux, écrivit-il à Lascelles, car il colporte partout d'infâmes calomnies sur notre compte ».

Le Prince en écrivant à son neveu, ne lui cacha pas ce qu'il pensait à ce sujet. Après l'avoir remercié de l'intérêt qu'il prenait au sort des troupes combattantes, il ajoutait :

Nous avons pleine confiance dans la victoire finale, bien que cette opinion ne soit pas partagée par tout le monde sur le Continent, ni par le Docteur Leyds qui, me dit-on, a été reçu à bras ouverts par toutes les classes de la société berlinoise! Quant à comparer cette guerre avec nos matches de cricket contre les Australiens je ne puis l'admettre. A l'heure actuelle, l'Empire britannique lutte pour sa propre existence, comme vous le savez fort bien, et pour le maintien de sa suprématie en Afrique du Sud. Et nous avons besoin des efforts de tout notre peuple si nous voulons arriver à vaincre.

Le Kaiser ne manqua pas de relever les remarques de son oncle et, en prétendant s'excuser, ne fit qu'envenimer les choses :

Mon allusion aux matches de cricket a paru vous déplaire, mais je voulais simplement vous prouver que je ne suis pas de ces gens qui, lorsque l'armée anglaise éprouve un revers, s'empressent de proclamer que le prestige anglais est en danger! N'oublions pas que la Grande-Bretagne a bravement combattu la France et les Insurgés auxquels elle dut abandonner l'Amérique du Nord, sans que cela l'ait empêchée de devenir la plus grande Puissance du monde. Cela grâce à son incomparable flotte, qu'il est indispensable de maintenir à la hauteur de sa réputation de marine invincible.

Le Prince de Galles, désireux d'en finir, répondit qu'il était heureux de s'être trompé, car il avait craint que son neveu ne conseillât, en dépit des succès remportés par les Anglais, de faire la paix avec les Boers.

***

Mais le Kaiser était loin d'avoir renoncé à sa tortueuse politique. Les congratulations déclamatoires, dont il abusait dans sa correspondance avec son oncle, ne servaient qu'à masquer ses desseins audacieux. Il donna, dans cette circonstance, un bel exemple de la perfidie dont il était capable. Il espérait décider en secret la Russie à profiter des embarras où la guerre avait mis l'Angleterre et à former une coalition européenne contre cette nation. Il pensait obtenir facilement l'adhésion de Nicolas II et trouver un instrument docile dans le comte Mouravieff, ministre des Affaires étrangères à Saint-Pétersbourg, qui, par son attitude agressive en Chine et ailleurs, montrait le peu de cas qu'il faisait de l'Angleterre.

Après s'être concilié les bonnes grâces du ministre russe, le Kaiser espérait pouvoir attirer aussi facilement la France dans le complot. Il était convaincu que les sympathies pro-boers de la Russie et de la France, simplifieraient sa tâche et que les gouvernements de ces deux pays accueilleraient avec enthousiasme l'idée d'attaquer conjointement l'Angleterre. Une fois qu'il aurait pris au piège les cabinets de Paris et de Saint-Pétersbourg, il méditait de délivrer l'Europe de la suprématie coloniale anglaise. Il savait qu'en Allemagne il pouvait tabler sur une anglophobie aussi farouche que celle de la Russie et de la France, et il exultait à la pensée de la prochaine défaite de la Grande-Bretagne.

Mais en cette occasion, comme dans toutes les intrigues qu'il fomenta durant son règne, il ne s'exagéra pas moins la portée de son influence que l'importance de ses moyens d'action. Il ne tenait aucun compte de la méfiance qu'il avait peu à peu fait naître à son égard, à Saint-Pétersbourg, aussi bien qu'à Londres. En outre il s'exagérait la sympathie que le Tzar portait aux Boers : certes, cette sympathie avait été assez forte pour amener le gouvernement russe à protester contre la continuation de la guerre du Transvaal; mais escompter qu'elle suffirait à entraîner le Tzar à envoyer un ultimatum à Londres, c'était se tromper lourdement.

Le Kaiser subit un échec complet; au lieu de l'accepter philosophiquement, il eut l'audace d'annoncer à la Reine

Victoria et à son oncle qu'il venait, par son intervention, de sauver l'Angleterre d'un effroyable péril. Ce soi-disant péril n'était autre que celui qu'avec son imagination subtile il avait voulu forger, car la France avait fait la sourde oreille à ses suggestions malhonnêtes et la Russie les avait écoutées fort distraitement. D'ailleurs lorsque le comte Mouravieff se rendit compte du but tortueux poursuivi par le Kaiser, il s'empressa de revenir sur le vague assentiment qu'il avait paru donner tout d'abord à certaines de ses propositions.

La correspondance des diplomates russes contient la preuve indiscutable de la culpabilité et du machiavélisme de Guillaume II dans cette circonstance. Le 1er janvier 1900, au moment même où il envoyait des condoléances élégiaques à la Reine et au prince Édouard à propos des désastres subis en décembre, il rendait visite à l'ambassadeur russe à Berlin, le comte Osten-Sacken, et à la grande surprise de son interlocuteur, lui proposait d'attaquer l'Angleterre. Après avoir échangé les compliments d'usage à l'occasion du Jour de l'An, il vanta hautement quelques récents essais de mobilisation que la Russie venait de faire à la frontière afghane. « Le Kaiser voyait dans ces manœuvres, rapporta le comte Osten-Sacken à son ministre, la confirmation d'une opinion qui lui était chère, à savoir que seule la Russie pouvait paralyser la puissance de l'Angleterre et lui infliger, en cas de besoin, un coup mortel. » Le Kaiser aurait en outre ajouté que si Nicolas II décidait un jour de lancer ses armées contre les Indes, il se chargerait, lui, d'assurer la neutralité de l'Europe et monterait la garde à la frontière russe. « *Ils* le savent bien en Angleterre, avait-il dit textuellement, je ne leur ai jamais caché qu'en Orient ils ne m'auraient pas à leurs côtés. »

Le ton dont le Kaiser parla de l'Angleterre ne permettait pas à l'ambassadeur russe de douter de l'inimitié que l'Empereur allemand nourrissait contre la Grande-Bretagne. On le devinait prêt à faire cause commune contre elle avec la Russie. Le Ministre des Affaires étrangères allemand, von Bülow, confirma d'ailleurs cette impression. Selon le comte Osten-Sacken, le Kaiser (aussi bien que von Bülow) croyait qu'une victoire décisive de l'Angleterre sur les Boers

causerait de sérieux préjudices à l'avenir colonial des autres puissances européennes et qu'on ne retrouverait pas semblable occasion de mettre un terme *à la cupidité de l'impérialisme anglais*. Mais le Kaiser ne spécifiait pas quel genre d'action il méditait contre l'Angleterre. Le comte Osten-Sacken, attribuait cette imprécision au fait que le Kaiser doutait fort de décider lui-même la France à se joindre à l'Allemagne. Il s'accrochait désespérément à l'espoir que la Russie réussirait à exaspérer la rancune des Français et les entraînerait à agir.

Le Kaiser, sans s'embarrasser d'aucun scrupule, poursuivit ses intrigues. Au cours d'un second entretien avec le comte Osten-Sacken, le 9 janvier, il lui fit part d'un bruit inventé de toutes pièces, d'après lequel l'Angleterre, par suite de son état de guerre avec les Boers, se voyait obligée de rappeler les troupes qu'elle avait en Égypte. Le gouvernement anglais, expliqua Guillaume II, aurait invité l'Italie à occuper ce pays à sa place; quoique l'Italie fît partie de la Triple-Alliance, le kaiser ne pouvait lui déconseiller d'accepter une proposition aussi avantageuse pour elle, car d'après les clauses de leur alliance, l'Italie restait libre de conclure avec l'Angleterre tous les arrangements qui lui plaisaient. Le Kaiser espérait que cette invention serait rapportée au gouvernement français, qu'elle attiserait l'animosité de la France à l'égard de l'Angleterre, à qui les Français reprochaient l'occupation de l'Égypte, et enfin que cette nouvelle raviverait sa jalousie vis-à-vis de l'Italie. Le Kaiser croyait avoir forgé là une arme infaillible : la France devait tomber dans ses embûches... Mais les faux bruits lancés par Guillaume II ne trouvèrent pas crédit en France et l'Italie s'empressa de les dénoncer comme étant de purs mensonges.

Le comte Mouravieff, en recevant de Berlin le compte rendu des entretiens du Kaiser avec Osten-Sacken, fit transmettre ces renseignements inattendus à tous les ambassadeurs russes à l'étranger. Il avait, au mois d'octobre précédent, rendu visite à M. Delcassé et ni l'un ni l'autre n'avaient envisagé la possibilité d'une action commune contre l'Angleterre, pas plus d'ailleurs qu'il n'en avait été question lorsque Nicolas II avait été l'hôte du Kaiser à Berlin (8 novembre 1899), à la

veille du séjour que celui-ci fit à Windsor. Le ministre russe n'avait pas hésité à déclarer que la Russie n'avait aucun intérêt immédiat dans les problèmes en suspens et qu'elle réservait son opinion.

La nouvelle du complot tramé par le Kaiser parvint aux oreilles de M. Delcassé à Paris par l'intermédiaire de M. Nelidoff, ambassadeur russe en France. M. Delcassé fit remarquer que, dans le cas où la France et la Russie jugeraient bon d'agir contre l'Angleterre, elles n'avaient nul besoin du secours de leur voisin. Le Kaiser, dit-il à son interlocuteur, recherchait notoirement une alliance avec l'Angleterre et toutes ces intrigues n'avaient pour but que d'abuser la France et la Russie. Si cependant le Kaiser disait vrai, ce qui était fort douteux, et qu'il eût réellement l'intention de former une coalition contre l'Angleterre, l'attitude de la France pourrait peut-être changer.

Le comte Osten-Sacken, pour sa part, écrivant le 27 janvier-8 février au comte Mouravieff, l'informait qu'à son avis le Kaiser incitait les autres Puissances à se lancer dans des entreprises hasardeuses, dont l'Allemagne serait la première et la dernière à profiter et dont elle hésitait cependant à courir le risque. Le comte Mouravieff, envoyant ses instructions à Osten-Sacken, lui prescrivit de rester en bons termes avec le Kaiser et von Bülow, de manière à provoquer leurs confidences. « Jusqu'à nouvel avis, vous ne devrez pas, lui enjoignait-il, empêcher l'Allemagne de susciter des embarras à l'Angleterre, au Transvaal et en Égypte, car la Russie est décidée pour le moment à rester dans l'expectative. »

La conspiration du Kaiser reposait sur des bases trop fragiles pour réussir. Il était manifeste que la France n'était nullement attirée par l'aventure. La Russie en outre ne semblait pas en meilleures dispositions. Si cette puissance ne réussissait pas à entraîner la France dans la conspiration — ou refusait de s'entremettre — il était évident que le projet du Kaiser était voué à un échec.

Au milieu de février, le cabinet de Saint-Pétersbourg fit de vagues ouvertures à Guillaume II, mais celui-ci n'avait plus l'enthousiasme du début. La nouvelle offensive anglaise dans l'Afrique du Sud était venue consolider les sympathies

du Tzar et de son peuple pour les Boers. D'après une déclaration qu'il fit lui-même, plusieurs mois plus tard, au roi Édouard VII, le Tzar était alors littéralement « assailli par une foule de suppliques, lettres et télégrammes, l'adjurant d'intervenir, dût-il prendre de graves déterminations ». Il avait même pensé écrire à la reine Victoria « pour lui demander en secret s'il n'y avait aucun moyen d'arrêter la guerre »; mais il s'était abstenu, de crainte de la blesser. Il était torturé, dit-il au roi Édouard, par le souvenir de son inaction dans cette affaire.

Le comte Mouravieff consentit, pour calmer les scrupules de son souverain, à tenter une démarche, de concert avec les autres Puissances européennes, afin de mettre un terme « à la lutte inégale qui mettait aux prises les petites républiques sud-africaines et l'Angleterre toute-puissante ». Mais voyant que le Kaiser, devenu timide, se désintéressait d'une entreprise qui était son œuvre et que la France refusait son appui, le comte Mouravieff abandonna sans regret son projet d'intervention. Ses jours étaient déjà comptés — il mourut en effet le 24 juin — et, pendant les dernières semaines de son existence, il fut en butte aux vitupérations les plus violentes du Kaiser. Ce n'est que le 22 mai-4 juin 1901, lorsque le Prince de Galles fut devenu le roi Édouard VII que Nicolas II lui adressa un appel, conçu en termes respectueux, pour la cessation des hostilités au Transvaal. Il n'y avait, pour ainsi dire, aucun rapport entre l'initiative du Tzar et le vague projet échafaudé par le comte Mouravieff quelque seize mois auparavant.

***

Tout en reconnaissant l'impossibilité de réaliser ses desseins insensés, le Kaiser s'ingénia à tracasser l'Angleterre en faisant continuellement de vagues allusions aux périls mystérieux qui la menaçaient. Lorsque, le 4 février 1900, il exposait au Prince Édouard, en accumulant les arguments, l'urgence d'une trêve qui permettrait à l'Angleterre de reconstituer ses armées, il feignait de craindre que la diplomatie ne fût pas capable de garantir à l'Angleterre une *sécurité absolue* contre les Puis-

sances étrangères pendant cette période d'inactivité. Dix-neuf jours plus tard, il revenait à la charge sur un ton plus irritant encore, insinuant que la France « se disposait à s'élancer sur sa proie au delà de la Manche ».

Il faut souhaiter de tout cœur, écrivit-il à son oncle le 24 février, que la situation en Afrique s'éclaircisse bientôt et que la victoire décisive ne se fasse plus attendre, afin que vous puissiez mettre un terme à cette guerre. Alors vous aurez le loisir d'examiner ce qui se passe autour de vous, car je crains que *diverses nations* ne nourrissent de mauvais desseins contre vous et ne fomentent des intrigues dans d'autres parties du monde. L'Europe, instinctivement, commence à s'inquiéter et les milieux politiques sont loin d'être rassurés. Je tiens avant tout à ce que la Grande-Bretagne reste puissante et libre de toute entrave; c'est d'une importance capitale pour la paix de l'Europe.

Soyez sur vos gardes! Vous avez prudemment agi en rassemblant à Portland une escadre de réserve et j'espère que cette décision déterminera *certains de vos voisins* à se tenir tranquilles.

Dans la même épître, il se vantait avec une verve abondante d'avoir mis un frein à la virulence pro-boer de la presse allemande, achetée, prétendait-il, par la France et la Russie.

Sans se compromettre, le Prince de Galles remercia son neveu de ses avertissements et de sa sollicitude; et, sachant que la réponse ne serait qu'à moitié de son goût, il lui rétorqua que la flotte anglaise était, Dieu merci! en état de faire face à toutes les éventualités.

Aussitôt que le comte Mouravieff eut donné un certain assentiment à quelques-unes des propositions du Kaiser, celui-ci s'empressa de révéler à son oncle les intentions du ministre russe. Guillaume II, en cette occasion, se surpassa en hypocrisie. Non seulement il dénatura le sens de la démarche du comte Mouravieff, mais il se vantait d'avoir infligé à l'ennemi juré de l'Angleterre le coup de grâce, et s'érigeait champion des intérêts britanniques.

Il était temps que je vous avertisse, écrivit-il à Son Altesse le 3 mars 1900. Hier au soir j'ai reçu de Saint-Pétersbourg une note dans laquelle le comte Mouravieff m'invite à participer à une action collective contre votre pays, de concert avec la France et la Russie, pour vous forcer à la paix et venir au secours des Boers!

J'ai refusé. Et dans ma réponse, j'ai conseillé à l'organisateur de la Conférence de la Paix — Sa Majesté Impériale le Tzar — de demander directement à Londres si le gouvernement et le peuple anglais étaient

d'humeur à écouter les propositions de paix du cabinet de Saint-Pétersbourg.

J'avais des doutes à ce sujet et je croyais, personnellement, connaître d'avance la réponse que ferait le cabinet de Londres. Aussi demandai-je ce que la Russie ferait si l'Angleterre refusait d'admettre son intervention; le gouvernement russe me fit la réponse très rassurante que voici : « Rien ».

J'ai informé confidentiellement Sir Frank de cette démarche absurde.

A nouveau le Prince remercia chaleureusement le Kaiser de ses révélations; mais il soupçonnait à part lui — et Lord Salisbury partageait ses soupçons — que le Kaiser avait joué dans toute cette histoire un rôle bien différent de celui dont il se vantait.

L'entretien *confidentiel* que le Kaiser accorda à Lascelles au sujet de la proposition du comte Mouravieff eut lieu le 9 mars. Lord Salisbury transmit à Son Altesse copie du rapport que lui envoya l'ambassadeur. D'après celui-ci, le Kaiser avait fait valoir avec une véhémence suspecte son rôle de sauveur, tout en ayant bien soin d'entretenir les craintes de l'Angleterre, « car, avait dit Guillaume II, tout danger n'est pas complètement écarté. L'Empereur de Russie soutient maintenant la cause des Boers et est entièrement à la merci d'un ministres sans scrupule, Mouravieff, prêt à plonger l'Europe dans une guerre générale, afin de se maintenir au pouvoir. » Il avait ajouté que, étant dans l'impossibilité d'influencer Nicolas II, il avait cessé toute correspondance avec lui. La guerre entre l'Angleterre et la France, avait-il conclu, était presque inévitable, mais il était bien décidé en cas de conflit à monter la garde à la frontière, baïonnette au canon. La guerre actuelle avait déclanché certains mouvements, dont on ne pouvait prévoir les répercussions, et soulevé bien des questions qu'il eût été préférable de laisser en suspens. Puis finalement, meilleur prophète qu'il ne le pensait, envisageant avec son interlocuteur quelle serait la position de l'Allemagne en face d'une coalition formée par la France, l'Angleterre et la Russie, il convint que son pays devrait alors lutter pour sa propre existence.

Une nouvelle occasion se présenta au Kaiser de témoigner son hypocrite bienveillance à l'Angleterre. Le gouvernement

boer — représentant le Transvaal et l'État libre d'Orange — prenant ses désirs pour des réalités, laissa entendre à plusieurs reprises qu'il ferait volontiers la paix avec l'Angleterre, si celle-ci reconnaissait son indépendance. Dans le but d'amorcer ce projet quelque peu chimérique, les Boers tentèrent une démarche auprès du consul allemand à Prétoria, qui transmit aussitôt cette requête à Berlin (11 mars 1900). Le Kaiser s'empressa de répondre, avec toutes les apparences de la correction, que le gouvernement boer ferait bien, avant d'aller plus avant, de s'enquérir auprès du gouvernement anglais si celui-ci accepterait la médiation de l'Allemagne. « L'importance des intérêts allemands au Transvaal, spécifia le Kaiser, ne me permet pas de servir d'intermédiaire et il serait préférable de s'adresser à une autre Puissance n'ayant aucun bénéfice à attendre du développement du Transvaal. »

Guillaume II fit connaître cette démarche et la réponse qu'il y fit à la reine Victoria et au Prince, s'imposant une fois de plus à leur reconnaissance. Le chargé d'affaires allemand à Londres, le comte Metternich, s'entretint avec Lord Salisbury et le Prince de Galles de la réponse du Kaiser aux républiques sud-africaines, ainsi que des possibilités de paix. Tous deux exprimèrent la gratitude que leur inspirait la générosité du Kaiser; mais le Prince eut soin d'insister sur le fait « qu'à aucun prix les Républiques Boers ne conserveraient leur indépendance, car l'Angleterre ne tenait pas à courir le risque d'une autre guerre semblable à celle-ci ».

De son côté, la reine Victoria, dans une lettre au Kaiser, parlant en son nom aussi bien qu'en celui de son fils, l'avertissait qu'on ne tiendrait compte d'aucune médiation, qu'elle vint de lui, ou de tout autre souverain. « Mon pays s'opposera à toute intervention étrangère, écrivit-elle, maintenant que nous avons fait le sacrifice de tant de vies précieuses. » Le Kaiser en lisant ces lignes déclara simplement : « Je n'en doutais pas. »

Mais la lettre de la Reine lui ayant laissé à penser que sa famille anglaise n'appréciait pas à sa valeur son rôle de sauveur, il donna libre cours, dans sa correspondance avec sa grand'mère et avec son oncle, à des vantardises qui répondaient à un double but.

Ainsi que M. Delcassé l'avait soupçonné, Guillaume II n'avait nullement renoncé à attirer l'Angleterre dans la Triple-Alliance. Le projet lui tenait d'autant plus à cœur qu'il n'avait pas réussi à lancer contre elle la France et la Russie. Il multiplia donc ses protestations de dévouement et ses flatteries. Le Prince de Galles, sans vouloir s'attarder aux soupçons que lui inspiraient les sautes d'humeur de son neveu, accueillit prudemment ses avances. Il y eut assaut d'amabilité entre les deux cours et échange d'invitations, auxquelles d'ailleurs personne ne put se rendre. Lord Salisbury se félicitait déjà de la bonne harmonie qui semblait régner entre l'oncle et le neveu. Il déclara à Son Altesse que « tous ceux qui tenaient à la paix de l'Europe et avaient à cœur les intérêts de l'Angleterre » désiraient voir cette entente durer. Ce qui n'empêchait pas d'ailleurs les esprits perspicaces de suspecter la loyauté du Kaiser. Lord Salisbury lui-même avoua à la Reine qu'il croyait, bien qu'il n'en eût pas les preuves, que le projet prêté à la France et à la Russie d'attaquer l'Angleterre, était une invention du Kaiser.

Quoi qu'il en soit, la malveillance de la presse et du peuple français vis-à-vis de l'Angleterre ayant compromis le projet d'entente que M. Delcassé poursuivait, ce fut le Kaiser qui en recueillit les avantages. Le Prince, offensé par la violence des sentiments français, se sentit mieux disposé à accueillir favorablement les avances de l'Allemagne. D'autant plus qu'il constatait avec regret que la Russie, sous l'influence du comte Mouravieff, reprenait son attitude intraitable envers l'Angleterre, à propos des questions asiatiques. Et pourtant une antipathie réciproque restait au fond des relations de l'oncle et du neveu. Mais le Prince de Galles maintint durant toute l'année 1900 des relations d'apparence cordiale avec son neveu et l'accord entre les deux Princes n'avait jamais semblé si complet lorsque la reine Victoria mourut le 22 janvier 1901.

SIDNEY LEE

(Traduit par A. TOUGARD DE BOISMILON.)

LES MAGNIFICENCES

DU

COMTE DE RAIMONDIS[1]

CHEF D'ESCADRE AU TEMPS DU ROI SOLEIL

Extraits du journal de François-Noël du Pinault, Huissier de la Chambre du Roi.

15 novembre 1702. — Le Roi ne sortit point de tout le jour. L'après-dînée, il fit une loterie chez madame de Maintenon pour madame la duchesse de Bourgogne et les dames du palais. J'y fis prier sans aucune peine M. le comte de Raimondis qui, sur toutes choses, le désirait. C'est véritablement un honnête homme. L'autre soir, nous soupâmes ensemble avec la meilleure amitié, à l'auberge « L'Image Notre-Dame », où la chère est délicate et le vin frais. A la fin du repas, mon hôte se confia à moi et m'ouvrit ingénument son cœur. Tout ferme qu'il soit, parmi les périls de la mer et les boulets des ennemis de Sa Majesté, il s'est attendri en débarquant à Versailles, et la beauté après laquelle il soupire n'est autre que mademoiselle de Vespéran, nièce du lieutenant-général et fille d'honneur de madame la duchesse de Bourgogne.

Ha! que s'est-il laissé prendre au manège de cette enragée coquette qui le fera damner dans la suite, j'en ai peur!

Le pauvre homme, tout enflammé, ne cessait de m'interroger sur elle, sur sa famille, sa parenté, ses goûts, et il célébrait sans fin ses mérites et ses perfections avec une ardeur qui me causait, je l'avoue, quelque peine. J'essayai de l'en

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er août.

détourner, mais j'y perdis mon latin. Il ne cessait de m'importuner afin que je le misse à même d'approcher de nouveau cette demoiselle. De guerre lasse, j'y consentis, et ce fut ainsi qu'il se rendit à la loterie. Les dames le regardaient d'un fort bon œil et s'empressaient à écouter les récits dont il n'était pas avare, hormis, bien entendu, mademoiselle de Vespéran qui ne répondit que d'un léger signe de tête assez sec aux saluts empressés que le héros lui multipliait dès qu'il l'eut aperçue. Le Roi, du milieu de la table, n'eut pas plutôt vu entrer M. de Raimondis qu'il le pria de s'asseoir auprès de lui et des dames qui l'entouraient; et de prendre part au jeu, ce que M. de Raimondis fit, éprouvant toutefois à cela une certaine confusion. Le Roi l'avait nommé, avec quelques paroles obligeantes, à madame la duchesse de Bourgogne qui l'observait de près, non sans malignité.

Vous savez l'usage de ces sortes de jeux.

D'habitude, le Roi donne les lots qui, anciennement, dans les époques de prodigalité et d'abondance, consistaient en étoffes d'or ou d'argent, en bijoux, et en rubans magnifiques. Aujourd'hui, vu la pénurie et la crainte de manquer bientôt du nécessaire, le Roi se contente de donner en présents des rubans ordinaires. Le Roi aime le jeu fort sûr et veille qu'il n'y ait point de tricheries. Vous pouvez croire qu'un si auguste témoin est non seulement capable d'empêcher des tours d'adresse, mais qu'il peut même empêcher d'en concevoir la pensée. Un valet de chambre de Sa Majesté tient un sac où sont enfermés les billets. Chacun en prit et M. de Raimondis, voulant se faire honneur, en prit douze cents pour sa part. M. le marquis de Vespéran et M. le marquis de Dangeau s'employaient fort assidûment aux comptes. Madame la duchesse de Bourgogne voulant, je pense, se divertir, fit la remarque que mademoiselle de Vespéran n'en prenait pas. Aussitôt, M. de Raimondis s'offrit le plus galamment du monde à en prendre pour elle et à être sa caution. C'était, disait-il, sa manière de dédommager le lieutenant-général du dérangement qu'il lui avait causé. Mais, au premier moment, celui-ci fit la sourde oreille, tandis que sa nièce rougissait fort. Sa Majesté, que ce manège amusait, car Elle en devina sans plus tarder l'origine et le motif, l'engagea à accepter, et il fallut bien se rendre, bon gré mal gré,

au désir du maître. M. le comte de Raimondis, tout aise, prit aussi douze cents billets pour mademoiselle de Vespéran, et madame la duchesse de Bourgogne s'exclama au milieu des sourires qu'un homme si favorisé de la bonne chance ne pouvait manquer d'en apporter au jeu de sa commère. Les billets distribués, on commença. Chacun avait les boîtes devant soi et mettait dedans autant de billets qu'il y avait marqués dessus. La table était couverte de bougeoirs, afin que chacun pût avoir de la lumière pour cacheter. Au delà des bougeoirs était le petit plat d'argent rempli d'eau pour y tremper les cachets qui, à force de cacheter, seraient trop échauffés. M. l'évêque de Meaux, tout âgé et tout malade qu'il fût (il devait mourir un peu plus d'un an après) était à un bout de la table. Toutes les boîtes passaient par ses mains et il y posait un second cachet. Elles étaient visitées ensuite par le grand chambellan qui les mettait dans une corbeille d'où, de temps en temps, on allait les porter dans des sacs attachés contre la muraille. Tout ce qu'il y avait de plus illustre à la Cour s'approchait de la table pour y considérer le jeu. Les premiers lots n'échurent pas à M. de Raimondis. Il s'en fût aisément consolé si mademoiselle de Vespéran eût été mieux partagée que lui-même. Mais il n'en était rien et il s'en dépitait, ayant déboursé gros. A la fin, un paquet de rubans vint à la belle, mais elle attendait mieux du sort, pour ne pas dire de la flamme de son amoureux. Comme on tirait les derniers billets, elle se leva et alla murmurer quelques mots à l'oreille de madame la duchesse de Bourgogne, cependant que M. de Raimondis paraissait se griser de tous ses gestes et de ses mines. Elle n'eut pas plutôt achevé de parler à sa maîtresse que celle-ci vint entretenir le Roi. Il s'agissait, pour animer le jeu, d'engager M. le comte de Raimondis à offrir en lot l'un des brillants qui garnissaient son habit. Il ne demandait certes pas mieux, dans l'espoir que mademoiselle de Vespéran serait la gagnante, mais le roi résista d'abord, ne voulant dépouiller l'un de ses gentilshommes. Madame la duchesse de Bourgogne se montra si suppliante, comme il ne savait rien lui refuser, que, pour avoir la paix, Sa Majesté céda. M. de Raimondis mit donc en loterie son plus gros diamant, mais il tomba à madame de Dangeau, puis deux ou

trois autres suivirent, sans que la fortune parut tourner au gré de son cœur. La broderie y eût passé tout entière, celle de l'habit et celle de la veste, quand, au quatrième diamant, M. l'Évêque de Meaux déplia le billet et lut le nom de mademoiselle de Vespéran. On ne put soupçonner de tricherie un si grand homme, et d'un caractère si droit et si intègre. Le roi, bien aise, et de fort belle humeur, se prit à rire, et madame la duchesse de Bourgogne aussi. Je ne parle point de M. de Raimondis qui, comme on le pense bien, était aux anges. Toutefois, M. le marquis de Vespéran fronçait le sourcil. Pour l'amadouer, Sa Majesté l'emmena à part et ils causèrent un moment ensemble. On dit qu'avant de donner son consentement, le lieutenant-général voudrait être mieux informé des particularités du caractère de M. de Raimondis, de ses sentiments de piété, et aussi de sa naissance qu'il craint ne pas être équivalente à la sienne. L'avis général est qu'il lui faudra bien céder à la volonté du Roi à qui M. de Raimondis a su plaire. Il est du reste bon parti avec le décompte qu'il eut du galion, et il en serait un très bon si l'on connaissait véritablement sa souche. M. Charles d'Hozier, généalogiste des Écuries du roi, eut l'ordre de presser dom Cassio et dom Gombault qui sommeillent dans leurs recherches, et de les vérifier s'il y avait lieu. Madame de Maintenon est aussi favorable à ce mariage et l'a dit au Roi qui lui demandait son avis. Le mien est que M. de Raimondis se met une corde au cou, dont il aura sujet de se repentir, et que les jolis bras de cette espiègle qui cache son jeu, malgré qu'elle ait envie de lui, sauront l'enserrer jusqu'à l'étrangler, s'il faut. Après la loterie qui avait fort diverti la compagnie, il y eut collation. Mais madame la duchesse de Bourgogne ne se mit point à table, parce qu'il n'y a que les princes du sang qui peuvent manger avec elle. Le Roi s'était retiré, et madame la duchesse de Bourgogne mangea dans la salle, assise sur le bras de sa chaise.

Les États du Languedoc, qui sont assemblés, ont accordé au Roi dès leur première séance trois millions de don gratuit, et deux millions pour la capitation. Les religionnaires de ce pays-là continuent leurs désordres. Sa Majesté y envoie quatre régiments pour les réduire. M. de Montrevel a fait publier une ordonnance dans la région, par laquelle il enjoint

à tous ceux qui avaient abandonné leurs maisons d'y revenir sous huit jours, faute de quoi ils seraient déclarés rebelles et punis comme tels. Il paraît que les esprits des peuples de ces contrées ne se trouvent pas dans l'état qui serait à désirer.

Madame la marquise de Richelieu qui était aux Anglaises du faubourg Saint-Antoine a trouvé le moyen d'en sortir en escaladant les murailles. Elle a écrit à madame de Bouillon qu'elle allait chercher un pays où elle serait moins malheureuse.

Lettre du sieur Loyseau, régisseur,
à M. le comte de Raimondis, capitaine des vaisseaux du Roi,
à Versailles.

Le Vivier, 25 novembre 1702.

Monsieur,

Après trois semaines de fièvre tierce, vous me donnez la santé dont j'ai besoin par les bonnes nouvelles que vous m'annoncez sur l'heureux terme de la navigation hasardeuse à laquelle vous étiez exposé et sur la fortune singulière que vous eûtes de vous tirer sain et sauf de deux combats sur mer où de moins valeureux et de moins expérimentés que vous seraient restés et eussent été envoyés — comme on dit — *ad patres*. Mademoiselle votre sœur, qui revient de la Flèche où elle est allée passer trois semaines, me charge de vous mander qu'elle rend grâces à Dieu d'un si excellent retour et qu'elle vous offre ses compliments, en attendant qu'elle vous écrive elle-même. J'ai dû lui prêter mon cheval pour qu'elle puisse aller et s'en venir, car il vous souvient sans doute que vous avez vendu les vôtres avant que de partir. Le passage que j'ai le plus goûté dans votre lettre, monsieur, est celui où vous me faites part que Sa Majesté le roi d'Espagne vous a gratifié d'une portion des richesses que vous lui avez amenées. L'argent est ici d'une rareté prodigieuse, et vous ne me laissez pas connaître les raisons qui vous font garder la clef de votre trésor. Bien plus, loin de m'en envoyer, dont j'aurais tant besoin, vous m'en demandez — comme si j'en avais!

Néanmoins, je vous adresse par M. Landais, trésorier de l'artillerie, qui s'en va ces jours à Versailles, 2 000 pistoles dont j'ai estropié ma bourse pour soulager votre patience.

Ménagez bien ces pistoles jusqu'à ce que je vous en envoie d'autres, si j'en reçois.

Tous nos rentiers à Aubigné sont morts. Vous m'avez obligé d'y aller à cheval par une pluie universelle, dont je suis rentré plus trempé qu'un lièvre en un champ de choux verts. Enfin j'ai amené à combat le seigneur Buffart qui va seul prendre les rentes qui vous sont dues et qui étaient divisées en quatre-vingts personnes, dont vingt mineurs. Jugez la belle recherche et la belle discussion!

Il acquittera les arrérages, moitié comptant, moitié billet à change au jour Saint-Denis. Il y a deux ans que vos vignes n'ont eu d'autres façons que la taille, quoique bien plantées; la maison va en ruine, les fossés moitié comblés, moitié abattus et l'étang intérieur, que vous nommez, je crois, le « miroir d'eau », croupit en un marécage tout empesté de mouches quand survient l'été et qui rendent les salles basses quasi intenables.

Le blé n'a point été vendu à la Ripaille, la métayère ayant été très malade, et un faquin a abattu huit chênes sur votre domaine, puis s'est sauvé, son forfait accompli.

Savez-vous, monsieur, que vous avez failli être saisi ? Tant que vous ne ferez foi et hommage au Roi pour votre terre, vous aurez tous les ans un huissier du bureau des seigneurs trésoriers de France à Tours. Vous ignorez sans doute qu'à chaque avènement d'un Roi à la couronne, il faut que chaque gentilhomme à terre noble le fasse ainsi, et que cela a été omis par feu votre père, dont Dieu ait l'âme. Votre jardin est en friche, et vos beaux arbres fruitiers n'auront rien, je le crains, l'année prochaine.

Je voudrais vous expédier le plus d'affaires possible, car je sais bien que les ordres du Roi vous appellent ailleurs, mais Dieu veuille vous amener ici au printemps!

J'ai déféré à mademoiselle votre chère sœur l'honneur que vous m'avez fait de présenter à mon gré la chapelle du Vivier. Mademoiselle de Raimondis l'a présentée au cousin germain de mademoiselle Boileau, un nommé M. Robinet, jeune et pauvre ecclésiastique, et très honnête homme, par-dessus le marché. Vous ne me ferez jamais, monsieur, aucune honnêteté que je ne la remette soudain à votre famille. Et puisque j'ai

sujet de vous entretenir de mademoiselle votre sœur, il faut que je vous parle de son mariage, car elle désirerait fort s'établir. Maintenant que vous voilà riche, comme vous me le mandez, vous serez en position de lui trouver un bon parti, et qui lui convienne. Elle dit qu'elle veut avant tout un gentilhomme, et que si son destin la rendait assez malheureuse pour épouser quelqu'un qui ne le fût pas, elle se croirait en droit absolu de se démarier et même par constitution canonique.

Elle se pâme de chagrin et d'aversion pour la sotte roture et pour les maroufles de roturiers, sans respect pour moi, qui cependant lui tiens tête et ai l'honneur de défendre ma partie puisque je suis de ce nombre heureux qu'on traite de réprouvés. A vous donc, Monsieur, à vous.

A propos de noblesse, je fus avisé à mon dernier voyage à Aubigné, que Dom Gombault, prieur bénédictin de Saint-Saturne, voulait me parler. J'y fus, et il m'informa fort civilement qu'il me fallait lui bailler les clefs du grenier où sont enfermés vos parchemins. Je ne balançai pas de les lui donner, et il vit ici depuis quelques jours, où il tient compagnie à votre sœur. Ils dînent et soupent ensemble de bon appétit. Le prieur est fort sage et je gage — du reste j'y veille — qu'il ne leur arrivera pas à tous deux ce qui advint le jeudi d'après la saint Martin au grossier commandeur du Chesnay et à la belle madame du Rozoy.

Ce jeudi, dis-je, la noblesse et les dames d'Aubigné, au lieu de dîner chez soi, jugèrent à propos d'aller manger une soupe et un poulet à l'auberge.

Madame du Rozoy eut besoin de visiter un petit lieu. Le commandeur, galamment, s'offrit à l'y mener. La dame l'en dispensa. Il persista. La compagnie lui conseilla de ne pas résister. Enfin la dame, pressée, se glissa dans l'endroit. Quelques moments après, du Chesnay s'y rendit aussi et, ouvrant la porte très hardiment, surprit la dame, laquelle, se levant du siège, versa son onctueux baume sur l'auguste chef et visage du commandeur. Tous deux revinrent au centre de la compagnie surprise par l'odeur d'un parfum fort connu. L'un soutenait qu'il arrivait du Pérou, l'autre qu'il était du pays, reste de la boutique de feu Boule, médecin

chimique. M. Le Febvre mit tout le monde d'accord en assurant que ce baume était mixte. Je crois, sur mon honneur, qu'ils seraient encore sur la contestation, l'examen et l'alambic, si M. du Rozoy ne fût survenu dans le moment, et n'eût vengé sa femme par deux soufflets tout neufs appliqués sur la dextre et la sénestre joue du commandeur, en présence de toute la noblesse du pays. Voilà du Chesnay et du Rozoy l'épée à la main et l'on eut du mal à les séparer. On y parvint cependant, heureusement pour eux, car le Roi ne caresse guère les duellistes. Ils en sont devant les maréchaux de France. Personne ne plaint le commandeur parce qu'il est haï. Il est parti devant nos seigneurs les maréchaux avec 3 000 francs en or bien comptés. Peut-être aura-t-il satisfaction, dont j'enrage. Puisque vous voilà bien en Cour, Monsieur, ne pourriez-vous donner vos soins à cette affaire et m'en mander le résultat?

Ne me reprochez pas la vigueur avec laquelle je vous écris, Monsieur. Vous devrez en concevoir de moi une bonne idée et songer que les âmes romaines fléchissent rarement ou jamais. Quand on a la droiture en recommandation, dont je ne m'en écarte pas, j'ai la même fermeté en soutenant ici vos intérêts, que je crois pouvoir vous exposer hardiment, gardant toutefois la mesure de ne point vous offenser. Je vais dans peu arrondir vos affaires. Soyez patient et ménagez.

Je suis avec respect, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

LOYSEAU,
Régisseur au Vivier.

Extraits du journal de Francois-Noël du Pinault, huissier de la chambre du Roi.

28 novembre 1702. — L'automne se prolonge et la température est assez douce. Il semble cette année que le soleil ne veuille pas mourir. Les beaux jours, coupés de jours plus maussades, il est vrai, sont encore en abondance. Hier le Roi se promena à Marly jusqu'à la nuit, et il se tient souvent dans les jardins, avec de la compagnie, bien que la saison soit très avancée. Parfois il permet à ceux qui l'accompagnent de cueillir du fruit, poires ou raisins, dont il y a une quantité.

Il dîne de bonne heure, a repris meilleure santé, et souvent, l'après-dînée, va courir le daim dans le parc de Marly avec les chiens de M. le comte de Toulouse. On mande d'Allemagne que l'empereur fait marcher vers les frontières de Bavière les recrues destinées à l'armée du prince Eugène. L'empereur y envoie aussi deux régiments de cavalerie et fera avancer 2 000 hommes que le roi de Danemark a promis de lui fournir.

Madame la duchesse de Bourgogne se promène, jouissant, elle aussi, de la clémence de l'automne. Mais ses cochers ont ordre de la mener sur la terre et de la mener doucement. On a de grandes espérances sur la bonne réussite de sa grossesse. Néanmoins, elle persiste dans ses imprudences, allant jusqu'à négliger les avis que le Roi lui prodigue en cela. Hier, elle fut à Saint-Maur, sur les trois heures, avec trois relais qu'elle avait fait disposer sur le chemin. Elle trouva dans l'avant-cour une course de bagues sur des chevaux de bois, y courut avec beaucoup d'adresse, de grâce et de vivacité. Monseigneur vint l'y recevoir. Ensuite, on entra au château. On joua au lansquenet, puis on alla se rassasier à une collation magnifique dans la maison de M. le Président. Lorsqu'elle fut finie, l'on alla visiter l'orangerie et l'appartement des bains qu'on trouva très beaux, puis on se promena dans les jardins, qui sont admirables, jusqu'à l'entrée de la nuit. Les officiers du Roi servirent ensuite le souper sur deux grandes tables, comme à Marly. Après souper, mademoiselle Couperin chanta quelques récits des vieux opéras, et un joueur de gobelets amusa madame la duchesse de Bourgogne pendant près d'une demi-heure. Bien qu'il fût tard, elle voulut néanmoins s'en retourner par une pluie effroyable qui avait commencé vers sept heures du soir, après qu'on fut revenu des jardins du Président. M. le comte de Raimondis était de la partie. Il suit mademoiselle de Vespéran à la trace et ne la quitte plus d'une semelle. Il la serre de fort près. Madame la duchesse de Bourgogne, que ce manège divertit, et parce qu'elle sait que c'est l'idée du Roi, s'y prête de bonne grâce. Les affaires du pauvre M. de Raimondis vont donc bien, de ce côté du moins, car d'un autre, il dépense des sommes incroyables en extravagances de toutes sortes, en habits, en réjouissances, pour plaire à la belle qui le fait languir. Que sera-ce quand il sera devenu son époux?

Tout l'or de son galion y passera. Car ce mariage se fera. Le Roi le veut. M. le marquis de Vespéran y est présentement moins opposé. Madame de Maintenon l'a ébranlé en lui parlant des sentiments véritablement chrétiens de M. le comte de Raimondis, et en lui faisant valoir aussi qu'il possédait du bien; que mademoiselle de Vespéran, tant pour la destination des services que pour l'honnêteté, ne trouverait pas de meilleur parti que M. de Raimondis. M. d'Hozier a mandé au Roi que dom Gombault lui avait écrit, et que l'estoc de M. le comte de Raimondis ne laissait rien à désirer. Il descend bien en ligne directe de ce Jean de Raimondis qui fut grand maître de l'artillerie de France sous Charles VIII et chevalier de l'ordre du Roi. Ses possessions sont situées dans le Maine où il garde une terre noble, dont il a rendu l'autre jour foi et hommage à Sa Majesté, feu son père ayant omis, par négligence, de le faire. On prête au Roi l'intention de le nommer sous peu chef d'escadre, et chevalier de Saint-Louis, lors de la prochaine promotion, quoiqu'il n'ait pas encore tout à fait vingt ans de services.

JOURNAL DE M. LE COMTE DE RAIMONDIS

Pour mettre le comble à ses bontés, le Roi voulut bientôt m'honorer de la cornette. Il y en eut deux autres qui furent faits chefs d'escadre avec moi, Belle-Isle Erard et le bailli d'Armagnac, mais j'étais le plus jeune, n'étant capitaine de vaisseau que depuis cinq ans. C'était au commencement du mois de décembre 1702, un jour que je me trouvais dans la foule des courtisans, sur le passage de Sa Majesté lorsqu'elle se rendait à la messe. Le Roi s'arrêta en m'apercevant, fit un pas, comme pour s'approcher de moi et daigna m'annoncer lui-même cette nouvelle, dans les termes si pleins de générosité et de cette douceur majestueuse qui accompagnait jusqu'aux moindres de ses actions que j'en fus pénétré. Mais ce qui me causa plus de satisfaction encore fut que Sa Majesté ajouta qu'il aurait bientôt des félicitations d'un autre genre à m'adresser, puis il s'éloigna, jugeant bon de ne point m'en apprendre davantage et me laissant perdu dans mes réflexions,

encore que tout empreint de l'attention qu'il voulait bien me témoigner, parmi tant d'autres. Personne n'a mieux su, que ce grand Roi, gagner le cœur de ses sujets...

Je suivis le flot des courtisans qui entraient à la chapelle derrière Sa Majesté, et, méditant les paroles que je venais d'entendre tomber de ses lèvres, je priai Dieu de m'éclairer.

Il me parut soudain que le Roi avait voulu par là me faire entendre que les projets que j'avais formés à l'égard de mademoiselle de Vespéran ne lui étaient point inconnus et qu'il y donnait un regard favorable. Je fus tout d'un coup transporté de joie et je remerciai Dieu. Toute cruelle qu'eût été jusque-là pour moi la personne accomplie qui était l'objet de ma flamme, il y avait apparence que la volonté du Roi saurait la fléchir et que son oncle n'y mettrait plus d'obstacle. Je résolus de m'en ouvrir dès le lendemain à monseigneur de Pontchartrain, lorsque j'aurais l'avantage de le voir. Je ne l'eus pas plutôt averti, qu'en effet, je le vis sourire, et après qu'il se fut enquis de quelques particularités me concernant, il me dit que je l'avais assez instruit et qu'il avait tout lieu de croire que je deviendrais un bon mari, à quoi il ne saurait trop m'engager. Je l'assurai de la résolution que j'en avais et qu'il approuva. Puis il conclut qu'il se chargeait de l'affaire et qu'il allait sans plus tarder adresser la demande en mon nom à M. le marquis de Vespéran. Comme il fallait s'y attendre après les paroles du Roi, le lieutenant-général s'empressa d'accéder au désir que je brûlais de lui témoigner sans oser toutefois le faire, et il accorda pour moi à M. le comte de Pontchartrain la main de sa nièce, le plus libéralement qu'on puisse, disant qu'il ne voulait pas être plus difficile que le Roi, et, qu'après tout, aujourd'hui j'étais chef d'escadre et qu'il savait maintenant que ma naissance était acceptable. Jugez, mes enfants, si je fus heureux lorsque M. le comte de Pontchartrain courut m'apporter cette réponse. Je ne trouvais pas de termes pour remercier ce bon ministre. Je n'en trouvai pas non plus d'assez vifs pour peindre ma reconnaissance à mademoiselle de Vespéran, lorsque cela me fut permis. Elle y parut sensible et dès lors fut aimable. Tous mes soins allaient à lui plaire et je m'ingéniais à deviner ce qu'elle pouvait souhaiter. Elle eut la bonté de m'aider dans mes recherches. Nous convînmes

d'abord de passer quelque temps à la Cour, quoique le personnage de courtisan fût peu mon fait et que je m'y sois toujours senti emprunté. L'aversion que je n'ai cessé d'éprouver au fond de moi-même pour la généralité des courtisans était justement combattue, mes enfants, par votre mère qui me représentait, avec raison et sans pouvoir vaincre toutefois en entier mon premier sentiment, qu'il n'eût point été convenable ni compréhensible que des gens de qualité comme nous pussent s'accoutumer à vivre loin de la Cour où tout ce qu'il y avait de meilleur, de plus brillant, de plus distingué non seulement en France, mais dans l'Univers, était rassemblé; que j'avais trop suivi jusqu'alors une inclination intime qui aurait pu me coûter cher, à moi et aux miens, qu'il y avait à cela un certain air de fronde et, pour ainsi dire, de bouderie, de réprobation et de parcimonie fort peu au goût du Roi, comme cela se conçoit d'ailleurs, et que, sans davantage parler de nous, cela pourrait devenir un jour nuisible à votre fortune et à votre avenir à vous mêmes.

Toutefois, puisque mon but en retraçant ses souvenirs est de vous instruire, mes enfants, il faut que vous sachiez bien que la Cour est un lieu fort glissant, où il faut apprendre à feindre plutôt qu'à se confier, à montrer mine plaisante et fleurie, quoiqu'on ait le cœur gros, et, sans murmure, à écouter tous vents venter, où il ne faut point craindre la dépense, même excessive, les gens ne vous jugeant les trois quarts du temps que sur cela, et j'eus certes souvent à me louer de l'heureuse étoile qui plaça M. du Pinault sur mon chemin le premier jour que je sortis de la chambre du Roi. Sans lui que de faux pas! Je ne sais vraiment comment j'aurais fait. Aussi ai-je pour les services que m'a rendus cet honnête homme toute la reconnaissance qui se doit.

J'en éprouve aussi une singulière pour madame la marquise de Maintenon. Dès le premier moment elle s'était montrée bien disposée pour moi, et elle avait secondé de son influence, — qui était considérable, car le Roi n'agissait presque plus jamais sans la consulter; — elle avait secondé, dis-je, le penchant que je témoignais vers votre mère et qu'elle n'avait pas été sans remarquer. Plus tard, elle fit mieux peut-être encore pour moi. C'était, comme vous savez, mes enfants, une femme

de grand sens et de grand cœur, remplie des plus rares mérites. Les officiers qui s'étaient distingués au service du Roi lui inspiraient une particulière estime et elle avait fondé à Saint-Cyr une maison pour élever les filles de ceux d'entre eux que le service de Sa Majesté n'a point enrichis, ce qui est le grand nombre. Apprenant donc par ma femme et par moi que la Cour, sans m'éloigner tout à fait, ne m'attirait pas autant qu'il aurait fallu, loin de le trouver mauvais, madame de Maintenon eut la bonté d'entrer dans mes vues. En femme d'expérience qu'elle était, elle dit là-dessus à ma femme plusieurs choses sensées et dignes d'être retenues. Elle en instruisit aussi madame la duchesse de Bourgogne, qu'elle menait souvent à Saint-Cyr avec elle et que, vu sa jeunesse, elle considérait un peu, toutefois avec révérence, comme son enfant. Car, au premier moment, madame la duchesse de Bourgogne s'était montrée rebelle à l'idée d'être séparée d'une fille d'honneur qu'elle chérissait. Madame de Maintenon fit observer à Son Altesse Royale qu'elle ne saurait en être privée tout à fait, mais qu'enfin une femme avait ses devoirs et que ceux dont elle devait s'acquitter envers les Princes ne pouvaient lui faire oublier les obligations qui la liaient à son époux. Madame la marquise de Maintenon se montrait fort touchée de la misère des peuples et fort attentive à ce qui pouvait contribuer à la soulager. Toute pénétrée qu'elle fût des égards qu'on ne saurait exagérer envers la personne de Sa Majesté et de la nécessité de certains séjours à la Cour, elle n'était pas, je crois, éloignée de penser qu'il y avait peut-être présentement quelque excès en cela, et elle aurait vu sans profond déplaisir, semble-t-il, les seigneurs résider quelque peu en leurs terres où leur absence est un si grand mal. Pour ce qui me concernait elle eut la bonté d'y disposer l'esprit du Roi, en le priant de considérer que les intérêts du service de Sa Majesté m'avaient toujours tenu jusqu'alors éloigné de ma maison et qu'il serait bon que je m'y rendisse, ne serait-ce que pour faire davantage aimer le Roi autour de moi. Sa Majesté, à qui je faisais du reste avec joie assidûment ma Cour, accepta enfin les raisons que madame de Maintenon ne cessait de lui faire valoir. La connaissance de mon attachement fidèle et désintéressé n'échappait pas à sa pénétra-

tion. Ce grand roi, dont la bonté égalait l'intelligence, sitôt qu'il eut réfléchi à mon dessein et qu'il en eut compris les motifs, poussa même la générosité jusqu'à s'y intéresser. Il voulut que je lui dépeignisse ma maison, le lieu où elle était située, et il se divertissait à me fournir de conseils et de plans pour l'aménager de façon plus convenable et qui pourrait le mieux plaire à ma femme.

Nul homme, nul prince ne fut jamais plus entendu que lui aux bâtiments. Lorsqu'il se fut rendu un compte exact, d'après les peintures et descriptions que je lui établis, de l'état de vétusté dans lequel dépérissait ce logis construit, il y a bientôt trois siècles, par mon aïeul Vital et par son fils Jean, Sa Majesté manda près d'elle le sieur Robert de Cotte, son principal architecte, et le pressa d'exprimer ses avis. Celui-ci, muni de ce qu'il fallait, traça aussitôt devant le Roi et devant moi les plans des travaux nécessaires à la commodité et à l'embellissement, sans négliger pour cela la solidité, et il calcula les devis. Madame la marquise de Maintenon, qui assistait à notre entretien, fit la remarque qu'il fallait aussi considérer la dépense, et celle-ci n'était pas petite. Mais le Roi répondit en riant que son petit-fils m'avait fait assez riche et que son désir était que j'eusse une belle maison où ma femme ne se trouverait pas trop désaccoutumée de Versailles. Je ne pus qu'opiner du bonnet, d'autant que ma femme, qui était aussi présente, m'y poussait fort. Le sieur de Cotte nous conseilla de percer les gros murs du château au midi et d'y ouvrir des fenêtres par lesquelles on accéderait à une jolie terrasse, en manière de perron, dont il imagina sur-le-champ le dessin, ce qui a été réalisé, ainsi que vous le pouvez voir, mes enfants, présentement. Comme je me plaignais de la difficulté du miroir d'eau quasi tari et devenu une mare croupissante, dont Loyseau ne cessait de me rompre la tête, le sieur de Cotte s'en fit expliquer le détail et voulut l'assécher, ne conservant en son milieu que la fontaine où saint Vital bénit les sirènes. Plusieurs de ces figures ayant disparu ou ayant été gâtées par l'effet des années et des intempéries, j'eus recours au sieur Raon, sculpteur du Roi, pour y remédier. Ce fut Raon qui dressa aussi le grand vase, agrémenté d'ornements, qui décore le bas du parc. Car le Roi ne me tint pas

quitte avec le logis et voulut aussi s'occuper du dehors. Lorsqu'il se promenait dans ses jardins, ce qui arrivait souvent en cet arrière-automne particulièrement doux, Sa Majesté daignait parfois m'appeler d'un signe, et Elle m'indiquait, pour mon plus grand profit, tel bosquet, tel arrangement d'allée, de parterre, ou de statue qui lui plaisait et qu'Elle avait choisi. Nous fûmes ainsi considérer ensemble, un jour, à Marly, après le Conseil, le cheval ailé qui porte la Renommée et que l'on avait posé depuis peu sur son piédestal au bout des jardins, sur l'abreuvoir. Cette figure est sortie des mains du sieur Coysevox, et tous les connaisseurs assurent que c'est là un ouvrage achevé. Le Roi l'admirait fort, et moi j'admirais le Roi à qui rien de la science et de l'art humains n'était étranger. Il me semble encore que je le vois, ce bon Roi, comme il était ce jour-là, vêtu d'un habit couleur tabac brodé d'un point d'Espagne d'argent mêlé de perles, une cravate de dentelles au cou, son chapeau sous le bras, et tenant à la main une longue canne avec laquelle il marquait aux courtisans et aux dames qui s'empressaient autour de lui, quelque point de vue particulièrement digne de son attention. Sa Majesté ne cessa de me harceler jusqu'à ce que j'obtinsse de M. Claude-Armand Mollet, contrôleur général de ses bâtiments et jardins, le plan d'un petit parc de huit à neuf hectares, celui que j'ai créé et planté, d'après le désir du Roi, au-dessous du perron, sur la pente du coteau qui descend vers la rivière. M. Mollet m'en fit les dessins. Il montra son habileté et son adresse en utilisant ce qui aurait été un inconvénient et une difficulté pour d'autres que pour lui, je veux dire en suivant le penchant du terrain qu'il ne chercha point à aplanir au moins dans son ensemble. Il y tailla et y assit trois terrasses qui se superposaient. La première était ornée de vases que le sieur Raon et ses élèves y disposèrent avec goût; la seconde était plantée de marronniers et de tilleuls, formant des salles et des allées; la troisième, décorée de parterres à la française, offrait au regard une orangerie, une volière, un jeu de bagues avec des chevaux de bois. Ma femme avait tenu à ce dernier arrangement pour se rappeler, prétendait-elle, celui qui nous avait divertis à Saint-Maur, en compagnie de madame la duchesse de Bourgogne. J'y consentis bien volontiers.

Enfin, au bas de la troisième terrasse, et à toucher notre rivière du Loir, s'étendait un petit bois, parmi lequel, sur le conseil de M. Mollet, je fis planter quelques platanes, et au centre duquel s'élevait le grand vase du sieur Raon, enrichi d'attributs qui célébraient la gloire d'Apollon. Car il vous faut remarquer, mes enfants, que, comme le soleil était l'emblème du Roi, les poètes et les artistes de ce temps se plaisaient à confondre, ainsi que les Anciens, le Soleil et Apollon, et que je fus heureux de placer en mon domicile cette sorte de monument destiné à perpétuer à mes yeux et aux vôtres le splendeur du maître que j'avais suivi.

Tout cela me coûtait gros, et le profit que j'avais tiré du *Bienvenu* s'en allait, et aussi par suite des dépenses qu'il nous fallait endurer, ma femme et moi, pour nous soutenir à la Cour, mais qu'était-ce auprès du bonheur d'approcher un si grand monarque et de le satisfaire ?

Il voulut me faire éprouver un dernier effet de sa bonté, et, à la fin de décembre, il m'annonça que je serais compris dans la prochaine promotion de l'ordre de Saint-Louis quoique je n'eusse pas, comme il le fallait, vingt ans de services accomplis. Rien ne pouvait me causer un plus sensible plaisir que cette nouvelle preuve de la faveur de Sa Majesté. Aussi veux-je transcrire ici les termes mêmes du brevet qui me fut octroyé :

Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, chef souverain, grand maître et fondateur de l'ordre militaire de Saint-Louis, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut :

Par notre édit de création et institution dudit ordre militaire de Saint-Louis, nous nous sommes réservé la faculté de faire tel nombre de chevaliers que nous jugions à propos, pour jouir des mêmes prérogatives et honneurs que les autres chevaliers dudit ordre qui ont des pensions avec espérance de succéder aux dites pensions lorsqu'elles viendront à vacquer, et comme nous avons une satisfaction particulière des bons et fidèles services que le sieur *Comte de Raimondis*, chef d'escadre en nos armées navales, nous a rendus pendant de longues années dans les divers emplois de guerre qui lui ont été confiés, et qu'en toutes occasions qui s'en sont offertes, il a donné des preuves d'une valeur singulière aussi bien que de son expérience et capacité au fait de la guerre, principalement sur mer, activité, sage conduite, zèle et affection à notre service, et y a reçu plusieurs blessures; que nous sommes d'ailleurs informé de ses bonnes vie et mœurs, Religion

catholique, Apostolique et Romaine, ainsi qu'il paraît par les certificats attachés sous le contre-scel de ces présentes qui justifient aussi desdits services, à *ces causes* : nous avons ledit sieur *Comte de Raimondis* fait, constitué, établi, faisons, constituons, ordonnons et établissons par ces présentes signées de notre main, *chevalier dudit ordre militaire de Saint-Louis* pour, par lui, jouir dudit titre de chevalier avec honneurs et prérogatives qui sont dues, avec faculté de tenir rang parmi les autres chevaliers dudit ordre, et de porter une *croix d'or* sur l'estomac, attachée d'un *petit ruban couleur feu*, sur laquelle il y aura l'image de Saint-Louis, à condition d'observer les statuts dudit ordre, sans y contrevenir directement ni indirectement et de se rendre à notre Cour toutes fois et quantes nous le lui ordonnerons pour le bien et utilité de notre service.

Si donnons en mandement à tous, grands croix, commandeurs et chevaliers dudit ordre de faire reconnaître ledit sieur *comte de Raimondis*, en ladite qualité de chevalier de l'ordre de Saint-Louis, de tous ceux, et ainsi qu'il appartiendra, après qu'il nous aura prêté le serment tel qu'il est requis et accoutumé *car, tel est notre plaisir*; en témoin de quoi nous avons fait mettre le scel dudit ordre à ces présentes. Donné à Versailles, le vingt-troisième jour du mois de décembre, l'an de grâce 1702, et de notre règne le cinquante et neuvième.

Signé : LOUIS.

J'ai relu souvent cette signature majestueuse, allongée et mince, un peu aiguë, qui fut celle de mon Roi; Dieu ait son son âme. Je prêtai le serment de l'ordre entre ses mains dans la chapelle de Versailles le jour de Noël 1702.

J'eus nouvelles vers cette époque que ma sœur, Philiberte-Christine-Angélique de Raimondis, votre tante, renonçait au monde et se retirait en l'abbaye de filles de Saint-Julien-du-Pré où elle mourut prieure. J'en fus marri, car je ne la revis point; toutefois je jugeai qu'elle avait pris là un parti raisonnable. Après toutes les dépenses que j'avais faites, tant pour paraître avec décence à la Cour, que pour me marier et édifier mon logis selon le goût du Roi, il ne me restait guère de quoi l'établir comme elle l'eût souhaité. Elle était fière et n'eût pas souffert de déroger.

Elle m'écrivit alors une lettre fort convenable pour m'adresser ses adieux et me demander de lui constituer une dot, ce que je fis aussitôt. Dieu, me mandait-elle, agrérait ses prières et son sacrifice pour assurer l'avenir de notre maison. Elle a été exaucée... Votre mère et moi quittâmes Versailles après

les fêtes de Noël et nous en vînmes au Vivier dans les premiers jours de la nouvelle année.

Extraits du journal de Francois Noël du Pinault, huissier de la chambre du Roi.

20 janvier 1703. — Le Roi, qui ne va plus à la comédie depuis plusieurs années, dit à son petit coucher qu'il venait d'apprendre que les comédiens avaient joué le soir devant monseigneur et madame la duchesse de Bourgogne une petite pièce fort licencieuse, et qu'il punirait leur insolence. Il commanda en même temps de faire venir les comédiens et qu'on les avertît de sa part que, si jamais ils retombaient dans une faute approchante ou même en jouaient à Paris de si scandaleuses, ils seraient cassés sur-le-champ. Madame la duchesse de Bourgogne qui s'était beaucoup divertie s'est montrée de ce coup très mortifiée. Elle est de plus fort triste du départ de sa fille d'honneur favorite, devenue madame la comtesse de Raimondis, et qui s'en est allée avec son mari, dans une terre qu'ils possèdent dans le Maine. Madame de Maintenon s'efforce de lui faire entendre raison et de la distraire. Hier, il y eut une loterie charmante dans ce but chez la marquise. Le Roi y fut, et madame la duchesse de Bourgogne, et toutes ses dames. Hélas, mademoiselle de Vespéran n'y était plus, et la joie évanouie avec elle! Pourtant le Roi donna des lots, de belles étoffes et même des lots d'argent. Cela me fit souvenir de la loterie d'il y a deux mois, dans le même lieu, et du pauvre Raimondis à qui l'on tira ses diamants. Enfin, cela s'est bien fini, et à la satisfaction du Roi. Tout le monde est heureux, à part madame la duchesse de Bourgogne, qui ne se console pas du départ de sa fille d'honneur la plus aimée, mais j'éprouve quelque inquiétude en ce qui concerne M. le comte de Raimondis, de l'honnêteté de qui je garde un véritable souvenir. Il a épousé là une femme jolie, mais passablement coquette et qui ne s'accommodera pas longtemps, je le crains, du château retiré où il l'a emmenée avec la permission de Sa Majesté, et qu'il s'est plu à embellir pour elle, guidé par les conseils du Roi dont les bâtiments et jardins sont la folie, aussi bien pour lui que pour les autres. On assure qu'à force de plans et

de décorations, le pauvre Raimondis est aux trois quarts ruiné et qu'il ne lui reste plus grand'chose de son galion. Quand les plans des bâtiments et des dehors furent achevés, ce malheureux homme ne fut pas quitte à si bon compte. Il fallut qu'il achetât des carrosses, des équipages, des livrées, des tableaux, de la vaisselle et des meubles. Moi qui l'accompagnais partout, j'estime qu'en cela il en eut pour plus de 200 000 livres, ce qui est une somme par le temps qui court. Madame voulait pour ses salons un mobilier en velours queue de paon dont elle rêvait la nuit. Il fallut le lui trouver, coûte que coûte. Michel Le Prince, valet de chambre tapissier du Roi, en vint à bout pourtant, mais la bourse de M. de Raimondis s'épuisait à ce jeu, et, pour finir le marché, il dut abandonner à Le Prince son habit de velours incarnat, encore garni de quelques diamants à la façon d'Espagne. Le Prince, qui est mon ami, ne voulant point abuser de la situation, ajouta au mobilier queue de paon une fort belle tapisserie qui représente *l'Enlèvement de Proserpine*, image à la mode, que le sieur de Girardon a figurée aussi en sculpture dans les jardins de Sa Majesté.

Monsieur de Raimondis se dédommagera de son habit en faisant des enfants à madame sa femme qui, je le reconnais, est fort avenante. Puissent-ils être heureux!

Le Roi a donné à Coysevox 4 000 francs de pension, et lui a fait payer 4 000 pistoles pour le *Mercure* et la *Renommée* qui sont deux belles statues placées à Marly au bout des jardins, au-dessus de l'abeuvoir. Julien vient ici aujourd'hui pour recevoir les instructions du Roi en ce qui concerne les mauvais religionnaires soulevées en Languedoc. Ce Julien a servi avec distinction dans les armées de Sa Majesté et il fut à Noël de la même promotion de Saint-Louis que M. le comte de Raimondis. A cette occasion, les courtisans, jaloux de la faveur dont jouissait M. de Raimondis, plaisantèrent quelque peu sur les deux Juliens, Julien étant le prénom de M. de Raimondis. C'est aussi, sans plus, le nom de l'autre qui est un homme dénué de naissance; toutefois le Roi voulut l'associer à l'ordre de Saint-Louis, en même temps que les plus qualifiés gentilhommes, en reconnaissance de ses actions de guerre. Jamais Prince ne considéra moins la naissance ni

davantage le mérite. On lui plaît selon ses capacités et sa valeur, et le bien qu'en retire l'État, ce qui assurément est juste, mais dont certains courtisans enragent en leur particulier et murmurent. On vola dernièrement à Versailles monseigneur le duc de Bourgogne. Outre l'argent qu'on lui prit, on prit encore 400 pistoles à Moreau, son valet de chambre. Le prince lui a rendu la somme et, Moreau se défendant, monseigneur le duc de Bourgogne lui dit : « Je ne vous ai jamais parlé en maître qu'aujourd'hui, et je vous commande de prendre cet argent. C'est parce que vous ne me demandez jamais rien que je veux vous donner. »

Michel Le Prince m'informa aussi que voilà plusieurs fois que le chapeau du Roi fut volé, cela à cause de son galon qui est d'un grand prix. On n'a point encore découvert l'auteur du larcin, toutefois on suppose qu'il vient d'un homme poussé par la misère. Il y en a beaucoup en ce moment, à la Cour comme ailleurs. Le prince Eugène a abandonné certains des quartiers qu'il occupait au delà du Mincio. Le débordement de la Secchia a été si violent qu'il nous a fort séparés des ennemis. Il y a une accalmie dans les opérations d'Allemagne; toutefois M. le maréchal de Villars mande que le prince Louis assemble des troupes qui s'avancent vers Huningue. M. de Villars en assemble aussi, et l'on croit que bientôt tous les officiers de l'armée d'Allemagne vont recevoir l'ordre de partir. Les Hollandais perdirent ces temps-ci au Texel quatre-vingts vaisseaux marchands, richement chargés. Le Roi tint conseil vendredi, malgré l'usage et le dicton qui prétend que cela porte malheur.

Lettre du sieur Loiseau, régisseur, à M. le Comte de Raimondis, chef d'escadre, chez M. le Marquis de Vespéran, au château, à Versailles.

Le Vivier, 15 décembre 1702.

Pour éviter les frais d'un gros paquet à la poste, j'ai confié cette lettre à M. du Rozoy qui part présentement pour Versailles où s'instruit son différend avec le grossier commandeur du Chesnay. M. du Rozoy craint un exil auquel il est d'ailleurs préparé, mais ce serait là, comme vous l'avez pu voir

par le détail de l'affaire que je vous ai mandée dans ma précédente lettre, une véritable injustice. Toutefois, du Chesnay passe pour posséder du crédit à la Cour, et il est riche, ce qui fait qu'on le redoute. J'ai pensé que vous pourriez peut-être informer Sa Majesté de la cause, encore qu'elle soit malodorante, mais les Rois sont, on le dit, accoutumés à tout. Je vois, monsieur, que vous êtes en faveur et j'en suis aise. Assurément le Roi ne pouvait reconnaître des mérites plus distingués que les vôtres. A présent que vous voilà chef d'escadre et que vous avez obtenu ce que certains peuvent gagner à la Cour, il vous faut songer à votre maison et à votre terre que vous avez beaucoup négligées et où tout va de mal en pis.

Les domaines de la Ripaille périront, si vous ne donnez ordre à Foucault de déraciner, planter et provigner, et si vous ne lui diminuez 100 livres par an de son fermage, en exigeant de lui un juste emploi.

Il y a un mur à bas, prêt à ruiner une grange. J'ai ordonné qu'on l'appuyât jusqu'à ce que j'allasse à la Flèche conclure marché pour son rétablissement.

La rivière, en débordant, a ravagé une partie du pré de Morteseaux. Foucault estime la perte qu'il subit de ce chef à 40 livres. Je lui en ai offert 20, ce qui paraît juste, mais il se plaint sans relâche de l'état de sa ferme où l'on ne peut lui enjoindre aucune augmentation non plus qu'à la Cousinerie. Le blé n'a point encore été vendu, ni à la Cousinerie, ni à la Ripaille, le charançon s'y étant mis. Ha! monsieur, voilà l'instant que vous choisissez pour m'entretenir de mille embellissements et dépenses superflues que vous projetez et dont vous m'envoyez les dessins! Voilà donc à quoi vous destiniez votre trésor, comme s'il ne pouvait remédier à d'autres objets plus pressants et plus utiles.

Vous avez, dites-vous, l'agrément du Roi, et n'agissez ainsi que sur son conseil. Personne ne pourra croire qu'un prince aussi sage que notre auguste monarque vous ait parlé de la sorte.

Non, monsieur, non. Mais il suffit que j'y pense ou que j'y rêve pour que je reconnaisse là l'effet de votre récent mariage qui vous trouble, pardonnez-moi de vous l'écrire, assurément et la chair et l'esprit.

C'est ainsi que me parlait Climène, ma maîtresse, lorsque

j'avais l'honneur de lui plaire, car auprès d'elle je brillais comme Phœbus. Mais à présent, ma vétérance l'engage à me tourner le dos.

Prenez garde, monsieur, qu'il ne vous en advienne un jour de même!

Je lui dis l'autre jour des injures que j'empruntai d'Horace :

Ingratam Veneri pone superbiam,
Ne currente retro funis eat rota.

Je veux que Belzebuth me gratte si je retombe jamais sous sa patte, maintenant qu'elle ne me donnerait seulement pas une goutte d'eau bénite, lorsque je la rencontre sous la voûte, venant à la grand'messe!

Loin de moi, monsieur, la pensée de blâmer le mariage que vous avez cru devoir faire! Vous avez eu souci de l'honneur de votre maison, dont on ne saurait que vous louer, et madame votre femme n'aura pas de serviteur plus dévoué que moi-même, comme je l'ai été, je crois, pour vous et pour votre sœur. Mais enfin, lorsque vous serez ruiné, il sera bien temps de crier misère! Ce ne sera pas faute, du moins, que je ne vous en aie averti. Ayez la bonté de m'apporter, quand vous viendrez, quelque dose de rhubarbe ou de tarte hermétique qui me fasse jeter radicalement toute la bile ou tout le fiel que vos révolutions me causent. Je n'ai dessein au fond de moi-même que d'acquitter vos dettes, vous plaire et vous procurer le repos qui vous sera agréable, à vous et à madame, et je suis bien chagrin, à mon âge, de ne pas savoir encore expliquer mieux le bon et intelligible français. Je prends plaisir de manquer d'argent pour soulager vos affaires, et je vois que, malgré le coup inespéré dont la Fortune vous a favorisé, vous dissipez toujours et qu'il me faudra toujours continuer à épargner pour vous toute ma vie.

J'ai été quérir à Aubigné le maçon et l'entrepreneur que vous m'avez commandés. Ils vont commencer les travaux, d'après les plans que vous m'envoyez puisqu'il le faut bien. Esnault creuse les fosses pour les arbres, marronniers et tilleuls, que vous voulez planter et il y a tout un peuple qui s'occupe aux terrassements et embellissements que vous avez ordonnés, pour le grand dommage de votre bourse.

Il m'a fallu trois pistoles d'eau des Carmes pour faire revenir en ses esprits mademoiselle votre sœur lorsqu'elle a appris de moi vos magnificences et votre mariage. Elle était tombée sans connaissance quand il lui a bien fallu se rendre à l'évidence qu'il ne vous resterait assurément pas de quoi l'établir décemment en un honnête mariage, selon sa naissance, son état, et ce qu'elle attendait.

J'ai dû la frotter vigoureusement pour l'obliger à revenir à elle. Par une bonne chance inespérée, Dom Gombault se trouvait encore là, et il m'a été d'un grand secours. Pendant plusieurs jours, il l'exhorta à se comporter avec une résignation toute chrétienne, au regard des épreuves de la vie. Et tout l'ordre des religieux du monastère Saint-Saturne pria, une semaine durant, pour mademoiselle de Raimondis.

Tant et si bien qu'elle a fini par se guérir de son ulcération contre vous et contre madame sa belle-sœur qu'elle ne veut point pourtant, assure-t-elle, voir ici. Aussi s'est-elle résolue à quitter le monde et à entrer en religion à l'abbaye des filles nobles de Saint-Julien-du-Pré où elle priera pour vous et pour la perpétuité des Raimondis. Croissez et multipliez, monsieur, vous ne sauriez mieux faire, ni mieux me récompenser des services que j'ai pu rendre à vous et à ceux de votre maison. Sous peu, votre sœur vous écrira. Elle m'a promis de le faire sans rancœur, avec tout le respect qui se doit à son aîné, et à son chef de nom et d'armes. J'espère toutefois qu'il vous demeure, en un coin de votre bourse, assez pour assurer sa dot et sa subsistance à la communauté. Vous lui devez bien cela. J'attends de vos nouvelles sur ce compte pénible et général, et je suis avec respect, monsieur, votre tès humble et très obéissant serviteur.

LOYSEAU,
Régisseur au Vivier.

Lettre de Mademoiselle de Raimondis à son frère, le Comte de Raimondis, Chef d'Escadre, chez M. le Marquis de Vespéran, au château, à Versailles.

Le Vivier, 24 décembre 1702.

Lorsque vous reviendrez au Vivier, mon frère, vous ne m'y trouverez plus. Loyseau m'a rendu compte de l'état de vos

affaires, ainsi que de votre mariage et je veux vous en féliciter. Puissiez-vous rencontrer dans votre établissement toutes les prospérités que je vous souhaite d'un cœur sincère et affectionné! Nul autre que le mien ne forme de vœux plus ardents pour votre bonheur à vous-même et pour la durée d'un nom auquel vous aurez su ajouter de la réputation, que vous avez fortifié en honneur et en considération, et auquel, ainsi que vous, je suis très attachée. J'ai remercié Dieu de vous avoir préservé parmi tant de périls, et d'avoir su vous inspirer la présence d'esprit nécessaire à les surmonter.

Je m'apprêtais à vous voir, et je m'en réjouissais, mais, à la réflexion et à la suite d'entretiens que j'eus avec Dom Gombault d'une part, et Loyseau de l'autre il me parut plus convenable d'agir différemment. J'espère que vous voudrez bien, vous et ma belle-sœur, ne pas vous offenser de la décision que j'ai prise. J'entrerai demain, jour de Noël, à l'abbaye des filles nobles de Saint-Julien-du-Pré. Dom Gombault en connaît la prieure et il a bien voulu me recommander à elle. C'est une retraite qui me convient.

J'y prierai Dieu pour vous, pour ma belle-sœur, et pour que la divine protection de la Providence s'étende sur l'avenir de notre maison. Il faut, voyez-vous, mon frère, mourir à soi-même, à ses goûts, à ses désirs, et ne plus vouloir qu'être une *avec le Fils*, comme *il est un avec le Père* pour *être sanctifiée dans la Vérité.*

Je veux me renoncer à moi-même, m'écarter de toutes les tentations et de toutes les corruptions du monde, fouler aux pieds mon orgueil dont je ressentais trop souvent les mouvements déréglés, abolir les désirs excessifs de mes sens que j'ai rêvé souvent d'assouvir, je vous l'avoue, en un honnête mariage conforme à ma naissance et à mon état; je suis résolue enfin à dépouiller le plus possible tous les instincts de ma chair et à m'affermir dans la plus fervente piété. Si je consens en cela à quelque sacrifice que Dieu mesure, je le prie qu'Il vous en tienne compte à vous et aux vôtres, et aussi à moi, pour le salut de mon âme.

L'âme n'est jetée dans le corps que pour un séjour de peu de durée. Elle sait que ce n'est qu'un passage à un voyage éternel. Dès lors, qu'est la vie pour se préparer à ce voyage?

A quoi bon tant d'agitations, de soins, d'empressements pour des biens éphémères? Ce n'est qu'en portant son cœur jusqu'à Dieu qu'on se délivre du sentiment de notre misère.

A entendre autour de moi les louanges des hommes, j'ai pu croire à un moment de ma vie que j'étais promise aux plaisirs de ce monde. Un instant, mon frère, j'ai pu croire que, grâce à vos exploits, j'allais devenir riche. Je remercie Dieu d'en avoir disposé autrement, car, selon les apparences, je me serais perdue.

Je jouis donc présentement du bonheur et de la sûreté qui m'attendent.

Tous les états, si fortunés et si en vue qu'ils soient, ne laissent-ils pas au fond du cœur un vide, une inquiétude, une lassitude, une envie de connaître autre chose, parce que rien de la vie du siècle ne nous satisfait entièrement? On n'est véritablement en repos que lorsqu'on s'est donnée à Dieu tout entière. Alors, on sent qu'il n'y a plus rien d'autre à chercher et qu'on est parvenue à ce qui seul est bon sur la terre et dans l'éternité.

J'ose espérer, mon frère, que vous ne saurez qu'approuver le parti auquel je me suis rangée et les motifs qui m'ont soutenue.

J'ose vous prier aussi de me donner les moyens d'entrer au cloître en me fournissant la dot et le trousseau qui sont exigés. J'ai chargé Loyseau de vous mander ce qu'il faut pour cela. Permettez-moi de vous marquer ici toute la reconnaissance que je vous garderai de vos sacrifices pour moi. Ils vous seront rendus au centuple par les bénédictions de Dieu que je ne cesserai, dans mes prières, d'appeler sur vous et sur les vôtres.

Je suis et resterai, mon frère, votre sœur affectionnée,

PHILIBERTE-CHRISTINE-ANGÉLIQUE DE RAIMONDIS

Pour copie conforme,

AVESNES

PARMI LES HOMMES[1]

III

Erik connut la gloire. Les femmes cherchaient à lui plaire. Il était jeune, riche, on parlait de lui, il jouait fort bien au tennis, il avait des yeux bleu d'acier et une bouche d'une courbe sensuelle... Bref, il possédait tout ce qu'il fallait pour devenir le héros des cœurs romanesques ou pour inspirer des rêves d'avenir à des femmes pratiques.

Il étudiait les femmes de la même façon qu'il observait les fleurs et les insectes. Mais il les jugeait beaucoup moins intéressantes, moins variées... Il nota que les femmes sont : fidèles tant qu'elles sont jalouses ; dévouées, si l'amour de l'homme est égoïste (sinon l'inverse); très sentimentales (car une simple passade d'une semaine devait, de toute nécessité, leur donner l'illusion d'un amour éternel); douées d'un génie d'invention cruel et raffiné à l'égard d'un amant infidèle dont elles ont juré de se venger; souvent capables de transformer un amour déçu en une bonne affaire et de laisser calmer un vrai chagrin par le don d'un bijou...

Peu à peu, Erik en vint à regarder avec une sorte d'hostilité les femmes qu'il rencontrait. Que se cache-t-il dans celle-ci? pensait-il. Sans doute la même chose que dans toutes les autres... donc rien! Il commençait à s'ennuyer. Pourtant il lui arrivait encore de sentir son cœur battre de surprise, quand il voyait un visage qui lui paraissait attrayant. « Serait-ce celle-là? » se demandait-il. Est-ce elle qui pourra enfin me donner l'illusion?

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er août.

Mais tel ou tel petit trait vulgaire, ou un rire niais l'éloignait aussitôt. Il sentait au cœur un vague regret, un tendre désir inassouvi. La solitude lui devint lourde. Ah, quel bonheur de posséder une femme à laquelle il pourrait confier ses pensées! Avoir pour lui deux yeux dans lesquels il oserait regarder sans jamais craindre d'y découvrir une vilenie. Trouverait-il jamais ce trésor inestimable?

Il cherchait en vain.

Lord Stanmore, l'opulent propriétaire des plus grands journaux, s'intéressa à Erik. Il avait trouvé son livre original, et il avait envoyé à l'auteur une invitation permanente pour passer ses dimanches à Bullnor Castle, résidence seigneuriale des Stanmore. Bullnor Castle datait du temps de Cromwell. Ses murs épais, en brique brunâtre, étaient mystérieux et sombres comme un fragment d'histoire oubliée, mais à l'intérieur, l'architecture froide et sévère était dissimulée par le confort moderne. De la colline où se dressait le château, on avait une vue étendue sur un paysage anglais classique, bois et pelouses vertes, jusqu'à l'horizon lointain fermé par une brume bleu pâle poétique.

A Bullnor Castle la vie était intense et fourmillante. Des artistes, des hommes politiques, de grands financiers, des célébrités venues de tous les coins du monde se rassemblaient là. Lord Stanmore, membre du Parlement, qui dans sa jeunesse avait rompu avec les traditions de sa caste et s'était lancé dans la vie de journaliste en attaquant violemment les conservateurs, avait acquis une puissance considérable grâce aux cinq grands journaux qu'il possédait en Angleterre. Des intrigues se tramaient autour de lui. Adversaires et partisans, par des voies diverses, briguaient sa faveur. Un article, dans un de ses journaux, pouvait faire la hausse ou la baisse à la Bourse, et une de ses campagnes politiques pouvait ruiner la situation d'un parti.

Erik puisait, à Bullner Castle, comme à une source intarissable, la connaissance des hommes et l'expérience du monde. Il voyait des combinaisons se nouer et se défaire; sous ses yeux, des hommes politiques furent condamnés à la chute, des écrivains lancés, des financiers enrichis, puis ruinés.

Un jour, Erik vit Lord Stanmore assis, le regard soucieux, un sourire de politesse aux lèvres, prêtant une attention apparente à un projet que lui exposait avec ardeur un Irlandais connu : il s'agissait du home-rule. Lord Stanmore l'approuva de la tête et lui dit : « Envoyez-moi tout cela par écrit demain. » L'Irlandais remerçia, rayonnant : ainsi le lord prenait sa proposition à cœur ! Mais Lord Stanmore n'avait rien entendu du long plaidoyer. « Il est inapte à la politique, cet Irlandais, pensa Erik. Au lieu de manifester candidement ses espoirs, il aurait dû menacer. Au panier, son projet ! »

Erik s'approcha de son hôte :

— Vous êtes soucieux aujourd'hui, Lord Stanmore.

Lord Stanmore lui sourit amicalement :

— Vous avez de bons yeux, jeune homme. Et mes ennemis prétendent que mon masque est impénétrable ! Oui, c'est vrai, je suis préoccupé. Il s'est produit aujourd'hui un événement formidable qui menace l'Angleterre dans ses fondements.

En voyant le regard stupéfait d'Erik, il se hâta d'ajouter :

— Vous êtes tous des aveugles ! Aujourd'hui on lance, dans un chantier allemand, le premier navire à pétrole vraiment pratique. Concevez-vous maintenant mes préoccupations?

Erik commençait à comprendre.

— Vous craignez, — demanda-t-il, — que le charbon anglais ne perde de sa valeur?

— Évidemment. La puissance de l'Angleterre sur les mers vient de ce fait que les autres nations ont besoin de son charbon. Si le charbon est menacé par le pétrole, il faudra que nous mettions la main sur tous les gisements de pétrole du monde. Imaginez, si vous pouvez, la somme colossale de calculs et de projets, mais aussi de conflits, qui en seront, pour l'Angleterre et pour le monde entier, l'inévitable conséquence.

Erik alla méditer dans le calme du parc. Quel drame ne pourrait-on pas écrire sur la vieille Europe ! Un drame grand et simple. Les innombrables fils de la politique européenne aboutissent tous à un seul et gigantesque moteur central : l'avidité insatiable. Pour les États c'est une vertu de dire : jamais assez. Et la morale privée suit l'exemple de la morale publique. Du temps de Phidias, une belle statue de marbre

pouvait enthousiasmer une cité, et la pensée d'un Socrate émouvoir un peuple. Aujourd'hui, ce qui ébranle les États, c'est le pétrole, le charbon, la farine, le fer. Le monde n'est plus qu'un immense magasin, et les nations de colossales armées de voyageurs de commerce qui se querellent, se haïssent, trichent et volent. On vend de la politique, on vend des convictions, de la puissance, des pays, des républiques, des trônes, de la religion, tout, tout, tout!

Erik suivait l'allée de châtaigniers, la tête penchée, plongé dans ses réflexions.

— Au-dessus de quels abîmes planent vos méditations? — demanda derrière lui, une voix gaie.

Il se retourna brusquement. C'était Mrs. Vera Burnington, une jolie femme d'une trentaine d'années aux cheveux bruns dorés à la Reynolds, aux yeux noirs en amande. Elle était connue comme l'une des meilleures portraitistes modernes.

— Je pensais précisément à vous, — répondit-il en lui baisant la main.

— A moi! — Elle fronça les sourcils avec une mine mécontente. — Je ne vous suis pas reconnaissante de ce mensonge mondain.

— Je le sais, — répondit Erik en souriant, — vous nous forcez, nous autres hommes, à vous fuir parce que vous voulez que nous pensions ce que nous disons et que nous disions ce que nous pensons! Mais cela rendrait impossible toute compréhension mutuelle.

— J'aime mieux cela, — dit-elle en riant, — bien que je vous trouve assez effronté. Dire ce que vous pensez empêcherait donc toute compréhension?

— Absolument. Une femme ne comprend que des paroles agréables.

— Croyez-vous? — Elle fronça de nouveau les sourcils. — Pauvre homme, vous êtes bien dur envers vous-même!

— Envers moi-même?

— Oui. Vous venez d'avouer que vous n'avez connu que des femmes stupides.

Il devint sérieux.

— Apprenez-moi où l'on peut en trouver d'autres.

Elle lui jeta un regard rapide et se tut.

— Mais, au reste, ce que je vous ai dit était vrai, — déclara-t-il après un silence, — c'est bien à *vous* que je pensais.

— Alors, vous pensiez à un de mes tableaux, j'espère?

— C'était à vous... à vous en tant que genre, en tant que profession, à l'insignifiance où vous êtes réduite de nos jours... à votre valeur infiniment petite comparée à celle d'une cargaison de charbon ou de blé.

— Ah, comme nous sommes d'accord! dit-elle, en le considérant avec intérêt.

Chose étrange de sa part, elle le regardait vraiment! Erik avait souvent remarqué l'indifférence de ses yeux. Cela lui avait plu. C'était si loin de la curiosité indiscrète et agressive qu'il avait coutume de lire dans les yeux des femmes en quête d'aventures. Il y avait un secret dans la vie de Mrs. Burnington, disait-on; aussi Erik l'avait-il toujours considérée avec respect.

— J'ai lu votre livre, — dit-elle, — il m'a amusé : voilà au juste ce que je voulais vous dire.

— Je vous remercie, — répliqua Erik.

Ainsi, c'était pour cela, rien que pour cela, qu'elle s'était approchée de lui! Il en ressentait une légère déception.

— Vous n'avez certainement rien mis de vous-même dans ce livre, — poursuivit-elle : — on ne vous y retrouve pas. Vous vous permettez seulement d'infliger à la société une réprimande... d'ailleurs méritée.

— Je n'ai rien à écrire sur moi-même, — dit Erik.

Elle le fixa de nouveau.

— Feriez-vous maintenant de la coquetterie? Voulez-vous m'amener à vous dire : vous qui avez un visage si intéressant, vous pourriez certainement me raconter bien des choses sur vous-même.

Il répondit :

— Oui, je voudrais bien vous amener là..., car alors je serais certain que vous le pensez!

— Je ne le pense pas! Pour un peintre, votre visage est intéressant. La nuance de vos yeux est rare. Mais il y a dans votre physionomie une expression d'orgueil qui ne vous sied pas du tout.

— Vous trouvez? — dit Erik étonné.

Les femmes ne l'avaient pas habitué à entendre des vérités de ce genre. Il éprouva une soudaine sympathie pour Mrs. Burnington. C'était intéressant de rencontrer une personne aussi franche!

— Je ne suis nullement orgueilleux, — dit-il. — Je suis simplement gai et heureux.

— Heureux...? De quoi?

— De tout, de la vie, de la nature, de tous les dons que la destinée m'a accordés avec profusion.

— Et vous trouvez que vous n'avez pas d'orgueil?

— Non, puisque je me sers du mot dons. Peut-être aurais-je été orgueilleux si j'avais parlé de qualités. Le ciel m'a fait des cadeaux. C'est tout.

Elle marcha un instant sans rien dire.

— Parlez-moi un peu de ces dons, — demanda-t-elle.

— Oui, mais je ne veux plus entendre parler de mon orgueil, ensuite.

— Je vous le promets, — fit-elle en souriant.

Alors Erik dit :

— J'ambitionne tout ce qui est humainement accessible, et je sais que j'y parviendrai.

Elle secoua la tête d'un air sceptique.

— Cette foi est enviable...; elle doit vous donner une force immense.

— Ce n'est pas une foi. C'est une certitude positive.

— Nous retombons dans l'orgueil, — dit-elle.

— Non, car il n'y a aucun égoïsme dans mes ambitions.

— Que désirez-vous donc?

— Être utile. Et je sais que je le deviendrai.

Comme il était sûr de lui! Comme il était digne d'envie!

— Croyez-vous vraiment que vous pourriez vous sacrifier pour être utile? — interrogea-t-elle.

— Pas pour les hommes. Mais pour une idée. Pour le grand Tout.

— Ah, je vois que votre esprit de sacrifice est encore dans les nuages, — s'écria-t-elle.

Ils étaient arrivés au bout de l'allée. Le soleil était bas sur l'horizon et projetait de biais un faisceau de rayons d'or sur le gazon.

— Il est en velours, ce gazon! — s'exclama Erik.

— C'est une souffrance de le voir baigné dans cette atmosphère féerique, — soupira Mrs. Burnington.

— Une souffrance? Il me semble que c'est une merveille! Ces rayons dorés, moelleux, agissent sur moi comme une douce musique.

Elle soupira de nouveau :

— Pauvres peintres que nous sommes! Quelle humiliation de ne jamais atteindre le but de nos rêves. Cette beauté-là, notre pinceau ne peut la rendre. Vous voyez, je suis moins orgueilleuse que vous. Hélas, il y a longtemps que j'ai chassé de moi toute vanité. Je sais que je ne parviens jamais à ce que je veux. Ses yeux fixèrent le vide avec une mélancolie si profonde que subitement Erik éprouva une folle envie de la serrer dans ses bras, tendrement. Cette envie devint si impérieuse qu'il ne put la dominer complètement. Sans rien dire, il prit doucement la tête de la jeune femme entre ses mains et la pressa un moment contre son épaule.

Elle le regarda avec une sorte d'angoisse.

— Pourquoi avez-vous fait cela? — demanda-t-elle à voix basse.

— Je ne sais pas. Pardonnez-moi. C'est tout à fait incorrect. Je n'ai pu m'en empêcher. Il me semblait que tout d'un coup vous deveniez ma chère petite camarade.

— Pourquoi? — demanda-t-elle encore toute bouleversée.

— J'ai compris en entendant votre voix que vous aimiez la Nature autant que je l'aime...

Elle était très émue. Quelle tendresse il avait su mettre dans cette petite caresse! Avec quelle intelligence subtile il l'avait comprise! On eût dit qu'il avait deviné toutes les aspirations intimes de son être. Personne n'avait su manifester une telle douceur. C'était étrange... de la part d'un homme si jeune...

Elle se sentit saisie d'une émotion singulière et, d'instinct, elle se défendit par une froideur exagérée. Que se figurait-il donc, ce garçon? Comment avait-il osé... Elle voulait la tranquillité. Plus de nouvel espoir encore suivi d'une déception!

Erik la regardait à la dérobée. Sa peau était si transparente qu'on pouvait suivre le dessin d'une veine qui descendait de

la joue vers le menton. Il n'avait jamais vu cela chez aucune femme. La lumière du soir fit flamber la chevelure brune aux reflets rougeâtres...

« Est-ce que je pourrais l'aimer? pensait-il. Si seulement je connaissais le secret de sa vie... »

— Pourquoi m'observez-vous ainsi? Que désirez-vous tant savoir de moi? — demanda-t-elle.

— Pardonnez-moi, — répondit Erik troublé, — je ne vous regarde plus.

— J'attends vos questions, — dit-elle sans changer d'attitude.

Il hésita un moment, puis demanda :

— Quel est votre secret?

Elle eut un rire railleur.

— Ah! je savais bien que ce serait votre première question. Il doit y avoir une tragédie dans mon existence, n'est-ce pas? quelque chose d'incompréhensible, parce que personne n'a eu la chance de souiller mon moi intime, et que j'ai su tenir à distance la curiosité brutale... mais surtout parce que beaucoup d'hommes m'ont fait vainement la cour et que chacun d'eux se considérait comme irrésistible.

— Tout mon secret, mon cher monsieur, c'est que je cherche à vivre en paix. Or, maintenant, j'ai la paix. Et je ne permets à personne de la troubler.

Le cœur d'Erik se mit à battre. Ces mots n'indiquaient-ils pas qu'elle craignait déjà qu'il pût troubler sa tranquillité? Évidemment... elle serait d'une conquête difficile. Mais tant mieux!

— Alors, cette histoire d'un secret dans votre vie n'est qu'une légende?

— Je ne crois plus à l'amour, voilà mon secret, — dit-elle après une hésitation. — Je ne crois pas à ma propre faculté d'aimer. Aussi les hommes n'ont-ils plus pour moi aucun intérêt.

Erik la regarda interloqué. Chose étrange, il rencontrait une femme encore plus sceptique que lui, une femme qui ne cherchait même plus l'illusion!

— Vous avez l'air étonné, — dit-elle en souriant, — comme si vous rencontriez pour la première fois une femme qui ne soit pas disposée à tomber aussitôt dans vos bras.

— Il n'est pas digne de vous de dire de pareilles niaiseries, — répondit-il brutalement.

— Mais j'ai dit ce que je pensais. Vous appartenez certainement à la catégorie des hommes qualifiés irrésistibles.

Erik la regarda avec colère.

— Pourquoi vous amusez-vous à me railler? Vous ai-je offensée?

— Oui. Vous avez eu vis-à-vis de moi cette galanterie effrontée des hommes habitués à considérer les femmes comme des jouets divertissants. On en prend ce qu'on veut, et puis, si le jouet se casse, on passe au suivant. Mais ce jeu ne me plaît pas, à moi! Souvenez-vous que je suis portraitiste. Je m'y connais un peu en physionomies. Tout à l'heure, votre regard disait : « Eh, eh! elle est moins banale que les autres, cela pourrait m'amuser de la connaître davantage! » Et vous n'avez pas douté un instant que si vous décidiez de me « vouloir »... vous m'auriez. Est-ce vrai?

— Oui, — répondit Erik gravement. — C'est exact. J'ai pensé cela tout à l'heure. Excusez-moi. Vous m'avez donné une dure leçon.

Il ajouta :

— Je crois encore à l'amour, moi. Et je suis à sa recherche...

Arrivés au château, Erik baisa la main de Mrs. Burnington et la quitta sans un mot.

Ils ne se revirent pas le soir. Et le lendemain matin Erik rentrait à Londres.

Erik ne pensait plus à Mrs. Burnington, car il ne le voulait pas. Quand il se surprenait de temps à autre à évoquer son image, il la chassait avec impatience... Il sentit qu'elle pouvait devenir dangereuse pour lui.

Il était en train de terminer son second livre : *Vieillesse et Jeunesse*. Ce sujet l'occupait depuis longtemps. On se trompait sur la vieillesse, on ne voyait pas sa supériorité sur la jeunesse, du moins si la vieillesse réussissait à devenir ce qu'Erik voulait qu'elle fût. La jeunesse, estimait-il, était l'humble servante de la physiologie. Ses fonctions naturelles actives occupaient toute la machine humaine et laissaient peu de place à l'intelligence et à l'âme. Par une série de contresens, cet âge prenait le besoin

sexuel pour de l'amour, l'absence de réflexion pour du courage et la tension des muscles pour de la force. Le siècle avait le culte de la jeunesse. Mais la pédagogie s'attachait surtout au développement des muscles, à la souplesse des membres, à l'ampleur de la cage thoracique. Le cerveau était trop négligé. Combien y avait-il eu de créateurs, dans l'art et la littérature, au cours des dernières années? Quels étaient les grands noms? Si on voulait les compter, il fallait les chercher avec peine, et le nombre était d'une insignifiance terrifiante. Cette disette de génies, écrivait-il, tenait à ce qu'on ne cultivait pas la vieillesse. On ne lui révélait pas à elle-même sa propre importance. On ne disait pas à l'homme : c'est seulement quand ton corps perd sa fleur que ton esprit se libère de l'esclavage des instincts et peut commencer son véritable développement. Au contraire on criait partout : Place aux jeunes! On amenait l'homme à penser que sa valeur était vite finie. On lui enlevait la foi en lui-même en lui faisant voir qu'on n'espérait plus rien de lui.

Erik montrait dans son livre comment un homme et une femme acquéraient dans l'âge mûr une valeur nouvelle. Les chagrins de l'existence avaient développé leurs facultés de tendresse... le déclin des désirs avait assoupli leurs âmes orgueilleuses; leurs visages, eux aussi, prenaient une beauté nouvelle. L'ovale trop rond, insignifiant et banal de la jeunesse avait été modelé par les déceptions de la vie. L'éducation par la souffrance avait affiné et souligné l'expression incertaine des bouches et rendu les regards profonds, riches de pensée.

La bouche de Mrs. Burnigton...

L'arc de cette bouche dessinait une courbe d'une mélancolie délicate. Quelle tristesse profonde dans cette ligne. Et quelle beauté! Seule, la souffrance avait pu la former ainsi...

Encore elle! Impatient, il voulait chasser son image. Ils étaient deux êtres absolument étrangers l'un à l'autre... probablement ils ne se rencontreraient plus jamais...

Aller la trouver? A quoi bon? Elle avait été d'une insolence presque brutale avec lui!

Vexé d'avoir pensé à elle, il se replongea dans son travail.

IV

Le livre d'Erik fit sensation. On le discuta. Il mécontenta les jeunes, mais les hommes mûrs chantèrent ses louanges. « Ce sera mon évangile, lui écrivit Lord Stanmore. J'étais sur le point d'être assez ridicule pour teindre la brosse de ma moustache blanchissante. Maintenant, je cultive cette fleur de neige dans l'espoir qu'un jour une belle affligée la cueillera pour la porter à ses lèvres. Mais vous, cher enfant, vous dont une chevelure brune assombrit le crâne, qu'est-ce qui a pu vous pousser à écrire ce livre ? »

Erik répondit sur le ton plaisant : « Je suis né vieux! Au reste j'approche de la trentaine et mon bouquin me met en état de défense contre la quarantaine, la cinquantaine et d'autres ennemis à venir. »

Il y avait du vrai dans cette boutade. Depuis son arrivée en Europe, il lui semblait qu'il vieillissait bien plus vite que là-bas, dans le calme de l'Océan. Il se sentait isolé et en lutte avec les hommes et les choses. L'absurdité lamentable de la civilisation européenne était pour lui une maladie qui rendait les hommes méchants et contre laquelle il tâchait de toutes ses forces de se défendre. Mais il en était saisi lui-même. L'immense haine mutuelle, qui est la force motrice de toutes les sociétés modernes, s'infiltrait dans ses veines.

La Haine! Ce serait le sujet de son prochain livre. La Haine, véritable épidémie de l'humanité, peste de notre époque. A bas mon voisin! c'était le cri universel. Erik décida de faire un tour d'Europe pour voir si le spectacle était partout le même.

Il était convenu entre lui et Lord Stanmore qu'il enverrait à ses journaux des correspondances, s'il voyait des choses intéressantes au cours de son voyage.

Quelque temps avant son départ, il reçut un jour la visite de Mrs. Burnington.

Quand on lui présenta sa carte, il constata avec dépit qu'il était violemment ému. En cet instant même, il se rendit compte que c'était la pensée de cette femme qui, depuis leur entrevue à Bullnor-Castle, l'avait jeté plus que jamais

dans la solitude. Mieux valait ne pas la recevoir. Une nouvelle entrevue pouvait lui faire encore plus de mal. Mais puisqu'elle prétendait ne pas croire à l'amour, pourquoi venait-elle ? Oui... pourquoi ? Il voulait le savoir.

— L'envie m'est souvent venue de causer de nouveau avec vous, — dit-elle, avec simplicité en entrant. — Mais je ne savais quel motif trouver...

Elle ajouta en riant :

— A vrai dire, je ne savais pas non plus pourquoi j'éprouvais cette envie!

— Vous auriez pu venir sans crainte, — répondit Erik, souriant lui aussi. — Avec vous il n'y a jamais de malentendu possible. Votre franchise désarme.

— J'entends que vous ne m'avez pas encore entièrement pardonné!

— La seule femme intelligente que j'aie jamais rencontrée m'a dit que je suis antipathique et vaniteux. C'est une chose qu'on oublie difficilement!

— Je viens maintenant faire amende honorable, — protesta-t-elle vivement. — Votre nouveau livre est très intéressant. J'avais envie de vous le dire. Votre expérience me surprend. Vous écrivez comme si vous aviez cent ans.

— Puisque vous admirez « mon expérience », la vôtre doit être du même âge : nous sommes tous deux centenaires!

Elle se mit à rire.

— Je vous autorise à me trouver très vieille... puisque vous dites que la vieillesse est belle.

Le cœur d'Erik se mit à battre. Elle tenait donc à paraître belle à ses yeux!

Il la regarda et lui dit :

— Il y a aux coins de votre bouche une ligne qui n'est pas jeune, mais elle est belle parce qu'elle me parle de vos chagrins.

— Vous voyez... je suis bien plus vieille que vous! Je pleure à la fois mes chagrins et ceux des autres. A mes yeux, la vie parmi les hommes est misérable.

— Les bassesses humaines ne m'inspirent pas de chagrin; rien que du dégoût, — dit Erik.

— Du dégoût! Et de quel droit ? Orgueilleux que vous

êtes! vous serez puni un jour! Vous croyez-vous meilleur que les autres ? Nous nous ressemblons tous... du moins nous arrivons tous peu à peu à devenir pareils.

— Au contraire, — protesta Erik. — J'espère bien me différencier de plus en plus des autres. Et vous aussi... j'en suis persuadé.

Elle secoua la tête.

— Non, je ne suis certes pas meilleure que les autres. Je rends abondamment le mal que me fait mon prochain!

— Vous?... Vous ne me le ferez jamais croire.

— Ce serait trop long à vous expliquer, — dit-elle en le regardant comme si elle avait eu envie de parler.

— Non, non, racontez! — insista-t-il.

Elle hésita, puis dit :

— J'ai toujours été cruelle pour les hommes qui m'ont aimée. Sans doute parce que mon cœur est trop froid... ou trop exigeant... ou... non, je ne le sais pas moi-même. Je les ai torturés, parce que je ne les ai pas aimés. Je ne crois pas à l'amour.

— C'était la faute de ces hommes et non la vôtre! — dit Erik.

Les yeux de Vera devinrent tristes, quand elle répondit :

— Ils ont été meilleurs que moi, puisqu'ils m'ont aimée... et que je n'ai pas pu leur rendre leur amour.

A chaque mot qu'elle disait, Erik avait davantage le désir de connaître la pensée intime de cette femme, d'y faire une moisson d'expériences nouvelles.

Il imita soudain sa franchise, et déclara sans la moindre transition :

— Ah, comme je serais heureux si vous arriviez à m'aimer! — Et il eut un sourire timide, comme celui d'un jeune garçon.

Elle comprit que les femmes étaient faibles devant lui.

— Cela veut dire que je vous plais? — demanda-t-elle en rougissant.

— Vous le saviez, — répondit-il, — sinon vous ne seriez pas venue.

— Peut-être.

Elle le regarda et dit avec gravité :

— Nous sommes donc en présence d'un fait : nous savons que nous éprouvons une... une inclination l'un pour l'autre.

Il lui baisa la main.

— Merci! Comme votre simplicité est franche et nouvelle pour moi.

Tous deux restèrent un instant pensifs. Elle rompit le silence :

— Vous vous préparez à un voyage? Lord Stanmore me l'a dit.

— Oui; je veux parcourir l'Europe. Je veux voir s'il n'y a pas des coins où l'on soit meilleur qu'ici.

— Combien de temps serez-vous absent?

— Une année, je pense. Mais, au reste, je suis libre comme l'oiseau. Peut-être me déciderai-je à ne plus revenir du tout, si je trouve un pays que je préfère à celui-ci.

Elle parut réfléchir.

— Et moi? — dit-elle.

— Vous?

Il la regarda.

— Oui, vous voulez me quitter... peut-être pour toujours... au moment même ou nous commençons à... nous comprendre? Osez-vous négliger une chose aussi précieuse et rare que cette sympathie.

— Oh! — s'écria-t-il sur un ton mi-plaisant, mi-sérieux, — le mieux pour moi est de partir en voyage le plus vite possible... et de laisser ici une personne qui ne croit pas à l'amour.

— Je donnerais volontiers ma vie à celui qui pourrait m'amener à y croire, — dit-elle d'une voix grave.

— Mais moi je ne donnerais pas ma vie pour me lancer dans un tel... essai, — répliqua-t-il vivement, — je ne réussirais peut-être qu'à me brûler les ailes.

— Eh bien donc, partez. Celui qui a peur de souffrir ne connaîtra jamais le bonheur.

Erik resta un moment incertain.

— Y a-t-il donc en vous quelque chose qui vous dise... qui vous fasse supposer que... que je pourrais vous inspirer cet amour auquel vous ne croyez pas?

Il vit qu'elle luttait avec elle-même avant de répondre.

— Comme je voudrais pouvoir vous dire...; oui, un jour je

vous aimerai peut-être. Mais je n'ose pas, je ne sais rien de moi. De temps à autre, je *crois* subitement... Mais ensuite je m'aperçois que je me suis trompée de nouveau...

Erik eut un rire de dépit.

— Vous avez dit vrai tout à l'heure! Vous n'avez pas peur de faire du mal. Vous ne savez rien de vous-même, dites-vous!... et pourtant vous voudriez me retenir ici..., peut-être pour me faire une blessure mortelle!... et puis, vous passeriez votre chemin avec sérénité...

Elle voulut l'interrompre, mais il continua :

— Vous jouez habilement avec un homme. Même à moi, qui suis pourtant bien armé contre les femmes, je sens que vous seriez capable de faire beaucoup de mal.

Elle se leva pour partir.

— Adieu, — dit-elle; mais ses yeux étaient pleins de larmes.

Il détourna son visage. Des larmes!... Il n'osait pas la regarder.

— Je ne vous comprends pas! — dit-il.

— Je ne me comprends pas non plus moi-même, et vous ne voulez pas m'aider à y parvenir, — répondit-elle doucement.

— J'ai peur de vous. Je ne veux pas souffrir. Je veux conserver ma joie de vivre, — s'écria-t-il. — J'ai une tâche trop grande à accomplir dans le monde pour me perdre dans un amour malheureux. Et je ne suis nullement sûr que je ne vous aime pas déjà. Il faut que je m'éloigne de vous au plus vite.

Elle le regardait presque avec colère.

— Comme vous êtes fort! vous ne pensez qu'à vous-même. Ma peine, si vous me quittez... cela vous est égal. Je pourrais vous retenir maintenant, si je voulais tout promettre, n'est-ce pas? Mais c'est pour vous que je n'ose pas le faire... pour ne pas vous décevoir ensuite. Je pense donc plus à vous qu'à moi-même! Oh, vous êtes fort! Que Dieu me préserve de vous aimer! Vous m'écraseriez.

Il se força à sourire.

— Ainsi, nous voilà arrivés à ce beau résultat : nous avons peur l'un de l'autre.

— Oui, nous avons peur tous les deux du bonheur que nous pourrions nous donner, — dit-elle à voix basse.

— Vera... Vous y croyez donc... vous croyez à un bonheur pour nous deux? Dites-le... dites-le...

— Je n'ose pas le croire... — murmura Vera. — Adieu.

Rapidement, elle se dirigea vers la porte.

— Écrivez-moi..., si un jour vous pensez à moi.

Erik vit que, de nouveau, ses yeux étaient remplis de larmes.

Dès que la porte se fut refermée sur elle, il eut la sensation inexplicable que leurs destins étaient irrévocablement liés. Une douleur aiguë lui traversa le cœur. Il voulait courir après elle et la rappeler... Mais il se domina et la laissa s'éloigner. Son amour pour elle serait trop violent. Il devait garder sa liberté entière, il devait se sacrifier à son travail, à tous les services que, dans sa conviction, l'humanité pouvait attendre de lui.

Partir, partir le plus vite possible, se jeter dans un tourbillon d'impressions neuves... Ainsi, il arriverait peut-être à chasser le souvenir de ces yeux fiers, et tendres, remplis de larmes...

***

Joé, le mécanicien nègre d'Erik, était plongé dans une ivresse silencieuse, pendant que la voiture l'emportait au bout du monde à la vitesse de quatre-vingts kilomètres à l'heure. L'attente des choses incroyables qu'il allait voir faisait trembler ses énormes lèvres, et, à chaque borne kilométrique, il tournait le blanc de ses yeux à la pensée qu'il approchait de plus en plus... il ne savait pas de quoi.

Pendant des semaines, Erik parcourut la France en long et en large. Les mains au volant, l'œil fixé en avant, sa pensée se figeait sous la pression de l'air, il avait des gestes d'automate. C'était du repos pour son cerveau. Après des heures de grande vitesse, il arrivait à se sentir inconscient comme une pièce de machine.

Erik fut ému de la beauté de la France. Sa richesse et sa variété le surprirent. Ses traditions l'étonnèrent. L'idéal des Français, c'était une existence aisée. Ce désir mettait en ébullition le marécage de la politique intérieure. Les électeurs votaient sur une promesse personnelle que leur avait faite le

candidat. Partout sévissait la peste sociale par excellence, la haine, la lutte entre ceux qui étaient arrivés et ceux qui voulaient les supplanter.

Mais au-dessus de cet enchevêtrement d'intérêts, il y avait l'âme française. Le génie de la race projetait des étincelles, qui illuminaient le monde. La France était, pour l'Europe, une princesse raffinée, admirée, courtisée par les amateurs de beauté, jalousée par les disgraciés du monde, et convoitée par les nations de proie.

Erik écrivit ses impressions à Lord Stanmore, qui lui répondit :

Il n'y a rien de neuf dans vos notes. Ce que vous avez vu, nous le connaissons tous : le charme de la France et ses faiblesses. Mais avez-vous compris sa force? La France est une chose entière. Toute la nation française a de l'amour pour son sol; même ses petites colonies lui sont dévouées. Pensez à notre talon d'Achille, à l'Égypte, à l'Inde, etc... Vous avez méconnu l'Angleterre, mon cher Erik Brandt. Je me rappelle encore l'article où vous écriviez que l'Angleterre était une baleine à la gueule béante. Mais il faut que cette baleine soit nourrie! Or nous avons pour toute ressource notre charbon, que nous devons utiliser comme monnaie d'échange. Nos colonies? Évidemment. Mais ce sont nos fermes. On y travaille pour le patron... et le patron est rarement populaire. L'Angleterre elle-même n'est qu'un vieux jardin... Mais il fait bon y vivre.

Erik répondit :

Non, je n'ai pas méconnu l'Angleterre. Ses gazons de velours vert sont pour moi une joie personnelle. Il est très élégant pour un pays de n'être qu'un jardin d'agrément et de laisser à des serviteurs lointains le soin de cultiver les légumes nécessaires. Comme artiste, j'aime cette idée, mais elle n'est pas faite pour atténuer les haines entre les hommes... c'est cela que j'ai dit dans l'article auquel vous faites allusion, je répétais les réflexions philosophiques des mendiants que j'avais rencontrés sur les quais de la Tamise, tandis que nous regardions passer dans la nuit sombre les automobiles éblouissantes de lumière, emportant leurs millionnaires. J'écrivais que tout cela ne promettait rien

de bon. Je n'ai pas dit autre chose... pas encore, mais cela viendra!

Erik se mit en route pour l'Allemagne. Il s'arrêta dans un village près de la frontière, pendant que Joé changeait des pneus. Machinalement pour se distraire, il prit un journal anglais déjà ancien, et y lut tout à coup le nom de Mrs. Burnington. Bien qu'il ne s'agît que de quelques portraits qu'elle avait exposés, c'était pourtant un hasard surprenant de tomber précisément sur ce nom... et ses mains tremblèrent d'émotion. Oui, il avait tremblé! Cela n'avait donc servi à rien d'avoir décidé de ne plus penser à elle!

Impatient, il cria à Joé que la réparation avait assez duré. Joé, le front emperlé de sueur, peinait sur sa roue, tout en contemplant à la dérobée les gros mollets de la fille de cuisine; tandis que celle-ci suivait hébétée les mouvements souples du nègre. Joé était prêt; il envoya un adieu aux mollets en tournant le blanc des yeux, et mit la machine en marche.

En route, il jetait des regards inquiets sur son maître. Celui-ci avait les lèvres serrées de colère, comme lorsqu'un cylindre s'encrassait en pleine route.

Erik ressentait une douleur cuisante d'avoir quitté Vera. Pourquoi était-il parti ? Ils étaient liés l'un à l'autre. En se séparant d'elle, il s'était opposé à la volonté du destin. Pourquoi roulait-il ainsi par le monde ? Quel but voulait-il atteindre ? En quoi les questions sociales l'intéressaient-elles? Ah, comme il était pris! C'est ce qu'il avait craint d'avance... et maintenant c'était arrivé : l'amour pouvait donc détraquer le cerveau le plus solide. Ne venait-il pas de penser : Que m'importe le reste du monde? »

A l'étape suivante, il écrivit à Mrs. Burnington :

J'ai fait tout pour ne pas penser à vous, mais cela ne m'a pas réussi. Mon énergie et mon désir de voir et d'apprendre s'en trouvent paralysés. Mais vous ne m'appelez pas, n'est-ce pas? Je continue donc mon voyage.

La terre allemande était cultivée jusqu'aux moindres parcelles. Même sur les pentes escarpées qui bordent les fleuves, sur la plus petite saillie où le pied pouvait à peine se poser, on

voyait des rangées de ceps aux grappes abondantes. Comme il ne restait plus de terrain à exploiter et que le nombre des enfants ne cessait de croître, on cultivait aussi l'armée, qui représentait le moyen d'obtenir un accroissement de terres et de puissance. La vie fébrile et imposante des villes industrielles était secrètement organisée par une seule grande volonté lointaine qui décidait de tout, et aucune plainte sérieuse ne se faisait entendre au sujet des salaires trop bas ou du travail trop dur. La haine des classes était canalisée dans la grande haine nationale, vague gigantesque qui pouvait, d'un moment à l'autre, déferler sur le voisin. Sur quel voisin? Les faibles tremblaient...

Erik écrivit à Lord Stanmore :

Quelle sera demain l'attitude de l'Angleterre? La guerre va venir; on le lit sur tous les visages, elle s'élabore dans toutes les usines, sur toutes les voies ferrées...

Lord Stanmore répondit :

L'Angleterre sera toujours du côté du plus faible : d'abord parce que c'est un beau geste; ensuite parce qu'elle ne tolérera pas qu'une autre force puisse rivaliser avec la sienne.

Erik reçut aussi une lettre de Mrs. Burnington. Il était pâle d'émotion en déchirant l'enveloppe.

Elle écrivait :

Non, je ne vous appelle pas..., parce que je n'ose rien vous promettre. C'est vous qui devriez me forcer chaque jour à vous aimer, — jusqu'au moment où je serais incapable de résister. Mais je crains que vous n'ayez pas assez de patience pour me convaincre à tout jamais.

Moi aussi, je pense à vous; je pense trop à vous. Cela m'attriste que vous ne soyez pas ici. Mon existence est privée de quelque chose qui la rendrait plus belle.

Erik serra les dents. Non, elle ne l'appelait pas. Était-ce simplement du calcul? Pensait-elle l'attirer davantage en se dérobant à lui, maintenant qu'il lui avait laissé comprendre qu'il ne pourrait plus se libérer d'elle? Non, il n'y avait pas de ruses féminines derrière ces yeux purs. Elle était sincère.

Elle ne croyait pas à l'amour! C'était à lui de la convaincre. D'où venait l'étrange scepticisme de cette femme? Quelle avait été son existence? Quels étaient ces hommes à qui elle avait fait du mal? Au fond, il ne savait rien d'elle. Soudain, il éprouva un vif besoin de tout connaître.

Il lui écrivit :

Ce n'est pas peu de chose que vous exigez! Mon amour doit sans cesse donner et vous, vous n'auriez qu'à recevoir. Si je vous aimais davantage, je n'hésiterais certainement pas à accepter les conditions les plus dures. Donc, si je ne le fais pas, c'est que je ne vous aime pas assez. Et pourtant je vous aime. Je vous aime assez pour que vous bouleversiez toute ma vie intellectuelle. Le désir que j'ai d'être près de vous me rend indifférent à la tâche à laquelle je me suis consacré. Cela m'inquiète. Tant qu'il me sera possible de maîtriser mon désir de vous voir, je n'irai pas vous rejoindre. Ainsi je découvrirai peut-être un jour, à distance, que l'illusion de mon amour a été simplement créée par le regard de vos yeux pleins de larmes quand vous m'avez dit adieu. J'eus à cet instant une envie folle de baiser ces yeux, sans doute, cette envie, maîtrisée avec peine, a provoqué la fièvre de mon amour. Cette fièvre est-elle guérissable, loin de vous? Si je m'engageais davantage, je serais certainement perdu. Aussi serai-je absent le plus longtemps possible. Laissez-moi cependant vous adresser une prière : Donnez-moi un peu de vous. Au fait, je ne sais absolument rien de votre vie. Donnez un aliment à mon imagination. C'est naturellement une joie pour moi que vous ayez fait du mal à d'autres hommes. Mais dites-moi comment...! Ainsi je pourrai peut-être me défendre si un jour je vois qu'il m'est impossible de ne pas être là où vous êtes.

E. B.

P.-S. — Écrivez-moi (de préférence cent pages) poste restante, Rome. Je suis en route pour l'Italie. Je me demande si je vais sentir que c'est le pays de ma mère. Mais je m'aperçois que vous non plus vous ne savez rien de moi. Donc je me présente : je m'appelle Erik Brandt; ma mère est Italienne, mon père Danois, et je suis seul héritier d'une île située au milieu de l'Océan, un Paradis où le ciel est d'azur, la mer d'argent, et les couchers de

soleil d'or flamboyant... Là, j'ai passé mon enfance dans les bras de Baïna (ma mère spirituelle, une vieille Hindoue dont j'aimerai éternellement le souvenir). Voilà pourquoi je comprends le cri des oiseaux, le parfum des fleurs sauvages, les traces des animaux et les pensées des humains..., excepté les vôtres, chère madame. Au reste, je suis violent, trompeur et vaniteux, et je m'imagine que je possède le monde entier... excepté vous. Voilà pourquoi vous finirez donc bien par devenir la seule chose au monde que je désire posséder.

Erik parcourut l'Italie en tous sens; il lui sembla feuilleter un livre qu'il aimait. A chaque tournant de son chemin, il était en face des vestiges du temps où l'art et la beauté avaient encore une signification. Ah! combien d'adorables murailles vétustes rencontrait-il, tapissées d'un fouillis de roses grimpantes et de glycines! Combien de vieilles sculptures racontaient l'époque où un faune de marbre sur un fond sombre de cyprès avait plus d'importance pour son petit propriétaire que, de nos jours, la possession d'un moteur!

Erik pensa à sa mère. Voilà donc l'air qu'elle avait respiré dans son enfance! C'était par ces chemins qu'elle avait passé, par ces jardins fleuris, derrière leurs vieilles portes en dentelles de fer forgé rongé par la rouille.

Subitement il comprit ses petites sérénades; il en aurait pleuré d'émotion. Chaque balcon de ces villas blanches ne parlait-il pas de héros enveloppés de capes noires, de clairs de lune et de coups de poignard?

A Rome, une lettre de Mrs. Burnington, attendait Erik. Il la serra dans sa main avant de l'ouvrir... Ce morceau de papier déciderait peut-être de sa destinée!

Elle écrivait :

Merci de votre lettre. Vous êtes amusant. Vous êtes à la fois un homme très vieux et un tout jeune garçon. Vous voulez que j'écrive des centaines de pages sur moi-même! Par où commencer? J'ai eu une enfance délicieuse, car j'aimais ma mère. Voilà un amour auquel je crois. Il était absolu. Il me semblait qu'il n'y avait pas dans mon petit cœur assez de place pour contenir toute ma tendresse. Son sourire heureux quand elle me regardait était mon bonheur. Nous habitions une villa à Portsmouth. Mon père

était capitaine de vaisseau. Pendant ses voyages, nous vivions, ma mère et moi, seules et heureuses.

Chaque jour, nous allions sur la plage ramasser des petites pierres multicolores. J'aimais déjà les couleurs. C'est là que j'ai commencé à peindre. Les vagues dessinaient sans cesse pour moi des visages. Je voyais si nettement des figures que ma mère me dit un jour : « Tu devrais les rendre telles que tu les vois. » Et alors je dessinai de vrais visages. Ma mère mourut quand j'avais treize ans et, depuis, personne ne m'a aimée et je n'ai aimé personne. J'ai stupidement mesuré mon amour pour elle au sentiment que les hommes m'ont inspiré et donné et qu'ils appelaient de l'amour; mais ce sentiment-là m'a semblé si fragile et si insignifiant que, déçue et triste, j'y ai renoncé.

J'ai fait du mal aux hommes que j'ai cru aimer parce que j'ai voulu leur tendresse, quand ils n'avaient que leur passion à me donner. Leur passion me grisait, mais, quand j'avais vainement cherché leur cœur, le mien se détournait, froid et déçu. Je me séparai de mon mari pour cette raison. Quelques années après cette première déception, un autre homme prit une place dans ma vie. Je croyais l'aimer, mais je me trompais. Je n'aimais en lui que l'amour que j'espérais y trouver, et lui, de son côté, se trompait sur moi; il prit pour de la passion ma soif de tendresse. Et il crut, quand je l'abandonnai, que ma passion avait besoin d'un nouvel amour, que je n'étais qu'une sensuelle légère et curieuse. Éternel malentendu de ceux qui croient se connaître! Pourtant, je lui avais dit que, pour moi, l'amour c'était aimer un homme avec une telle intensité que, si son cœur cessait un jour de battre, mon cœur s'arrêterait du même coup.

Je lui déclarai que nos sentiments n'avaient rien de commun avec un tel amour, qu'ils n'étaient que la pauvre satisfaction d'un désir monotone, et que je préférais vivre seule. Alors il arriva une chose effroyable..., je compris trop tard qu'il n'avait pas su exprimer et montrer la profondeur de ses sentiments et que j'étais, moi, la coupable qui n'avait pas su trouver le fond de son cœur à travers ses paroles timides et maladroites. Peu de temps après notre séparation, il se tua.

... Depuis, j'ai vécu dans la solitude complète au milieu du tourbillon de la vie mondaine. Comprenez-vous maintenant ma prudence? Je ne veux plus faire du mal. Je ne veux pas dire à un

homme que je l'aime, pour lui tourner le dos, égoïstement, s'il ne m'aime pas assez. Et je ne veux pas non plus me griser d'espérance pour retomber ensuite dans le vide de mes désillusions. Voilà mon secret... Ne croyez pas que vous m'aimez. Vous aimez trop la vie pour savoir aimer une femme. L'amour que je voudrais doit être absolu, comme la vie et la mort. Il ne faut pas qu'il soit influencé par les luttes et les ambitions de ce monde. Il ne doit pas avoir d'autre but que lui-même. Or, entre vous et moi, il y a ceci : le monde ne vous est pas assez indifférent, il vous ravirait à moi.

Et maintenant, qu'allons-nous faire? Partager une déception? Vouloir *croire à notre bonheur et savoir d'avance que mon rêve d'amour, vous ne pourrez pas le réaliser? Qu'allons-nous faire? Je suis troublée. Je veux ce que vous déciderez, mais je veux que vous en preniez la responsabilité.*

... Un jour, avec une grande douceur, vous avez pressé ma tête contre votre cœur...? vous en souvenez-vous. C'est ce petit geste qui encore en ce moment me rend indécise, c'est lui qui me fera venir à vous, si vous osez m'appeler, maintenant que je vous ai révélé combien mon cœur est ombrageux.

VERA

Erik écrivit plusieurs réponses sans parvenir à exprimer ce qu'il voulait dire. Ses sentiments étaient trop contradictoires. Enfin, il formula ainsi ses pensées :

Non, ne venez pas. La déception serait trop grave pour vous. L'amour que vous cherchez n'existe pas. On ne peut pas se murer dans un sentiment et voir sans bouger le monde s'écrouler. Nous appartenons au monde et ce qu'il exige de nous, nous devons le lui donner. Il a besoin de notre force, de notre foi en un idéal, de notre travail... Mais oui, il a même besoin de nos luttes, de nos ambitions, de nos mensonges, de nos haines, de notre sang; c'est un Moloch qui réclame avidement et constamment des sacrifices. Il ne reste pour l'amour que ce que ce dieu sinistre a dédaigné.

Mais il nous laisse justement ce qu'il y a de plus beau en nous, tout ce que nous avons le plus âprement défendu contre ses griffes parce que c'est notre bien le plus précieux: la tendresse. Avec pudeur, nous l'avons cachée pour la donner à l'être que

nous aimons. Je vous ai déjà dit que je suis la proie de la vie. A ses maux ou à ses bienfaits, à ses larmes ou à ses rires, je trouve une richesse infinie; je veux tout posséder et me donner à tout. Ce besoin ne peut être supprimé par mon amour pour une femme.

Il y a eu un moment où mon amour pour vous me rendait indifférent à la tâche que je me suis assignée. Cela m'a fait peur. Je vous considérais comme une ennemie. Il faut que l'amour excite mon ardeur au travail et ma foi dans mon œuvre; il ne doit pas devenir un lien qui m'étouffe. Cependant, au point de vue purement moral, je préfère votre façon de voir. Elle est plus belle et plus hardie que la mienne, parce qu'elle veut tout ou rien. Mais vous vous trompez. On n'a pas besoin de donner tout; un peu moins est encore suffisant.

Ne répondez pas à cette lettre. Vous allez penser que je ne vaux pas plus que les autres. Et c'est la vérité... car moi aussi, je vous désire.

Je souffre d'être loin de vous. Mais telle est votre volonté.

Erik traversa l'Autriche pour se rendre en Russie. L'Autriche! un kaléidoscope de petits peuples animés de terribles haines de race.

Chaque pays... de cent kilomètres carrés!... avait son passé de souffrances et d'injustices. Chaque peuple avait son oppresseur particulier. En Autriche, tous s'occupaient de complots. Les bombes tenaient la principale place dans la vie intellectuelle. Chacun rêvait d'être un héros et d'exterminer. Trois hommes qui chuchotaient au-dessus d'une carafe de bière... c'était un complot. Et tous le savaient.

Hélas! pensait Erik, que de forces gaspillées dans ces haines nationales, dans ces conjurations sans fin! Comme ces Ruthènes, ces Tchèques, ces Slovaques feraient mieux d'améliorer leurs routes!

Car l'auto avançait avec des cahots désespérants. Souvent dans les Carpathes, quand les chemins étaient trop épouvantables, Erik laissait Joé conduire la voiture et marchait à pied à côté.

Parfois, il rencontrait des bandes de Tziganes dont les maigres chevaux traînaient des roulottes, aux fenêtres

ornées de magnifiques rideaux, des roulottes où l'on apercevait un pêle-mêle étrange de pauvres meubles, de vieux ustensiles, de femmes et d'enfants noirs de crasse, parés de haillons et de bijoux pittoresques. Erik se mêla aux gens de la route. Les hommes jouaient du violon pour l'étranger. De leurs instruments de pacotille, ces énigmatiques survivants d'une race inconnue savaient tirer des sons enivrants et profonds, des sanglots, des cris de bonheur. Et toute la troupe, saisie par la musique, se mettait à battre la mesure, d'abord avec les pieds, puis avec la tête; finalement tout le corps suivait le rythme.

Arrivé aux frontières de l'Autriche, Erik sentit vite qu'il était en Russie.

Des gardes-frontières de la police, des officiers de douane, des cosaques armés... rien n'y manquait. Les papiers d'Erik furent examinés en tous sens par des gens qui ne savaient pas lire. Enfin, quelques roubles leur firent comprendre qu'il n'était pas nécessaire de lire quoi que ce fût.

Erik se dirigea vers Moscou. C'était une longue étape. Les routes sans fin étaient désertes. Joé ne s'amusait plus du tout. Il y avait décidément trop d'herbe et pas assez d'hommes, ni de femmes.

Ils croisèrent des convois de prisonniers, en route vers la Sibérie, des épaves humaines, maigres, affamées, sales, mais avec le regard noble des sacrifiés qui se résignent. Ce qui arrivait devait arriver. Nitchevo!...

Erik apprit à connaître la vie des paysans, si cela pouvait s'appeler une vie! Des machines humaines, pourvues d'instincts rudimentaires, craignant Dieu et désirant boire de la vodka, c'étaient les paysans. Dieu leur apparaissait bien plus terrible que le tsar. Le tsar, c'était le knout et la Sibérie. Cela finissait à la longue, tandis que Dieu, c'était le remords et cela s'installait en vous, pour toujours, jusque dans l'autre monde.

Ces hommes étaient bons, doux et seulement cruels par erreur, aux heures de sâoulerie. Ils n'avaient d'animosité que contre le Juif, qui leur vendait de l'eau-de-vie; aussi le détestaient-ils d'une haine sauvage, infinie, mais domptée, comme une bête enchaînée hait celui qui l'asservit. Car le Juif prenait tout

pour payer la vodka qu'il avait fournie. Quand le paysan n'avait plus assez de blé pour payer, c'était la terre qui y passait, finalement la maison et les outils. Toutefois, le Juif ne chassait jamais le paysan de sa maison. Il eût risqué alors le pogrom dans son village.

Non, le Juif restait patiemment dans son ghetto, sans couper ses cheveux, ni changer sa tunique; il ne péchait d'aucune manière contre son Dieu. Mais, pour continuer d'habiter sa maison, le paysan devait cultiver la terre au profit du Juif, devenu le propriétaire. C'est ainsi que le paysan devenait esclave.

Tout dans l'immense Russie était taillé à la mesure du pays. Tout était excessif : misère et luxe. D'énormes brillants pendaient aux oreilles de toutes les femmes du monde et du demi-monde. Et les palais étaient remplis de vases de lapis-lazuli gigantesques, et de colonnes de malachite invraisemblables!

Mais ni princes ni grands-ducs n'étaient sûrs de se réveiller dans leur lit le lendemain. La Sibérie! La forteresse Pierre et Paul! Là il y avait de la place pour tous, Dieu et le tsar étant capricieux. Donc, les princes avaient besoin de boire, eux aussi, mais du champagne. Qui aurait pitié d'eux, s'ils s'en allaient un jour sur les routes glacées de la Sibérie? Ils se vengeaient par avance de ce qui pouvait leur arriver. Ils devenaient cruels sans l'être vraiment par nature. Ils pouvaient avoir des larmes dans les yeux si le petit chien de leur femme se cassait une patte. Mais, en même temps, ils faisaient fouetter leurs paysans.

La haine prenait en Russie la forme spéciale de la haine du Juif. Mais les Juifs avaient gardé la conscience d'être le peuple élu de Dieu. Ils résistaient opiniâtrement aux persécutions, aux injustices, aux cruautés. Ils se vengeaient quand ils le pouvaient, ou dévoraient les avanies en silence. Insensiblement, ils étendaient leur domination, agissant dans l'ombre, coude à coude, adroitement, insidieusement... Ils attendaient. Leur jour viendrait...

Erik écrivit à Lord Stanmore :

Je travaille à mon livre sur la Haine. Je ne manque pas de matériaux. J'ai traversé presque toute l'Europe. J'ai vu la

Haine partout, sous toutes les formes : haine de nations, de races, haine de classes, haine religieuse, haine, haine... c'est le moteur du monde. Qui tient le volant? Je suis persuadé que nous sommes à un tournant. Tout est si tendu, si fébrile, si pourri qu'un nettoyage est inéluctable... Mais en quoi consistera-t-il?

Peste? Guerre? Déluge?

A vous,

E. B.

De Russie, Erik alla en Danemark. Il était tout ému, quand pour la première fois, il mit le pied sur le sol danois. Une seule fois, petit garçon, il avait deviné la nostalgie du pays dans les yeux de son père, quand celui-ci lui avait parlé des forêts de hêtres du Danemark au mois de mai. « Ce vert tendre, avait dit le père, ne se trouve nulle part ailleurs ». Erik arrivait justement au mois de mai.

Le Danemark... en mai! Un ciel bleu clair, le chant des oiseaux, l'odeur féconde qui monte de la terre. Erik respira avidement l'air doux et velouté. Quel beau et paisible pays! Les petites maisonnettes, propres et blanches, les champs et les routes si bien tenus! Tout avait un air souriant. A l'horizon, dans une brume bleuâtre de chaleur, se dessinait une ligne onduleuse d'un vert clair. Les forêts, pensa Erik.

Il arrêta son auto à la lisière du bois et y pénétra à pied. Quel silence, quelle solitude sous la voûte des arbres! Jamais il n'avait vu un spectacle aussi émouvant que cette forêt féerique et déserte, avec ses feuilles nouvellement écloses. On eût dit un temple, tapissé de milliers de petits morceaux de soie d'un vert tendre, qui tressaillaient sous la caresse du vent.

Surpris, Erik se sentait encore plus en contact avec l'âme même de la nature dans cette forêt de hêtres que là-bas dans son île : cette vie qui germait, qui allait mûrir et disparaître, pour se réveiller de nouveau, avait quelque chose de plus émouvant que les jungles.

Il erra longtemps dans la forêt. Il voulait rester là. Il trouverait bien quelqu'un pour le renseigner sur le pays.

Il appela Joé, qui somnolait dans la voiture. Joé avança, le visage hébété.

« Mais regarde donc, animal, lui cria Erik, ton insupportable perruque de laine n'a jamais été encadrée de quelque chose d'aussi magnifique que ces arbres! »

Joé écarquilla les yeux, et fixa avec stupeur Erik qui ne lui parlait jamais d'autre chose que de pneus crevés et de « combien de kilomètres ».

Mais Joé trouva que le paysage n'avait rien de remarquable.

A la lisière du bois, Erik découvrit une maison cachée au fond d'un grand jardin entouré d'une haie de roses sauvages. C'était la demeure de l'inspecteur des forêts.

Erik entra dans le jardin et l'inspecteur vint au-devant de lui, accompagné de deux superbes chiens de chasse qu'il empêchait de sauter sur l'étranger.

— Que désirez-vous, monsieur? — demanda-t-il, en lissant sa grande barbe d'un blond roux.

— Ayez la bonté de me dire s'il n'y a pas un hôtel quelque part dans ces forêts?

— Un hôtel, — s'exclama le forestier, — ah, certes non! La ville la plus proche est à dix kilomètres.

— C'est ennuyeux. J'aurais voulu rester dans la forêt.

L'inspecteur parut intrigué.

— C'est la première fois que je vois le Danemark, — expliqua Erik. — Je suis Danois, mais j'ai vécu sous les Tropiques. Et je suis si enthousiasmé par ce bois de hêtres que l'envie m'est venue d'y rester quelque temps.

L'amour-propre du forestier fut flatté :

— En ce cas, monsieur, faites-nous le plaisir d'accepter notre hospitalité...

Erik ne connaissait pas l'hospitalité danoise.

— Impossible, monsieur, de vous imposer un tel dérangement.

— Cela nous ferait le plus grand plaisir, — insista l'inspecteur. — On ne voit pas, souvent, de visages étrangers par ici!

— Mais vous ne savez pas du tout qui je suis, — s'écria Erik en souriant.

— Oh, on s'y connaît un peu en physionomies, — dit l'inspecteur en jetant un regard sur Erik et sur son auto.

— Soit! j'accepte avec reconnaissance.

Puis les présentations se firent : M. Blom, l'inspecteur des forêts. Erik donna simplement son nom.

Blom appela : « Catherine! »

Une femme très blonde, avec un visage de jeune fille un peu fané, sortit de la maison, tenant par la main deux jolies fillettes encore plus blondes que leur mère.

« Quel charmant tableau, pensa Erik. Comme tout ici respire le calme et le bonheur! »

— C'est ma femme, — dit Blom.

Et il expliqua à Catherine :

— Monsieur Brandt a envie de rester ici quelques jours. Il aime nos forêts. Je lui ai offert notre chambre d'ami...

Catherine rougit.

— Mais il n'y a pas de rideaux dans cette chambre. Justement, c'est le jour de notre grande lessive, — dit-elle d'un air désespéré.

Erik sourit :

— Je n'en verrai que mieux les arbres!

« Heureuse petite forestière, songeait-il. Ces rideaux sont pour elle un véritable chagrin. »

« Elle a fait des frais de toilette pour moi », se dit-il, quand il revint à l'heure du dîner. Il voyait des bras blancs à travers la mousseline du corsage, ils avaient une jolie forme. Quel dommage que ces mains fussent rougies par le travail du ménage!

A table, il parla de ses voyages, de son île, de la vie politique de l'Europe, de tout ce qui pouvait intéresser ces deux braves gens dans leur maison idyllique fleurie de roses sauvages.

Blom l'écoutait, passionnément intéressé. Catherine ne disait rien. Elle oubliait de manger; la fourchette dans une main, le couteau dans l'autre, elle fixait Erik de ses grands yeux bleus.

— Mange donc, Catherine, — lui disait son mari.

Confuse, elle avalait une bouchée, mais l'instant d'après, elle contemplait de nouveau, muette et troublée, cet étranger qui leur révélait des mondes inconnus.

— A mon tour maintenant d'apprendre quelque chose, — dit Erik. — Parlez-moi un peu du Danemark, monsieur Blom.

— Il n'y a pas grand'chose à dire. C'est un petit pays,

qui ne compte pas beaucoup dans le monde. Nous avons notre beurre qui est bon. C'est tout. Et cela sera bientôt fini!

— Fini!... Pourquoi?

— Tous les ouvriers agricoles vont à Copenhague. Là, ils peuvent vivre confortablement sans rien faire en qualité de « sans-travail ». Ils ont ce qu'ils veulent : des secours de l'État et des caisses de grèves, des repas aux cuisines populaires, Dieu sait quoi encore. Tout devient de plus en plus difficile. On manque de main-d'œuvre, et les ouvriers sont plus exigeants que jamais. Certes, j'ai toujours été bon pour eux, j'ai voulu de la justice pour eux, du bien-être!... mais je commence à les haïr. « A bas les capitalistes! » me crient-ils si mon veston est propre. J'ai envie de crier : « A bas les ouvriers!... » ils mangent mieux que moi et ils travaillent moins.

« La Haine... » se dit Erik, pensif.

Catherine l'observait à la dérobée. Pourquoi la question ifficile de la main-d'œuvre préoccupait-elle cet homme, puisqu'il n'habitait pas le pays? Il avait l'air assombri. Pourvu qu'il ne partît pas tout de suite, effrayé...

Elle rassembla son courage et dit en rougissant à son mari :

— Tu ne dis du bien de personne.

— Du bien? (Il haussait les épaules). Monsieur Brandt n'est pas un enfant à qui on raconte des histoires. Il veut se renseigner. J'aime mon pays, mais il devient de plus en plus insupportable d'y vivre. Ah, s'il n'y avait pas les forêts qui sont comme la chair de ma chair, et que je ne peux pas quitter, il y a longtemps que je serais allé en Amérique exploiter des forêts sur une grande échelle!

Catherine le regardait stupéfaite. C'est la première fois qu'il parlait ainsi, qu'il laissait deviner ses désirs anciens, ses rêves.

— Le Canada, par exemple, m'a beaucoup tenté, — affirma-t-il.

— Tu n'as jamais parlé de cela, — objecta Catherine.

— Pourquoi parler de ce qu'on ne fait pas?

Il se tut; et sous leurs sourcils touffus, ses yeux bleus fixaient avec lassitude le vide.

« Maintenant, il rêve des grandes forêts du Canada », pensait Erik avec compasion.

— Je vous assure, — s'écria Catherine, — je ne l'ai jamais vu comme cela; d'ordinaire, il est gai et ne pense pas à ces choses.

— Qu'en sais-tu, ma petite Catherine? — dit Blom? — Nous deux, nous ne parlons jamais que de nos fillettes et de tes lapins!

Les yeux de Catherine, désemparés, implorèrent le secours d'Erik.

« Tiens... en sont-ils déjà là, songeait Erik, à l'éternelle tragédie du bonheur ininterrompu : deux êtres qui n'ont plus rien à se dire. »

Vera!... Son bonheur avec elle!... Une douleur aiguë lui serra le cœur. Pourquoi ne l'appelait-elle pas? Quand comprendrait-elle qu'ils étaient seuls au monde et que leur amour ne pouvait jamais mourir?

KAREN BRAMSON

(A suivre.)

FIN DE SAISON LYRIQUE

C'est presque une banalité d'écrire que la saison lyrique a fini de la façon la plus brillante, car il en est de même chaque année. La saison lyrique n'est, en effet, qu'une partie de la saison parisienne, un de ses éléments constitutifs : elle est soumise à la même loi d'accélération qui précipite le mouvement à mesure que le terme en approche. Mais il y a, comme on dit, la manière, et cette année ce n'est pas seulement l'éclat des derniers spectacles qui fut remarquable, mais aussi leur nouveauté.

Je ne dis pas cela, ou du moins je ne le dis pas sans réserves, pour le ballet de M. Dukelsky, *Zéphire et Flore*, que la célèbre compagnie de M. de Diaghilev nous a présenté, au théâtre de la Gaîté-Lyrique, le jour de son arrivée, qui était le 15 juin. Mais deux jours après, au même lieu et par les mêmes soins, le ballet des *Matelots* affirmait avec une force et surtout une ampleur que beaucoup parmi nous ne prévoyaient pas, ou n'osaient espérer à si bref délai, le sentiment et le goût de M. Georges Auric, marqués dès ses premiers ouvrages, révélés au public du théâtre, l'année précédente, par le ballet des *Fâcheux*, mais jusque-là contenus entre des limites plus étroites et astreints à des obligations de style qui leur faisaient perdre, pour employer un instant le langage de la physique moderne, quelques degrés de liberté. Le 30 juin, l'Opéra, fermant la marche et occupant la place qui est en ce cas, comme dans les processions, la plus honorable, offrait aux Parisiens, dont pas un ne manquait à l'appel, un spectacle composé de deux œuvres, la *Naissance de la lyre* et *Soir de fête*, qui l'une et

l'autre, pour des raisons différentes, produisaient une vive impression et donnaient beaucoup à penser. Durant le même mois, l'Opéra-Comique avait monté, sans convoquer l'ensemble de la critique, deux petits ouvrages assurément estimables, mais que nous regrettons de n'avoir pu connaître plus tôt : en ce théâtre, la fin de la saison marque aussi la fin d'une direction. A l'Opéra-Comique aussi, madame Carina Ari, étoile des ballets suédois, nous a permis d'entendre, devant de charmants décors de M. Maxime Dethomas, des compositions fort distinguées de MM. Honegger, Florent Schmitt, Inghelbrecht, Vuillermoz, dont elle fut l'interprète dansante, digne des plus grands éloges pour son intelligence et sa bonne volonté. Madame Beriza, toujours active et dévouée, a traduit sur la scène du Trianon-Lyrique avec des moyens restreints, mais dans les meilleures conditions possible, divers ouvrages de musiciens modernes qu'on a rarement l'occasion d'entendre ailleurs tels que *Jacob chez Laban*, de M. Koechlin, *Aucassin et Nicolette*, de M. Le Flem, l'*Histoire du soldat* de M. Stravinsky, dont la musique d'une simplicité fantastique est trop fréquemment interrompue par la récitation d'un texte amorphe et débordant, enfin l'*Amour sorcier* de M. de Falla, où la danseuse Argentina fut admirable de grâce pathétique et sauvage. La nouvelle direction de l'Opéra-Comique a mis à son programme l'*Amour sorcier* qui fera spectacle avec le *Retable*, miniature lyrique du même auteur, sur un épisode de *don Quichotte*, dont les invités de madame la Princesse de Polignac ont pu apprécier, l'année dernière, les accents incisifs et l'émotion profonde. Pour achever le tableau, il faut rappeler que l'Opéra a profité du passage à Paris de Féodor Chaliapine pour nous faire entendre, en quatre représentations de *Boris Godounov*, cet artiste de génie, qui cette année, mieux que jamais maître de ses moyens, a tiré tous ses effets de la nature même; ceux qui l'entouraient, notamment M. Huberty dans le rôle de Pimene, M. Gresse en celui de Varlaam, M. Fabert en Chouisky, M. Dutreix et madame Sadoven dans le duo du quatrième acte, ceux qui jouaient les rôles secondaires, les chœurs, l'orchestre, sous la direction de M. Coates qui en dépit de son nom anglicisé est d'origine slave, tous enfin, animés du même zèle, ont montré qu'ils comprenaient ce

grand exemple, et ce furent des soirées inoubliables où l'on vit, du commencement à la fin, le plus élégant auditoire demeurer muet de recueillement et d'admiration. Le bal donné à l'Opéra, la veille du Grand-Prix, mérite aussi une mention ici puisque c'était une fête à la fois artistique et mondaine selon la tradition, heureusement reprise, de ces anciens ballets de Cour où les plus grands seigneurs jouaient leur rôle dans les entrées, déguisés en dieux de l'Olympe, en héros de romans, en bergers, en valets, en magiciens ou en sauvages. Le thème choisi pour cette année, une *Nuit créole*, eût été fort goûté en un temps où déjà l'on raffolait d'exotisme, bien qu'on y fût réduit aux turqueries de Molière ou aux Indiens emplumés du *Triomphe de l'Amour*, loin de prévoir ni ces évocations, pour nous rétrospectives, de *Paul et Virginie* ou du retour à l'île natale de Joséphine de Beauharnais, ni les guirlandes lumineuses de la salle, ni la tente étoilée d'où montaient les cortèges, ni la grâce sans entraves des chasseresses dociles au rythme et assouplies par le sport, ni l'éclat harmonieux des couleurs où M. Dresa, ordonnateur des divertissements, a montré une fois de plus tout ce que le goût et l'étude peuvent ajouter de richesse et permettre d'audace à la fantaisie d'un artiste.

C'est aussi M. Dresa qui avait composé les décors et les costumes pour *Castor et Pollux* de Rameau, dont la répétition générale fut donnée à l'Opéra, le 20 mars 1918, en un des moments les plus critiques de la guerre. Ce magnifique hommage à un maître de la musique française attestait, dès le début de la nouvelle direction de l'Opéra et malgré des difficultés sans précédent, son intention, qui ne s'est jamais démentie depuis lors, de remettre en honneur l'Opéra français, discrédité par les théories de Wagner, plutôt que par ses œuvres, plus fidèles aux règles du genre qu'il ne le croyait lui-même. Il fallait pour cela faire revivre un ancien opéra, en l'éveillant d'un sommeil qui n'était que l'image de la mort, afin que cet exemple invitât nos musiciens à produire des ouvrages où le même équilibre entre le drame, la musique et le spectacle fût observé, de manière à tenir, selon le mot de La Bruyère « les esprits, les yeux et les oreilles dans un égal enchantement ». Tel est l'objet que se sont proposé M. Albert

Ransel et son collaborateur lorsqu'ils ont écrit *Padmâvatî*, pour être mis à la scène dans les décors de M. Valdo-Barbey, et s'ils l'ont qualifié d'opéra-ballet, c'est que la danse y tient proportionnellement autant de place que par exemple dans les *Indes galantes* de Rameau, sous cette seule réserve que le sentiment moderne leur a paru exiger une action suivie, et prise au sérieux. Dans quelle mesure y ont-ils réussi? C'est ce qu'il ne m'appartient pas de discuter ici. Quel que soit le résultat de leur entreprise, elle a reçu du public et de la critique un accueil dont la bienveillance doit encourager poètes, musiciens et décorateurs à d'autres essais. Si les auteurs de *Padmâvatî* ont montré la route, leur ambition est satisfaite, leur vœu le plus cher est accompli. Et leur fierté s'augmente de trouver auprès d'eux, animés de la même espérance, des maîtres tels que M. Vincent d'Indy et M. Alfred Bruneau; ils n'ont pas assez de présomption pour comparer la *Légende de Saint-Christophe* et le *Jardin du paradis* à *Padmâvatî*, mais il est question ici de l'esprit, non du talent, et en ce sens on peut dire que les trois ouvrages tendent au même but qui est d'accomplir, par des moyens nouveaux mais dans l'ordre classique, l'union des arts et non pas, comme le voulait romantiquement Wagner, leur totalisation.

Les ballets russes ont été pour beaucoup dans la réhabilitation du spectacle, que le drame lyrique issu de Wagner dédaignait sans toutefois parvenir à s'en passer. Aujourd'hui, par un juste retour, ils s'ouvrent aux idées nouvelles et témoignent d'une prédilection de plus en plus marquée pour les formes simples, et même volontairement simplifiées. On le leur a reproché. « Les ballets russes, a-t-on dit et écrit, ne sont plus russes; ils deviennent français. » Le beau malheur! Croirait-on pas vraiment, à entendre ces plaintes, qu'il s'agit d'une troupe d'indigènes qui chaque année vient s'exhiber dans ses costumes nationaux ou a sa place dans une exposition d'ethnographie? Les ballets russes, grâce à la curiosité et à l'activité également inlassables de l'homme extraordinaire qui les dirige, ont eu jusqu'ici pour fonction, et n'y ont jamais manqué, d'accueillir et de révéler au public tout ce qui dans la musique ou l'art de la scène se fait d'inédit, et paraît digne d'intérêt. C'est ainsi que M. de Diaghilev a découvert Stravinsky. C'est

pour la même raison qu'on le voit aujourd'hui entouré de peintres et de musiciens français de naissance, comme MM. Matisse, Derain, Braque, Poulenc, Auric, Milhaud, ou d'élection comme Picasso, Honegger, Falla. Et il n'est pas malaisé de discerner l'influence française, mais assimilée par un des plus puissants génies de la musique, dans la nouvelle manière de Stravinsky, de qui j'écrivais l'année dernière qu'il a combiné par miracle « nos vertus d'ordre et d'économie avec la prodigalité Slave ». Ce changement de front, dans ce qu'on pourrait appeler la politique des ballets russes, n'aurait certainement pas été si rapide sans l'intervention d'un des esprits les plus clairvoyants et les plus généreux de notre époque : M. Jean Cocteau pourrait, comme tant d'autres, se contenter de nous donner ses poèmes, ses romans, ses pièces de théâtres, mais il lui semblerait qu'il se comporte en égoïste, et les principes de composition dont il s'inspire, il n'a de cesse qu'il ne les ait propagés autour de lui et semé sur d'autres terres où sa joie est de les voir fleurir, puis donner leurs fruits. C'est lui qui après avoir offert à M. de Diaghilev le ballet de *Parade*, avec la collaboration du regretté Satie, n'a pas voulu qu'on en restât là : par ses livres de doctrine tels que le *Coq et l'Arlequin*, le *Secret professionnel*, par le prestige éblouissant de sa parole et l'ardeur de son amitié, il a guidé les uns, instruit les autres, prodigue d'encouragements, d'éloges, de conseils, de recommandations, mettant tout le monde en confiance, puis en sympathie. Ce rôle de truchement ou d'agent de liaison, tenu de si bonne grâce malgré les déceptions inévitables et l'ingratitude nécessaire, n'est pas son moindre titre à la reconnaissance des artistes.

M. Dukelsky, le dernier en date parmi les musiciens dont nous devons la connaissance à M. de Diaghilev, est d'origine russe, mais a quitté son pays depuis la révolution; il a vingt ans à peine, et revient d'Amérique où il a produit ses premières œuvres, destinées à la musique de chambre. M. de Diaghilev les ayant examinées, sur l'avis d'un de ses plus fidèles et avisés collaborateurs, M. Nouvel, n'a pas hésité à lui commander un ballet dont le scénario a été rédigé par un jeune homme de lettres fort distingué qui est attaché aux ballets russes depuis plusieurs années, M. Boris Kochno. C'est un

ballet mythologique, dont le sujet ressemble assez peu à celui de l'opéra représenté à Paris sous le même titre de *Zéphire et Flore*, en 1688, et à juste titre oublié depuis lors : la musique en était signée par les fils de Lully. Zéphire et Flore sont de tendres amants. Borée est un vilain jaloux. Dans le ballet, non content d'enlever Flore, il décoche une flèche perfide à Zéphire qui pourtant en réchappera. Les neuf Muses prennent parti contre le brutal et ce sont elles qui se chargent de le punir par une épreuve qui compte, d'après certaines légendes, parmi les travaux d'Hercule et dont s'est inspiré, pour une de ses toiles, Gustave Moreau. Hercule s'en est tiré à son honneur, bien que les filles de son hôte fussent au nombre de cinquante. Les Muses ne sont que neuf, et l'impétueux Borée succombe. Un pareil épisode ne présentait aucune difficulté dans le langage conventionnel de l'ancien ballet : c'est à la danse que tour à tour les neuf Muses devaient provoquer Borée, l'obligeant même, si on voulait un peu plus de précision, à les recevoir et les élever dans ses bras. Mais la chorégraphie moderne exige une imitation plus directe et c'est pourquoi M. Massine, malgré tout son talent ou plutôt en raison même de ce talent qui dessine rigoureusement chaque geste et ne peut laisser rien d'inachevé, a eu beaucoup de mal à nous faire comprendre de quoi il s'agissait sans tomber dans la plus grossière indécence. Ces invitations successives et ces jeux de mains nous laissent assez perplexes, jusqu'au moment où le dialogue se poursuit au niveau du sol, et on se sent alors plutôt gêné; mais Borée meurt presque aussitôt, avec une convulsion qui le redresse à demi. Dans chacune des scènes qui précèdent on reconnaît le don, si particulier à M. Massine, de composer les ensembles par la savante diversité du détail. Mais entre les scènes successives, et même entre les personnages principaux de chaque scène la différence, en dépit de son manifeste effort, reste peu accusée, par la faute du musicien qui a répandu sur tout ce petit drame une musique uniformément aimable, facile, et satisfaite. Rien ne permet, en cet élégant badinage, de discerner ce qui revient à l'innocente Flore, à l'insouciant Zéphire, ou à Borée dieu des tempêtes, maître des aquilons. Je ne sais si les fils de Lully y avaient mieux réussi, mais le poète leur donnait du moins

toutes les indications nécessaires, n'oubliant pas de faire rimer, selon les cas, *nuages* avec *orages*, *zéphirs* avec *plaisirs*, *désirs* et *soupirs*. Mademoiselle Nikitina a montré une vivacité juvénile et charmante dans le rôle de Flore, M. Doline une vigueur remarquable et une technique mieux assurée encore que l'an passé en celui de Zéphire, et M. Lifar, le nouvel espoir des ballets russes, très beau sous le costume succinct de Borée, une grâce naturelle et une joie de bondir qui sont fort plaisantes à voir et promettent mieux encore. Quant à M. Dukelsky, c'est certainement un musicien très bien doué qui devra apprendre à méditer un sujet, à choisir ses idées, à ménager ses effets et choisir ses couleurs.

C'est aussi M. Kochno qui a écrit le scénario, ou plutôt l'argument pour le ballet des *Matelots*. Il était trois matelots qui s'en allaient, quittant le port, laissant une fiancée en larmes. A leur retour ils se déguisent pour l'éprouver. Mais elle ne s'y laisse pas prendre, malgré l'amie qui l'exhorte à les rejoindre dans un bar. Alors ils jettent leurs fausses barbes, et le fiancé est heureux de la retrouver fidèle, et ses amis l'en félicitent. C'est une histoire sans prétention aucune, ni surtout à la poésie. C'est justement ce qui me plaît en elle, et a dû plaire à M. Georges Auric, qui a composé la musique, à M. Massine auteur de la chorégraphie, à M. Pruna qui a dessiné les costumes ainsi que les décors, fort bien exécutés par mon vieil ami le prince Chervachidzé. Ce qu'il fallait éviter, c'était, au sens littéraire du mot, la poésie, afin de laisser le champ libre à la musique et à la danse. Ce ne sont pas, dira-t-on, de « vrais matelots », c'est-à-dire des matelots comme on en voit dans les livres de Stevenson, de Conrad, de Pierre Loti ou de Claude Farrère. Tant mieux, puisque ceux-là sont des danseurs. On n'entend pas le bruit de la mer. Je l'espère bien, car une symphonie descriptive n'aurait fait qu'interrompre l'action sans rien y ajouter. Un absolu dépouillement est ici, comme le beau désordre dont parle Boileau, l'effet de l'art, et cette sécheresse linéaire trace le cadre où toutes les évolutions seront libres, selon la règle primordiale, et trop rarement observée, de la danse, qui est de vider la scène de tout obstacle et comme on dit en langage technique, de « débarrasser le plateau ».

C'est un ballet où tous les personnages ont un rôle, un ballet sans corps de ballet, dont on ne peut citer que peu d'exemples jusqu'ici : *Dolly*, dansée au théâtre des Arts en 1913, sur une partition de Gabriel Fauré, et *Pulcinella*, qui fait partie du répertoire des ballets russes depuis quatre ans. Encore dans *Pulcinella* y a-t-il bien quelques figurants anonymes. Quant à *Dolly*, qui en effet ne mettait en scène que des personnages fortement caractérisés, et même poussés à la charge, il faut avouer que si notre plaisir fut vif, les dimensions étaient restreintes, et que les meilleures plaisanteries sont celles qui durent peu. Il s'agissait ici d'une œuvre destinée à une grande scène, et dont chaque épisode devait être aussi développé que dans un ballet classique. Musicien et chorégraphe y ont rivalisé pour la fertilité de l'invention, la force et la suite des idées, l'ordre et le choix des effets disposés de manière à se faire réciproquement valoir. Après le départ des matelots et son agitation, fiévreuse et soucieuse tour à tour, la solitude de la fiancée où je retrouve cette sorte de tristesse condensée, d'un accent si personnel, douce sans rien de sentimental, grave sans aucun effort de pensée, dont le nocturne des *Fâcheux* nous donnait déjà les traits essentiels, mais ramassés sur eux-mêmes, ici déroulés à l'air libre, relevés de détails secondaires et traversés d'un trouble passager, suivant les méandres d'une rêverie qui pourtant ne s'égare jamais, et finit comme elle a commencé. Les variations des trois matelots en goguettes, qui surviennent alors, sont elles-mêmes construites comme une petite symphonie en trois parties, dont la dernière reprend l'air de la première, mis à la basse pour lui donner un tour plus burlesque, après la valse lente qui tient la place de l'andante. Des appels de cors montent au loin, et s'évanouissent presque aussitôt comme un attendrissement qu'on repousse, parce qu'il contient un reproche. La tentation commence avec ses invitations pressantes auxquelles répond un regret obstiné, et conduit à la joie en fanfare du finale que termine, sur un rythme carré qui la stabilise, la convocation au départ devenue l'hymne du retour. Tout cela constamment mélodique, ou pour mieux dire chantant, soutenu d'harmonies serrées où il n'y a pas une note qui ne conduise nécessairement à une autre, et coloré d'une instrumentation dont les éléments réunis

sans intermédiaires produisent non de troubles mélanges, mais des combinaisons chimiques à l'éclat cristallin, donne une singulière impression d'énergie lucide et de sensibilité réfléchie. C'est une construction métallique où chaque pièce est apparente. M. Auric est le musicien de l'intelligence, qui loin d'éliminer l'émotion la dégage et l'éclaire, et parvient à l'exprimer par des relations purement musicales.

La chorégraphie de M. Massine est un dessin en mouvement, qui sous nos yeux trace ses lignes d'une verve pittoresque. On sent que l'éducation du jeune maître de ballets s'est faite surtout dans les musées, mais comme il est en même temps un danseur accompli, les figures qu'il veut obtenir ne sont jamais incompatibles avec les règles de son art. Cependant elles surprennent, parce qu'elles ne ressemblent pas à celles du ballet ni de la pantomine classique, substituant à ce langage abstrait des expressions plus imagées, comme par exemple lorsque la fiancée tourne le dos à la salle pour contempler l'horizon vide, ou que les matelots imitent le geste du rameur ou bien, à plat ventre, ceux de la nage. Mesdames Nemchinova, Sokolova, MM. Voizikovsky, Slavinsky et Lifar sont des exécutants fort habiles, les décors et les costumes de M. Prune indiquent tout sans insister et achèvent un spectacle étincelant d'esprit, dont le grand succès est entièrement mérité.

La *Naissance de la lyre* unit la parole, le chant et la danse, selon l'usage du théâtre antique qu'il était bon de suivre ici, puisque l'ouvrage est inspiré de Sophocle. En 1912 un des papyrus trouvé en Egypte et dont le dépouillement occupe depuis bien des années les philologues, nous faisait connaître un assez long fragment d'un drame satyrique de Sophocle, dont le titre, indiquant la recherche d'un gibier qu'on suit à la trace, pouvait se traduire en français par les mots de *Limiers* ou de *Traqueurs*[1]. Le drame satyrique, qui n'a rien de commun avec la satire des Latins, est ainsi nommé parce qu'il met en scène les compagnons de Dionysos, les Satyres. C'est la pièce gaie, qu'on jouait à la fin du spectacle. Nous ne possédions jusqu'ici qu'un drame satyrique, fort joli d'ailleurs, le *Cyclope* d'Euripide. Celui de Sophocle, qui par le style semble appartenir à ce qu'on peut appeler la deuxième manière de l'auteur,

1. Paru dans la *Revue de Paris* du 1er août 1912.

paraît montrer moins de grâce et d'esprit, et plutôt des qualités de mouvement dans l'action, de force et d'éclat dans l'expression. Cependant il nous est bien difficile de juger une pièce dont nous n'avons que les quatre cents premiers vers, et encore fort mutilés par les déchirures du papyrus. M. Théodore Reinach, qui unit les goûts d'un lettré et d'un artiste à la science d'un érudit, a entrepris de mettre à la scène le drame retrouvé, en le complétant, ce qui ne présentait aucune difficulté, la légende étant narrée tout au long dans un hymne homérique et les *Métamorphoses* d'Ovide. Le titre qu'il a choisi indique le sujet. Hermès ayant ravi les bœufs d'Apollon est découvert par les Satyres qui lui ont donné la chasse, dans l'espoir d'une récompense. Mais l'enfant divin, dans sa caverne, joue de la lyre, qu'il vient d'inventer. Apollon d'abord furieux l'écoute, et sa colère s'apaise. Il lui laisse son troupeau en échange de l'instrument merveilleux. C'est ainsi que changeant d'attributions Hermès devient le dieu des bergers, Apollon le dieu de la musique, et plus particulièrement de la musique nationale, dont la lyre était l'emblème, les instruments à vent étant d'origine asiatique. On voit par là ce que la légende pouvait offrir d'intérêt à un musicien. M. Roussel l'a fort bien compris. Il a compris aussi qu'il ne pouvait être question ici que de plaire par la beauté des formes, sans chercher une émotion dramatique que les Athéniens eux-mêmes ne pouvaient trouver en cet aimable et harmonieux divertissement. Ce n'est pas que le sentiment fasse défaut en la partition qu'il a composée; mais c'est un sentiment d'art, où il entre plus d'admiration que de sympathie. Des esprits chagrins se sont plaints de ne pas retrouver ici l'auteur des *Évocations* ni de *Padmavati*. Il faut le féliciter au contraire d'avoir su s'adapter aux circonstances, et de nous avoir donné une musique si pure, dépouillée des passions humaines, délicatement colorée, bien digne de lui cependant par la gravité souriante et la discrète profondeur. Des morceaux comme le prélude, le chant d'Apollon ou les danses finales, sur un rythme majestueux et fort, seraient dignes d'être recueillis dans une *Anthologie*, et comptent parmi les plus heureux, les plus achevés, de ce grand musicien. Le texte a paru parfois un peu long, moins par la faute de son auteur qu'en raison d'une lenteur

de mouvement qui dépend des dimensions de la scène et de salle : tous les chefs d'orchestre connaissent cette loi, qui s'applique aussi à la récitation. Mademoiselle Delvair, sociétaire de la Comédie-Française, dans le rôle parlé de la Nymphe gardienne d'Hermès, M. Rambaud en Apollon, mademoiselle Denya sous le travesti d'Hermès, M. Fabert en Silène, ont été à juste titre applaudis. On a beaucoup apprécié aussi l'animation des choristes, savamment réglée par M. Pierre Chéreau, et les mouvements expressifs de la danse où l'on reconnaissait l'invention primesautière et le goût savoureux de madame Nijinska.

Un spectacle délicieux terminait la soirée. Le ballet de la *Source* avait eu sa première représentation à l'Opéra en 1866, avec la musique composée en collaboration par Minkous, ancien chef d'orchestre des théâtres impériaux de Russie, et Léo Delibes, alors chef de chant à l'Opéra, qui jusque-là ne s'était fait connaître que par des opérettes. M. Henri Busser a extrait de cette partition les meilleures parties, celles qui sont de Léo Delibes, et en a fait une suite d'airs à danser. M. Valdo Barbey a établi le décor et les costumes du nouveau ballet, qui a pris le nom de *Soir de fête*, et M. Léo Staats en a réglé la chorégraphie. Devant un décor où des lanternes dans les arbres concentrent en elles, plus qu'elles ne la répandent, la lumière, les danseuses se détachent d'elles-mêmes et retiennent les regards, grâce à leurs jupes bouffantes dont chacune n'a qu'une couleur, choisie de telle sorte que tous les groupements produisent d'harmonieux et vibrants accords. Seule la danseuse étoile est toute blanche. C'est mademoiselle Spessivtzeva, d'une grâce romantique que fait valoir, auprès d'elle M. Gustave Ricaux, remarquablement robuste et léger. La chorégraphie dispose, pour des figures ingénieuses et charmantes, de toutes les ressources de la virtuosité. Ainsi, grâce au concours d'un peintre de grand talent qui sait concilier la curiosité de nos yeux avec les lois éternelles du théâtre, un ballet entièrement classique prend un charme raffiné. Parmi tous les enseignements que nous a laissés la saison qui vient de finir, celui-là n'est pas le moins intéressant, et ne doit pas rester le moins fécond.

LOUIS LALOY

TABLEAUX DE PARIS

Erik Satie. — Deux fois cet hiver, il avait paru sur la vaste scène du Théâtre des Champs-Élysées, avec son front chauve, sa courte barbe, sa myopie, son air gêné, craintif, son apparence de bureaucrate ponctuel et intimidé, qui fait en aparté de l'ironie. C'était à la fin de *Relâche*, qui s'achevait dans une de ces explosions de délire que déchaînent les jeunes écoles, avec la même violence que le chahut et bien souvent sans raison ni justice, dans l'enthousiasme comme dans la fureur. La partition de *Relâche* n'avait guère été entendue, pendant cette extravagante succession de figures de cirque, de danses non rythmées et de scènes cinématographiques d'une précipitation effrénée. Les lazzis et les applaudissements, les rires, les houles de ricanements, n'avaient pas permis d'entendre l'orchestre. Mais il avait été d'avance décidé que le spectacle, dont M. Picabia avait imaginé le scénario et réalisé la mise en scène lumineuse, les voies lactées cubistes, les jeux de disques qui s'allumaient par intermittences, les costumes pareillement engendrés par l'indigence et la prodigalité, était une innovation qui aiderait au renouvellement de l'art théâtral. Ces heures de génie sont malheureusement sans lendemain. Ce qui restera d'une pareille soirée, plusieurs fois remise et bruyamment attendue, ce sera peut-être la seule partition d'Erik Satie, si peu discernable dans le tumulte, si mal écoutée, le soir de la représentation.

On avait traîné Satie sur la scène. Je ne suis pas bien sûr qu'on l'y ait traîné, car je crois qu'il y parut en compagnie de M. Picabia, dans une automobile microscopique, comme un clown ou quelque *numéro* de music-hall cosmopolite.

Le malheureux compositeur ne semblait guère destiné à de telles exhibitions. Il y était mal à l'aise, il y prenait un air d'automate. Mais cette résignation dissimulait un certain contentement. La destinée était demeurée indifférente devant ce timide, dont les commencements ne laissaient point prévoir le novateur et l'humoriste qui allait servir de chef ou de pivot au groupe des Six, formé sous le nom d'École d'Arcueil et qui comptait avec Germaine Tailleferre, Darius Milhaud, Francis Poulenc, Honneger et Georges Auric.

Parade, qui fut donné vers 1917, par les *Ballets Russes* de M. de Diaghilew, au Châtelet, marqua pour Erik Satie cette sorte de consécration parisienne qui est loin d'être toujours le signe de la maîtrise et qui n'est jamais un gage de durée, mais qui propage un nom et assure quelquefois la fortune ou l'ébauche d'un bien-être longtemps rêvé.

Jean Cocteau avait écrit le livre de *Parade*. Il était l'animateur, il était l'âme de ce groupe des *Six*, que fréquentaient Raymond Radiguet, Picasso, Jean et Valentine Hugo, Lucien Daudet, qui se réunissait chaque semaine, et, au sortir de la guerre, dans l'espèce de besoin de plaisir, de nouveau qui soufflait, improvisait, s'amusait, réalisait des farces et des œuvres, avec ce merveilleux élan de la jeunesse qui, s'étant ouvert une voie qui lui paraît nouvelle, s'y engage joyeusement, aveuglément.

Erik Satie semblait un peu valétudinaire déjà; dans ce groupe dont il s'était trouvé le chef si brusquement et sans préméditation.

Parade fit courir et crier. Des accompagnements de machine à écrire, des sifflements de locomotive, une trépidation constante donnaient son caractère à cette partition. Le pas du chinois, le fox-trott dansé par la petite fille, l'air des athlètes roses; le décor et les costumes de Picasso, leurs déformations, qui affolaient les gens raisonnables, la délicatesse des nuances, le charme de certains voisinages imprévus de tons, qui ne pouvaient pas ne pas être perçus, l'entrée de ce qu'on appelait *cubisme* au théâtre, créèrent autour des trois auteurs cette sonorité d'atmosphère qui fait la notoriété et facilite l'éclosion du talent, — quand elle ne l'emprisonne point trop étroitement pour le perdre dans la comédie du triomphe.

Puis, vint le *Bœuf sur le Toit*, avec les Fratellini, qui offraient alors le charme de la nouveauté, Et, toujours avec la collaboration de Jean Cocteau, *les Mariés de la Tour Eiffel.* C'était un genre où la naïveté prenait apparence de cynisme, où la simplicité s'environnait de complication, où l'on faisait école de peu, dans un effort vers le comique, en maintenant, le rôle du symbole. Mais cette part revenait au poète. Jean Cocteau y répandait ces parcelles d'amour et d'amertume qui assurent à ces minutes éphémères la durée dans notre mémoire.

Mais, tandis que Cocteau s'éloignait de ces sujets pour publier *Plain-Chant* et ces poèmes dispersés qu'il vient de réunir dans le volume définitif de ses *Poésies*, Erik Satie demeurait prisonnier de ces petites œuvres de courte haleine, auxquelles il donnait des titres faits pour surprendre, selon le mode en vigueur dans la jeune école : *Morceaux en forme de poire, Gymnopédie*, etc. Il y a beaucoup de charme et de grâce même dans ces comprimés de mélodie. Elles nous laissent assez peu satisfaits, mais c'est comme une coquetterie. Ainsi, dans ses *Histoires Naturelles*, procédait Jules Renard, auquel j'imagine que Satie n'était pas sans ressembler quelque peu, non seulement dans ces manières timides et surprises, mais encore dans un air de province, de bureaucratie rangée qui émanait de l'un et de l'autre.

La dernière fois que je vis Satie aux Champs-Élysées, c'était le soir du 31 décembre, à l'un de ces galas manqués auxquels des amis naïfs s'obstinent à vous entraîner. Une cantatrice, pour le moins norvégienne, vint s'installer auprès du piano. Satie s'assit au clavier. Mais les morceaux en forme de poire ou d'autre fruit, ne semblaient pas adaptés au cadre si vaste de cette scène et de cette salle. La chanteuse septentrionale paraissait rendre de petits glaçons, instantanément fondus. La salle qui n'était qu'à moitié remplie ne se dégelait point. Tous les numéros « rataient » l'un après l'autre, comme les fusées d'un feu d'artifice mouillé. Le danseur Borlin lui-même fit un faux pas et s'étendit tout à plat au milieu de ses entrechats...

Je revois le sourire contraint de Satie auquel des amis ou des gens polis s'efforçaient de faire croire à un succès... Il

paraissait en public pour la dernière fois. Il est mort pauvre, et décent, laissant un nom quasi célèbre, à peine connu du public, et le souvenir d'une influence relativement considérable.

***

Visiteurs du soir. — La nuit tombe, bleue, grise et verte. La Tour Eiffel s'efface, comme si quelque main s'acharnait à en frotter le trait de pastel. Dans un instant, elle reparaîtra, chargée de lourdes constellations et de comètes lumineuses, qui formeront le nom de Citroën. Cette entreprise de publicité nocturne est dangereuse pour l'avenir de nos monuments. Verrons-nous les dômes des Invalides et de l'Institut servir à leur tour de réclame?...

... Vapeurs crépusculaires, tardives, derniers reflets du couchant et dans une tremblante gaze d'azur outre-mer une première étoile accrochée, comme à une frise, une paillette d'argent. Le creuset de l'Exposition. Les hauts-parleurs du haut des plus hautes tours répandent sur les noirs promeneurs frappés de biais ou de face par quelque projecteur, les accords bruyants d'un opéra dont toute mélodie se perd et ne laisse plus trace de son origine...

Des pavillons ouverts la nuit avalent sans répit et mâchent le serpent de visiteurs qui s'engouffrent dans leurs portes.

Le visiteur du soir, celui qui ne va pas aux attractions, qui fuit les alentours du Scenic Railway, ses descentes mortelles et les wagonnets lancés en tourbillon sur les pentes des tobogans, les méandres des labyrinthes aux miroirs déformants, qui font pousser des cris hystériques à des femmes de bonne humeur, — le public du soir qui visite les pavillons, est sérieux, réfléchi; il prend sur son sommeil ou ses plaisirs et regarde.

J'ai visité ainsi, solitaire, en sa compagnie, les salles des pavillons de Sèvres, et la salle à manger aux murs magnifiquement décorés par Lalique, d'incrustations d'argent dans le marbre, les pièces de réception d'une ambassade de France à l'étranger, ainsi que la section du Mobilier. Public de bour-

geois de Paris. Je me plais toujours à supposer qu'un tel monde est encore celui qui a le moins changé et le moins subi les influences exotiques ou extramodernistes. On le retrouve à peu près le même qu'aux temps des Guerres de Religion, de la monarchie absolue ou des origines de la Révolution. Il a du goût et un bon sens invétéré. Il est demeuré modeste, au milieu des fortunes scandaleuses qui s'élevaient autour de lui. Il considère avec quelque effroi les novateurs et les choses nouvelles. Mais il retrouve à l'instant sa charmante philosophie. S'il ne s'exprime point dans le langage ou le bagoût que parlent trop de pseudo-artistes, il émet des conceptions raisonnables, simplement.

L'Ambassade de France était un excellent projet à réaliser. Celui qui l'imposa fut bien inspiré. Notre sentiment national s'y trouvait engagé et nous jugions l'effort de nos artistes avec la clairvoyance que nous emportons à l'étranger. C'est un petit effort d'imagination que nous devrions essayer fréquemment. Il nous permettrait d'apprécier avec moins de faiblesse des tentatives, des écoles, des procédés déshonorants. Et, sans doute, serions-nous moins envahis par le difforme, le métis, le bâtard, les styles sans noblesse, qui bravent toute nécessité, toute logique, si, précisément, nous n'avions laissé à trop d'étrangers, le pouvoir d'imposer chez nous leur volonté et leur mauvais goût. Comment éprouveraient-ils le sentiment qui nous blesse, nous humilie, en influençant nos arts, notre mode, notre industrie et notre commerce même, ignominieusement?

Ce qui peut plaire ou même devenir obligatoire sous d'autres latitudes, n'a plus de raison d'être en France. Nous ne saurions voir sans surprise des dames s'installer dans des chambres hollandaises ou turques et les salons offrir des prétentions au chinois, dans un immeuble bâti au temps de M. Loubet. Nous plaignons les Japonais qui vivent à Yeddo ou Yokohama dans des chambres à coucher avec armoire à glace et des salons de style Louis XV du Faubourg Saint-Antoine. Nous y voyons le déguisement, la parodie. Que ne sommes-nous plus clairvoyants pour nous-mêmes!...

Il y a des non-sens et même des hideurs dans cette installation d'une ambassade. Je n'ai voulu entendre ni lire le nom

d'aucun collaborateur, pour n'être point influencé par des renommées et des précédents. Mais il s'y trouve des pièces réussies et des meubles isolément très acceptables.

Ce qui semble le moins excusable, c'est l'absence de logique, le manque de raisonnement. On ne conçoit guère, par exemple, dans une ambassade, lieu de réceptions, de galas, destiné à de grands repas en l'honneur du souverain, du chef de l'État de la Nation où la France se fait représenter, le fantaisiste ameublement de la salle à manger. Ces meubles laqués de rouge, semblent destinés à un artiste qui commence à gagner de l'argent et désire plaire à sa femme, et possédant un ameublement qui pique l'amour-propre des amis... Les sièges sont incommodes, l'ensemble a l'air d'être passé au ripolin. C'est une amusette qui plairait chez de jeunes mariés, — à la campagne... Mais je n'imagine ni le roi d'Espagne, ni celui de Grande-Bretagne, reçus dans ce luisant écarlate. Nos ambassades ne doivent pas être uniquement aménagées en vue des Soviets. Il reste quelques pays, Dieu merci, assez clairvoyants encore pour apercevoir où vont les peuples qu'on ne gouverne point. On les gouverne même dans le goût et la façon de vivre chez eux. Un si grand nombre de gens témoignent de tant d'incohérence dans le cerveau, d'une telle absence de jugement dans le choix des objets les plus nécessaires à la vie quotidienne, d'un tel mépris pour l'effort de leurs devanciers, qu'on admet aisément qu'ils soient dans l'impossibilité de se diriger dans la vie et de suivre les enseignements que l'expérience des autres a laissés.

On devrait se demander, en pénétrant dans une chambre à coucher, s'il est possible, non pas d'y vivre à certains moments de bonne humeur, mais d'y être malade, d'y songer à la mort ou d'y souffrir, tout simplement, de la migraine. Quels bariolages sur les papiers et les étoffes, quels sentiments d'impuissance dans la torture imposée aux lignes, aux formes les plus élémentaires! Comment vivre en repos, comment penser, dans une telle atmosphère de révolte, au milieu de telles dissonances? Ces ameublements font songer aux misérables manifestes de quelques écrivains qui n'ont même plus l'excuse de la grande jeunesse et qui renient leurs pères, leur patrie, tout en bloc, d'un seul vomissement. Encore s'ils remplaçaient

de quelque manière acceptable tout ce qu'ils suppriment si délibérément!

Le grand salon de l'Ambassade ne fut pas exécuté d'ensemble. La soie des murs ne s'harmonise pas avec le mobilier. La tapisserie de celui-ci est d'une couleur terne, mêlée, qui n'est ni somptueuse, ni fraîche. Certains meubles, cependant, qui n'ont pas encore les proportions désirables, sont d'une belle qualité.

C'est la chambre à coucher qui l'emporte, et de beaucoup, pour l'heureux ensemble de ses nuances, la préciosité de la matière, le galuchat blanc dont le bois du lit et des sièges est gainé. Il a y là les grâces et le goût d'une femme, cette aspiration vers la sérénité, ignorée de trop de modernes. Il n'est pas jusqu'à la poétique fantaisie des deux toiles encadrées de miroir et d'argent qui la décorent qui n'y semblent deux gerbes de fleurs, destinées à demeurer éternellement bleues et roses.

Mon public du soir a dit autour de moi des choses bien sensées pendant cette visite. Il eut des exclamations charmantes par leur spontanéité — et des silences éloquents... J'aurais voulu tout retenir et tout rapporter. Si mes propres impressions paraissent l'emporter sur celles que j'avais proposé de reproduire, j'ai le sentiment qu'elles demeurent dans la mesure des sentiments éprouvés par le plus grand nombre de ces spectateurs français que j'ai dits.

***

Louise Balthy. — Une maigreur qui, alors, faisait impression, semblait anormale, et qu'elle ne cherchait pas à dissimuler, qu'elle exagérait même et affichait. Des traits sans beauté, la bouche fendue, le cou trop long, qu'elle emprisonnait dans cette sorte de manchettes de perles qu'on appelle collier de chien. Les cheveux tirés sur les oreilles, serrés sur la nuque, cachaient le front sous un de ces bouquets de petites mèches frisées que retiennent un filet arachnéen. Elle mêlait distinction et canaillerie, se tenait bien, mais remuait mal. Son élégance n'était qu'à elle et elle incarnait Paris, le goût, ce qu'on nomme le chic parisien, cette fille qui était des environs de Biarritz, je crois, ou des Landes.

Un instant, on crut qu'elle remplacerait Thérésa, mais elle était trop fantaisiste pour suivre ce qu'on appelle une carrière théâtrale. Et puis, elle aimait ce Paris dont elle était une des figures les plus connues, un des personnages à la mode des albums de Sem. Elle était Deauville et Longchamp, soirs de Paris, répétitions générales, galas, Monte-Carlo, salles de jeu. Elle ne dédaignait même pas celles d'Enghien-les-Bains. Les hommes de ma génération, qui ont un peu pratiqué la vie parisienne, ne reverront jamais leur jeunesse, sans évoquer Louise Balthy, dans les premières années de ce siècle, conduisant un tilbury aux Acacias, le matin. Comme pour allonger encore sa grande taille, elle portait des chapeaux plantés sur le haut de la tête et, perchée sur le siège, ne perdait pas d'un regard un promeneur. Elle les connaissait tous; pas une femme, à quelque monde qu'elle appartînt, n'était ignorée d'elle. Elle lançait le nom, presque à haute voix, quand la dame passait, accompagnant son exclamation d'un mot sur sa toilette, un mot toujours juste. Elle aurait été remarquable dans la couture. Elle était une illustration de la Maison Doucet. Elle eût fait pareillement une antiquaire de premier ordre et son hôtel de la rue d'Offémont était rempli de gravures en couleur du XVIIIe siècle, d'une qualité rare, de meubles charmants. Ces destinées sont curieuses. D'où vient ce flair particulier, ce don de savoir discerner, faire un choix et, sans posséder aucune connaissance réelle, d'y suppléer par un tact supérieur? La vente de gravures et d'objets que Louise Balthy avait faite à la fin de la guerre montrait la qualité de ce goût.

Je dînai chez elle l'an dernier le soir du bal donné chaque année à l'Opéra, la veille du Grand Prix. Le dîner avait une histoire. Il devait dater dans la vie de mademoiselle Balthy, qui n'en avait jamais donné de semblable, non par la qualité des convives masculins, car elle en avait traité souvent de la meilleure race, mais pour celle des invitées. Trois dames de la société, de grand nom, qui en souvenir d'un ami mort et, en témoignage de leur estime pour une très charmante action de l'actrice, avaient tenu à lui faire ce grand plaisir, d'accepter l'invitation, qu'après bien des entremises, Balthy avait faite. Nous étions huit, on en parlait depuis longtemps, ce fut charmant. Le menu exquis. Nous avons gardé le souvenir du potage

qui était de porto frappé dans lequel nageaient de petites billes de melon. Forain fut incomparable dans une discussion, un duel, qui s'engagea entre la plus brillante, la plus éblouissante des convives et lui, au sujet de Wagner, qu'il accabla.

Mademoiselle Balthy avait, à cinquante-six ans, gardé toute sa maigreur, ses cheveux bien tirés, son pouf de bouclettes frisées sur le front, ce *toupinard* que nous lui avons tous vu accrocher après un portant, dans une revue fameuse, aux Capucines. L'intérêt de la discussion tenait l'hôtesse toute tendue. Sa joie, elle ne la dissimulait pas et nous admirâmes ses bonnes manières, l'excellence de sa tenue, qui ne donnèrent que plus de relief à quelques expressions assez pittoresques qui lui échappèrent, heureusement vers la fin du repas...

L' « expression pittoresque », cette femme en eut le don. Si elle avait possédé les qualités de grâce qui font l'héroïne, elle eût certainement été une comédienne incomparable. Mais elle possédait un de ces grands talents qui se sont condamnés à des essais en naissant. Il ne semble pas qu'aucune qualité leur fasse défaut, mais ces qualités sont si naturelles, elles se passèrent si bien de toute étude que ceux qui les possèdent n'en font aucun cas.

C'est de la souffrance qu'elle éprouvait à extérioriser l'ardeur de ses sentiments qu'une femme comme madame Duse se consumait.

Si elle se fût assouplie, si elle eût travaillé, Louise Balthy eût trouvé des auteurs. Elle avait un de ces tempéraments de théâtre qui font les Réjane, parce qu'ils sont humains, qu'ils n'apprécient, ne comprennent, ne reflètent que le vrai...

Après le dîner, nous obtînmes que Louise Balthy consentît à chanter pour les trois dames présentes la *Chanson des Blés d'Or* et *la Glu*. Elle invoquait un enrouement. Elle fut encore une fois, — pour moi, la dernière, — émouvante, incomparable, douloureuse sans effort, tragique d'un seul mouvement, d'un jet, d'une note profonde...

Mais la femme du XVIIIe siècle qui était dans ce grand corps maigre, aux os épais, derrière cet œil brillant et noir, cette bouche fendue en coup de sabre, cette femme qui aimait les petits soupers, la bonne chère, la compagnie, les mots à

l'emporte-pièce, les feux des brillants, la mousse du champagne, sans achever le cri, le grand geste qui allait atteindre le sublime, poussait un « aôh! » de clown, se mettait à loucher et lançait, dans un jargon de Montmartre coupé d'anglais, des folies...

***

Banlieue. — La Marne verte, dans un large couloir d'arbres, six heures du soir, fin de journée d'été. Banlieue. Maisonnettes, villas, jardinets dont les troènes deviennent saules à la rive. Le ciel est clair, l'eau comme lissée de reflets, glacée d'azur : deux longs esquifs chargés de huit rameurs y glissent, au rythme égal des rames. Les hommes portent un tricot rayé noir et blanc, l'extrémité de la rame elle-même est peinte dans ces deux tons. Armé d'un porte-voix, l'homme assis à la barre compte les temps. Le son devient dans l'appareil une sorte d'aboiement. Les rameurs se penchent, se redressent, tous à la fois, sous ses appels nets, scandés, hurlés, que l'eau verte nous apporte, chargée du bruit des rames qui s'égouttent et de cette voix qui rejaillit sur elle. La course entre les deux étroits canots, donne une ardeur surprenante à ces bras qui prolongent la rame de leur claire articulation. C'est comme un être de muscles et de bois qui glisse sur ses pattes inclinées, au fil de l'eau.

Deux autres esquifs sont chargés d'équipes de femmes, aux tricots rayés de bleu et de blanc. La personne assise à la barre, en veste et jupe noire est massive, épaisse, elle est acharnée, sans porte-voix celle-là, à commander sur un ton toujours plus bref, plus tranchant.

Et sur de minces périssoires, des solitaires s'efforcent de gagner de vitesse sur eux-mêmes. Les Parisiens ignorent les sports nautiques. Ils voient, deux ou trois fois par an, quelques nageurs ou, plutôt, la capsule de couleur que forme leur crâne dans l'étui d'un bonnet de caoutchouc, mais ils ne goûtent que sur les gravures anglaises le charme rapide de ces étroits et longs bateaux que meuvent les biceps.

L'école d'athlétisme qui possède, au bord de la Marne, sa girafe, dont les plates-formes superposées se couvrent de

plongeurs avec l'aurore et encore à l'approche du crépuscule, donne à ces rives de Joinville des airs de Tamise, d'Henley et de Weybridge. Les canotiers de Bougival, évoquent la jeunesse de Renoir, entre 1874 et 1882, époque à laquelle il a peint ses réels chefs-d'œuvre. Mais ces sportifs semblent bien falots, assez fêtards et piètres, auprès des hommes solides et muets que nous voyons passer, les mouvements rythmés avec force et qui accomplissent leur tâche volontaire, presque religieusement. Parfois, on les entend expirer leur souffle, tous ensemble, avec la force et la netteté d'un moteur puissant. Et la fragilité des feuilles que l'air du soir fait trembler aux branches, leur donne plus de relief, sur l'eau qu'ils asservissent.

Je ne sais pourquoi je pense, sur les pontons blancs de ce restaurant où nous sommes venus dîner, seuls dîneurs, car le Parisien, malgré l'automobile et les soixante chevaux ne peut dîner en juillet, s'il a chaud, qu'au Bois de Boulogne, — je pense à ces récits de déjeuners donnés par Maupassant et que son valet de chambre a fait paraître, — au bord de la Seine, au temps des canotiers et où Maupassant n'invitait que des admiratrices choisies... Et le valet de rapporter cette exclamation de son maître : « Aujourd'hui rien que des baronnes et des comtesses! » Exclamation que je suppose avoir été tout de même plus sûrement du valet que du maître.

Friture d'excellents goujons... Un esquif chargé de ses quatre rameuses bleues et blanches, aux bras brûlés par le soleil, passe, encore une fois, et s'arrête devant nous. Sur la rive opposée, un cycliste a promptement mis pied à terre. La forte personne, vêtue de noir, l'interroge de sa voix mâle. Il répond par nombres...

— Quatre... Vingt-cinq...

Quatre minutes; vingt-cinq secondes, sans doute...

— Bon! réplique la voix profonde, qui donne le signal du départ. Sans un mot, au commandement, les quatre rameuses ont repris leur course, sous le claquement de ces : *un deux!* sans cesse martelés et qui s'effacent avec l'éloignement.

Le garçon qui nous sert dit avec une expression qui fait sourire mes amis, en montrant, à gauche, une immense salle vitrée :

— Samedi dernier, dans l'après-midi, il y avait là, ensemble, dix-huit noces à danser!...

***

Comédie-Française. — Salle d'été, on joue Musset dans un cadre neuf, modernisé, qui permet de suivre l'ordre des tableaux, les indications et la volonté de l'auteur. Les châssis se déplacent rapidement. Le décor est d'une simplicité extrême. Peut-être souhaiterait-on que ce côté rudimentaire nous fût quelque peu adouci; mais je comprends bien que la Comédie-Française faisant quelques frais pour Musset n'en puisse faire beaucoup. Elle se réserve pour les pièces nouvelles. Hélas! elle n'en est pas toujours récompensée. Et c'est, peut-être, un mauvais calcul de ne point donner constamment Molière, Racine, Musset, Hugo, les faire connaître, les rajeunir dans un faste choisi, précieux et rare, qui en renouvelle l'attrait pour certains et rende à la Maison un éclat qui s'est bien atténué. On y préfère reprendre, après vingt ans d'oubli ou de tournées en province et de reprises dans les faubourgs, des pièces qui ont connu certains succès sur le boulevard. De quel prestige la Maison de Molière ne continuerait-elle pas de jouir, si l'on savait toujours y trouver, pour les auteurs français, un ensemble unique. Mais les engagements s'y font à la volonté de gens qui ne touchent au théâtre que de loin et en faveur d'interprètes dont on sait pertinemment qu'ils ne pourraient briller sur aucune scène.

Un artiste de la Maison, M. Grandval, a donc renouvelé la mise en scène du *Chandelier*. Elle est ingénieuse, mais trop modeste. Les accessoires, qui ne sauraient être nombreux, les sièges surtout, en sont disparates. Ils sentent le magasin de nouveautés, n'offrent aucun caractère et nuisent à l'atmosphère. Ils manquent de ce qu'on s'attendrait à trouver le plus à la Comédie-Française, la qualité. Mais il y a des idées ingénieuses et même excellentes. Nous devons chercher la simplification au théâtre. Je voyais, à une reprise de *Don Juan*, des décors du répertoire sur lesquels le peintre avait cherché à reproduire d'anciens lambris polychromes, d'une géométrie

compliquée, où s'égaraient les yeux et qui prenaient l'attention, empêchaient de suivre le jeu des comédiens et le texte, comme il eût été souhaitable. Les grandes lignes, la tonalité uniforme des nouveaux décors du *Chandelier* laisseraient toute l'importance au charme de ce texte incomparable de Musset, une des gloires de la langue française, si les comédiens possédaient un sens musical plus développé, si les traditions ne s'étaient presque toutes perdues, effacées.

Le vrai rôle, le devoir important, de la Comédie-Française, serait de cultiver, d'entretenir, — avec quel soin, — cette élégance que l'on venait de si loin respirer en France. Il ne s'agit ni de maniérisme, ni d'afféterie. Mais d'une harmonie, d'une pureté, qui vont se perdant, qui étaient une conquête de l'homme à la surface de ce monde. Elle ne s'était établie qu'avec le temps, la suite des générations. Elle était une façade élégante, proportionnée à la société, elle accompagnait et raffinait les usages, dissimulait les misères inévitables. Plus qu'ailleurs, elle avait sa raison d'être au théâtre, où elle faisait école, où elle offrait à ceux qui en sont exclus des tableaux susceptibles de les améliorer et, surtout, de leur faire prendre avec plus de patience, le mal de vivre.

Un de ces soirs d'été, à une époque de l'année où tant de Parisiens sont absents, où ceux qui restent préfèrent au théâtre les dîners de plein air ou des spectacles non littéraires, qui abondent, — un soir comme celui-ci, dans cette salle où il fait si chaud, nous sommes particulièrement frappés de la nécessité de maintenir le répertoire dans tout son éclat et avec continuité. Les spectateurs donnent l'impression d'un public de quartier. Il me semble bien avoir aperçu dans une baignoire un gentleman en manches de chemise... Je n'invente point. Les étrangers, les provinciaux, qui sont assez nombreux, et plus que les années précédentes, depuis l'Exposition des Arts Décoratifs, semblent, à ce que j'en puis comprendre, assez déçus par la pâleur, l'aspect anémique de la représentation. La Comédie-Française est la plus vieille institution de cet ordre et s'en glorifie. Le succès, d'ailleurs éphémère ou compromis du *Vieux-Colombier*, ne doit pas lui faire perdre de vue ses destinées. Elle est un théâtre d'État et doit garder, dans la simplification, le rejeunissement des mises en scène,

la mesure, le sens artistique, la recherche de la perfection sans nuire aux traditions.

Ah! si l'on pouvait dépenser un peu plus d'argent, demander à José-Maria Sert, l'un des premiers, sinon le seul décorateur de ce temps, ou à Jean Hugo qui avait fait pour les *Soirées de Paris* un *Roméo et Juliette* si remarquable, de rajeunir *Hernani* et *Ruy Blas*... On m'a parlé des *Romanesques* avec Marie Laurencin. L'idée est charmante.

Le jour où le Théâtre Français donnerait fréquemment les auteurs classés avec un souci de faire collaborer l'essence même du génie national avec des artistes contemporains, elle verrait les spectateurs accourir. La jeunesse d'après guerre, qui voulait tout abattre et reniait intégralement le passé, commence à s'apercevoir qu'il faut avoir ses morts. Le public, lui, n'en a jamais douté. Le patrimoine a besoin d'être défendu. Les sociétaires jouent en ce moment des vaudevilles dans tous les casinos. Au Théâtre-Français se trouvent, tout de même, des spectateurs de choix pendant l'été... Il en viendrait davantage, s'ils savaient y trouver, comme ce soir, non seulement un chef-d'œuvre, mais un chef-d'œuvre pour lequel on a fait des frais!

ALBERT FLAMENT

L'EMPRUNT A CHANGE GARANTI

ET LA DÉFENSE DU FRANC

Après avoir longtemps hésité entre différents types d'emprunts destinés à consolider partiellement la dette flottante et à dégager la Trésorerie, le Gouvernement s'est décidé pour un emprunt en rente perpétuelle 4 p. 100 jouissant d'une garantie de change, actuellement en cours d'émission. « Emprunt-or », a-t-on dit aussitôt. Et le mot a fusé. Qualification impropre cependant. Nous l'établirons brièvement, pour ordre; en suite de quoi, nous montrerons que la combinaison, présentant au surplus pour notre économie monétaire les mêmes dangers qu'un emprunt-or, impose, et de manière instante, les mêmes mesures de défense.

***

Il ne s'agit pas d'un « emprunt-or ».

Un véritable emprunt-or eût comporté, d'une part, la réception des souscriptions calculées en francs à la parité de l'or, et, d'autre part, le paiement des coupons et le service des remboursements calculés à la même parité, quelle que fût la situation des changes : l'État aurait reçu en francs-papier l'équivalent de 100 francs-or, en échange de quoi il se serait engagé à payer, pour intérêts, en francs-papier l'équivalent de 4 francs-or, et à rembourser, également en francs-papier, l'équivalent de 100 francs-or. Le franc baissait-il : le porteur recevait plus de francs-papier à l'échéance; le

franc montait-il : il recevait moins de francs-papier, sans qu'aucun minimum fût fixé. Pour l'emprunt actuel, il en va différemment. Le souscripteur verse 100 francs, des francs-papier, sans qu'il soit question de francs-or. Mais l'État lui garantit que, si la livre sterling vaut plus de 95 francs, le coupon bénéficiera d'une augmentation proportionnelle; en revanche, si la livre vaut moins que 95 francs, l'intérêt demeurera fixé à 4 francs, sans pouvoir descendre au-dessous de ce chiffre. Au contraire de ce qui se passerait pour un emprunt en francs-or, le porteur, dans le cas d'une hausse du franc *par rapport à la livre sterling*, continue à percevoir intégralement les 4 francs malgré leur survalorisation : en un mot, il gagne à la hausse du franc tout en étant garanti contre la baisse; si le franc baisse au-dessous d'un niveau déterminé (et toujours eu égard à la livre sterling), il se fait payer valeur livres sterling, et, si le franc monte au-dessus de ce niveau, il se fait payer valeur francs-papier.

En dernière analyse, l'emprunt apparaît comme un emprunt intérieur « à option de change », dans lequel le porteur, à chaque échéance est réglé, selon son avantage, valeur francs ou valeur livres sterling. A cela près toutefois que, dans un emprunt à option de change proprement dit, le porteur opte forcément, suivant la logique, pour la monnaie survalorisée, au lieu que, dans le cas présent, ce choix est convenu à l'avance en vertu du contrat préexistant.

***

Mais s'il ne s'agit pas d'un emprunt « or », l'emprunt en cours comporte, pour la tenue de la monnaie nationale, les mêmes périls qu'un emprunt-or. L'article que M. Emmanuel Vidal a publié ici même sur la question nous dispensera d'insister sur la nature de ces périls[1]. Il a décrit les conséquences très graves que pourrait avoir l'émission d'un emprunt-or, les bouleversements qu'elle pourrait causer dans notre économie financière. Ce qu'il a dit d'un emprunt-or s'applique très exactement, et pour les mêmes raisons, à l'émission d'un emprunt à change garanti telle que celle à laquelle il est main-

1. *Revue de Paris* du 15 mars 1925 : « *l'Emprunt-or et le crédit public* ».

tenant procédé; de sorte que nous ne reviendrons pas sur ses déductions, les tenant pour acquises. Ayant montré comment, après une telle opération, les gens de pratique ne voudraient plus contracter qu'en francs-or; comment les commerçants, les salariés, ne voudraient plus courir après une valeur constamment instable, M. Emmanuel Vidal brossait au noir le tableau suivant :

Mais tous ceux qui seront plus débiteurs que créanciers y perdront. Et que deviendra le budget si les demandes en francs-or, devenues légales en leur objet, devenues légitimes de par les précédents, se font si pressantes, si impérieuses, que les nécessités de la politique obligeront inévitablement à leur donner satisfaction? Les rentiers d'avant-guerre ont apporté de l'or. Les capitalistes qui ont prêté leur argent pendant la guerre ont apporté des francs qui valaient plus que les francs d'aujourd'hui. Ces derniers seront-ils spoliés? Et les fonctionnaires... n'auront-ils pas droit au franc-or? Les rentiers n'auront-ils droit qu'au franc-papier? Il faudra donc que l'État leur donne satisfaction, et, pour cela, qu'il demande des francs-or au contribuable. Le budget craquera...

Les lignes qui précèdent supputaient à l'avance, avec une précision impressionnante, les phénomènes auxquels nous assistons aujourd'hui, et nul plus que l'auteur ne doit assurément déplorer l'exactitude de sa prédiction. Prophétie aisée, pensera-t-il, que d'annoncer que, si à 2 on ajoute 2, on a chance d'obtenir 4. Le fait est que l'événement a justifié son pronostic avec une rapidité qu'il n'avait peut-être pas prévue, et qu'il se serait défendu d'espérer.

Le jour même où la loi d'emprunt avec garantie de change était discutée au Sénat, le Congrès des fonctionnaires, qui se tenait tout juste à ce moment, dépêchait une délégation au Gouvernement pour réclamer l'établissement d'une échelle des traitements à la parité de l'or. Immédiatement après, le 1er juillet, M. Grinda, député, demandait au ministre des Finances, par la voie d'une question écrite parue au *Journal officiel* du 7, si les transactions intérieures pouvaient s'effectuer désormais en francs-or; puis, par la même procédure, un autre parlementaire s'enquérait de savoir si les particuliers ou les sociétés peuvent emprunter avec intérêts à 4 p. 100 l'an en conférant à leurs porteurs la même garantie de change que l'État tant au point de vue des intérêts que du remboursement

du capital. Enfin, d'après des informations concordantes, certains hommes d'affaires ont déjà élaboré des formules de baux dans lesquelles les termes de loyer sont stipulés payables en valeur *n* coupons de l'emprunt 1925. Nous passons sur diverses manifestations secondaires (annonces dans les journaux, affiches dans Paris pour les retraites en francs-or, etc.); mais il est bien évident que les deux dernières marquent l'attaque frontale contre le franc en liaison étroite avec l'émission de l'emprunt.

En un mot, c'est l'hallali que l'on sonne, inconsciemment peut-être et probablement dans les meilleures intentions, contre la monnaie légale.

Laissera-t-on s'accomplir la curée? Quand M. Vidal, dans l'étude à laquelle le présent article se raccorde directement, écrivait que le recours au franc-or « ou ne serait pas légal ou serait légal pour tous les contrats privés », il exprimait une crainte plutôt qu'il n'entendait prévoir une conséquence légitime, inéluctable du fait qu'il appréhendait; en dénonçant le risque, en montrant la menace pressante, sans doute tendait-il à faire écarter l'événement qui les pouvait engendrer. Mais, aujourd'hui que l'événement s'est produit, maintenant que l'État a lancé, sinon un emprunt-or, du moins un emprunt à monnaie garantie, la question se déplace : elle est de savoir si, en tenant compte de la situation acquise, il n'y a pas, quand même, moyen d'empêcher, peut-être par des procédés de fortune, que n'en découlent les résultats redoutés.

Les hommes avertis qui dirigent présentement les finances de la France ont bien certainement pressenti le péril, de même qu'ils ont bien certainement compris d'autres défauts de la combinaison de consolidation à laquelle ils se sont arrêtés; mais ils auront sans doute estimé que, tout pesé, ce n'était pas payer trop cher la réduction de la dette flottante, qui était au premier plan de leurs préoccupations. Cependant il ne s'ensuit pas qu'ils soient résignés à subir les conséquences que d'aucuns voudraient tirer, à l'encontre de la monnaie nationale, de l'existence du type d'emprunt qui a été adopté; car il serait vraiment contradictoire, — et indigne de techniciens aussi expérimentés —, de laisser, comme suite à l'emprunt,

avilir le crédit du franc dans le moment que, par cet emprunt, ils inaugurent l'exécution d'un plan d'assainissement monétaire. La politique financière de Gribouille, on a été, dans le passé, trop souvent contraint de la constater à l'épreuve, mais elle était pratiquée par des compétences improvisées. De la part de spécialistes qualifiés, on se refuse à y croire *a priori*.

Donc, s'il est vrai que les positions de la défense du franc soient tenues pour compromises du fait du lancement d'un emprunt avec garantie de change, il reste à examiner si, dans le vrai et en dépit de certaines imaginations, elles ne suffisent pas à faire front, et, dans le cas où ces positions seraient réellement devenues trop chancelantes, il faudra voir si, de toute urgence, on ne peut pas en organiser de nouvelles, au besoin avec le secours de la loi.

***

Il s'agit de savoir s'il est possible ou non d'empêcher que le franc ne soit banni des conventions particulières au profit d'une autre monnaie de compte, franc-or, ou monnaie étrangère.

Nous avons vu que le ministre avait été sollicité de donner son avis à ce sujet. A l'heure où nous écrivons, nous ignorons quel sera le sens de sa réponse. Mais ce que nous savons, c'est que le Ministre est sans qualité pour trancher sur le fond. L'affaire est de la compétence des tribunaux, et il s'est établi en la matière une jurisprudence très nette, que les tribunaux ont seuls pouvoir de confirmer ou de modifier. C'est la première ligne de défense qui subsiste, très forte, absolument intacte.

Cette jurisprudence a trouvé en dernier lieu son expression dans un arrêt de la première chambre de la Cour de Paris, du 22 février 1924, qui a fixé très nettement les principes. Il s'agissait, en l'espèce, de décider si, en vertu d'un bail ancien stipulant qu'au cas d'établissement du cours forcé les loyers seraient payés en francs-or, le propriétaire pourrait exiger de son locataire le paiement d'un nombre de francs-papier pouvant varier avec le cours du change; la Cour, reproduisant la doctrine d'un arrêt de la Cour de Cassation de 1873, a répondu négativement.

La portée générale de son arrêt ressort de quelques consi-

dérants caractéristiques, qu'il y a lieu aujourd'hui de mettre en valeur. Les premiers juges avaient, eux, autorisé le paiement des loyers en billets de banque, mais « au taux du contrat majoré de la prime que feraient l'or et l'argent au moment du paiement ». La Cour a infirmé le jugement, en déclarant que « si dans les relations internationales une telle prime, par laquelle se règlent les conditions du change, est couramment pratiquée, elle ne saurait être admise sur le marché intérieur; *qu'elle se trouve absolument exclue des opérations effectuées en France*; et ce, non seulement par suite du cours forcé, mais en vertu de la loi du 5 août 1870 qui, en reconnaissant le billet de banque comme monnaie légale, *a entendu le sauvegarder de toutes dépréciations par rapport à la monnaie métallique* ».

Après cela, quelle que soit l'autorité qui s'attache à la fonction du ministre des Finances et, si l'on veut, à sa personnalité, on peut bien avancer qu'il n'a pas pouvoir de statuer sur une question qui relève du pouvoir judiciaire, seul désigné pour juger de la validité des conventions dans le cadre de la loi. Que si donc, contre toute vraisemblance, le ministre, en réponse aux questions écrites que nous avons mentionnées, émettait l'avis que la clause-or est désormais valable, les parties qui se seraient fondées sur son opinion pour stipuler la clause dans leurs contrats ne demeureraient pas moins exposées à la voir plus tard annuler par les tribunaux.

Contre toute vraisemblance, disons-nous. En effet, un incident, qui date à peine de quelques semaines, pourrait permettre de pressentir les idées qui, logiquement, doivent régner en la matière, rue de Rivoli. Au milieu du mois de mai, soit un peu plus d'un mois avant que fût arrêtée la formule de l'emprunt, une honorable société française exploitant en Indo-Chine annonça l'émission en France d'obligations libellées en piastres indo-chinoises. Or une intervention officieuse se produisit aussitôt, et l'émission fut suspendue : *en France, on ne peut stipuler qu'en francs*. En réalité, à parler strict, les pouvoirs publics n'avaient ni à autoriser ni à interdire l'opération, l'appel au crédit étant maintenant libre en France pour les sociétés françaises; cependant le ministère des Finances, qui pourtant, dans ce moment sans doute, devait avoir en vue son emprunt à franc garanti, estimait que, s'il

y avait lieu de faire échec *par une loi* à la jurisprudence, ce ne pouvait être qu'au bénéfice de l'État, et c'est pourquoi il avait cru devoir faire pression sur la société privée, pour que, elle du moins, ne se mît pas en opposition avec cette jurisprudence.

Et cela seul suffirait à prouver que la doctrine adoptée par les tribunaux pour assurer le privilège exclusif du franc n'a été nullement battue en brèche par la loi d'emprunt. Le ministre des Finances, *à la veille de proposer cette loi* qui établit dans un cas particulier un franc particulier, a cru devoir, en dépit de circonstances de fait qui eussent justifié quelque tolérance, rappeler une société privée au respect de la législation existante. Comment peut-on soutenir que la loi d'emprunt, qui était dès lors certainement en gestation dans son esprit, ait rendu caduque cette législation?

Finie, proclame-t-on de divers côtés, la mystique du privilège du franc-papier, monnaie légale s'imposant dans les conventions! L'État donne l'exemple en instituant une autre monnaie! Et tel député demande si l'on pourra stipuler en franc-or; tel autre, si l'on pourra stipuler en une monnaie analogue à celle qu'on va créer pour le service de l'emprunt! Et voilà les fonctionnaires qui réclament l'établissement d'une échelle de traitements sur la base de l'or! Et les propriétaires qui préparent des formules de baux fondées sur la valeur de coupons de la nouvelle rente! Et les murs de Paris se couvrent d'affiches faisant entrevoir le paiement des retraites à la parité de l'or! Et dans les journaux, des annonces garantissent le franc à 1 /95e de livre... La curée, la curée du franc...

Et cela, simplement sous le prétexte que, dans un cas spécial, une monnaie spéciale a été créée par une loi spéciale, dans l'intérêt spécial du crédit public. On oublie seulement une chose : c'est que l'État... c'est l'État; qu'il lui est permis, en vertu de son pouvoir régalien, et à la condition de ne violer aucun droit, de s'attribuer le privilège exclusif de certains avantages. Nous en avons maints exemples. Sans sortir de notre domaine de finances, ne voyons-nous point, par exemple, que lui seul peut émettre des valeurs complètement exemptes d'impôts, alors que la même liberté est maintenant refusée à toutes les collectivités? Pourquoi, de même, l'État ne se serait-il pas

réservé à lui seul l'avantage de pouvoir stipuler, en un cas déterminé, un franc garanti contre les fluctuations du change?

Pour nous résumer, la loi du 27 juin, qui promet pour le service de l'emprunt le paiement en une monnaie autre que le franc normal, constitue, *non un précédent, mais une exception.*

En dehors du cas pour lequel elle a été votée, le droit commun reprend son empire : et le droit commun est établi par la jurisprudence que nous avons définie. Cette jurisprudence, aux termes de laquelle on ne peut stipuler en France en une monnaie autre que le franc, ni convenir du paiement d'un nombre de francs variable selon la situation des changes, nous n'avons pas à la défendre ici, et, au surplus, nous l'avons fait ailleurs [1]. Elle est. Cela suffit. Encore peut-on ajouter que, plus que jamais à l'heure présente, il y a lieu d'observer rigoureusement la règle d'ordre public qu'elle édicte. A la faveur d'une circonstance exceptionnelle, née de la formule du nouvel emprunt, une pesée redoutable s'exerce, qui risquerait de mettre à bas tout l'échafaudage monétaire, si la magistrature, si les pouvoirs publics au besoin, ne s'attachaient à serrer fortement les écrous.

***

La magistrature, nous n'en doutons pas, ne se laissera pas émouvoir par les sophismes qui ont cours, et, sans fléchissement, dira le droit : la loi qui a autorisé l'emprunt n'a statué que pour l'emprunt; elle n'a rien modifié aux principes généraux qui règlent la condition de la monnaie nationale; la doctrine de la 1re chambre de la Cour de Paris subsiste tout entière.

Pour prendre un exemple, il ne serait pas malaisé d'en faire application dans le cas, que nous avons visé, où il s'agirait de la clause d'un bail stipulant que le montant des termes de loyer serait payé à la valeur d'un nombre déterminé de coupons de rentes 1925. Sans contestation possible à notre sens, la clause devrait être annulée, et par un raisonnement très simple. Ce qu'a proscrit la Cour, c'est la promesse d'un paie-

1. Voir notamment la *France Économique et financière* des 1er décembre 1923, 2 février et 23 février 1924, ce dernier numéro reproduisant l'arrêt de la Cour de Paris du 22 février.

ment en billets de banque « au taux du contrat majoré de la prime que ferait l'or et l'argent au moment du paiement »; ce qu'elle a proclamé, c'est que la loi, en reconnaissant le billet de banque comme monnaie légale, a entendu le sauvegarder, « de toutes dépréciations par rapport à la monnaie métallique »; en suite de quoi, elle a refusé de valider une clause faisant état de cette prime de l'or, faisant état de cette dépréciation du billet de banque. Or, cette dépréciation se constate d'après quoi? D'après la cote des changes. De cette cote, défense de tenir compte. Et alors, quand d'ingénieux hommes d'affaires, affectant de se détourner pudiquement de la cote des changes, prétendent régler les paiements, non d'après elle (oh, non), mais d'après la valeur future et variable des coupons de la nouvelle rente, dans ce beau raisonnement, il y a une faille : c'est que la valeur des coupons doit être fixée elle-même d'après la cote des changes; par suite, la prendre comme étalon intermédiaire, c'est comme si l'on se réglait sur la cote des changes : on fait indirectement ce qu'il est défendu de faire directement. Nullité certaine.

Nous ne doutons pas de la fermeté des tribunaux et de leur vigilance pour déjouer les ruses de la pratique. Leur action, nous l'avons dit, pourrait s'exercer utilement même dans le cas où l'autorité gouvernementale tolérerait des opérations qu'elle a jusqu'à présent annulées : le Gouvernement, en cette matière est sans droit, pour permettre comme pour interdire; et ce serait à l'autorité judiciaire que, pour juger de la validité d'un contrat, appartiendrait le dernier mot. La sanction contre toute pratique conçue au mépris de la jurisprudence consisterait, en tout état de cause, dans l'insécurité de transactions toujours sujettes à annulation.

Et cependant il faut bien envisager l'éventualité, où par suite soit de l'évolution des idées, soit même de la pression exercée par une fraction plus bruyante de l'opinion, les tribunaux arriveraient à modifier leur jurisprudence. Il faut prévoir aussi la possibilité d'une surprise qu'exercerait sur leur esprit une combinaison plus habile que les précédentes, due à l'ingéniosité des intéressés. Supposons que, comme probable, la ruse s'affine encore, que l'on convienne, par exem-

ple, que le paiement des loyers s'effectuera, non plus par la remise d'une somme représentant un certain nombre de coupons de l'Emprunt de 1925, mais par la remise de ces coupons *eux-mêmes, en nature* : grand trouble peut-être dans la conscience des magistrats; devront-ils annuler cette clause de « dation en paiement » alors que les choses dont la dation serait promise ne seraient rien de moins que des coupons de Rentes françaises?

A notre avis, l'espèce pourrait être logiquement ramenée à la précédente, où il s'agissait de la promesse d'un paiement *valeur* coupons de rentes 1925, et alors la clause devrait être également annulée. Mais il suffit que la solution puisse quelque jour devenir incertaine pour qu'il soit nécessaire de demander aux pouvoirs publics, agissant cette fois dans la limite de leur compétence, de parer à une défaillance éventuelle de l'autorité judiciaire, et, à cette fin, d'interpréter, par des textes de loi, en la renforçant au besoin, la législation existante. Nous avons imaginé une combinaison déterminée où l'esprit de ruse renchérirait sur l'esprit de ruse; mais, en ce domaine, la faculté d'invention est infinie, et rien ne permet d'être assuré que, demain ou après, ne surviendra pas une nouvelle combinaison qui trouverait, elle, dans l'armature de la loi, la fissure qu'avaient vainement cherchée les combinaisons antérieures.

De ce qui est défendu à ce qui est permis, le glissement souvent est insensible. Les sophistes de l'antiquité discutaient jusqu'à l'essoufflement pour déterminer à partir de quel chiffre le grain de blé s'ajoutant à d'autres grains de blé formait le « tas » de blé. Plus près de nous, La Brige, l' « ami des Lois », de Courteline, ergote à l'infini pour démontrer que tel acte délictueux, étant très voisin d'un acte licite, n'est pas interdit par la loi, et, il veut prouver ainsi, de proche en proche, qu'aucun fait n'est répréhensible, quelle qu'en soit l'immoralité... Ce sont là jeux d'esprit. Les sophistes de l'antiquité avaient des loisirs à occuper, et La Brige, encore qu'agitant souvent des idées qui touchent au fond du droit, est personnage de comédie... Ce qu'il faut, et de toute urgence, c'est que les pratiques touchant à la sécurité de notre monnaie soient débusquées de l'esprit de chicane. Donc si une loi est nécessaire pour interpréter la législation actuelle, et, si l'on est résolu à poursuivre

énergiquement la défense du franc, on ne doit pas hésiter à faire voter des textes nouveaux, interprétatifs, et, s'il le faut, extensifs de ceux qui existent.

Ces textes nouveaux, on en trouve le principe dans un projet qui avait été déposé en janvier 1924. A ce moment, le Gouvernement s'était ému d'un jugement rendu par le Tribunal de la Seine déclarant licite la stipulation or entre Français. Aussitôt, percevant le danger que présenterait une telle jurisprudence pour l'avenir du franc, il avait proposé à la Chambre un article de loi unique comprenant le texte suivant :

Tout contrat exécutoire en France et contenant obligation, pour un contractant français, de s'acquitter d'une dette en une monnaie autre que la monnaie légale, est réputé nul et de nul effet.

Et nulle toute clause d'un contrat qui fait état, pour le calcul d'une somme payable en monnaie légale, des variations pouvant affecter la valeur de ladite monnaie eu égard au cours des devises étrangères. Toutefois la nullité de cette clause n'entraîne pas celle de la convention.

S'il n'a pas été donné suite à ce projet, c'est que le jugement qui avait inquiété l'opinion fut infirmé dès 1924 par l'arrêt de la Cour de Paris ci-dessus relaté.

Pour résister à l'assaut qui actuellement menace le franc, pour donner aux intéressés l'assurance que, malgré les raisonnements de circonstances, rien n'a été changé à la condition légale de notre monnaie, n'y aurait-il pas lieu de prendre et de faire aboutir l'ancien projet ministériel? Ce serait donner un utile coup d'arrêt dans les imaginations en travail, et couper net aux risques de débordement du droit par le fait : encore qu'aucune modification ne soit intervenue dans la législation monétaire, il suffirait que trop de gens crussent à tort le contraire pour qu'il y eût urgence à remettre les choses au point, avec le concours de la loi. On pourrait également, de manière décisive, en finir avec tous les maquillages qui servent déjà trop souvent à éviter l'usage de la monnaie légale (stipulations de paiement valeur marchandise dont les cours sont réglés par des mercuriales, sacs de blé, sacs de café, etc.); élargissant le texte, ne pourrait-on pas donner aux juges du fait le pouvoir général d'examiner si de prétendues clauses de dation en paiement ne tendent pas, contrairement à l'arrêt de la Cour de

Paris, à consacrer « la dépréciation du billet de banque par rapport à la monnaie métallique », et si, comme telles, elles ne doivent pas être annulées?

Nous voilà devenu bien réglementaire. Et de manière un peu inattendue; car, partisan déterminé de la liberté des conventions, nous n'avons aucun goût pour la réglementation, et nous savons, au surplus, que toujours la liberté finit par reprendre ses droits contre la restriction. Nous savons aussi que de très bons esprits, prenant en considération l'utilité économique des contrats à long terme, se sont décidés pour la validité des clauses que nous proscrivons; une proposition de loi a même été déposée en ce sens avant qu'il fût question de l'emprunt à change garanti[1]. Mais nous nous sommes abstenu d'aborder le fond du débat, tenant pour acquises les conclusions qui avaient été formulées ici même. La question ayant été exposée, abstraction faite d'un emprunt-or réalisé, notre but a été de montrer que, le fait survenu, le problème demeurait dans son entier, et même qu'il serait prudent de prévenir, par un texte formel, un flottement de l'opinion.

Dire que l'on croit à la revanche finale de la liberté, c'est dire que la restriction ne s'exerce que pendant un temps transitoire. Ce temps transitoire peut être cependant nécessaire. On est au début de l'exécution d'un plan d'assainissement monétaire. Qu'on en attende le développement. Qu'on laisse l'initiative au Gouvernement, à qui il appartient de diriger par des mesures d'ensemble le retour à un étalon fixe et de veiller à l'adaptation progressive de l'économie générale à ces mesures dosées avec méthode. Mais que, sous le prétexte d'assurer aux transactions un élément invariable, l'on se garde de reconnaître une clause dont l'effet serait justement de rendre variables les sommes, exprimées en monnaie légale, à payer par le débiteur. Ce serait, à l'encontre du but visé, introduire dans les prix une cause de perturbation profonde, avec toutes les conséquences qui peuvent en découler pour la paix sociale.

ALBERT DREYFUS

1. Proposition déposée à la Chambre le 25 février 1925 par M. Jacquier.

LE CONSEIL DE GUERRE DES SOCIALISTES

C'est en ces termes pleins de franchise que *le Populaire* définit les prochains congrès socialistes : un universel Conseil de guerre. Les organisateurs des importantes réunions qui vont se tenir dès le 15 août et se poursuivre plusieurs jours ont le mérite de ne pas nous laisser d'illusions. Il s'agit pour eux de décider quelle sera la tactique d'un parti qui, pour n'être pas communiste, n'en est pas moins révolutionnaire.

Le parti socialiste doit trancher dans les deux semaines qui viennent des questions graves et nombreuses. Il y consacrera deux congrès, l'un national, l'autre international. Après quoi, il espère que la lumière sera. Pour le moment, il s'aperçoit qu'elle fait singulièrement défaut. Depuis la fin d'avril, le parti a subi une crise profonde qui n'a accru ni sa force ni son prestige. Il a laissé paraître sans gloire ses incertitudes et ses divisions. Après avoir pratiqué la politique de soutien pendant près d'un an, il a accablé le ministère Herriot sous ses bons soins et le ministère Herriot en a péri. Devant le ministère Painlevé, il n'a su que faire : il a commencé par l'appuyer; il a continué en s'abstenant dans les principaux scrutins; il a fini par voter contre lui; il lui est même arrivé, dans certaines séances mémorables, de pratiquer les trois méthodes à la fois et de se séparer en trois fractions dont l'une

soutenait le Gouvernement, dont l'autre le combattait, tandis que le troisième s'abstenait. Mais cette abondance d'idées ne remplaçait pas une politique absente, et cette diversité était fatale à un parti qui se prétend unifié.

C'est dans ces conditions que le Congrès est appelé à se prononcer et à mettre tout le monde d'accord. Le journal hebdomadaire du parti, *le Populaire*, a publié le 1er août un numéro bien curieux, où les thèses qui s'opposent sont clairement formulées. M. Renaudel, député du Var, y défend l'opportunisme : le socialisme du Midi a des accommodements qui ne sont pas admis ailleurs et M. Renaudel, décidé à combattre le Cabinet Painlevé, ne verrait aucun inconvénient à soutenir un cabinet Herriot; il ne trouverait même pas grand mal à tolérer la participation des socialistes au ministère, bien qu'il s'exprime sur ce sujet avec réserve. M. Paul Faure et M. Bracke représentent, eux, l'intransigeance : leur exposé fort clair ne laisse aucun doute sur leur pensée; ils sont hostiles à la politique de soutien, hostiles aux compromissions avec les radicaux, hostiles à toute tactique conciliante; ils jugent que le socialisme doit être héroïquement un parti d'opposition. M. Léon Blum défend avec une subtile adresse une thèse intermédiaire : pour lui aussi, la politique de soutien est condamnée, du moins, pour un certain temps; il se déclare contre le cabinet Painlevé, mais à la différence de M. Renaudel, il ne croit pas un cabinet Herriot possible, et il est partisan, semble-t-il, d'une saison d'opposition, durant laquelle le parti se referait une beauté.

Dans ces trois opinions, il y a un seul élément commun : tous les socialistes sont d'accord pour proclamer que le Cartel est présentement mort et qu'il faut combattre le cabinet Painlevé. Pour l'avenir, il y a doute. Nous ne sommes pas dans les secrets du socialisme et nous ne nous chargeons pas de faire des prophéties sur sa décision future. Il est vraisemblable que la thèse de M. Léon Blum l'emportera : elle a pour elle de contenter la masse des militants qui aspirent à l'opposition révolutionnaire, et en même temps de réserver les possibilités d'un avenir opportuniste.

***

Comment le parti socialiste en est-il venu là? C'est ce que l'histoire de ces derniers temps aide à comprendre aisément. Le Cartel était une simple formation électorale; ce n'était pas un parti, ce n'était pas un groupement cohérent disposant d'une doctrine. Le caractère du ministère Herriot permit aux socialistes de faire plus qu'ils n'avaient pensé, plus peut-être qu'ils n'avaient souhaité. Pour les plus optimistes, le pouvoir occulte qu'ils exerçaient avait chance d'être une préparation à l'exercice direct du pouvoir. En ce temps-là M. Ramsay Mac Donald était chef d'un ministère travailliste en Angleterre. Le parti attendait l'avènement de M. Vandervelde en Belgique, et d'une manière générale l'extension d'une politique socialiste et internationale. Mais les événements ont tourné autrement. M. Mac Donald a été renversé. M. Vandervelde n'est entré que beaucoup plus tard dans un ministère de coalition en Belgique. Un peu partout, en Angleterre et en Amérique particulièrement, ce sont les conservateurs qui ont pris le pouvoir. L'Italie et l'Espagne ont eu recours à des dictateurs pour régler leurs affaires. L'Allemagne a élu Hindenburg président du Reich. La France a eu sous le ministère Herriot le privilège contestable de posséder le Cabinet le plus avancé de l'Europe.

Les socialistes ont profité des facilités qui leur étaient données pour rétablir leur situation électorale et pour acquérir dans les préfectures et les administrations une autorité qui leur manquait depuis longtemps. Mais politiquement, ils ont contribué à la désorganisation générale sans rien faire de positif. Ils ont même pu mesurer la crainte qu'ils inspiraient. M. Herriot leur a certainement beaucoup plus promis qu'il ne leur a cédé en réalité. Mais il a suffi qu'il se plaçât sous leur domination et qu'il parût docile à leurs injonctions pour soulever contre lui la plus grande partie de l'opinion publique, la moitié de la Chambre, et presque tout le Sénat. Il a même provoqué une crise de confiance telle qu'il n'a pu tenir et que son gouvernement s'est effondré au mois d'avril, après moins d'une année d'agitation. De ce jour, les

socialistes ont certainement compris qu'ils s'étaient trop avancés et que leur temps n'était pas venu. Quand M. Léon Blum dit que le Parlement fait une politique moins avancée que celle qui est souhaitée par la nation, il est trop avisé pour se faire illusion sur cet argument de parti. Les socialistes représentent une minorité dont le reste de la France ne veut pas subir la domination. M. Léon Blum nous semble beaucoup plus logique lorsqu'il soutient que les socialistes prendront seulement le pouvoir le jour où ils seront assez forts pour appliquer leurs doctrines, c'est-à-dire pour accomplir une révolution.

Qu'allait faire le parti socialiste devant le Cabinet Painlevé? Il ne paraît pas qu'il l'ait su, et ce fut sa première faiblesse. Il a tergiversé, et ce fut la seconde. Il a fini par se laisser imposer une décision par les événements et ce fut la troisième. Il s'est alors aperçu qu'il perdait du crédit dans ces hésitations et il a remis ses résolutions aux calendes du Congrès national du 15 août. Quant le Cabinet Painlevé s'est présenté devant les Chambres à la fin d'avril, il a été accueilli dans tous les groupes par un doute méthodique. En raison de sa déclaration ministérielle, qui ne rappelait pas assez le Cartel, il a été accepté sans enthousiasme par les partis avancés. En raison de sa composition qui rappelait trop le Cartel, il a été traité avec froideur par les partis modérés. Mais les événements se sont précipités, et ils ont obligé le Cabinet à montrer ce qu'il était et ce qu'il voulait. La déclaration définissait une politique, qui était fort différente de celle du précédent ministère. Les actes ont suivi. Les grandes questions d'intérêt national qui étaient posées et qui devenaient urgentes obligeaient le Gouvernement à se prononcer. En raison d'un enchaînement inévitable de faits, le cabinet Painlevé était de plus en plus abandonné par les socialistes, et de plus en plus soutenu par l'alliance des radicaux et des modérés. A la dernière séance de la Chambre, le 12 juillet, la conclusion nécessaire est intervenue : le Gouvernement, ayant posé la question de confiance, a obtenu une majorité où les socialistes ne figurent plus.

C'est que, sur les deux grands problèmes qui ont dominé la politique, les socialistes n'étaient pas d'accord et ne pou-

vaient pas être d'accord avec le Gouvernement. Les affaires du Maroc et les affaires financières ont tenu depuis trois mois et continueront longtemps à tenir la première place dans notre vie publique. Or sur ces deux sujets, le Gouvernement n'a cessé de proclamer les idées qui l'inspiraient. Il a eu la volonté de traiter ces questions en elles-mêmes, sans tenir compte des doctrines de parti; il a annoncé son intention de décider et d'agir uniquement en fonction de ce qu'il considérait comme l'intérêt national. Cette méthode expérimentale ne pouvait que déplaire aux socialistes. A aucun moment cependant, M. Painlevé ne les a heurtés, et n'a prononcé un mot pour leur donner congé. Bien au contraire il leur a prodigué des ménagements qui ont paru bien souvent excessifs. Il les a conviés à participer à un effort qu'il souhaitait d'accomplir au nom de tous. S'il ne parlait pas d'union sacrée, il y pensait. S'il ne parlait pas d'apaisement, il y pensait. S'il ne parlait pas de politique nationale, il y pensait. Ni son langage ni sa bonne volonté ne pouvaient être compris par un parti dont la doctrine essentielle est fondée sur la lutte de classe et sur l'internationalisme.

L'affaire du Maroc, du jour où elle est devenue sérieuse, a obligé le gouvernement à prendre la seule attitude qu'un Gouvernement puisse avoir en pareil cas sous peine d'abdication. M. Painlevé a répété à la tribune, dans tous ses discours, et récemment encore à Autun, que la France n'avait pas le choix; en face d'un chef rebelle, il faut défendre les droits que nous tenons des traités, remplir les obligations que ces mêmes traités nous imposent, et protéger l'Afrique du Nord où une simple diminution de notre prestige suffirait à menacer notre situation. La seule concession que le Gouvernement a cru devoir faire aux partis avancés était à elle seule, comme les faits l'ont prouvé, pleine de périls. Le Gouvernement a jugé possible d'arrêter, d'accord avec l'Espagne, des conditions de paix qu'Abd-el-Krim pourrait connaître. Abd-el-Krim a reconnu ce procédé en se jouant de nous, en répandant des rumeurs incertaines, en se dérobant de manière à ne rien refuser et à ne rien accepter. Le résultat de ces manœuvres est que le Gouvernement se trouve dans la nécessité, puisqu'il a été question de conditions de paix, de les

faire connaître publiquement et par un véritable ultimatum. Après quoi, il ne restera plus qu'à procéder à une opération de force. Mais les socialistes se voilent la face : quand il s'agit de colonies, ils ont une doctrine ultra-pacifiste; ils consentent à les gouverner quand elles existent; ils se refusent à y agir quand il faut intervenir pour les garder.

Les affaires financières ont eu peut-être une plus grande influence sur les décisions du parti. On avait vu par ce qui s'est passé sous le ministère Herriot que les socialistes entendaient tirer de notre situation financière des éléments de révolution sociale. L'impôt sur le capital était l'article principal de leur programme. M. Caillaux n'en a pas voulu, et sur ce point, les socialistes ont été battus à la Chambre. A défaut de l'impôt sur le capital, le parti réclamait un accroissement de l'impôt sur le revenu global, qui est un véritable prélèvement sur les fortunes. M. Caillaux a jugé que cet impôt était pour le moment à sa limite. Il a eu recours à un emprunt en rentes perpétuelles, exempt de l'impôt sur le revenu global. Ce qui était nécessaire au succès de l'emprunt et au rétablissement de la confiance a paru aux socialistes un scandale véritable. Ils proclament qu'il n'y a que deux impôts démocratiques : l'impôt sur le revenu global et l'impôt sur les successions. La répercussion sur l'économie générale de la nation, sur l'existence de l'héritage et sur la famille, sur les entreprises industrielles et sur toute initiative ayant besoin de capitaux leur est indifférente : il s'agit de combattre le principe même de la propriété.

Il est donc logique, d'après ces événements, que le parti socialiste ait abandonné le Cabinet Painlevé. Il est même logique, comme le soutient M. Léon Blum, qu'il n'ait aucune hâte de soutenir un gouvernement, et encore moins de hâte de participer effectivement à un ministère. Ni la situation extérieure, ni la situation financière ne permettent aux socialistes d'appliquer, sans un danger évident, la moindre de leurs idées. Dans ces conditions, le seul parti qui reste est de rentrer dans l'opposition révolutionnaire.

***

On peut certainement s'étonner que les socialistes français soient si lents à évoluer et soient retenus par des dogmes qui les écartent de l'action. Ailleurs, il n'en est pas de même. On a vu M. Ramsay Mac Donald, travailliste, suivre docilement, dans la diplomatie et dans la politique maritime et coloniale, les traditions britanniques. On a vu M. Vandervelde entrer récemment en Belgique dans un Cabinet qui est loin d'être purement socialiste. Cette intransigeance des socialistes de notre pays sera-t-elle durable? C'est ce que les prochains Congrès vont examiner et c'est pourquoi ils auront leur importance pour l'avenir de la politique française.

Il n'est pas défendu de penser que certains socialistes se demandent à part soi pourquoi ils demeurent enfermés dans l'opposition au lieu de se risquer à prendre les responsabilités et les avantages du pouvoir. Dans le parti, il est des hommes actifs, qui ont déjà un long passé politique, du talent et une légitime ambition. Il leur est interdit de soutenir un ministère, il leur est interdit d'être ministres. Si d'aventure l'un d'eux s'enhardit, comme M. Alexandre Varenne, jusqu'à accepter les fonctions de proconsul, il est menacé des foudres de son parti, et M. Alexandre Varenne, nommé gouverneur de l'Indo-Chine, peut se demander s'il ne sera pas banni du socialisme. Il est humain que des activités en disponibilité perpétuelle soient parfois un peu impatientes et un peu mélancoliques. Quelle facilité au contraire ont eu les socialistes indépendants, et quelle brillante carrière! Ils ont fourni nombre de ministres et de présidents du Conseil depuis dix ans et plus : M. Millerand, M. Viviani, M. Briand, M. Painlevé, et parmi les nouveaux venus M. Borel, M. Levasseur. Ils ont le double avantage d'appartenir à un parti avancé et de n'être pas soumis à une discipline intransigeante.

Pour le parti unifié, les textes sont formels. Quand après le Congrès de Tours, en 1920, les communistes se sont séparés et ont formé un nouveau groupement, les socialistes n'ont eu qu'une idée : se protéger contre cette extrême gauche et garder le bénéfice de la mystique révolutionnaire. « *C'est*

nous, ont-ils proclamé, qui sommes le parti socialiste, tel qu'il fut unifié en 1905 *par Jaurès, Guesde et Vaillant. C'est nous qui continuerons à organiser les travailleurs, tous les travailleurs en un parti de classe, poursuivant la transformation la plus rapide possible de la société capitaliste en société collectiviste ou communiste.* » Voilà la parole révélée, voilà la foi : ils sont liés. Et pour qu'il n'y eût aucune méprise, ils ajoutaient quelque temps après : « Ni le bloc des gauches, ni le ministérialisme, condamnés à la fois par nos conceptions doctrinales et par l'expérience, ne trouveront dans nos rangs la moindre chance de succès. » Ces engagements ne sont pas oubliés par les militants : s'ils l'étaient, ils seraient vite rappelés avec énergie. La tentation est sans doute grande d'une évolution : mais toute la subtilité de M. Léon Blum n'arrivera peut-être pas à en faire admettre la possibilité. L'histoire des Congrès socialistes montre que c'est toujours l'intransigeance qui l'a emporté.

Les journées d'août apporteront-elles un changement que rien ne fait prévoir? Les partisans de la collaboration trouveront-ils grâce devant leurs juges? C'est l'intérêt des séances qui commencent et qui vont durer plusieurs jours. Selon les décisions du Congrès, le parti socialiste jouera prochainement un rôle dans la vie politique et dans la vie parlementaire, ou il retournera à l'opposition quelque temps, peut-être quelques années, pour se ménager l'avenir.

ANDRÉ CHAUMEIX

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Pour comprendre les monuments de Paris, par **G. Huisman.**

Un volume agréablement présenté, et d'un maniement aisé, où se trouvent réunies les indications nécessaires pour apprécier en toute connaissance de cause les monuments de Paris. C'est, si l'on veut, un exposé de l'histoire de l'architecture française étayé sur l'étude exclusive des édifices de la capitale. D'aucuns, recherchant ailleurs les indications topographiques nécessaires, l'utiliseront comme guide, et sans doute révèlera-t-il à bien des Parisiens des églises, des hôtels, des couvents qu'ils ignorent.

L'ordre chronologique étant rigoureusement observé, l'auteur est amené à étudier à plusieurs reprises les mêmes monuments. Ce système présente un grand avantage. Il met en valeur les transformations subies au cours du temps par les constructions parisiennes les plus anciennes, et dégage nettement l'apport de chaque génération. On ne saurait trop insister là-dessus, la masse même, l'unité matérielle d'un monument nous incitant, malgré nous, à imaginer chez les architectes successifs une unité d'inspiration qui fit presque toujours défaut. Évidemment on n'apprendra rien à personne en faisant remarquer que l'édification de Notre-Dame, par exemple, a été poursuivie pendant plusieurs siècles, mais il est utile de rappeler ce qui revient à chacun d'eux et de comparer les travaux de telle ou telle époque avec ceux effectués simultanément dans les autres églises parisiennes. Tandis que le chœur de notre cathédrale est du XIIe et la façade du début du XIIIe, les croisillons n'ont été construits qu'au milieu du XIIIe par Jean de Chelles. M. Huisman, en nous conduisant à la Sainte-Chapelle avant d'étudier ces croisillons, nous permet de comprendre l'influence que Pierre de Montereau a exercée sur Jean de Chelles. Au XVIIe siècle Louis XIII ayant fait vœu de reconstruire le chœur, le jubé est abattu, on enlève le maître-autel, les stalles. Des remaniements du même genre — tout aussi regrettables — modifient alors l'aspect de bon nombre d'édifices gothiques que M. Huisman étudie tour à tour. Au XVIIIe siècle la cathédrale subit de nouvelles transformations non moins malheureuses : vitraux anciens remplacés par des plaques de verre, suppression de bon nombre de statues médiévales. Au XIXe siècle c'est la grande restauration de Viollet-le-Duc, point aussi maladroite qu'on a voulu le dire. La galerie des rois, les pentures du portail central ne nous semblent point, en effet, d'un aspect déplaisant, non plus que les gargouilles...

Les églises ne sont point, bien entendu, les seuls monuments qui justifient une étude pareillement morcelée. Presque tous nos souverains depuis François Ier ont travaillé à l'ensemble Louvre-Tuileries, auquel

depuis la guerre nos édiles ont même ajouté une note nouvelle, que tout le monde n'approuve point, en plaçant au milieu de la plus belle perspective du monde une statue blanche et casquée...

Enfin, depuis la Salpêtrière, ce magnifique hôpital trop souvent oublié, jusqu'au faubourg Saint-Honoré il n'est monument de Paris que M. Huisman ait négligé et l'on peut faire d'agréables promenades sous sa direction, en regrettant seulement — une fois de plus — que de bon nombre d'hôtels célèbres du XVIIe et du XVIIIe il ne nous soit loisible de connaître la décoration intérieure que par des photographies.

Une vie de cité. Paris de sa naissance à nos jours,
par **Marcel Poète.**

Nous avons signalé antérieurement la publication de la première partie de ce grand ouvrage, que M. Marcel Poète consacre à Paris. Le second volume, qui doit retracer la vie de Paris de la Renaissance à nos jours, est encore en préparation. Celui qui vient de paraître est si l'on veut « hors série ». Il porte le sous-titre *album* et est en effet très abondamment illustré. Mais cela ne signifie point absence de texte : il y en a un au contraire et très considérable.

Le dessein de M. Poète est bien différent de celui de M. Huisman. Ce dernier commente les monuments de Paris qui subsistent. M. Poète, lui, nous fait connaître le Paris, on devrait presque dire les Paris qui ont existé. Les monuments, d'ailleurs, l'intéressent moins en eux-mêmes que comme expressions des aspects de la vie sociale. Il ne s'attache pas moins à ceux qui ont disparu qu'à ceux qui nous restent. Les gravures, les estampes, les photographies qu'il a groupées nous font assister à la transformation graduelle de la ville. Sous nos yeux, des maisons meurent, des quartiers naissent. C'est une croissance perpétuelle, dont l'évocation, nécessairement rapide, nous laisse un peu étourdis, comme ces films de cinéma où de hautes plantes semblent pousser en quelques minutes.

Nous voyons d'abord la petite ville gallo-romaine, édifiée au croisement de la grande route nord-sud (route de Flandre, route d'Orléans, rue St-Jacques et St-Martin actuelles) et de la voie d'eau. C'est Lutèce qu'il nous est possible de reconstituer approximativement : les Arènes, le théâtre (qui doit être quelque part sous le lycée Saint-Louis), les Thermes dits de Cluny (M. Huisman ne croit point, lui, que les bâtiments de Cluny aient abrité des bains), un rempart entourant l'île (on en a dégagé les restes au cours du XIXe siècle), etc.

Puis c'est la cité du moyen âge, qui doit son importance à la présence du roi et aux nombreuses foules de pèlerins qui la traversent. Trois parties dans ce Paris très primitif déjà hérissé d'églises : la bourgade de la rive droite ou *Ville*, la *Cité*, et le quartier de la rive gauche dit l'*Université*. Aussitôt après les remparts, les champs. Paris est une

petite ville rurale... Mais elle va croître assez rapidement, exigeant bientôt une nouvelle ceinture de défense. On doit reconstruire une nouvelle enceinte sous Charles V. A l'époque de la Renaissance, une grande innovation : on renonce aux rues tortueuses au bénéfice des rues droites. François Ier abandonnant l'île et son vieux palais [1], ainsi que l'hôtel des Tournelles, pour s'installer au Louvre décide de l'orientation future de la Ville. Elle grandira vers l'Ouest et non pas vers l'Est, comme on aurait pu le croire jusqu'alors. Les rois délaisseront Vincennes au bénéfice des Tuileries, de Madrid...

Au XVIIe siècle, la construction de la ville n'est plus tout à fait laissée au hasard. On a la préoccupation des « ensembles ». La place Dauphine est construite derrière le Palais. Henri IV crée la place Royale (aujourd'hui des Vosges) et projette l'édification d'une autre place semi-circulaire auprès du Temple. Construction du Pont-Neuf sur lequel se dresse bientôt un charmant bâtiment, contenant une machine à eau : sur la façade est une grande sculpture représentant la Samaritaine. Sur la rive gauche, en cet endroit où la rue de Seine débouche aujourd'hui sur le quai, s'élève l'hôtel de la reine Margot, première femme de Henri IV. Ses jardins s'étendent le long de la Seine vers l'Ouest. Ce sont *les allées de la reine Marguerite*, promenade des Parisiens (avec le Mail près de l'Arsenal et, un peu plus tard, le Cours-la-Reine). De tous côtés, dans le Marais et sur la rive gauche, des palais, des hôtels s'élèvent, les établissements religieux se multiplient. (Noviciat des Jésuites à Vaugirard, Val-de-Grâce.) La croissance de Paris s'accélère. Louis XIII puis Louis XIV doivent construire de nouveaux remparts. Pourtant les habitations sont étroitement pressées les unes contre les autres. Sur les ponts les maisons subsistent toujours (le Pont au Double est à la fois un passage et une annexe de l'Hôtel-Dieu, d'où son nom). Sous Louis XIII on réunit deux petites îles, l'île aux Vaches et l'île de Notre-Dame en une seule qui prend le nom d'île Saint-Louis... Au cours du XVIIe siècle apparaissent le Palais-Royal, le Palais Mazarin l'hôtel de la Vrillière, les Invalides; on construit la place Vendôme. Sur les chaussées la circulation devient intense ou du moins est jugée telle. Les marchands ambulants tiennent une grande place dans la vie de la rue, qu'ils animent de leurs cris.

Au XVIIIe siècle Paris s'étend vers la rive droite. Au delà des anciens remparts de Louis XIV qui suivent les grands boulevards s'élève une nouvelle enceinte dite des Fermiers généraux. (Deux pavillons de cette enceinte subsistent encore place Denfert-Rochereau.) Au delà des Tuileries et de la place Louis-XV, dans le faubourg Saint-Honoré, on commence de construire des hôtels, tandis qu'en plein Marais s'élève l'hôtel Soubise. A Monceau, le duc de Chartres se fait tracer un jardin à l'anglaise par Carmontelle : c'est notre parc Monceau. Sur la rive gauche, construction de l'École militaire.

1. Auprès duquel s'élevait alors un exquis monument : la Cour des Comptes.

En dépit de ses agrandissements, de ses transformations, Paris est encore, à la Révolution, une sorte de ville du moyen âge. Ce sont les deux Napoléon qui, au cours du XIXe siècle, vont lui donner son aspect moderne. L'un et l'autre ont tracé de grandes voies. Napoléon Ier fait construire la Bourse, la Halle aux Vins, les greniers d'abondance. Mais ces préoccupations d'ordre pratique ne lui font pas oublier ses armées. A leur gloire il édifie la Madeleine, l'Arc de Triomphe, l'arc du Carrousel, la fontaine du Châtelet, la colonne Vendôme, et, sur la place de la Bastille, un énorme éléphant de maçonnerie aujourd'hui disparu... Sur l'arc du Carrousel on installe les chevaux de Saint-Marc et, au milieu de l'esplanade des Invalides, le lion de Saint Marc... Nous n'insisterons pas sur la vie de Paris au XIXe siècle. Les progrès de la science sont à l'origine de la plupart des transformations de cette époque. Les chemins de fer, le gaz, l'électricité, les automobiles, ont contribué à changer profondément l'aspect de la ville. En ces dernières années la création de grandes usines a accentué son caractère industriel. La destruction des fortifications a marqué l'abandon du vieux système des remparts. Paris est devenu « la ville sans fin »...

Ces aspects sans cesse renouvelés de la cité que les nombreux documents iconographiques que M. Poète a groupés nous permettent de nous les représenter aussi nettement qu'il est possible. M. Poète ne s'est d'ailleurs pas contenté de reproduire des gravures anciennes figurant les monuments parisiens, il n'a négligé aucune pièce capable d'évoquer la vie de la rue, les réunions publiques, les fêtes, etc. Il ne sépare point la vie de la ville de la vie de ceux qui l'ont créée, agrandie, modifiée. De tous les facteurs politiques, économiques et sociaux qui ont influé sur l'évolution de l' « organisme urbain », il s'est efforcé de donner une représentation concrète. Cette préoccupation de rester près de la vie domine son livre; aussi la « masse » d'érudition qu'il contient ne nous est-elle point pesante : l'ouvrage est d'une lecture extrêmement attachante.

Le Palais de l'Élysée, par **C. Leroux-Cesbron.**

Avant de devenir la demeure de nos présidents, le palais de l'Élysée dont M. Leroux-Cesbron vient d'écrire la chronique, a vu passer entre ses murs une série d'occupants variés, ayant presque tous à vrai dire une attache plus ou moins directe avec le gouvernement, le destin de la maison étant de subir très directement les contre-coups de l'histoire de France.

Ce fut pour complaire au Régent que Henri de la Tour d'Auvergne, comte d'Évreux, décida en 1718 de se construire un hôtel dans le faubourg Saint-Honoré. Le duc d'Orléans lui avait en effet laissé comprendre que, pour bénéficier des bonnes grâces de son souverain, un grand seigneur devait être somptueusement logé, ce qui jusqu'alors n'était nullement le cas du comte, paraît-il.

Henri de la Tour d'Auvergne, qui avait toujours eu le génie de la spéculation — même matrimoniale puisqu'il avait épousé la fille du célèbre Crozat, dit le *Riche* — trouva moyen, tout en obéissant au Régent, de réaliser une excellente affaire : il acquit pour une somme relativement minime les terrains nécessaires à la construction de sa nouvelle demeure, dans le même temps que, pour faire compensation, il vendait à Law pour plus de 700 000 livres le comté de Tancarville qu'il avait payé 350 000 quelque dix ans auparavant. L'hôtel d'Évreux, une fois contruit (par l'architecte Mollet), ne fut point entièrement aménagé : son propriétaire estimant qu'il suffisait de meubler le rez-de-chaussée pour donner satisfaction au Régent, ne fit point meubler le premier étage... Pourtant les fonds ne manquaient point à ce courtisan bien entendu : il venait de gagner 5 millions de livres dans les affaires de Law, somme qui lui parut d'ailleurs suffisante pour pouvoir renoncer aux avantages matériels que lui valait sa femme : la petite Crozat dut regagner l'hôtel paternel place Vendôme.

Après la mort du comte d'Évreux (1753), l'immeuble fut acheté par madame de Pompadour, qui trouvait un réel avantage à demeurer « hors Paris », la populace de la ville ne lui ménageant pas les insultes lorsqu'elle l'apercevait. Les séjours de la marquise dans son hôtel furent à vrai dire peu fréquents, mais les travaux qu'elle y fit exécuter (aménagement du 1er étage, transformation des décorations du rez-de-chaussée) furent considérables. Sur ses instructions le jardin fut transformé et, pour créer un jardin potager, elle se fit donner par le roi le terrain compris actuellement entre les grilles du jardin et l'avenue des Champs-Élysées, cadeau qui mécontenta fort les Parisiens. Madame de Pompadour mourut en 1757, laissant son hôtel au roi qui en fit l'*Hôtel des ambassadeurs extraordinaires.* Le potager fut rendu à la promenade des Champs-Élysées et le frère de la défunte marquise, le marquis de Marigny, surintendant des bâtiments, fit percer, le long du jardin de l'hôtel, l'avenue qui porte son nom. Aucun ambassadeur extraordinaire ne venant s'installer dans l'hôtel, le roi le transforma en Garde-Meuble, en attendant que fût achevée la construction du pavillon de Gabriel — place de la Concorde — dont M. Pradel de Lamase nous a récemment retracé l'histoire.

En 1773, enfin, l'hôtel fut vendu au financier Beaujon, qui fit agrandir l'aile gauche du bâtiment et compléter la décoration intérieure. M. Leroux-Cesbron nous dépeint la vie paisible que mena là le brave homme et le grand philanthrope que fut Beaujon. Contraint par sa mauvaise santé de renoncer à tout plaisir un peu vif, le financier n'en appréciait pas moins la société féminine et vivait entouré d'une cour de jolies femmes que l'on appelait ironiquement ses « berceuses »... Beaujon mourut en 86, quelques mois après avoir vendu son hôtel à Louis XVI, pour la somme de 1 100 000 livres. L'année suivante, le roi — qui n'était point homme d'affaires — le céda pour 600 000 livres

à la duchesse de Bourbon, sœur de ce Philippe bien connu sous le nom de Philippe-Égalité et mère du malheureux duc d'Enghien.

Madame de Bourbon, qui vivait séparée de son mari, introduisit dans l'Élysée-Bourbon — c'était le nouveau nom de l'hôtel d'Évreux — des moines mystiques et des illuminées. C'est que les mystères de l'au-delà la tourmentaient — elle était folle de Mesmer et de Saint-Martin — sans la détacher du reste des biens de ce monde où elle eut un aimable amant en la personne d'Alexandre de Roquefeuil.

En 1794 la Convention transforma l'Élysée en imprimerie du Bulletin des lois, puis quatre ans plus tard vendit bâtiments et jardins moyennant dix millions de livres-assignats (300 000 francs) à un certain Howyn qui s'empressa d'organiser là une sorte de Luna-Park avant la lettre. Le premier étage fut divisé en appartements. Parmi les locataires qui les occupèrent, citons madame de Rothe, qui, à trente-cinq ans, avait épousé le célèbre maréchal de Richelieu, alors âgé de quatre-vingt-quatre ans, et Léon-Pierre de Vigny, père du poète, qui passa là ses années d'enfance. En 1805 les Howyn vendirent l'Élysée à Joachim Murat, beau-frère de l'Empereur. Ce fut une nouvelle période de splendeur pour l'Élysée. Percier et Fontaine y exécutèrent pour un million de travaux, parmi lesquels on ne peut passer sous silence la construction de l'escalier monumental qui existe encore aujourd'hui. De nombreux bals furent donnés par les Murat, trois années durant. En 1808 Murat, promu roi de Naples, abandonna son hôtel à l'État français. L'Élysée devint Élysée-Napoléon. L'Empereur y séjourna à plusieurs reprises puis en fit cadeau — après son divorce — à l'impératrice Joséphine, pour le lui reprendre en 1812 (il lui donna en échange le château de Laeken). On sait le tragique retour de Napoléon à l'Élysée, en 1815, au lendemain de Waterloo.

Après les défaites de 1814-1815, le tsar Alexandre habita à l'Élysée et, après lui, Wellington. En 1826 le duc et la duchesse de Berry s'installèrent, à leur tour, dans le palais de l'Élysée. Quatre ans plus tard le duc était assassiné... De 1820 à 1848 l'Élysée servit de résidence aux souverains étrangers. En 48 Louis Napoléon, président de la République, y rentra en triomphateur; mais le 2 janvier 52 le futur Empereur quitta l'ancien palais de son oncle pour les Tuileries. Sous le Second empire l'Élysée servit de nouveau à loger les souverains étrangers, en attendant de devenir, après la guerre de 70, la demeure officielle des Présidents de la République. Telle est dans ses grandes lignes l'histoire de l'Élysée, que M. Leroux Cesbron nous a retracée avec beaucoup d'érudition. Son dessein a été surtout de faire revivre les divers hôtes du palais, d'évoquer l'existence qu'ils y menèrent. L'entreprise n'était point inutile : si l'on excepte les Howyn, l'hôtel d'Évreux n'a jamais été habité que par des personnages qui méritent de retenir l'attention, sinon toujours par leurs propres mérites, du moins par leur situation sociale...

La vie amoureuse de Richard Wagner, par **Louis Barthou.**

Les divers chapitres de cette vie passionnée ont été de la part de M. Louis Barthou l'objet d'une analyse extrêmement pénétrante. Les faits, en eux-mêmes, sont assez connus et nous n'y insisterons point ici. Wagner avait vingt et un ans lorsqu'il fit connaissance à Lauchstadt de Minna Planer, une actrice assez jolie qui traversait en souriant sa vingt-sixième année. Cela se passait en 1835. Un an plus tard les jeunes gens étaient mariés. Malheureusement Minna était d'un esprit trop médiocre pour pouvoir séduire longtemps son mari. Elle l'exaspérait par ses incompréhensions, ainsi que le prouvent fort clairement les lettres qu'il lui adressait, lettres que publiera incessamment la *Revue de Paris*. M. Barthou ajoute que Richard était fastueux et Minna économe, autrement dit, elle aimait l'argent, elle en savait le prix, ainsi qu'elle le démontra d'ailleurs en fuyant par deux fois avec un certain Diétrich, qui avait le mérite d'être riche... On ne peut s'étonner qu'une femme aussi attachée aux réalités pratiques n'ait point pardonné à son mari d'avoir compromis sa situation en participant au mouvement révolutionnaire qui agita Dresde en 1849. Wagner, après l'échec de ses amis, dut quitter l'Allemagne, il en profita pour se séparer provisoirement de sa femme qui l'excédait.

En France, où il s'installa, Wagner eut avec une Américaine mariée à un Français, Jessie Laussot, une aventure qui eût pu déterminer une orientation nouvelle de sa vie. Le musicien s'était installé chez les Laussot à Bordeaux. Après quelques mois Jessie, éprise de son hôte, décida de le suivre. Mais il fallait préalablement quitter Laussot. La manœuvre fut mal exécutée. Il y eut des malentendus, des erreurs et finalement Jessie crut avoir eu affaire à un homme sans sincérité et Wagner eut la conviction d'avoir été abandonné. De ces impressions-là on retire tout au moins quelque profit : elles adoucissent un peu la douleur des ruptures.

Nous arrivons ici au grand épisode de la vie amoureuse de Wagner... Mais tout le monde connaît la délicieuse Mathilde Wesendonck et l'immense amour qu'elle inspira à Wagner. Il y a pourtant quelques points obscurs dans cette aventure : Richard et Mathilde furent-ils complètement des amants? M. Barthou ne se prononce pas et observe que la question ne mérite pas d'être discutée indéfiniment. (Certes, mais *les lettres à Mathilde* ne la tranchent-elles pas ? Tout n'y laisse-t-il pas deviner....?) Après quelques mois de séjour dans le célèbre asile, Wagner quitta brusquement ses amis (17 août 1858). La raison : Minna qui avait rejoint son mari avait rendu la situation intenable par les manifestations de sa jalousie. Et puis cet amour était trop grand pour s'accommoder des obstacles : La présence de Minna et aussi celle de « cette bonne bête de Wesendonck » — une bête bien résignée cependant — devait être odieuse à Tristan et à Isolde Il leur fallait partir ensemble... ou renoncer.

C'est à quoi Wagner se résolut, n'osant — ou ne pouvant — détruire une famille et gêné sans doute aussi par tous les services que lui avait rendus Wesendonck. Wagner installé seul à Venise continua de composer son *Tristan* et d'écrire à sa bien-aimée. La séparation était pour lui un coup terrible, une souffrance atroce dont nous mesurons l'ampleur dans ses lettres à Mathilde.

Puis cette passion-là s'atténua. D'autres femmess occupèrent l'esprit de Wagner, une jeune fille : Mathilde Maier, une actrice Frederike Mayer. En 64 enfin Cosima de Bülow, fille naturelle de Liszt et de madame d'Agoult, femme de Hans de Bülow, l'élève préférée de Wagner, entra dans la vie du compositeur. Ce fut cette année-là même que l'amitié et l'admiration du jeune roi de Bavière, Louis II, arrachèrent Wagner aux préoccupations matérielles, à la misère imminente...

Cosima était une femme pleine de courage et d'audace. Elle brava l'opinion et, abandonnant son mari, vint s'installer tranquillement avec Wagner. Ce fut une indignation générale. Les ennemis de Wagner s'emparèrent de l'affaire; le pauvre Bülow fut accablé de sarcasmes; Liszt rompit avec Wagner; le roi de Bavière lui-même dut se séparer de son ami... Enfin l'orage s'apaisa, Bülow divorça et Wagner, dont la femme était morte, put épouser Cosima, auprès de qui il connut dix-sept ans de bonheur et de paix. L'amour de Wagner pour Cosima ne saurait d'ailleurs être comparé à celui qu'il éprouva pour Mathilde Wesendonck : le douloureux cri d'amour que celle-ci lui inspira reste unique...

Il y a dans cette vie violente et belle, que M. Barthou a si magistralement évoquée, un côté assez troublant : Wagner a toujours été convaincu que ses amis devaient se sacrifier pour faciliter le libre épanouissement de son génie. Évidemment il n'a pas été jusqu'à formuler cette théorie, mais elle se devine. L'état assez humiliant auquel il avait réduit Wesendonck ne l'empêchait point de lui demander de l'argent; il n'a pas hésité à enlever à son cher Bülow sa femme Cosima. Tout cela lui paraissait naturel : les hommes devaient s'effacer devant lui, tout comme ils devaient assurer sa subsistance, si cela devenait nécessaire. La correspondance de Wagner nous montre d'ailleurs qu'il se considérait comme un surhomme, et qu'il ne craignait point de le laisser comprendre aux autres. Cette superbe confiance en soi lui a permis de triompher de bien des épreuves douloureuses, elle a donc été utile, mais dans cette foi en la force, cette indifférence à l'égard du faible, n'y a-t-il pas aussi un trait de la race? MARCEL THIÉBAUT

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. André CHAUMEIX, Directeur de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

TABLE DU QUATRIÈME VOLUME

Juillet-Août

LIVRAISON DU 1er JUILLET 1925

		Pages.
HENRY BORDEAUX	Barbey d'Aurevilly	5
ABEL BONNARD	Au Maroc. — I	45
E. MIREAUX	Les Réparations en nature	65
JEAN D'ESME	Les Barbares. — IV	89
BERNARD FAY	La Joie et les Plaisirs aux États-Unis	143
ADA NEGRI	Stella Mattutina. — II	167
ALBERT FLAMENT	La Quinzaine : Tableaux de Paris	185
CL.-J. GIGNOUX	La Vie financière : L'Étalon-or en Angleterre	196
HENRI BIDOU	Les Lettres : Parmi les Livres	211
ANDRÉ CHAUMEIX	La Politique : Nos Finances et le Parlement	221

LIVRAISON DU 15 JUILLET 1925

COMTE DE SAINTE-AULAIRE	Lamartine et la Politique	241
MARQUIS DE SEGONZAC	De Raissouli à Abd el Kerim	253
HENRY PRIOR	Balzac à Milan. — I	283
JEAN D'ESME	Les Barbares. — V	303
LUIGI PIRANDELLO	Comment j'ai écrit les « Six personnages »	332
ABEL BONNARD	Au Maroc	348
J. CHAPPEY	Maurice Barrès, Gœthe et l'Austrasie	370
ADA NEGRI	Stella Mattutina (*fin*)	396
L. HOULLEVIGUE	La Vie scientifique : Radioactivité et Chaleur	427
A. ALBERT-PETIT	Les Lettres : Les Livres d'histoire	438
CONSTANTIN PHOTIADÈS	La Musique : Les Concerts de la Saison	451
ANDRÉ CHAUMEIX	La Politique : L'Avenir de nos Finances	465

LIVRAISON DU 1er AOUT 1925

		Pages
CHATEAUBRIAND	Lettres à la comtesse de Castellane	481
SIR SIDNEY LEE	Guillaume II et le Prince de Galles	497
KAREN BRAMSON	Parmi les Hommes. — I	530
AVESNES	Les Magnificences du comte de Raimondis. — I	553
GUY DE MONTJOU	La Guerre du Rif	574
HENRY PRIOR	Balzac à Milan (*fin*)	602
JEAN D'ESME	Les Barbares (*dernière partie*)	621
ALBERT FLAMENT	La Quinzaine : Tableaux de Paris	662
PAUL SOUDAY	Au Théâtre : Le Mouvement dramatique	676
HENRI POUYANNE	La Vie financière : Le Budget anglais	684
ANDRÉ CHAUMEIX	La Politique : Les Négociations avec l'Allemagne	704

LIVRAISON DU 15 AOUT 1925

CHATEAUBRIAND	Lettres à la comtesse de Castellane. — II	721
LUDOVIC NAUDEAU	Réflexions et Enquête sur la Sécurité	750
ANDRÉ SAVIGNON	Un petit Poème dans sa vie	784
SIR SIDNEY LEE	Guillaume II et le Prince de Galles	815
AVESNES	Les Magnificences du comte de Raimondis (*fin*)	850
KAREN BRAMSON	Parmi les Hommes. — II	875
LOUIS LALOY	La Vie musicale : Fin de Saison lyrique	906
ALBERT FLAMENT	La Quinzaine : Tableaux de Paris	917
ALBERT DREYFUS	La Vie financière : L'Emprunt à change garanti	931
ANDRÉ CHAUMEIX	La Politique : Le Conseil de guerre des Socialistes	943

ÉMISSION AU PAIR

DE

RENTES PERPÉTUELLES

4 % 1925

Avec garantie de change
Réservées aux porteurs des

BONS

de la

DÉFENSE NATIONALE

Intérêt minimum de **4 %**
avec majoration proportionnelle
si le cours moyen semestriel
de la livre sterling dépasse

95 francs

Rentes exemptes d'impôts
y compris

L'IMPÔT GÉNÉRAL SUR LE REVENU

L'émission ouverte le **20** Juillet
prendra fin le **5** Septembre

ON SOUSCRIT PARTOUT

LE CRAPOUILLOT

Revue Parisienne illustrée : *Arts, Lettres, Spectacles*

Directeur : JEAN GALTIER-BOISSIÈRE

Jeune, vivant, combatif, le *Crapouillot* publie, tous les quinze jours, une livraison illustrée comprenant : une nouvelle, une traduction étrangère, des poèmes, des articles de fond sur l'Art, les Lettres, le Théâtre, le Cinéma et l'analyse de tous les livres, de toutes les expositions, de toutes les pièces et films qui font sensation à Paris.

Ses Collaborateurs :

ALEXANDRE ARNOUX, GUS BOFA, ROBERT REY, PAUL FUCHS, LUCIEN MAINSSIEUX, LÉON MOUSSINAC, ANDRÉ MAUROIS, PAUL MORAND, LOUIS-LÉON MARTIN, ROLAND DORGELÈS, RAMON GOMEZ DE LA SERNA, ALEXANDRE KOUPRINE, JEAN ROSTAND, J. KESSEL, BERNARD ZIMMER, JANE CALS, ÉMILE HENRIOT, H. BÉRAUD, JEAN-LOUIS VAUDOYER, G. IMANN, ANDRÉ OBEY, L. CHERONNET, CLAUDE BLANCHARD, L. FARNOUX-REYNAUD.

SA COLLECTION RELIÉE DES SIX ANNÉES PARUES est indispensable à TOUTE BIBLIOTHÈQUE

LE CRAPOUILLOT : 3, place de la Sorbonne, PARIS-Ve

(CHÈQUE POSTAL 417-26)

ABONNEMENT D'UN AN (**24** nos **2** fr. et **3** fr. **50**) France, **50** fr.; Étranger, **60** fr.
LA COLLECTION RELIÉE des SIX premières années du "*Crapouillot*"
(1919-20-21-22-23-24), comprenant plus de 3 000 pages
format album et plusieurs milliers d'illustrations, est vendue :
France : **260** fr. ; Étranger : **300** fr. *(port compris)*.

Bulletin de souscription à l'abonnement du "CRAPOUILLOT" et à "L'OFFICE DE LIVRES" du Crapouillot

3, place de la Sorbonne, PARIS-Ve

NOM ET ADRESSE : .....

.....

1. — Je vous adresse ci-joint { **50** fr. (France) / **60** fr. (Étranger) } pour un abonnement d'un an au " Crapouillot ".

2. — Je vous adresse ci-joint { **260** fr. (France) / **300** fr. (Étranger) } pour recevoir la collection reliée des six années.

OFFICE DE LIVRES DU CRAPOUILLOT

3. — Je vous adresse ci-joint une provision de..... destinée à couvrir les frais d'achat et d'envoi de 2, 4, 8, 10, 12, ... livres par mois, les plus intéressants à votre choix et d'accord avec votre critique littéraire — ainsi que tous les ouvrages que je vous commanderai personnellement.

INDICATIONS SPÉCIALES (1)

I. Je désire, en principe, recevoir, dès leur apparition, les grands prix littéraires : .....

.....

II. Les œuvres de mes auteurs préférés (à savoir) : .....

.....

III. J'aime : les romans psychologiques ; d'aventures ; les livres de voyage; les livres d'histoire; les pièces de théâtre ; les livres de critique littéraire, artistique, théâtrale ; les livres sur la guerre et sur l'histoire de la guerre ; les livres de vers ; les romans coloniaux ou exotiques ; les livres gais ou satiriques ; les traductions inédites d'auteurs étrangers contemporains.

IV. Je désire des livres d'art illustrés d'un prix ne dépassant pas .....

V. Je mintéresse de plus aux questions suivantes :

VI. **M'adresser uniquement les livres que je commanderai.**

L'OFFICE

du « Crapouillot » 3,

L'Office de Livres du « Crapouillot », qui fonctionne dep
colonies et de l'étranger qui désirent se tenir au courant des

Organe de centralisation, l'Office est basé sur le systè
multiples. Au reçu du premier versement, un compte-courant es
de son solde créditeur.

I. Souscripteurs « avec envoi d'office »

Le correspondant charge l'Office de lui choisir chaque mois les meilleur nouveautés, suivant les directives données dans le bulletin de souscripti (page suivante), qu'il peut d'ailleurs modifier à son gré, au cours de l'ann

L'abonné qui réside dans un pays éloigné, grâce à cette méthode nouvel au lieu de commander en France les livres qu'il désire et d'attendre l'aller retour des courriers, reçoit dès leur parution les œuvres nouvelles de ses auteu préférés et les meilleures nouveautés dans les genres qu'il a désignés.

Les livres sont facturés au prix de Paris, plus le port, alors que certai libraires coloniaux ou étrangers font subir au livre français, en prétextant change, les majorations les plus fantaisistes.

L'Office accepte en règlement les mandats, bons de p
LES DEVISES ÉTRANGÈRES dont les comptes son

MONTANT DES PROVISIONS A

Pour recevoir 2 livres nouveaux par mois. . . . . .
— 4 livres nouveaux — . . . . . .
— 8 livres nouveaux — . . . . . .
Pour recevoir 10 à 12 livres nouveaux par mois pendant un an, des éditio

Ces prix qui s'appliquent aux volumes de 7 fr. 50, comprenne le port recommandé d'après le nouveau tarif postal.

E LIVRES

3, de la Sorbonne, Paris-V^e

e dep NS à la satisfaction générale, s'adresse à tous les lettrés des des littéraires françaises.

systè PROVISION qui supprime les frais de mandats ou chèques nt es mme en banque au souscripteur, qui est averti à chaque envoi

II. Souscripteurs « sans envoi d'office »

neilleur Le souscripteur, une fois sa provision déposée, se sert de son compte-cou-scripti nt pour toutes ses commandes de librairie, qui sont toujours exécutées l'ann r *retour du courrier*.

nouvel Il faut également se servir de sa provision pour régler sans frais ses renou-l'aller llements d'abonnements aux revues et journaux, pour passer des souscriptions s auteu x ouvrages ou collections à tirage limité, aux éditions originales et de luxe.

L'Office possède un rayon « d'éditions originales », particulièrement bien certai sorti.

extant L'Office, d'autre part, se charge de fournir tous les ouvrages de science, de édecine, d'enseignement, de musique que ses clients désirent.

de p èques sur la France et l'Angleterre, ainsi que TOUTES s son s, le jour de la réception, au cours exact du change.

S A ICE DE LIVRES POUR UN AN

. . . . et Colonies.	**215** fr.	— Étranger.	**240** fr.
. . . . et Colonies.	**430** fr.	— Étranger.	**480** fr.
. . . . et Colonies.	**860** fr.	— Étranger.	**960** fr.
éditio , des éditions d'art et de luxe. . .		de **1.500** fr. à **4.000** fr. par an	

renne Ces prix ne comprennent pas l'abonnement à la Revue l. « LE CRAPOUILLOT » (facultatif) qui est réglé séparément.

PRIMES

Tout nouvel abonné d'un an au **« Crapouillot »**, *Revue littéraire et artistique illustrée, recevra en primes* **gratuites** *(franco de port) :*

1°) Les **TROIS** superbes **NUMÉROS SPÉCIAUX** consacrés à **L'EXPOSITION DES ARTS DÉCORATIFS** et aux **GRANDS SALONS** de **PEINTURE 1925** (deux cent soixante-quinze reproductions) ;

2°) **UN** livre à choisir parmi les derniers succès :

GALTIER-BOISSIÈRE : **LA BONNE VIE.**

Paul MORAND : **L'EUROPE GALANTE.**

H. BÉRAUD : **AU CAPUCIN GOURMAND.**

M. DEKOBRA : **LA MADONE DES SLEEPINGS.**

Joseph DELTEIL : **JEANNE D'ARC.**

André BAILLON : **UN HOMME SI SIMPLE.**

J.-J. BROUSSON : **ANATOLE FRANCE EN PANTOUFLES.**

P. BENOIT : **LE PUITS DE JACOB.**

R, DORGELÈS : **SUR LA ROUTE MANDARINE.**

H. DE MONTHERLANT : **LES ONZE DEVANT LA PORTE DORÉE (Cahier Vert).**

Gérard D'HOUVILLE : **LA VIE AMOUREUSE DE L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE.**

CHMÉLOV : **GARÇON.**

CURNONSKI : **LE WAGON DES FUMEURS.**

J. ROSTAND : **LES FAMILIOTES.**

L'achat de la collection reliée des six années du « Crapouillot » comporte une prime de SIX VOLUMES à choisir dans la liste ci-dessus ou dans les dernières nouveautés au choix du souscripteur.

LE CRAPOUILLOT, 3, Place de la Sorbonne, PARIS-V^e

Abonnement d'un an : FRANCE et COLONIES : **50** fr. ; ÉTRANGER : **60** fr.
Collection relié (6 volumes 1919-1924) FRANCE et COLONIES : **260** fr. ; ÉTRANGER : **300** fr. (port compris).

LE MOIS LITTÉRAIRE CHEZ GRASSET

JEAN GALTIER-BOISSIÈRE
La bonne vie. 7.50

ALEXANDRE ARNOUX
Suite variée. 7.50

RAYMOND HESSE et LIONEL NASTORG
Leur manière. 7.50
Plaidoiries à la façon de nos grands avocats.

LOUIS MARTIN-CHAUFFIER
L'Épervier. 7.50

PAUL MORAND
L'Europe galante. 7.50

C. F. RAMUZ
Joie dans le Ciel. 7.50

RAYMOND RADIGUET
Les joues en feu *(poèmes)*. 7.50

CALMANN-LÉVY, Éditeurs, 3, rue Auber, Paris (IXe)

OUVRAGES D'ACTUALITÉ :

ANDRÉ SAVIGNON

Prix Goncourt en 1912

LE SECRET DES EAUX

ROMAN

Un volume in-18. — Prix .. .. **6 fr. 75**

LA TRISTESSE D'ELSIE

ROMAN

Un volume in-18. — Prix .. .. **6 fr. 75**

ÉMILE NOLLY

(Capitaine DÉTANGER)

Grand Prix de Littérature de l'Académie française en 1915

GENS DE GUERRE AU MAROC

Un volume in-18. — Prix .. .. **6 fr. 75**

LE CONQUÉRANT

Journal d'un "Indésirable" au Maroc

Un volume in-18. — Prix .. .. **6 fr. 75**

870 (8-1925). — PARIS. IMP. L. POCHY ET FIAS, 52 RUE DU CHATEAU. — Registre du Commerce Seine : 19.528.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

19 *juillet.* — Élections pour le renouvellement de la moitié des conseillers généraux. Le scrutin porte sur 1 467 sièges. — Une sédition militaire à laquelle s'associe l'équipage du *Vasco de Gama* éclate à Lisbonne, mais elle est promptement réprimée.

20. — M. von Hoesch, ambassadeur du Reich, est reçu par M. Briand auquel il remet, en la complétant par des explications verbales, le texte de la réponse allemande à la note française relative au projet de pacte de sécurité. — La Conférence franco-espagnole pour la question du Maroc clôture ses travaux. — La Cour d'enquête chargée d'étudier la crise minière anglaise tient sa première réunion. Elle entend le représentant des Compagnies après avoir pris acte du refus des mineurs de participer à son enquête.

21. — La réponse allemande à la note française est rendue publique. — MM. Briand et Caillaux confèrent au sujet des dettes interalliées. — Le capitaine aviateur Fonck fait connaître qu'il y a dix-huit mois Abd-el-Krim lui avait offert la direction de l'aviation riffaine. — Le protocole franco-espagnol pour le Maroc est signé à Madrid.

22. — Le gouvernement a désigné les membres des délégations chargées des négociations relatives au règlement des dettes interalliées. Une première commission partira pour Londres au début de la semaine prochaine; la seconde se rendra en août à Washington. — Le général Primo de Rivera se rendra au Maroc pour conférer avec les maréchaux Lyautey et Pétain.

23. — M. de Fleuriau, ambassadeur de France à Londres, communique à M. Chamberlain les premières observations de M. Briand au sujet de la note allemande. — La Fédération des mineurs britanniques, à l'unanimité, décide la grève pour le 31 juillet. Au nom des Trade Unions et du Labour Party une démarche est faite auprès de M. Baldwin pour la réunion d'une conférence qui serait acceptée par les deux parties. — Par 235 voix contre 158, le Reichstag approuve le texte de la note allemande et les explications complémentaires de M. Stresemann. — Une vigoureuse opération de nos groupes mobiles dégage les deux rives de l'Ouergha. Le maréchal Pétain va partir pour Ceuta où il va conférer avec M. Primo de Rivera

25. — On connaît, dans leurs grandes lignes, les clauses de l'accord franco-espagnol pour le Maroc. Les troupes des deux pays pourront opérer suivant leurs besoins militaires dans les deux zones et des négociations de paix ne pourront avoir lieu séparément.

26. — Scrutin de ballottage pour l'élection de 198 conseillers généraux. — Les troupes françaises d'occupation évacuent Essen. — Les délégués financiers français sont arrivés à Londres pour la conférence sur les dettes interalliées qui commencera le 27.

27. — Sir Eric Phipps, chargé d'affaires britannique, a un long entretien avec M. Philippe Berthelot au sujet de la note allemande et du pacte de sécurité. — Il est procédé à des perquisitions au siège du « Comité central d'action contre la guerre du Maroc ». — A la S. D. N., ouverture de la 6e session de la Commission de coopération intellectuelle. On élabore les statuts de l'Institut international. — Les experts anglais et français chargés d'étudier la question du règlement de la dette française tiennent à Londres leur première réunion.

28. — Le Conseil des ministres réuni à Rambouillet, où le Président de la République prend quelques jours de repos, décide que des poursuites judiciaires seront exercées contre les fauteurs de menées communistes. — Le chargé d'affaires britannique est reçu par le ministre des Affaires étrangères auquel il expose le point de vue de son gouvernement sur les questions relatives à la dernière note allemande. — Les experts financiers français exposent à leurs collègues britanniques le plan de M. Caillaux pour un règlement de la dette française. — La Commission de coopération intellectuelle de la S. D. N. désigne les hauts fonctionnaires de l'Institut de coopération. Son directeur sera M. Julien Luchaire, inspecteur général de l'instruction publique en France. — Le général Primo de Rivera et le maréchal Pétain ont, à Tétouan, une longue conférence sur les affaires du Maroc.

29. — M. Alexandre Varenne, vice-président de la Chambre, est nommé gouverneur de l'Indo-Chine en remplacement de M. Merlin, admis à la retraite. — Le maréchal Pétain, rentrant en France, s'embarque à Tanger. — Les entrevues que M. Baldwin a eues hier avec les patrons et ouvriers mineurs ne semblent pas faire prévoir une solution amiable du conflit.

30. — Les employés de banque en grève envoient une délégation au ministre des Finances à qui ils exposent leurs revendications. — Le président de la Cour d'appel rend une ordonnance de non-lieu dans l'affaire de la mort du jeune Philippe Daudet. — Après une nouvelle réunion avec leurs collègues anglais, les délégués financiers français rentrent à Paris pour faire connaître à M. Caillaux l'état de la négociation.

31. — Un communiqué officiel publié à la suite du Conseil des ministres fait connaître, à propos de la question des dettes, que bien que les points de vue français et anglais soient encore « sensiblement différents », un premier rapprochement a été réalisé. — La grève des employés de banque s'étend en province. Le ministre des Finances a un entretien avec les directeurs des établissements de crédit intéressés.

1er *août.* — Le maréchal Pétain rend compte de sa mission au président du Conseil qui, à la suite de cette entrevue, fait une déclaration à la presse. — Le général Sarrail, haut-commissaire en Syrie, d'accord avec le haut-commissaire britannique, prend des mesures militaires pour mater la rébellion des Druses. — Abd-el-Krim aurait lancé une proclamation où il déclare ne vouloir négocier qu'une paix qui garantisse l'indépendance du Riff.

3. — Après diverses réceptions officielles à Grenoble, le Président de la République s'installe pour quelques jours au château historique de Vizille. — La grève des employés de banque continue à Paris et tend à se généraliser dans les villes de province.

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE	80 »	41 »	21.50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES	86 »	44 »	23 »
ÉTRANGER	98 »	50 »	26 »

LA LIVRAISON — 240 pages — **4** fr. **50**

On s'abonne à la Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *de la* Revue de Paris, n° 360-50, *rue Saint-Roch, Paris.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Prière de joindre la somme de 1 franc *et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.*

Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, *3, rue Auber.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.*

Première Table décennale (1894-1903). *Prix* . . . . . 2 fr. 50
Deuxième Table décennale (1905-1913). *Prix* . . . . . 3 fr. 50

P. Brodard, imprimeur de la *Revue de Paris*, 114, avenue des Champs-Élysées, Paris.